

■ Le chaos économique en Serbie et au Monténégro



# Le Monde

55<sup>e</sup> ANNÉE - N° 16856 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

MARDI 6 AVRIL 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## L'OTAN désarmée face à l'exil forcé des Kosovars

● Selon le HCR, plus de 350 000 habitants du Kosovo ont été contraints à l'exode  
● Le dilemme des Alliés : entériner l'épuration ethnique ou risquer de déstabiliser les pays d'accueil ? ● M. Jospin refuse « le fait accompli des déportations perpétrées par les Serbes »



### Ambroise Roux est mort

Ancienne éminence grise de Georges Pompidou, le « parrain » des patrons français est décédé, dimanche 4 avril à Montfort-l'Amaury (Yvelines). p. 24

### Transparence du patrimoine des élus

Le rapport de la Commission pour la transparence financière de la vie politique montre que l'évolution du patrimoine des dirigeants d'entreprise publique reste mal contrôlée. p. 24 et notre éditorial p. 11

### Mont-Blanc : l'heure des questions

Pourquoi a-t-on mal évalué l'ampleur de la catastrophe ? Qui a donné l'alerte ? Comment sont intervenus les secours ? La justice devra éclaircir de nombreux points. p. 9

### An Cambodge, des ossements sous la pioche

Creusant une tranchée destinée à un câble reliant Phnom Penh à Ho Chi Minh-Ville, des ouvriers rencontrent des ossements humains. Reportage. p. 7



### Franco-fête en Louisiane

Pour marquer le tricentenaire de l'installation de colons de Louis XIV à l'embouchure du Mississippi, la fête durera toute l'année et réunira des centaines de milliers d'Acadiens autour de notre langue et de nos cultures. p. 20

### Le doute des Bourses européennes

Les places boursières européennes affichent des performances inférieures à celles de la Bourse de New York et s'interrogent sur la conjoncture en Europe dans les prochains mois. p. 15

### Les retraites en débats

Pour Alain Lipietz, plus d'activité féminine et d'immigration seraient deux moyens de trouver des actifs pour financer les retraites ; selon Jean-Luc Cazettes, il faut se pencher sur la proposition d'une cotisation sociale sur la consommation. p. 13

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 F ; Belgique, 40 F ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Grèce, 200 Dr ; Hongrie, 200 HUF ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 NOK ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 9 F ; Suède, 80 F ; Suisse, 10 Sfr ; Taiwan, 2,50 NT ; Turquie, 1,2 TL ; USA (NY), 2 \$ ; USA (Calif.), 2,50 \$.

M 0147-408-7,50 F



● Situation au douzième jour de « Force allié » p. 2  
● Les hésitations de l'OTAN et de Washington p. 3  
● L'Europe divisée face au drame des réfugiés p. 4

● Nos reportages en Albanie et au Monténégro p. 5-6  
● Débats : pour ou contre les frappes ? p. 12  
● Les sportifs yougoslaves face à la guerre p. 17

## A Sarajevo, dix jours de guerre contre cinq ans d'une autre

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

Dans les rues de Sarajevo, on court à la tombée de la nuit. Embouteillages, échafaudages, musiques de bar, nouveaux cafés. Un homme se presse dans la foule en portant sous le bras des fleurs coupées. Le Metropolis, dernier établissement branché, est surpeuplé. Deux femmes demandent à des inconnus la permission de partager leur table. Au-dessus d'une cascade d'eau, inondant un mur de lierre, des portraits de Mao, de stars hollywoodiennes.

Azra, vingt-huit ans, économiste, mange une salade de fruits avec cette gourmandise de l'insouciance retrouvée. « On est tellement épuisé par la guerre, s'excuse-t-elle. C'est vrai qu'on pense à tous ces gens bombardés de l'autre côté. On s'en est inquiété. » Assise à côté, Sandra, une étudiante, âgée de vingt-cinq ans, ose à peine confier la pensée qui lui est venue à l'esprit lors des premières frappes de l'OTAN. « Je me disais : "Enfin ! C'est bien que ça leur tombe dessus". Tout de suite après j'ai

recréé. Je pensais seulement à Milosevic », dit celle qui est sans nouvelles de ses amis à Belgrade.

« On ne peut pas parler comme une personne normale. On est modifié, précise Sandra. Nous, quand on voulait éteindre les incendies provoqués par les bombardements, les snipers nous tiraient dessus. Cinq ans sans électricité, ni gaz, ni téléphone, ni sirènes d'alarme, avec des attaques irrégulières et des massacres programmés... Pendant ces cinq années, c'était normal ! », s'empare-t-elle.

Attaqué au Café de la Ville, Faruk, trente-trois ans, ancien pilote militaire, reste plus circonspect : « Les Serbes vivent totalement isolés depuis dix ans. A cause de la propagande de la télévision, ils ne savent même pas ce qui s'est réellement passé en Bosnie. Quand on touche à l'essence d'une nation, toutes les différences, toutes les oppositions à l'intérieur de cette nation disparaissent. C'est l'erreur de l'OTAN. Aujourd'hui, les Serbes sont devenus fous. Prêts à mourir jusqu'au dernier pour défendre leur patrie. Milosevic a voulu cette situa-

tion. C'est le chaos qui le maintient. La Macédoine, le Monténégro, l'Albanie vont-ils survivre à ce flot de réfugiés ? Même ici, en Bosnie, l'équilibre est artificiel. »

Faruk aussi aimerait oublier la guerre. Son cousin Elvir, vingt-trois ans, plaisante en racontant comment de nombreux habitants de Sarajevo se sont « esmeraldisés », du nom de la série télévisée mexicaine Esmeralda dont ils s'abreuvent chaque jour pour oublier. « C'est cheap et nul », précise-t-il. Faruk a fait une découverte depuis le début des frappes de l'OTAN sur la Serbie : « J'ai mieux compris comment les gens ont pu regarder la guerre de Sarajevo à la télé et rester indifférents. En ce moment, je reçois les images de Belgrade sur CNN et je n'y pense plus le reste de la journée. C'est peut-être parce que j'ai vécu trop longtemps sous les bombardements. Je me suis blindé. »

Un silence, puis il ajoute : « Sinon, je serais fou maintenant. »

Dominique Le Guilledoux

## Les Serbes, victimes de l'Histoire ?

« LA GUERRE », déclarait, en 1955, Selwyn Lloyd, secrétaire au Foreign Office, est devenue un moyen démodé de régler les conflits. On ne compte pas les guerres qui ont eu lieu depuis lors, faisant des millions de victimes, mais il est vrai que la plupart n'ont rien réglé du tout : songeons à l'Afghanistan ou au continent noir. On aimerait être sûr que les opérations déclenchées contre Slobodan Milosevic soient plus efficaces que celles qui le sont de temps à autre contre son alter ego Saddam Hussein.

L'hypothèse de départ selon laquelle le dictateur de Belgrade s'écroulerait devant la force, comme il y a quatre ans en Bosnie, n'a pas reçu, pour le moment, l'ombre d'une confirmation. Bien au contraire, les frappes de l'OTAN ont soulevé le peuple serbe autour de lui. Vuk Draskovic, auteur d'un roman, *Le Couteau*, d'une incroyable violence sur la vengeance ethnique, était il y a deux ans l'un des principaux opposants à M. Milosevic. Il l'accusait d'avoir cherché à le faire assassiner par ses « SS » et de « jouer sa dernière carte en préparant la guerre au Kosovo ». Il est depuis deux mois son vice-pre-

mier ministre. Le prétendant au trône lui-même accuse les alliés de « barbarie génocidaire ». Ce mot n'a pas été choisi au hasard. Les Serbes sont, à leurs propres yeux, des victimes de l'Histoire. Ils sont confortés dans cette opinion par les raids actuels, contrastant par trop avec l'inaction du monde développé face aux drames kurde, tibétain, soudanais ou rwandais, pour ne pas parler de son total silence, durant un quart de siècle, sur l'agression indomestienne contre le Timor-Orientale. Les Albanais ont eu beau se battre aux côtés de leurs ancêtres pendant la fameuse bataille du Champ des merles qui a sonné, en 1389, le glas de l'empire du tsar Lazare, ils sont devenus depuis longtemps à leurs yeux des ennemis héréditaires.

Au XV<sup>e</sup> siècle, l'Albanais Skanderbeg, qui avait été élevé chez les Turcs, profita certes de leur défaite, à Nica, devant l'armée hongroise, pour leur fausser compagnie et déclencher la guérilla contre eux.

André Fontaine

Lire la suite page 11

## Besnik raconte l'enfer de Pristina

AU POSTE-FRONTIÈRE de Jazbinca, entre la Macédoine et le Kosovo, Besnik, un juriste de trente-cinq ans, raconte son calvaire et celui des siens. Sous la pression de la police serbe, comme des milliers d'autres Kosovars, il a quitté sa maison de Pristina et fait, lui, dans un camion bâché, le douloureux voyage de l'exode. Craignant pour sa vie - « je me demandais si j'allais à l'abattoir » -, il n'a cependant pas obéi à l'ordre de jeter ses papiers. Il garde un fol espoir en tête : rentrer chez lui, tôt ou tard.

Lire page 10

## Salariés « protégés » : l'offensive syndicale

DEPUIS plusieurs mois, les recours de militants ou de responsables syndicaux s'estiment victimes de discrimination dans leur entreprise se multiplient. Dans plusieurs sociétés, des négociations s'engagent sur ce sujet. La jurisprudence elle-même a évolué. En septembre 1998, le groupe Peugeot, en acceptant d'indemniser cent soixante-neuf salariés, a créé un précédent que les différents syndicats s'efforcent d'exploiter. Ces pratiques de mise à l'écart, voire à l'index dans les entreprises, des salariés « protégés » restent cependant très fréquentes et peuvent prendre des formes diverses.

Lire page 8

## Guy Forget, retour gagnant



GUY FORGET

GRACE à Cédric Pioline, vainqueur de ses deux simples et, avec Guillaume Raoux, du double, l'équipe de France de tennis a battu les Pays-Bas (4-1), dimanche 4 avril, à Nîmes, lors du premier tour de la Coupe Davis. L'ancien champion Guy Forget, successeur de Yannick Noah, inaugure avec brio ses nouvelles fonctions de capitaine.

Lire page 18

International	Tableau de bord	16
France-société	Aujourd'hui	17
Horizons	Météorologie	19
Carrière	Culture	20
Immobilier/annonces	Calendrier	22
Entreprises	Radio-Télévision	23

سكوا من الأصل



**KOSOVO** Plus de 350 000 Kosovars ont quitté la province depuis le début de la guerre. « A ce rythme-là, le Kosovo sera entièrement vidé d'ici 10 à 20 jours », a commenté, samedi, le

porte-parole de l'OTAN, James Shea. **DES DISSONANCES** sur la répartition des réfugiés du Kosovo entre les pays alliés se manifestent parmi les partenaires de l'OTAN. L'Allemagne et

les Etats-Unis ont accepté de chiffrer le nombre de réfugiés qu'ils s'apprêtent à accueillir. Invoquant le risque d'enterrer la stratégie de nettoyage ethnique de Belgrade en éloi-

gnant les Kosovars de la région, Paris et Rome sont, à l'inverse, réticentes à accueillir des réfugiés. **CONSTANT** la difficulté d'atteindre les buts de guerre au moyen des seules at-

taques aériennes, l'OTAN, qui intensifie et diversifie ses frappes, cherche une méthode pour sortir de la crise : guerre totale ou recherche d'une solution diplomatique ?

## Les Alliés divisés et désespérés devant la « marée humaine » des réfugiés

L'épuration ethnique atteint des proportions insoupçonnées : selon le HCR, plus de 350 000 Kosovars ont franchi la frontière des pays limitrophes. Des témoignages semblent montrer que leur expulsion s'accompagne de massacres. L'OTAN accentue ses frappes contre des objectifs stratégiques

AU DOUZIÈME jour de l'opération « Force alliée » de l'OTAN contre les forces serbes, l'assistance humanitaire internationale aux centaines de milliers d'Albanais du Kosovo qui ont pris le chemin de l'exode s'organise difficilement. Certains Etats membres de l'OTAN ont décidé d'accueillir, à titre provisoire, une centaine de milliers d'exilés forcés. Les opérations militaires de l'OTAN se sont intensifiées.

● **La catastrophe humanitaire** Pour alléger le fardeau de l'Albanie et de la Macédoine, certains pays membres de l'Alliance ont décidé d'accueillir un asile temporaire à quelques milliers d'entre eux. Les chiffres annoncés ne sont apparemment pas définitifs. D'après le porte-parole de l'OTAN, Jamie Shea, l'Allemagne a proposé de recevoir 40 000 personnes, la Grèce

5 000, la Norvège 6 000, la Turquie 20 000, le Canada 5 000 et les Etats-Unis 20 000. Selon la radio autrichienne, l'Allemagne et l'Autriche se proposent d'accueillir au total 15 000 réfugiés. Et selon un porte-parole de Downing Street, la Grande-Bretagne serait disposée à accueillir un certain nombre d'entre eux. La France est rétive à un tel accueil car il risque d'enterrer « le fait accompli » de l'évacuation forcée du Kosovo, mais Lionel Jospin, n'a pas exclu qu'un nombre limité de réfugiés puissent être reçus dans l'Hexagone. Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères italien, Umberto Ranieri, a déclaré que les Kosovars devaient rester proches de leur province, pour qu'ils « puissent rentrer chez eux dès que possible ».

Un pont aérien a été mis en place, dimanche, pour acheminer l'aide internationale à Tirana (Albanie) et Skopje (Macédoine). Selon les estimations du Haut commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR), plus de 350 000 personnes ont quitté le Kosovo depuis le déclenchement de l'opération de l'OTAN, le 24 mars. Ils sont 204 000 à avoir trouvé refuge en Albanie, 115 000 en Macédoine, 33 000 au Monténégro, 6 000 en Bosnie, plus de 5 300 en Turquie et plus de 2 300 en Bulgarie. Le HCR a commencé, dimanche, le transfert de réfugiés bloqués à la frontière macédoienne vers un nouveau centre créé à Stenkovac, à quelques kilomètres du poste-frontière de Blace. Pour faire face à ce flot humain, que le premier ministre albanais, Pandeli Marko, a qualifié de « déluge biblique ». L'OTAN, l'UE, la Commission européenne, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), le HCR, l'Union de l'Europe occidentale et le Conseil de l'Europe se sont réunis, dimanche, au siège de l'OTAN à Bruxelles.

Des récits concordants sur des massacres et exactions diverses perpétrés par l'armée serbe au Kosovo se multiplient. Ils ont été recueillis, auprès des réfugiés arrivés en Albanie et en Macédoine, par les observateurs de l'OSCE, les envoyés spéciaux des organisations humanitaires. Ces témoignages paraissent crédibles à plus d'un titre : ils se ressemblent, qu'ils aient été entendus dans l'un ou l'autre des trois pays d'accueil ; ils sont le fait de Kosovars qui, dans la province, vivaient à des distances très éloignées ; ils sont souvent précis, appuyés sur des noms de localités et des noms de personnes – toujours des hommes – séparés des familles arrivant aux frontières. Ces témoignages dessinent une histoire-type de la façon dont s'opère la campagne d'épuration ethnique. Le 25 mars au matin, la troupe arrive dans la cour de la ferme de la famille Feraj, dans le village de Goden, près de la ville de Djakovica. Un des chiens de garde est tué d'une balle. La porte est enfoncée. La mère de la famille, Rokman – interrogée par le Washington Post en Albanie, à Kruma – et ses six enfants sont forcés d'aller retrouver la cohorte des autres villageois que les soldats poussent sur la route de l'exil. Les papiers d'identité des

humanitaires et des journalistes. La BBC a diffusé, dimanche, un film vidéo tourné en cachette par un réfugié kosovar, sur un charnier à Krusa-Emahde.

### ● Les bombardements

Bill Clinton a décidé de déployer en Albanie 24 hélicoptères AH-64 « Apache », appelés « tueurs de chars ». Les appareils, qui partiront d'Allemagne et qui seront opérationnels dans un délai de huit à dix jours, doivent permettre « d'élargir la campagne aérienne » contre les Serbes du Kosovo, a précisé le porte-parole du Pentagone, Kenneth Bacon.

Ce n'est pas un prélude à une intervention terrestre, a affirmé Sandy Berger, conseiller du président des Etats-Unis pour la sécurité nationale. Ces hélicoptères, qui ont été réclamés par le général Wesley

Clark, commandant en chef de l'OTAN, seront accompagnés d'un bataillon d'artillerie lance-roquettes, d'un autre d'infanterie mécanisée, de compagnies de police militaire, de transmissions, de renseignement et d'autres éléments, soit au total 2 000 hommes. « Cela va nous donner la capacité anti-char dont nous avons besoin », a déclaré M. Bacon.

L'aviation de l'OTAN a intensifié ses bombardements au cours du week-end. Plusieurs cibles ont été visées en Serbie dans la nuit de dimanche à lundi, faisant au moins onze blessés, selon des sources yougoslaves. Le bâtiment du commandement de l'armée de l'air et de la défense anti-aérienne yougoslave et une caserne de l'armée ont notamment été touchés. L'aéroport Surcin, à une quinzaine de

kilomètres au nord-ouest du centre de Belgrade, ainsi que le quartier de Rakovica au sud-ouest de la ville, ont également été pris pour cibles, selon l'agence Tanjug. Dimanche, l'Académie de police, une centrale servant à chauffer une partie de Belgrade et une raffinerie de pétrole au nord-est de la capitale avaient été bombardées.

### ● L'évolution politique

Plusieurs dirigeants de pays membres de l'OTAN ont réaffirmé au cours du week-end leur détermination à continuer les opérations militaires. Lors d'un entretien téléphonique, M. Clinton et son homologue français, Jacques Chirac, sont convenus qu'il fallait continuer « avec détermination » l'opération « Force alliée ». La même détermination a été exprimée lors d'entretiens du même genre entre

M. Chirac, le chancelier allemand Gerhard Schröder et le premier ministre britannique Tony Blair. Le ministre italien des affaires étrangères, Lamberto Dini, a suggéré un « blocus total de la Serbie », si la stratégie de l'OTAN ne réussissait pas « rapidement ».

L'Allemagne a annoncé, dimanche, qu'elle soutenait la proposition de Boris Eltsine de tenir rapidement une réunion des ministres des affaires étrangères du G 8 – Etats-Unis, Canada, Japon, Allemagne, France, Grande-Bretagne et Italie plus la Russie – sur le Kosovo. Le chef de la diplomatie allemande s'en est entretenu par téléphone avec ses homologues américain, britannique, français et italien. Les directeurs politiques des ministères des affaires étrangères des « Huit » ont été chargés d'en discuter.

## Les récits de massacres concordent et se font plus nombreux

DES Récits encore épars, mais concordants, de massacres et d'exactions diverses perpétrés par les forces serbes à l'encontre des habitants du Kosovo se multiplient à mesure qu'enfile le flot des réfugiés aux frontières de l'Albanie, de la Macédoine et du Kosovo.

Recueillis par la presse, par les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et par les envoyés spéciaux des organisations humanitaires, ces témoignages paraissent crédibles à plus d'un titre : ils se ressemblent, qu'ils aient été entendus dans l'un ou l'autre des trois pays d'accueil ; ils sont le fait de Kosovars qui, dans la province, vivaient à des distances très éloignées ; ils sont souvent précis, appuyés sur des noms de localités et des noms de personnes – toujours des hommes – séparés des familles arrivant aux frontières.

Ces témoignages dessinent une histoire-type de la façon dont s'opère la campagne d'épuration ethnique. Le 25 mars au matin, la troupe arrive dans la cour de la ferme de la famille Feraj, dans le village de Goden, près de la ville de Djakovica. Un des chiens de garde est tué d'une balle. La porte est enfoncée. La mère de la famille, Rokman – interrogée par le Washington Post en Albanie, à Kruma – et ses six enfants sont forcés d'aller retrouver la cohorte des autres villageois que les soldats poussent sur la route de l'exil. Les papiers d'identité des

vingt familles du village sont confisqués. Les fermes sont brûlées. A l'arrivée en Albanie, 20 hommes manquent sur les 194 personnes que le village comptait, assure Rokman. « La dernière fois qu'ils furent aperçus par leurs familles, ils étaient à genoux, mains derrière la nuque, le long d'un mur d'une ferme en feu, propriété d'Hamez Osmanli », écrit le Washington Post, qui cite encore Rokman Feraj : « Nous ne savons pas s'ils sont vivants ou s'ils ont été massacrés. »

### IMAGES TROUBLANTES DE LA BBC

Les envoyés spéciaux de l'AFP et de l'agence américaine Associated Press ont relaté des histoires similaires – presque point par point – recueillies auprès de réfugiés venant des villages de Negrovsk, de Suva Reka ou des alentours de la ville de Pec, c'est-à-dire du sud au nord-ouest du Kosovo. Elles semblent indiquer que la campagne d'épuration ethnique, menée dès le 24 mars en plusieurs points de la province, comme si tout était prêt, est très largement le fait de l'armée régulière et de la police serbe – et non pas seulement de miliciens ou de paramilitaires.

La localité de Krusa Emahde est située au sud de la province. C'est d'elle que sont venues, samedi 3 avril, les images les plus troublantes. Selon la BBC, un homme de la localité a réussi à se cacher au moment de l'arrivée des soldats. Une

fois le village « nettoyé » et après le départ de l'armée, il est revenu et a tourné en vidéo, à l'aide d'un Caméscope, des images d'un charnier. Le film montre des dizaines d'hommes gisant dans la boue et le sang, tous visiblement tués d'une balle dans la tête (trous apparents et crânes emportés). Le film, dont la BBC dit ne montrer que les images les moins horribles, présente 17 cadavres. Son auteur, qui assure qu'il y a une centaine d'hommes assassinés dans ce charnier, dispose d'une liste de 26 noms parmi les morts.

Ché par l'AFP, un homme du village de Suva Reka, Mehmet Elshani, rapporte de son côté : « J'ai vu, le 26 mars, huit membres de la famille de Hamez Berisha, professeur à l'université de Tirana, enfermés dans leur maison dans le centre de Suva Reka et brûlés vifs. J'ai vu son cousin Shaban Berisha et dix membres de sa famille fusillés contre un mur. Les Serbes leur reprochaient d'avoir tué leur maison à l'OSCE ». Ce dernier témoignage paraît confirmer d'autres récits recueillis depuis plusieurs jours déjà : les Serbes auraient systématiquement visé et martyrisé les Kosovars ayant, à un titre ou à un autre, travaillé avec les observateurs civils de l'OSCE dépêchés dans la province à la suite des accords conclus en octobre 1998 entre l'envoyé spécial américain Richard Holbrooke et le président Slobodan Milosevic.

## Les raids visent désormais toute sorte d'objectifs stratégiques censés contribuer à l'effort de guerre

LES RAIDS de l'OTAN se sont encore intensifiés, durant tout le week-end, visant des objectifs qualifiés de stratégiques, aussi bien civils que militaires, en Yougoslavie et, notamment, à Belgrade et dans ses environs. Des renforts américains sont arrivés, dimanche 4 avril en début d'après-midi, en Allemagne, avec le déploiement, sur la base de Spangdahlem, des douze avions « furtifs » F-117A, venus depuis Holloman, au Nouveau-Mexique, que Bill Clinton avait, la semaine dernière, promis d'aligner aux côtés d'une douzaine d'autres déjà engagés.

D'autre part, le président des

Etats-Unis a annoncé la mise à la disposition de l'OTAN, dans une dizaine de jours, de vingt-quatre hélicoptères d'attaque Apache qui peuvent prendre à partie des défenses serbes, aux frontières avec le Kosovo, prêtes à tirer contre des hélicoptères d'aide humanitaire, ou qui pourraient être amenés à détruire des chars serbes au Kosovo même (lire ci-dessous). Dans le même temps, le porte-avions *Theodore Roosevelt*, avec son escorte de frégates lance-missiles, a été déployé à sa destination initiale – le Golfe – pour être déployé, lundi 5 avril, en mer Adriatique.

Après les premiers tirs de mis-

siles de croisière contre, notamment, le siège, au cœur même de Belgrade, des administrations yougoslaves et serbe chargées de mettre en œuvre les forces spéciales de sécurité au Kosovo, l'OTAN a indiqué, samedi 3 avril, qu'elle continuera de frapper les centres organisant la « planification » de la campagne de « nettoyage ethnique » au Kosovo. Deux autres cibles, un QG à Nis (sud-est de la Serbie) et un dépôt de munitions à Pristina, avaient été bombardés. Durant le week-end, la gamme des objectifs attribués aux frappes aériennes a encore été élargie par l'OTAN, des objectifs à la fois civils et militaires censés

contribuer à l'effort de guerre yougoslave et à la logistique des actions de répression conduites par Slobodan Milosevic.

Dans la nuit de samedi à dimanche – la nuit de Pâques –, l'Organisation alliée a frappé l'Académie de police, à Belgrade, c'est-à-dire l'école de formation des cadres de la police yougoslave. Mais elle a aussi bombardé, dans la capitale, deux centrales de chauffage urbain. A Novi Sad, dans le nord de la Yougoslavie, des avions ont endommagé un aqueduc et un pont sur le Danube. C'est le second pont bombardé à Novi Sad, ce qui a pour effet de paralyser le trafic sur le Danube et les liaisons fluviales et routières entre cette ville et Belgrade. Cependant, les raids de l'OTAN n'ont pas dissuadé des milliers de Belgradois de se rassembler, dimanche, pour la huitième fois, lors d'un concert pour dénoncer les frappes.

### FORCES AÉRIENNES ACCRUES

A Pancevo, à une quinzaine de kilomètres au nord de la capitale, les bombardements étaient destinés à endommager une raffinerie de pétrole, la plus grande de Serbie. En début de soirée, de fortes explosions ont été entendues, de nouveau, à Novi Sad et à Pristina, la capitale du Kosovo.

Dans la nuit de dimanche à lundi, de nouvelles explosions ont retenti à Pristina au passage d'avions. L'hôtel Grand, qui abrite les services d'information serbes, a été atteint en plein centre de la ville. L'agence Tanjug, a été touchée, indiquant que des explosions seraient survenues dans la région

de Gnjilane, dans le sud-est du Kosovo ; à proximité de Raska, à environ 200 kilomètres au sud-ouest de Belgrade ; à Nis, où la télévision a montré des images d'un important incendie dans la zone industrielle ; à Cacak, à 150 kilomètres au sud-ouest de Belgrade, où une usine chimique était en feu ; à Sari Trg, dans le nord du Kosovo ; et encore à Novi Sad. Un pont sur la rivière Ibar a été touché et un émetteur de la télévision serbe sur

ouest de la capitale. D'autre part, l'aviation alliée s'en est prise à l'aéroport Surcin, situé à une quinzaine de kilomètres au nord-ouest de Belgrade. Toujours selon l'agence Tanjug, qui ne donne aucune autre précision, un missile est tombé à quelque 800 mètres du bâtiment central de l'aéroport.

Lundi, en fin de matinée,

l'OTAN, où l'on s'affaire à préparer une aide logistique, en matériels et en hommes, et à l'action

### Une voie ferrée minée par la SFOR en Bosnie

La force de stabilisation de l'OTAN en Bosnie (SFOR), qui réunit 30 000 soldats, a coupé, en posant des explosifs, un tronçon de dix kilomètres de la ligne de chemin de fer qui relie la Serbie au Monténégro et qui passe près de Rijeka, à environ 80 kilomètres à l'est de Sarajevo. C'est le général américain Montgomery Meigs, commandant la force, qui l'a annoncé, samedi 3 avril, précisant que, durant l'opération de minage, « des individus avaient ouvert le feu avec des fusils d'assaut sans faire de blessés dans les rangs de l'OTAN ».

Cette initiative, qui s'applique à un territoire de la Bosnie contrôlé par la division internationale sous commandement français, a été prise par mesure de prudence « pour empêcher l'entrée de forces serbes ou leur transit par la Bosnie », selon le commandement de la SFOR. Les Etats-Unis, à la différence de la France, n'ont pas signé le traité d'interdiction des mines antipersonnel. – (AFP)

le mont Kopaonik atteint, selon Tanjug. C'est à Belgrade que les bombardements, précédés du passage à basse altitude des avions de l'opération « Force alliée », ont probablement été, une nouvelle fois, les plus sévères. Le bâtiment du commandement de l'armée de l'air et de la défense anti-aérienne yougoslave, dans les faubourgs nord-ouest de Belgrade, a été touché, de même que des casernes de l'armée serbe dans trois autres quartiers, dans le sud-est et le sud-

humanitaire entreprise par les pays membres, n'avait pas encore donné de détails sur ses raids. L'armada aérienne compte désormais 500 avions de tous types, fournis par treize des dix-neuf pays qui composent l'Alliance. Mais le fait que les Etats participants accroissent les forces disponibles peut signifier que les moyens aériens prévus à l'origine ont été jugés insuffisants.

Jacques Isnard

## Les Américains envoient 2 000 hommes et des hélicoptères d'attaque en Albanie

LE PRÉSIDENT Bill Clinton a décidé, dimanche soir 4 avril, de déployer en Albanie vingt-quatre hélicoptères d'attaque Apache, qui devraient permettre, selon le porte-parole du Pentagone, « d'élargir la campagne aérienne » contre les Serbes au Kosovo. Ces hélicoptères sont en service dans l'armée de terre américaine, et ils seront accompagnés par quelque 2 000 hommes au sein, notamment, d'un bataillon d'artillerie, d'un bataillon d'infanterie mécanisée et d'autres éléments pour assurer les transmissions, le renseignement et des activités de logistique.

Ce déploiement était réclamé depuis quelque temps par l'OTAN

et il a été accepté par l'Albanie. Les hélicoptères devront gagner Tirana, en passant par l'Allemagne, et être opérationnels dans une dizaine de jours.

Le conseiller de M. Clinton pour les questions de sécurité, Samuel Berger, a indiqué qu'il ne s'agissait pas, pour autant, d'un prélude à des actions terrestres, qui restent « contrôlées aux intérêts nationaux américains ». L'Apache, déjà utilisé pendant la guerre du Golfe en 1991 contre des concentrations de véhicules et les fortins où s'était enterrée l'armée de Saddam Hussein, est le principal hélicoptère d'attaque de l'armée de terre américaine. Il est armé d'un canon de 30 mm et, sous le fuselage et une

courte voilure, il emporte des roquettes et des missiles antichars. Il peut frapper de jour, de nuit et par tout temps.

Très agile, capable de se dissimuler dans le relief et d'évoluer au milieu des arbres, l'Apache est relativement lent, ce qui peut en faire une cible vulnérable de la défense adverse dans certaines configurations de vol. Il peut se mettre au service d'une opération terrestre mais, en la circonstance, il servira en priorité à la protection des hélicoptères, chargés de la logistique humanitaire, qui seraient amenés à « frôler » les frontières du Kosovo. C'est, en effet, la théorie classique de l'armée de terre américaine.

هكذا من الأصل



taques aériennes, l'OTAN, qui ne se contente pas de frapper, cherche à diversifier ses méthodes pour sortir de la guerre totale ou recherche d'une solution diplomatique.

**« naine » des réfugiés**  
 La frontière des pays limitrophes des pays des Balkans est devenue une zone de conflit.

se font plus nombreux

tribuer à l'effort de guerre

tribuer à l'effort de guerre

tribuer à l'effort de guerre

tribuer à l'effort de guerre



## Les Serbes sont indignés par l'attaque de cibles économiques civiles

**BELGRADE**  
 de notre envoyé spécial  
 Les bombardements de l'OTAN contre la Yougoslavie dans la nuit du samedi 3 et la matinée du dimanche 4 avril ont surtout été concentrés sur des objectifs d'importance économique dont la destruction entraîne de graves dégâts matériels qui gênent la population civile.

A 20 heures, samedi, les missiles de l'OTAN ont détruit un second pont sur le Danube, à Novi Sad, la troisième ville de Yougoslavie. Dans la matinée de dimanche, vers 4 h 30, ils ont détruit en partie la centrale thermique de Belgrade. La population a été indignée par ces nouvelles frappes qu'elle considère hors des objectifs militaires. Les missiles ont aussi atteint l'académie militaire de la police dans Belgrade, une raffinerie de pétrole à Pancevo et, à nouveau, l'usine de produits électrochimiques Sloboda (Liberté) à Cacak. Ces attaques ont fait quatre morts et plusieurs blessés.

Dimanche, un petit groupe de techniciens tentait de rétablir les communications téléphoniques qui passaient par des câbles à l'intérieur du pont détruit à Novi Sad. Ce pont permettait de communiquer avec la Croatie. Sur la partie centrale, la seule encore debout, on voit encore trois véhicules qui traversaient au moment où les missiles touchaient le pont. Les passagers se sont jetés dans le Danube et ont été repêchés par des pêcheurs. Selon la télévision serbe, sept personnes ont été blessées.

Zoran, cinquante-deux ans, chauffeur de l'entreprise qui transportait dimanche les techniciens, commentait face aux ruines du pont : « C'est du fascisme, c'est le pire qu'on ait vu jusqu'ici ! Clinton et sa bande n'ont ni vision ni âme, on ne peut les comparer à aucun animal. Ce pont signifiait la vie pour nous. » A ses côtés, Zivota, quarante-six ans, fonctionnaire, déclare : « Ce ne sont que les civils qui souffrent. Ce bombardement laisse femmes, enfants et personnes âgées sans hôpital. Les Américains vivent de la misère des autres. » La destruction du pont a coupé la route qui menait à un complexe hospitalier et à un important centre de maladies cardiovasculaires.

**CENTRALE THERMIQUE EN FLAMMES**  
 A 4 h 35 du matin dimanche, un vrillonnement suivi d'explosions a réveillé les habitants de la ville nouvelle de Belgrade. La pleine lune éclairait magnifiquement la cité quand une énorme fumée noire est montée au ciel. Des flammes provenaient de la station thermique qui chauffe et approvisionne en eau chaude des dizaines de milliers de foyers. Dimanche midi, Predrag Vasic, cinquante-six ans, directeur de la centrale thermique, expliquait que les frappes ont rendu l'usine inutilisable et tué le gardien. « Personne ne comprend, commentait le directeur, brûler quelque chose qui ne sert qu'aux habitants de Belgrade. Cette centrale donne le chauffage aux hôpitaux, aux écoles, aux jardins d'enfants qui maintenant n'ont même plus d'eau chaude. »

Pour montrer que l'OTAN bombarde des objectifs civils, les attachés de presse de l'état-major de l'armée yougoslave ont organisé, il y a quelques jours, une visite à l'usine Sloboda (Liberté) de Cacak, à 150 kilomètres au sud de Belgrade, complètement détruite par les bombes. Après un long voyage vers le sud par l'autoroute désertée de

Nis, la route dévie vers le Kosovo. A 30 kilomètres seulement de Podjevo - qui était, quelques jours avant les bombardements, une zone de combat entre l'armée yougoslave et l'Armée de libération du Kosovo (UCK) -, et à 65 kilomètres de Pristina, se trouve la petite ville serbe de Kusunija. Une route étroite, dont les deux derniers kilomètres doivent être parcourus à pied, mène en haut d'une colline où se trouve une maison complètement détruite.

Vendredi matin quatre détonations ont été entendues dans cette colline où vivaient les frères Stepanovic, agriculteur et peintre en bâtiment. Les bombes ont tué Vucina, quarante-quatre ans, et blessé gravement Veroljub, Dragomir Lukic, quarante-sept ans, leur voisin explique qu'il a entendu l'explosion et s'est précipité sur la colline. Le frère blessé criait : « J'étouffe, enlève-moi ces des pieds. » Avec ses mains, M. Lukic essaya de libérer le blessé mais n'y réussit pas et dut descendre chercher de l'aide au village. Quand les journalistes sont arrivés au village, on voyait le corps décapité de Vucina. M. Lukic, très ému, appelait la presse à témoigner et demandait qu'on avertisse les tuzes.

Le malheur est parvenu jusqu'à ces malheureux. Mais ce tour de 350 kilomètres dans un autobus avec cinquante journalistes à bord a montré la difficulté manifeste de Belgrade à prouver que les bombes de l'OTAN sont dirigées contre des civils.

**BRUXELLES**  
 de notre correspondant  
 Aux interrogations, aux doutes formulés sur la pertinence de la stratégie visant à faire plier Slobodan Milosevic par les seuls moyens de la guerre aérienne, les responsables de l'OTAN répondent, au treizième jour de l'opération « Force allée » par la métaphore du ballon de baudouche : « Lorsque vous soufflez dans un ballon de baudouche, vous ne savez jamais quand il va éclater. Et puis tout d'un coup, boum ! », explique-t-on pour persuader les sceptiques, et surtout

pour se persuader que la résistance du dirigeant serbe aura une fin aussi brusque qu'inattendue.

En attendant, les points de presse des porte-parole de l'organisation, Jamie Shea et le général David Wilby, se suivent et se ressemblent : beaucoup d'informations sur la situation catastrophique des réfugiés, les exactions rapportées par ces derniers sur les atrocités commises par les forces de répression serbes dans la province, peu de détails sur les opérations militaires et surtout sur leurs effets sur le terrain. Les journalistes présents à Bruxelles qui avaient couvert la guerre du Golfe comparent l'information à minima fournie à l'opinion par l'état-major du général Wesley Clark avec le luxe d'informations fournies à l'époque par le général Norman Schwarzkopf.

Un incident qui s'est produit samedi soir 3 avril dans la salle de presse du QG de l'OTAN est révélateur de la nervosité qui règne dans les hautes instances de l'Alliance. A l'issue d'un « conseil informel » des

ambassadeurs de l'Alliance, Jamie Shea est venu lire une brève déclaration indiquant que l'OTAN « demandait au pouvoir serbe de retirer ses troupes de la province et d'accepter le retour des réfugiés sous la protection des forces alliées ». Cette déclaration était aussitôt reprise par de nombreux représentants des médias, qui lançaient sur les fils d'agence et les chaînes de télévision la nouvelle qu'il s'agissait d'un « tournant majeur dans la définition des buts de guerre de l'Alliance ». Certains en tiraient même la conclusion que l'on allait, par ce

**Critiques au Pentagone sur la lourdeur de l'Alliance**  
 Le New York Times du 4 avril fait porter la responsabilité des ca-fouillages de l'OTAN dans l'élaboration de sa stratégie aux alliés des Etats-Unis. Critiquant la « guerre par consensus », le quotidien, se faisant l'écho de conversations au Pentagone, estime que les divergences stratégiques entre Européens et avec eux pèsent sur le temps nécessaire aux prises de décisions. Certes, trompe-t-il, ces décisions ne nécessitent plus que dix-huit heures au lieu de trois jours, mais la procédure est très lourde. « Les plans ont besoin d'être approuvés par le bras politique de l'OTAN, puis son bras militaire, et ensuite par Washington. Avec tous ces goulets d'étranglement, les chances de succès sont réduites », juge le général Buster Glosson, qui dirige l'attaque aérienne contre l'Irak en 1991.

A l'inverse, Bill Clinton insiste quotidiennement sur le rôle joué par les alliés dans la guerre. Une insistance d'autant plus importante qu'une des conditions mises par l'opinion à l'intervention de leur pays est celle du partage du fardeau avec les Européens afin que les Etats-Unis ne soient pas seuls en première ligne dans les Balkans.

En langage « otanien », remue-ménages et conseil informel signifient que l'on est à la recherche d'un consensus. Et que tout le monde, ayant constaté la difficulté d'atteindre les buts de guerre avec les moyens des attaques aériennes, cherche une méthode de sortie de crise. Guerre totale ou sortie diplomatique ? Dans l'attente d'un bien improbable écroulement de l'appareil politique et militaire de Belgrade, on pare au plus pressé.

Jusqu'à ce qu'un diplomate français fasse une descente en trombe dans la salle de presse en martelant devant les journalistes médusés : « C'est une con-ne-rie ! It is bull-shit ! » Quelques minutes plus tard, Jamie Shea venait faire une mise au point indiquant que demeuraient, vis-à-vis du président Milosevic, les exigences formulées au début de l'opération : la réduction de ses troupes au Kosovo au niveau de celle du mois d'octobre 1998, et la signature des accords de Rambouillet.

Mis le lendemain sur le compte d'une « grande fatigue » de Javier Solana, cet incident reflétait cependant bien les aléas de la navigation à vue à laquelle est contrainte l'Alliance du fait de la résistance de Belgrade et des nouveaux problèmes posés par l'exode des Kosovars albanais. La réunion informelle du Conseil Atlantique de samedi a été l'occasion d'un remue-ménages général où, selon un diplomate,

## Aux Etats-Unis, la stratégie uniquement aérienne est de plus en plus critiquée

**WASHINGTON**  
 de notre correspondant  
 Alors que les Etats-Unis continuent d'affirmer qu'il n'est pas question d'envoyer des troupes au Kosovo, la situation semble, discrètement, commencer à bouger. L'absence de résultats tangibles sur le terrain, jointe à l'arrivée massive de réfugiés et à l'évolution d'une partie de l'opinion américaine, y sont sans doute pour quelque chose. Ainsi Washington s'est-il décidé ce week-end de renforcer sa présence militaire autour du Kosovo, avec l'annonce de l'envoi du porte-avions *Theodore Roosevelt* en Méditerranée et de nouveaux appareils F117 en Allemagne, ainsi que le déploiement en Albanie de deux douzaines d'hélicoptères d'assaut Apache accompagnés sur place d'un soutien logistique de 2 000 hommes.

Dimanche soir, le porte-parole du Pentagone a affirmé : « En réponse à la question que vous vous posez tous, s'agit-il d'un pas vers un déploiement de troupes au sol au Kosovo ? La réponse est : absolument non. Il s'agit purement et simplement d'une extension des opérations aériennes. » Mais, pour sa part, le secrétaire d'Etat américain Madeleine Albright a laissé entrevoir dimanche, sur la chaîne CBS, une évolution de la stratégie américaine, qui consiste jusqu'ici à n'envoyer de soldats sur le sol du Kosovo que dans un « environnement permissif », issu de la signature par le président Milosevic de l'accord de Rambouillet. Elle a ainsi déclaré dimanche qu'il existait « d'autres moyens de créer cet environnement », indiquant l'idée que l'OTAN pourrait déployer des soldats dans la province sans accord de paix avec Belgrade, après « une diminution et une dégradation systématique de la capacité du

président Milosevic de maintenir son contrôle » sur le Kosovo. On s'écarterait dans ce cas des missions de « maintien de la paix » originellement prévues.

**LA FIN D'UNE CERTITUDE**  
 Quant au président Clinton, qui a consacré son allocution radiophonique de samedi au Kosovo, il a déclaré à la fin de la semaine qu'il continuait « de penser que [l'OTAN] a une bonne possibilité de réussir [sa] mission avec les moyens [qu'elle a] déployés ». Ce n'est donc plus une certitude ; ce que confirme l'envoi subséquent de renforts. Il faut dire que les critiques contre la stratégie présidentielle se développent aux Etats-Unis. Elles portent, surtout, sur sa décision, annoncée à l'avance, de renoncer à l'envoi de l'infanterie. Des sources au Pentagone - pour l'origine, opposé à tout engagement au sol -, et relayées par des officiers supérieurs à la retraite, qui s'expriment comme consultants militaires dans les médias, laissent désormais entendre qu'elles avaient prévenu la Maison Blanche de l'inefficacité d'une stratégie uniquement aérienne.

C'est d'abord dans les médias et chez nombre de politiciens républicains - ceux qui ne sont pas tentés par les sirènes de l'isolationnisme - que se manifeste le désir d'aller « jusqu'au bout », y compris en envoyant des GI pour gagner une guerre considérée par eux comme mal partie. Leur porte-parole, le sénateur républicain John McCain - qui, en tant qu'ancien prisonnier de guerre au Vietnam, fait autorité -, a déclaré dimanche : « Je me sens préparé depuis longtemps pour le cas où j'aurais à recourir à cette option [utiliser l'infanterie]. Dans une guerre, il est absolument nécessaire

d'être prêt à faire tout ce qui est nécessaire pour remporter la victoire. Nous devons le faire, l'espérer que cette option ne se révélera pas nécessaire mais ne pas s'y être préparé est une terrible erreur. (...) A Pyongyang, Bagdad et Tripoli, on est très attentif à ce qui se passe. Et le coût d'un échec est infiniment plus lourd que le prix de la victoire. »

Le président Clinton se trouve désormais dans une position délicate, alors que son leadership moral est contesté, quelques semaines après l'échec de son procès en destitution au Sénat. Commencant à payer le prix du « Monticagate », il risque d'avoir à choisir entre envoyer les boys au Kosovo, avec la perspective de pertes inévitables, et sortir très diminué politiquement d'un conflit qu'il n'aurait pas su remporter. Pour le moment, il continue à s'efforcer de convaincre les Américains du bien-fondé de l'intervention alliée dans les Balkans et de leur stratégie de frappes aériennes sur le long terme.

Selon un sondage publié lundi par l'hebdomadaire *Newsweek*, ses efforts, combinés à ceux des « faucons » républicains, pourraient commencer à porter leurs fruits au sein d'une opinion jusqu'alors divisée et largement indifférente à un conflit peu compréhensible dans une région inconnue : 58 % des personnes interrogées approuvent les bombardements, et le soutien à une intervention américaine au sol est passé de 47 % à 54 %. En attendant, les Etats-Unis s'installent dans une guerre que Bill Clinton s'efforce de gérer au jour le jour. Pourrait-il encore longtemps éviter de poser le problème d'une intervention directe ?

Patrice de Beer

## Guerre totale ou sortie diplomatique ? L'OTAN à la recherche d'un difficile consensus

**BRUXELLES**  
 de notre correspondant  
 Aux interrogations, aux doutes formulés sur la pertinence de la stratégie visant à faire plier Slobodan Milosevic par les seuls moyens de la guerre aérienne, les responsables de l'OTAN répondent, au treizième jour de l'opération « Force allée » par la métaphore du ballon de baudouche : « Lorsque vous soufflez dans un ballon de baudouche, vous ne savez jamais quand il va éclater. Et puis tout d'un coup, boum ! », explique-t-on pour persuader les sceptiques, et surtout

ambassadeurs de l'Alliance, Jamie Shea est venu lire une brève déclaration indiquant que l'OTAN « demandait au pouvoir serbe de retirer ses troupes de la province et d'accepter le retour des réfugiés sous la protection des forces alliées ». Cette déclaration était aussitôt reprise par de nombreux représentants des médias, qui lançaient sur les fils d'agence et les chaînes de télévision la nouvelle qu'il s'agissait d'un « tournant majeur dans la définition des buts de guerre de l'Alliance ». Certains en tiraient même la conclusion que l'on allait, par ce

« toutes les questions évoquées dans la presse ont fait l'objet d'un échange de vues : l'option terrestre, la question de savoir si Slobodan Milosevic demeurerait un interlocuteur, si Rambouillet restait valable, etc. »

**PROPOSITION ITALIENNE**  
 En langage « otanien », remue-ménages et conseil informel signifient que l'on est à la recherche d'un consensus. Et que tout le monde, ayant constaté la difficulté d'atteindre les buts de guerre avec les moyens des attaques aériennes, cherche une méthode de sortie de crise. Guerre totale ou sortie diplomatique ? Dans l'attente d'un bien improbable écroulement de l'appareil politique et militaire de Belgrade, on pare au plus pressé.

L'Italie propose un « blocus total de la Yougoslavie » pour remplacer les frappes. L'Allemagne, qui prend très à cœur son rôle de président en exercice de l'Union européenne et dont les nouveaux dirigeants ont rapidement endossé le nouveau statut de puissance militaire majeure, se montre particulièrement active au sein du Conseil. C'est ce pays qui a impulsé l'idée de proposer un accueil massif des réfugiés dans les pays de l'Alliance, initiative qui a été plutôt accueillie fraîchement à Paris. La proposition américaine d'accueillir quelques milliers de réfugiés albanais sur la base de Guantanamo, enclave militaire américaine à Cuba, n'a pas été du goût des représentants français.

Mais l'urgence, en la matière, est d'éviter la déstabilisation démogra-

phique et politique de la Macédoine qui pourrait résulter de la présence permanente des réfugiés. L'envoi de vingt-quatre hélicoptères Apache, spécialisés dans la lutte antichars, a été avalisé par le Conseil de l'OTAN, mais l'on précise que cette initiative, qui implique l'installation en Albanie d'une force de soutien de deux mille hommes et des éléments d'artillerie ne signifie en aucune manière le passage à la guerre terrestre. De plus, on indique que la mise en service de ces appareils venus d'Allemagne prendra « au moins six à sept jours » en raison des faibles possibilités de l'aéroport de Tirana, déjà encombré d'avions transportant de l'aide humanitaire.

Luc Rosenzweig

# Avirex<sup>®</sup> Chinos<sup>®</sup>

## the authentic American Friday wear<sup>®</sup>

Les authentiques vêtements de détente américains

Pour tout renseignement sur les revendeurs agréés :

Tel. 01.42.21.02.09 - Fax 01.42.21.05.09

50 من الأصل



## LE MONDE diplomatique

AVRIL 1999

THOMAS HOFNUNG

Le régime serbe à l'épreuve de la guerre

PAUL-MARIE DE LA GORCE  
GILBERT ACHCAR

L'OTAN, cadre de l'hégémonie américaine

ROBBIE MCVEIGH

Décolonisation inachevée en Irlande du Nord

OSWALDO DE RIVERO

Etats en ruines, conflits sans fin

PHILIP S. GOLUB

Le Japon conteste le modèle occidental

BRUCE CUMMINGS

Le couple nippo-américain dans l'impasse

JEAN-LOUP MOTCHANE

Quand les pauvres séduisent les banques

LOÏC WACQUANT

Ce vent punitif qui vient d'Amérique

NICOLAS TRUONG

Trappes, une banlieue qui tient

ALAIN GRESH

Inventaire des accords d'Oslo

MONIQUE CHEMILLIER-GENDREAU

Inaliénable droit de propriété des Palestiniens

MOHAMED LARBI BOUGUERRA

Le Sud rongé par les pesticides

GILLES BALBASTRE

Misère des journalistes précaires

ANNIE THEBAUD MONDY

Vers la sélection génétique des travailleurs

PHILIPPE LEYMARIE

Ces guerres qui épuisent l'Afrique

GUIDO MOLTEDO

En Italie, la transition politique s'accélère

JAMES COHEN

Consensus introuvable à Porto Rico

En vente chez votre marchand de journaux - 24 F

## Les Occidentaux sont divisés sur un transfert des réfugiés kosovars hors des Balkans

La France et l'Italie refusent d'entériner le « nettoyage ethnique »

Alors que, selon le HCR, le nombre des personnes expulsées du Kosovo approche de 400 000, les pays occidentaux se mobilisent pour leur porter secours.

Des divergences se sont toutefois fait jour, au cours du week-end, sur l'opportunité de transférer massivement ces réfugiés dans des pays d'accueil hors

de la région des Balkans. La France et l'Italie soulignent le risque d'entériner ainsi le « nettoyage ethnique ».

DES DISSENSIONS sur le sort des réfugiés du Kosovo entre les pays alliés se sont exprimées, tout au long du week-end pascal, dans le camp de l'OTAN. Les membres de l'Alliance se sont certes accordés pour accueillir hors des Balkans, « à titre temporaire » et dans la perspective de leur retour au Kosovo, une partie du flot ininterrompu de réfugiés qui sont arrivés dans les pays limitrophes. Plusieurs États-membres, dont l'Allemagne et les États-Unis, ont accepté de chiffrer le nombre de réfugiés qu'ils s'apprêtent à accueillir. Mettant en avant le risque d'entériner la stratégie de « nettoyage ethnique » engagée par Belgrade, en éloignant les Kosovars de la région, la France et l'Italie se sont, à l'inverse, montrées réticentes à accueillir des réfugiés en masse.

Alors que plus de 350 000 Kosovars ont quitté la province depuis le début de la guerre, les alliés veulent à la fois enrayer la catastrophe humanitaire en cours et éviter, en Macédoine notamment, la déstabilisation des nations voisines. Selon le bilan diffusé dimanche 4 avril par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), le nombre de personnes ayant fui le Kosovo depuis le 24 mars s'est élevé à 204 000 réfugiés en Albanie, 155 000 en Macédoine, et 33 000 au Monténégro. « A ce rythme-là, le Kosovo sera entièrement vidé d'ici dix à vingt jours », a commenté le porte-parole de l'OTAN. Les pays de l'Alliance ont décidé dimanche de mettre en place un pont aérien pour acheminer l'aide vers ces centaines de milliers d'exilés, regroupés dans des conditions alarmantes en Albanie et en Macédoine, tout en évacuant plusieurs dizaines de milliers d'entre eux. Mais des divergences sont apparues concernant le nombre

de réfugiés que chaque pays-membre serait prêt à recevoir.

Les pays de l'OTAN sont prêts à accueillir « à titre temporaire » au moins 100 000 réfugiés du Kosovo, a déclaré dimanche soir le porte-parole de l'Organisation, Jamie Shea. « Au cours des dernières vingt-quatre heures, l'Allemagne a proposé de recevoir 40 000 personnes, la Grèce 5 000, la Norvège 6 000, la Turquie 20 000, le Canada 5 000 et les États-

chancelier Gerhard Schröder, dont le pays préside actuellement l'Union européenne. Un conseiller du chancelier a ensuite démenti un tel engagement de M. Schröder, arguant du fait que la présidence allemande de l'Union européenne ne peut prendre un tel engagement sans consulter préalablement ses partenaires. Cette impression de valse-hésitation s'est renforcée quand la radio autrichienne a annoncé que l'Allemagne

avec le nettoyage ethnique », a-t-elle précisé, en distinguant les situations en Albanie, où domine « un énorme problème logistique », et en Macédoine, où les difficultés sont « essentiellement politiques avec la présence dans ce pays d'une forte minorité serbe qui peut rendre la situation explosive ». En écho, la France a déclaré ne pas vouloir accueillir « massivement » de réfugiés. Pour sa part, le secrétaire d'État italien aux affaires étrangères, Umberto Ranieri, a estimé que les réfugiés devaient rester proches de leur région afin qu'ils « puissent rentrer chez eux dès que c'est possible ». L'Italie vit dans la hantise de voir se reproduire une arrivée massive de réfugiés dans la péninsule.

Une réunion de coordination de l'aide humanitaire s'est tenue dimanche au siège de l'OTAN à Bruxelles. Outre l'OTAN, l'Union européenne, la Commission européenne, l'OSCE, le HCR, l'Union de l'Europe Occidentale, et le Conseil de l'Europe étaient représentés à cette rencontre. C'est la première fois de l'histoire de l'OTAN qu'une réunion associant l'Union européenne et la Commission européenne se tient au siège de l'Organisation. A Genève, Sadako Ogata, Haut-Commissaire de l'ONU pour les réfugiés, a prié les pays n'appartenant pas aux Balkans d'accueillir une partie des réfugiés. Pour porter secours aux réfugiés dans l'immédiat, le HCR a décidé de travailler en étroite coopération avec l'OTAN, nous signale notre correspondant en Suisse, Jean-Claude Buber. « Seules des armées comme celles des États-Unis, du Canada et d'Europe disposent de l'expérience et des capacités logistiques nécessaires à un programme d'assistance de cette envergure », a expliqué le HCR. (AFP Reuters)

### L'aide humanitaire russe

Moscou a annoncé l'envoi en Yougoslavie d'une aide humanitaire russe de 1 600 tonnes de médicaments, de vêtements et de produits alimentaires, a indiqué, samedi 3 avril, le ministre des situations d'urgence russe, Sergueï Chouguou. Il a précisé que le parcours des 80 camions transportant l'aide avait été discuté avec les pays voisins de la Yougoslavie, sans donner plus de détails. Le ministère des affaires étrangères russe a pour sa part précisé que la Russie avait prévenu l'ONU de cette aide, et en particulier son secrétaire général Kofi Annan.

« La Russie, comme n'importe quel pays souverain, a le droit d'aider un pays dans le malheur », a estimé le vice-premier ministre russe, Guennadi Koulik. Le gouvernement yougoslave a, pour sa part, appelé dimanche les Albanais du Kosovo à « ne pas quitter » la province et à « élever leur voix » contre les bombardements de l'OTAN. (Tass.)

Unité 20 000 », a-t-il ajouté. De son côté, le secrétaire d'État américain, Madeleine Albright, a déclaré que « les États-Unis entendent prendre leur part afin de partager le fardeau », en évoquant un volume de « plusieurs milliers » de réfugiés. Les Européens « se sont engagés à accueillir 100 000 réfugiés », a encore dit M<sup>me</sup> Albright.

L'Allemagne s'est engagée à ce que l'Union européenne accueille 100 000 réfugiés du Kosovo, avait indiqué, dimanche matin, un communiqué du gouvernement macédonien, faisant état d'une conversation entre le président de Macédoine, Kiro Gligorov, et le

et l'Autriche se proposent d'accueillir respectivement 15 000 et 5 000 réfugiés. Demandant « une répartition équitable » des réfugiés, Ankara et Athènes se sont, elles, dites disposées à héberger 20 000 (Turquie) et 5 000 (Grèce) réfugiés kosovars. Le Portugal s'est dit prêt à recevoir des réfugiés kosovars « dans la limite de [ses] possibilités », le premier ministre évoquant l'accueil de 150 000 d'entre eux dès lundi.

« Nous ne devons pas disperser les personnes partout », a déclaré dimanche après-midi la commissaire européenne en charge de l'aide humanitaire, Emma Bonino. Nous ne devons coopérer en aucune manière

## M. Jospin : « L'objectif, c'est que ces hommes et ces femmes retournent chez eux »

LA QUESTION des réfugiés du Kosovo a occupé l'essentiel de l'ordre du jour de la réunion qui s'est tenue, dimanche 4 avril à Matignon, en présence de Lionel Jospin, de quatre ministres du gouvernement, Hubert Védrine (affaires étrangères), Alain Richard (défense), Charles Josselin et Bernard Kouchner (santé) et de plusieurs conseillers, notamment Charles Barbeau, directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement.

Le premier ministre a souligné que cette réunion était destinée à rechercher des solutions « afin d'accueillir et de protéger dans de bonnes conditions tous ces réfugiés qui doivent être assurés de pouvoir rentrer chez eux ». « L'objectif, c'est que ces hommes et ces femmes retournent

chez eux. Nous n'acceptons pas le fait accompli des déportations perpétrées par les Serbes », a déclaré M. Jospin. Cet objectif, « absolument fondamental », « est au cœur de la question posée aujourd'hui, y compris de la confrontation sur le plan militaire », a ajouté le premier ministre.

### UN « COMITÉ BALKANS »

De retour d'Albanie et de Macédoine, M. Josselin a souligné que « l'essentiel, c'est que les réfugiés restent au plus près car leur volonté n'est pas de venir chez nous, c'est de rentrer chez eux ». Le ministre de la coopération a annoncé que la France allait proposer la création d'un « comité Balkans » lors de la prochaine réunion

du FMI à Washington afin d'aider les pays d'accueil « sur le plan économique et budgétaire ». Invité de l'émission Public sur TF1, le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, avait également affirmé que la France privilégie l'aide aux réfugiés du Kosovo dans leur région d'origine. « Nous n'allons pas donner cette satisfaction aux autorités yougoslaves », a-t-il indiqué. M. Jospin a fait savoir qu'il s'était entretenu, durant le week-end, avec ses homologues européens, pour « préparer » son « prochain contact avec le président Chirac ».

Comme il s'y était engagé lors de sa dernière allocution télévisée, le chef de l'État devrait s'exprimer publiquement dans les tout prochains jours.

## Le gouvernement allemand dénonce les « déportations planifiées »

### BONN

de notre correspondant

Le gouvernement allemand a poursuivi pendant le week-end pascal sa surenchère verbale à l'encontre du président serbe Slobodan Milosevic. Alors que le centre de Belgrade était bombardé, le ministre de la défense Rudolf Scharping (Parti social-démocrate, SPD) a déclaré, dimanche 4 avril, à l'hebdomadaire Bild am Sonntag que « Milosevic ne doit plus avoir le sentiment qu'il peut assassiner les gens au Kosovo et rester lui-même épargné ». Dans le courant de la semaine, M. Scharping avait déjà eu des mots très durs, parlant de « camps de concentration » et de « génocide ». Mercredi 31 mars, il avait estimé à titre personnel que « la place de Milosevic n'est pas à la table des négociations, mais devant un tribunal pour criminels de guerre à La Haye ».

Samedi, au cours d'une conférence de presse avec M. Scharping et le ministre (Vert) des affaires étrangères, Joschka Fischer, le chancelier Gerhard Schröder a lui aussi monté le ton : « Milosevic a pour objectif de déstabiliser toute la région », a accusé M. Schröder, réaffirmant les objectifs de l'Alliance atlantique : « Mettre fin aux combats et aux assassinats », obtenir un « retrait vérifié » des forces serbes du Kosovo où elles organisent des « déportations planifiées » contre la communauté

albanaise et où « des groupes paramilitaires et des milices sont engagés dans un génocide ».

« Nous n'avons pas affaire à des réfugiés, nous avons affaire à la déportation de tout un peuple », a affirmé pour la première fois M. Fischer, répétant qu'il s'agissait d'une guerre ethnique « du type des années 30 et 40 » et que « cette politique a commencé avant que ne tombe la première bombe de l'OTAN ». « Milosevic est celui qui porte seul et exclusivement la responsabilité des meurtres », a précisé M. Scharping.

Douze avions américains F-117 furtifs sont arrivés dimanche en début d'après-midi à la base aérienne de Spangdahlem (ouest de l'Allemagne), sans que cela fasse problème, tandis que des avions britanniques doivent utiliser la base de Bruggen. Début 1998, la presse avait sorti les gros titres lorsque Helmut Kohl avait indiqué que les Américains pourraient utiliser des bases en Allemagne en cas de bombardement de l'Irak.

### TERRAIN DÉLICAT

M. Scharping, naguère jugé fâché par ses détracteurs, fait preuve de plus en plus d'assurance : il a réclaté, dans le quotidien berlinois Tagespiegel, une accélération de la réforme de la Bundeswehr. Insistant sur la nécessité de l'« adapter » à ses nouvelles missions, M. Scharping a estimé que la

« force de réaction », actuellement de 50 000 hommes, devait être augmentée, sans toutefois donner de chiffre précis. Rejetant toute idée de baisse du budget de la défense, le ministre a rappelé que son pays était, parmi les 19 États membres de l'OTAN, le quatrième pour la contribution financière à la défense par habitant, « à égalité avec la Belgique et l'Espagne, juste devant le Luxembourg et l'Islande ».

Même si le gouvernement fait mine d'avoir une détermination sans faille, la nervosité monte à Bonn, où l'on craint un basculement de l'opinion : les Verts se réuniront en congrès exceptionnel le 13 mai. Si, ce jour-là, les députés ordonnent aux députés Verts, par une motion, de ne plus soutenir l'intervention en Yougoslavie, « ce serait la fin de la coalition rouge-verte », a concédé, dimanche, au Welt am Sonntag, le secrétaire général des Verts, Reinhard Büttkofer. Mais ce dernier juge plus probable que les députés laisseront les députés libres de leur choix ou que la direction du parti saura les convaincre du bien-fondé de l'intervention de l'OTAN.

An Parti social-démocrate (SPD), des voix, pour l'instant minoritaires, s'élèvent. Pour l'ancien chancelier Helmut Schmidt, « tenu en laisse par les Américains, nous avons violé le droit international et la Charte des Nations unies », ce à

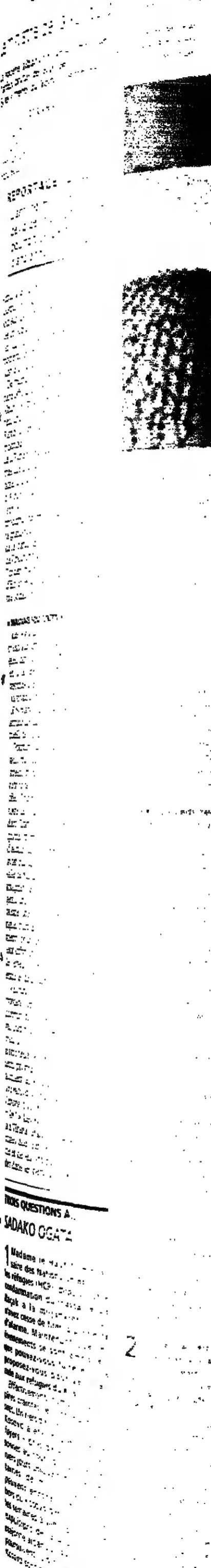
quoi M. Schröder a répliqué que même un homme d'État important comme Helmut Schmidt pouvait se tromper une fois. Le vice-président du groupe parlementaire SPD, Michael Müller, a estimé : « Si nous détruisons tout en Yougoslavie, nous ne pourrions plus obtenir de paix ».

Le chancelier Schröder, qui doit être élu président du parti lundi 12 avril, lors d'un congrès censé renforcer son pouvoir, pourrait se voir contraint d'engager le débat sur ce terrain délicat. Selon un sondage de l'institut Forsa, paru dans le Bild am Sonntag du 4 avril, 63 % des Allemands jugent justifiées les frappes de l'OTAN, mais 61 % ne pensent pas qu'elles feront bouger Milosevic.

Selon un sondage du Spiegel, 45 % des Allemands craignent que la guerre ne s'élargisse, éventuellement, à une grande guerre européenne, 54 % étant d'avis contraire. Surtout, les Allemands ne veulent pas entendre parler d'une intervention au sol de leurs soldats : 61 % sont contre selon Emnid (76 % selon Dimap pour Bild Zeitung du 3 avril). M. Schröder a réaffirmé que cette hypothèse n'était pas envisagée, même si le sujet occupe tous les esprits. Cependant, une telle intervention nécessiterait impérativement l'approbation préalable du Bundestag, aujourd'hui loin d'être acquise.

Arnaud Leparmentier

L'afflux des réfugiés  
la fragile société



سكوا من الآصل



## Sés sur un transfert lors des Balkans le nettoyage ethnique

Le ministre de la Santé de Tirana évoque « un bombardement silencieux »

La société albanaise, déjà démunie, est fragilisée par l'afflux brutal de plus de 200 000 réfugiés du Kosovo. Si les « frères du Nord » demeurent l'objet de compassion, de premières lézardes apparaissent dans un pays qui doit également s'adapter aux énormes moyens qui se mettent en place pour assister les réfugiés.

Le ministre de la Santé de Tirana évoque « un bombardement silencieux »

La société albanaise, déjà démunie, est fragilisée par l'afflux brutal de plus de 200 000 réfugiés du Kosovo. Si les « frères du Nord » demeurent l'objet de compassion, de premières lézardes apparaissent dans un pays qui doit également s'adapter aux énormes moyens qui se mettent en place pour assister les réfugiés.

Le ministre de la Santé de Tirana évoque « un bombardement silencieux »

La société albanaise, déjà démunie, est fragilisée par l'afflux brutal de plus de 200 000 réfugiés du Kosovo. Si les « frères du Nord » demeurent l'objet de compassion, de premières lézardes apparaissent dans un pays qui doit également s'adapter aux énormes moyens qui se mettent en place pour assister les réfugiés.

Le ministre de la Santé de Tirana évoque « un bombardement silencieux »

La société albanaise, déjà démunie, est fragilisée par l'afflux brutal de plus de 200 000 réfugiés du Kosovo. Si les « frères du Nord » demeurent l'objet de compassion, de premières lézardes apparaissent dans un pays qui doit également s'adapter aux énormes moyens qui se mettent en place pour assister les réfugiés.

Le ministre de la Santé de Tirana évoque « un bombardement silencieux »

La société albanaise, déjà démunie, est fragilisée par l'afflux brutal de plus de 200 000 réfugiés du Kosovo. Si les « frères du Nord » demeurent l'objet de compassion, de premières lézardes apparaissent dans un pays qui doit également s'adapter aux énormes moyens qui se mettent en place pour assister les réfugiés.

Le ministre de la Santé de Tirana évoque « un bombardement silencieux »

La société albanaise, déjà démunie, est fragilisée par l'afflux brutal de plus de 200 000 réfugiés du Kosovo. Si les « frères du Nord » demeurent l'objet de compassion, de premières lézardes apparaissent dans un pays qui doit également s'adapter aux énormes moyens qui se mettent en place pour assister les réfugiés.

Le ministre de la Santé de Tirana évoque « un bombardement silencieux »

La société albanaise, déjà démunie, est fragilisée par l'afflux brutal de plus de 200 000 réfugiés du Kosovo. Si les « frères du Nord » demeurent l'objet de compassion, de premières lézardes apparaissent dans un pays qui doit également s'adapter aux énormes moyens qui se mettent en place pour assister les réfugiés.

Le ministre de la Santé de Tirana évoque « un bombardement silencieux »

La société albanaise, déjà démunie, est fragilisée par l'afflux brutal de plus de 200 000 réfugiés du Kosovo. Si les « frères du Nord » demeurent l'objet de compassion, de premières lézardes apparaissent dans un pays qui doit également s'adapter aux énormes moyens qui se mettent en place pour assister les réfugiés.

Le ministre de la Santé de Tirana évoque « un bombardement silencieux »

La société albanaise, déjà démunie, est fragilisée par l'afflux brutal de plus de 200 000 réfugiés du Kosovo. Si les « frères du Nord » demeurent l'objet de compassion, de premières lézardes apparaissent dans un pays qui doit également s'adapter aux énormes moyens qui se mettent en place pour assister les réfugiés.

Le ministre de la Santé de Tirana évoque « un bombardement silencieux »

La société albanaise, déjà démunie, est fragilisée par l'afflux brutal de plus de 200 000 réfugiés du Kosovo. Si les « frères du Nord » demeurent l'objet de compassion, de premières lézardes apparaissent dans un pays qui doit également s'adapter aux énormes moyens qui se mettent en place pour assister les réfugiés.

Le ministre de la Santé de Tirana évoque « un bombardement silencieux »

La société albanaise, déjà démunie, est fragilisée par l'afflux brutal de plus de 200 000 réfugiés du Kosovo. Si les « frères du Nord » demeurent l'objet de compassion, de premières lézardes apparaissent dans un pays qui doit également s'adapter aux énormes moyens qui se mettent en place pour assister les réfugiés.

Le ministre de la Santé de Tirana évoque « un bombardement silencieux »

La société albanaise, déjà démunie, est fragilisée par l'afflux brutal de plus de 200 000 réfugiés du Kosovo. Si les « frères du Nord » demeurent l'objet de compassion, de premières lézardes apparaissent dans un pays qui doit également s'adapter aux énormes moyens qui se mettent en place pour assister les réfugiés.

Le ministre de la Santé de Tirana évoque « un bombardement silencieux »

## L'afflux des réfugiés déstabilise la fragile société albanaise

Le ministre de la santé de Tirana évoque « un bombardement silencieux »

La société albanaise, déjà démunie, est fragilisée par l'afflux brutal de plus de 200 000 réfugiés du Kosovo. Si les « frères du Nord » demeurent l'objet de compassion, de premières lézardes apparaissent dans un pays qui doit également s'adapter aux énormes moyens qui se mettent en place pour assister les réfugiés.

Le ministre de la Santé de Tirana évoque « un bombardement silencieux »

La société albanaise, déjà démunie, est fragilisée par l'afflux brutal de plus de 200 000 réfugiés du Kosovo. Si les « frères du Nord » demeurent l'objet de compassion, de premières lézardes apparaissent dans un pays qui doit également s'adapter aux énormes moyens qui se mettent en place pour assister les réfugiés.

Le ministre de la Santé de Tirana évoque « un bombardement silencieux »

La société albanaise, déjà démunie, est fragilisée par l'afflux brutal de plus de 200 000 réfugiés du Kosovo. Si les « frères du Nord » demeurent l'objet de compassion, de premières lézardes apparaissent dans un pays qui doit également s'adapter aux énormes moyens qui se mettent en place pour assister les réfugiés.

Le ministre de la Santé de Tirana évoque « un bombardement silencieux »

La société albanaise, déjà démunie, est fragilisée par l'afflux brutal de plus de 200 000 réfugiés du Kosovo. Si les « frères du Nord » demeurent l'objet de compassion, de premières lézardes apparaissent dans un pays qui doit également s'adapter aux énormes moyens qui se mettent en place pour assister les réfugiés.

Le ministre de la Santé de Tirana évoque « un bombardement silencieux »

La société albanaise, déjà démunie, est fragilisée par l'afflux brutal de plus de 200 000 réfugiés du Kosovo. Si les « frères du Nord » demeurent l'objet de compassion, de premières lézardes apparaissent dans un pays qui doit également s'adapter aux énormes moyens qui se mettent en place pour assister les réfugiés.

Le ministre de la Santé de Tirana évoque « un bombardement silencieux »

La société albanaise, déjà démunie, est fragilisée par l'afflux brutal de plus de 200 000 réfugiés du Kosovo. Si les « frères du Nord » demeurent l'objet de compassion, de premières lézardes apparaissent dans un pays qui doit également s'adapter aux énormes moyens qui se mettent en place pour assister les réfugiés.

Le ministre de la Santé de Tirana évoque « un bombardement silencieux »

La société albanaise, déjà démunie, est fragilisée par l'afflux brutal de plus de 200 000 réfugiés du Kosovo. Si les « frères du Nord » demeurent l'objet de compassion, de premières lézardes apparaissent dans un pays qui doit également s'adapter aux énormes moyens qui se mettent en place pour assister les réfugiés.

Le ministre de la Santé de Tirana évoque « un bombardement silencieux »

La société albanaise, déjà démunie, est fragilisée par l'afflux brutal de plus de 200 000 réfugiés du Kosovo. Si les « frères du Nord » demeurent l'objet de compassion, de premières lézardes apparaissent dans un pays qui doit également s'adapter aux énormes moyens qui se mettent en place pour assister les réfugiés.

Le ministre de la Santé de Tirana évoque « un bombardement silencieux »

La société albanaise, déjà démunie, est fragilisée par l'afflux brutal de plus de 200 000 réfugiés du Kosovo. Si les « frères du Nord » demeurent l'objet de compassion, de premières lézardes apparaissent dans un pays qui doit également s'adapter aux énormes moyens qui se mettent en place pour assister les réfugiés.

Le ministre de la Santé de Tirana évoque « un bombardement silencieux »

La société albanaise, déjà démunie, est fragilisée par l'afflux brutal de plus de 200 000 réfugiés du Kosovo. Si les « frères du Nord » demeurent l'objet de compassion, de premières lézardes apparaissent dans un pays qui doit également s'adapter aux énormes moyens qui se mettent en place pour assister les réfugiés.

Le ministre de la Santé de Tirana évoque « un bombardement silencieux »

La société albanaise, déjà démunie, est fragilisée par l'afflux brutal de plus de 200 000 réfugiés du Kosovo. Si les « frères du Nord » demeurent l'objet de compassion, de premières lézardes apparaissent dans un pays qui doit également s'adapter aux énormes moyens qui se mettent en place pour assister les réfugiés.

Le ministre de la Santé de Tirana évoque « un bombardement silencieux »

La société albanaise, déjà démunie, est fragilisée par l'afflux brutal de plus de 200 000 réfugiés du Kosovo. Si les « frères du Nord » demeurent l'objet de compassion, de premières lézardes apparaissent dans un pays qui doit également s'adapter aux énormes moyens qui se mettent en place pour assister les réfugiés.

Le ministre de la Santé de Tirana évoque « un bombardement silencieux »

La société albanaise, déjà démunie, est fragilisée par l'afflux brutal de plus de 200 000 réfugiés du Kosovo. Si les « frères du Nord » demeurent l'objet de compassion, de premières lézardes apparaissent dans un pays qui doit également s'adapter aux énormes moyens qui se mettent en place pour assister les réfugiés.

Le ministre de la Santé de Tirana évoque « un bombardement silencieux »

La société albanaise, déjà démunie, est fragilisée par l'afflux brutal de plus de 200 000 réfugiés du Kosovo. Si les « frères du Nord » demeurent l'objet de compassion, de premières lézardes apparaissent dans un pays qui doit également s'adapter aux énormes moyens qui se mettent en place pour assister les réfugiés.

## Dans le port italien de Bari une étrange atmosphère s'est installée

La ville, qui a déjà fait face, dans le passé, à l'arrivée de plusieurs vagues de réfugiés, est à nouveau en première ligne pour l'organisation des secours et la distribution de l'aide en direction de l'Albanie

BARI  
de notre envoyé spécial  
Bari vit dans une atmosphère étrange. Cette frontière extrême de l'Europe, à quelques encablures de

REPORTAGE  
Sur les quais, encore une fois, on croise cette Italie qui réagit unie aux catastrophes

L'Albanie, a déjà connu plusieurs déferlements d'immigrés clandestins. Les annonces faites aux haut-parleurs de l'aéroport, vide, avec ses guichets de location de voitures ouverts et désœuvrés, semblent irréelles : « Les voyageurs au départ pour l'aéroport de Tarente sont priés de se rendre aux cars ». Les voies aériennes de l'Adriatique sont interdites aux vols civils. Pour voyager en avion, ici, il faut se déplacer vers l'intérieur.

Bari n'a pas reçu la vague de réfugiés redoutée, mais la ville, qui abrite l'un des camps rapidement installés dans les Pouilles au lendemain des premières frappes de l'OTAN contre la Yougoslavie, est de nouveau en première ligne. Les colonnes de secours traversent ses rues, direction le port. C'est en effet d'ici que partent les navires de la marine italienne qui font les aller-retours avec l'Albanie, chargés de tout ce qui est nécessaire pour installer les camps d'accueil pour les réfugiés du Kosovo. « Les garder près de leur terre pour qu'ils ne deviennent pas des réfugiés à vie », tel est l'objectif déclaré de l'opération humanitaire « Arc-en-ciel » lancée par l'Italie dès l'annonce des premières arrivées de

ÉQUILIBRE COMPROMIS  
« Ces gosses qui sont dans les camps ne vont pas rester éternellement parqués. Ils vont vouloir des armes, soit pour se battre au Kosovo, soit pour prêter main-forte aux bandits albanais », prévient un autre observateur. « D'autant, ajoute-t-il, que les forces de l'ordre albanaises sont maintenant concentrées dans les zones où arrivent les réfugiés, laissant désemparées les régions entières, souvent déjà contrées par les mafias. » Il est également vraisemblable que les services secrets serbes ont profité de l'arrivée des réfugiés pour infiltrer un certain nombre de leurs hommes en Albanie avec la mission évidente de désorganiser au maximum le pays.

L'arrivée des réfugiés pourrait compromettre l'équilibre, déjà très fragile, entre le nord et le sud de l'Albanie. Déjà le sud, et plus encore le Nord, va voir son poids démographique considérablement renforcé par l'apport des Kosovars ou par une éventuelle union entre les deux régions.

Beaucoup d'argent sera déversé sur l'Albanie dans les semaines qui viennent pour aider les réfugiés. Cet effort ne suffira pas si les Occidentaux ne se donnent pas les moyens de contrôler, du début jusqu'à la fin, une aide qui risquerait d'être détournée de ses objectifs.

José-Alain Fralon

### TROIS QUESTIONS À SADAKO OGATA

1 Madame la Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés (HCR), depuis votre condamnation du massacre de Raçak à la mi-janvier, vous n'avez cessé de tirer la sonnette d'alarme. Maintenant que les événements se sont emballés, que pouvez-vous faire et que proposez-vous pour venir en aide aux réfugiés du Kosovo ?

Effectivement, nombre de nos pires craintes se sont matérialisées. Un tiers de la population du Kosovo a été chassée de ses foyers - près de 400 000 personnes au cours des douze derniers jours uniquement. Des centaines de milliers d'autres peuvent encore être poussés hors du Kosovo dans les jours et les semaines à venir, puisque les expulsions de la population à majorité albanaise du Kosovo se poursuivent. Les pays voisins du Kosovo sont submergés de réfu-

giés. Nous faisons un gros effort pour porter secours aux réfugiés, y compris en établissant un pont aérien d'approvisionnement vers Tirana et Skopje. Mais si la réponse humanitaire s'amplifie, il en va de même pour l'exode des Albanais du Kosovo...

2 Qu'attendez-vous de la communauté internationale pour soulager le fardeau des pays voisins, en attendant que les réfugiés puissent retourner chez eux ?

Nous avons appelé, dimanche 4 avril, tous les pays à offrir un sanctuaire provisoire aux réfugiés du Kosovo, afin d'aider ainsi ses voisins, qui n'en peuvent plus, jusqu'à ce qu'une certaine stabilité revienne dans la province et que les réfugiés puissent rentrer. Nous avons déjà reçu des signes positifs des États-Unis, de la Norvège, de la Turquie, de l'Allemagne et d'autres pays de l'Union européenne. Les voisins immédiats du Kosovo sont confrontés à un énorme défi.

Propos recueillis par  
Jean-Claude Buhner

MYLENE FARMER

INTERVIEW

6 AVRIL

RDV

SCOUTE NRJ

Écoute NRJ

le 5 avril de 19h à 20h

SES CONFIDENCES

Sur NRJ, l'interview en direct de Mylene Farmer à la veille de la sortie de son nouvel album

INFOS

C'est sur le web NRJ

www.nrj.fr

VOUS FAIT DECouvrir SON NOUVEL ALBUM EN DIRECT SUR NRJ !

HIT MUSIC only

سكوا من الأصل



## Le Monténégro vit dans la rumeur d'un coup d'Etat

Un concert de rock organisé en signe de protestation contre les bombardements de l'Alliance atlantique a rassemblé plusieurs milliers de personnes sur une place de Podgorica, la capitale de la petite république

Plusieurs milliers de personnes ont assisté dimanche 4 avril à un concert de rock en plein air sur une place du centre de la capitale monténégrine, Podgorica, pour protester contre les bombardements de la Yougoslavie par l'OTAN. Le concert a duré deux heures. Chanteurs et orateurs ont manifesté leur colère contre l'Alliance atlantique. Le président monténégrin, Milo Djukanovic, et son gouvernement libéral et

pro-occidental ont pris leurs distances avec le président yougoslave Slobodan Milosevic et refusé de reconnaître la déclaration d'état de guerre faite par Belgrade. Cette décision de la part de la plus petite compo-

saute de la Fédération de Yougoslavie a indigné le principal parti de l'opposition monténégrine, le Parti socialiste populaire, lié à Slobodan Milosevic. Les autorités affichent malgré tout leur sérénité.

PODGORICA

de notre envoyé spécial  
Podgorica, où la rumeur annonce chaque jour l'imminence d'un coup d'Etat de l'armée de Slobodan Milosevic, s'est abandonnée avec joie aux slogans nationalistes et aux airs de rock'n'roll, dimanche 4 avril, sur la place Ivan-Milutinovic. L'OTAN était l'unique cible de la fête, le gouvernement monténégrin ayant habilement transformé la manifestation pro-Milosevic prévue en un rassemblement « pacifique ».

Certes, les participants brandissaient des portraits de Slobodan Milosevic, le président yougoslave, et d'Arkan, le chef de guerre dont les « Tigres » sèment la terreur au Kosovo. Mais ils n'ont pas insulté le gouvernement de Podgorica qui, s'il est hostile à la campagne aérienne de l'OTAN, a clairement pris position contre M. Milosevic et entretient des contacts politiques étroits avec les pays occidentaux.

Seule une pancarte dénonçant « le traitre » attaquait Milo Djukanovic, le président monténégrin élu en 1997 contre le candidat de Belgrade. Les autres affiches évoquaient l'OTAN, « Organisation Terroriste Américaine Nazie », l'aviation américaine abattue, « F-117, désolé, c'était volontaire », et l'« Hils-

toire, « Guernica 1937, Dresde 1944, Belgrade 1941 et 1999... ».

Cependant, les nationalistes serbes tentent de se présenter comme les héros d'un combat contre le fascisme, incarné à leurs yeux par la Croatie, l'Allemagne et les Etats-Unis. Ainsi, les Américains furent tour à tour conspués aux cris de « Assassins ! » et de « Oustachis ! », les Croates alliés d'Hitler durant la seconde guerre mondiale. Afin de compléter le portrait d'une Serbie victime de bombardements injustes, les enfants portaient une cible agrafée à leurs pull-overs.

TROIS DOIGTS POINTÉS

« La Yougoslavie est attaquée par la première puissance militaire du monde, l'OTAN, qui tue nos nouveaux-nés et détruit nos églises », a martelé Milos Bulatovic, le président de l'Association des écrivains monténégrins, organisatrice officielle de la manifestation. Une fillette a ensuite chanté : « Je t'aime, mon pays chéri / aime tes oiseaux, tes montagnes / Monténégro, ta nature est merveilleuse ».

Puis les rockers sont montés sur scène pour accompagner, jusqu'à la tombée de la nuit, la foule aux bras levés, trois doigts pointés vers le ciel, qui appelait autant à la paix en Yougoslavie qu'à la poursuite

de la lutte serbe. A aucun moment, le Kosovo n'a été évoqué à la tribune.

Contrairement aux prévisions des nombreux habitants de Podgorica qui colportent les informations sur un coup d'Etat inévitable, la police gouvernementale paraissait sereine. Des hommes des forces spéciales, habillés et équipés comme des soldats, entouraient le square et se tenaient sur les toits des immeubles. Aucun groupuscule d'activistes n'a perturbé le concert.

« Nous ne voulons pas renverser Djukanovic. Nous voulons qu'il quitte le pouvoir car il trahit la Serbie, la Yougoslavie et son peuple, mais nous n'allons pas provoquer en ce moment un conflit interne. Nous devons concentrer nos forces contre l'OTAN et les terroristes albanais », disait un homme portant une veste militaire en signe de soutien à l'armée yougoslave engagée sur ces deux « fronts ».

S'il balait d'un revers de la main l'hypothèse d'un coup d'Etat militaire, Dusan Jovanovic, un responsable du Parti socialiste du peuple (SNP) pro-Milosevic, estime que « la politique à double tranchant de Djukanovic est très négative pour le Monténégro ».

Les fidèles de Belgrade tentent de pointer l'incohérence qu'il y a-

rait à critiquer à la fois l'OTAN et M. Milosevic quand on est le second membre, avec la Serbie, de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro). « Les gens raisonnables doivent être derrière Slobodan Milosevic et nos frères serbes du Kosovo, poursuit-il. D'ailleurs, ce n'est pas parce que le président du Monténégro ne soutient pas Belgrade que les Monténégrins ne soutiennent pas Belgrade. »

UN « HOMME RAISONNABLE »

Pour Dusan Jovanovic, pour le Parti socialiste, deux démons menacent la Yougoslavie : l'OTAN et les Albanais. Le responsable politique, qui est évidemment favorable aux déportations du Kosovo, cache à peine qu'il faudrait également expulser les Monténégrins d'origine albanaise. « Les Monténégrins sont perturbés. Il y a des Albanais qui sont tolérés ici, qui vivent ici, alors qu'ils ont un pays où ils peuvent retourner : l'Albanie. Nous, les Serbes, n'avons pas d'autre pays que la Yougoslavie », dit-il.

Un retour au pouvoir des partisans de Slobodan Milosevic à Podgorica pourrait donc se traduire par une aggravation de la séparation ethnique. Au Monténégro, Albanais et musulmans yougoslaves représentent respectivement 7 % et

13 % de la population. Le putsch ne semble toutefois pas à l'ordre du jour. L'armée est planquée hors des casernes à cause des raids aériens. Même la nomination par l'état-major de Belgrade d'un nouveau commandant de l'armée yougoslave au Monténégro, le général Milorad Obradovic, ne semble pas trop inquiéter le gouvernement, qui l'a décrit comme un « homme raisonnable ».

Et les partis pro-Milosevic ont accepté de participer vendredi dernier à une réunion politique lors de laquelle ont été évoqués les risques de troubles et la manière de calmer les ardeurs partisans.

Le seul signe véritable de tension est finalement venu d'une bataille médiatique. L'armée yougoslave a demandé à Podgorica d'arrêter de diffuser CNN sur le canal de la première chaîne locale et de programmer plutôt la télévision de Belgrade. Après un refus initial, Podgorica a accepté de couper CNN sans toutefois diffuser les émissions serbes. Des menaces auraient été émises à propos du traitement de la télévision, où la sécurité a été renforcée. Des snipers sont postés sur les toits. Des policiers et deux canons veillent autour de l'immeuble.

Rémy Ourdan

### Chronologie de l'opération de l'OTAN en Yougoslavie

● 24 mars : 19 heures GMT, premières frappes de l'OTAN contre des cibles militaires serbes en Yougoslavie. La Russie gèle sa coopération avec l'OTAN.

● 25 mars : Bill Clinton déclare ne pas avoir l'intention d'« envoyer des troupes ». Belgrade rompt ses relations diplomatiques avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France.

● 26 mars : l'OTAN attaque « des positions » de l'armée serbe au Kosovo. L'OSCE retire ses 1 400 vérificateurs de Macédoine.

● 27 mars : « un nombre croissant d'informations laisse à penser qu'une opération de nettoyage ethnique est en cours » au Kosovo, selon l'OTAN.

● 28 mars : l'OTAN annonce avoir perdu son premier avion et avoir réchappé son pilote. Une « catastrophe humanitaire » a débuté avec l'exode de milliers de réfugiés du Kosovo, selon l'OTAN. Début de la « phase 2 » de l'opération « Force allée », prenant pour cible les forces armées yougoslaves.

● 29 mars : l'OTAN bombarde plusieurs cibles en Serbie, au Monténégro et au Kosovo. Des avions A-10 « tueurs de chars » entrent en action.

● 30 mars : Slobodan Milosevic se dit prêt à « commencer à réduire » ses forces au Kosovo une fois qu'aurait cessé les raids, après une rencontre avec le premier ministre russe Evgueni Primakov : rejet de l'OTAN. Tir contre le quartier général des forces spéciales serbes à Belgrade.

● 31 mars : l'OTAN décide d'étendre « la portée et le rythme » des bombardements. Moscou annonce l'envoi de navires en Méditerranée.

● 1<sup>er</sup> avril : confirmation de la capture de trois soldats américains. La télévision serbe montre une rencontre entre Slobodan Milosevic et le leader kosovar Ibrahim Rugova. Quarante mille réfugiés fuient le Kosovo.

● 2 avril : Bill Clinton affirme que les Etats-Unis « ne laisseront pas voler le Kosovo impunément ». L'OTAN met en place une aide humanitaire aux réfugiés. L'idée d'une « zone sécurisée » au Kosovo est évoquée à Washington et en Europe.

● 3 avril : huit missiles de croisière s'abattent sur deux immeubles des ministères de l'Intérieur au centre de Belgrade.

### Les images de la rencontre Rugova-Milosevic ont-elles été manipulées ?

LA RENCONTRE du 1<sup>er</sup> avril entre Ibrahim Rugova, le leader (modéré) des Albanais, et Slobodan Milosevic, le président serbe, a-t-elle fait l'objet d'une manipulation ? Le porte-parole de l'OTAN, Jamie Shea, a affirmé dimanche 4 avril au cours de son point de presse quotidien que le film diffusé par la télévision yougoslave montrant le leader kosovar souriant en compagnie de M. Milosevic avait « probablement été tourné il y a deux ans ».

Les autorités américaines sont persuadées que les images télévisées de la « rencontre » de jeudi ont été « manipulées ».

Selon Jamie Shea, la maison de M. Rugova est « occupée en permanence par des forces spéciales serbes » et il doit rendre compte plusieurs fois par jour à la police de ses activités. Des sources diplomatiques américaines et européennes, « Rugova est complètement sous la coupe » des Serbes, « ne peut sortir librement » de chez lui, et est « soumis à une pression psychologique permanente ».

MM. Rugova et Milosevic se sont déjà rencontrés à l'automne 1996, lorsqu'ils ont paraphé un accord sur l'éducation. Ils avaient alors été filmés et photographiés. Ils se sont à nouveau officiellement rencontrés, sous l'œil des médias, le 15 mai 1998, toujours à Belgrade. Le reportage comportait deux plans - une poignée de mains entre les deux hommes et un entretien assis - et les observateurs s'interrogèrent sur la différence entre le rictus crispé affiché par le leader kosovar dans le premier et

son sourire dans le second. Surtout, les images diffusées par la télévision serbe la semaine passée ressemblent à celles de 1998. Face à ces soupçons de manipulation, l'Agence France-Presse (AFP), qui avait vendu à la presse et notamment à L'Express des photographies de la rencontre des deux hommes, le 15 mai 1998, a comparé ses archives - dont une photo parue cette semaine dans L'Express - avec les photographies réalisées le 1<sup>er</sup> avril 1999 par son confrère Reuters, qui travaillait en « pool » avec d'autres médias pour couvrir cet événement.

CRAVATES DIFFÉRENTES

Ibrahim Rugova et Slobodan Milosevic sont habillés, à près d'un an d'intervalle, de la même façon. Costume sombre, chemise blanche, cravate rayée pour le président et costume sombre, pull rouge, cravate et foulard à motifs pour Rugova. Mais, sur les deux photos, leur tenue n'est pourtant pas absolument identique si l'on y regarde à deux fois : les cravates des deux hommes ne sont pas les mêmes.

Sombre et rayée à trois bandes claires pour Milosevic en mai 1998, sur l'image de l'AFP, elle n'a plus que deux bandes sur la photo de Reuters le 1<sup>er</sup> avril. Les motifs géométriques de la cravate d'Ibrahim Rugova, ainsi que son écharpe sont également différents entre les deux prises de vue. Les photos, selon l'AFP, sont prises au même endroit à Belgrade, mais

proviennent de deux rencontres différentes. Cette première conclusion porte sur la rencontre de 1998. Il faudrait aussi comparer avec les photos de celle de 1996, mais l'AFP ne les a pas dans ses archives. Il se peut aussi que les images diffusées par les Serbes aient été manipulées en employant un logiciel de retouche d'images comme Photoshop. Mais cela semble difficile. Ce type de changement est possible sur image fixe, mais difficile en télévision. Il faudrait numériser et retoucher chaque image du film, soit 25 images par seconde en vidéo, pour un résultat médiocre à l'écran.

Par ailleurs, d'autres soupçons pèsent sur l'authenticité des reportages de bombardements diffusés sur la télévision yougoslave. Le correspondant dans les Balkans du quotidien américain Christian Science Monitor affirmait la semaine dernière que ces images, diffusées avant l'attaque sur le ministère de l'Intérieur à Belgrade, provenaient d'archives des bombardements en Croatie.

La vérité ne viendra que de M. Rugova lui-même. Joschka Fischer, ministre allemand des affaires étrangères, a déclaré samedi : « Nous voulons entendre (M. Rugova) parler librement. Nous ne voulons pas qu'il parle sous le contrôle des Serbes. Il est important que sa famille aussi soit invitée, car nous ne voulons pas que celle-ci reste dans les mains des Serbes. »

Nicole Vulser

### Le pape demande l'ouverture d'un « couloir humanitaire »

DANS SON MESSAGE de Pâques, le pape Jean Paul II s'est adressé directement, dimanche 4 avril, aux autorités yougoslaves pour demander l'ouverture d'un « couloir humanitaire », afin d'apporter une aide aux réfugiés massés sur la frontière du Kosovo. Cet appel aux dirigeants d'un pays normalement désigné est exceptionnel dans le discours du pape, qui prédisait traditionnellement la bénédiction « urbi et orbi » (à Rome et au monde).

Depuis le début des bombardements de l'OTAN, les voix des différentes Eglises s'élèvent à travers le monde en faveur de la paix. Mais cette unanimité apparente cache en réalité de nombreuses divergences sur les moyens pour parvenir à un règlement du conflit. Si les Eglises universelles ou les fédérations d'Eglises s'en tiennent aux grands principes pacifistes, les Eglises locales - particulièrement celles dont les pays sont impliqués dans la guerre - ont adopté des positions plus tranchées.

Au Vatican, Mgr Jean-Louis Tauran, chargé des relations avec les Etats, avait résumé le 30 mars la position de l'Eglise catholique sur le conflit : « nécessité d'un arrêt des opérations militaires, envoi urgent d'une aide humanitaire aux réfu-

giés et participation de l'ONU au processus de paix. De son côté, le Conseil oecuménique des Eglises, qui fédère 338 Eglises protestantes et orthodoxes, a pris clairement position pour « la cessation immédiate de l'intervention militaire de l'OTAN, afin de permettre la relance du processus politique sous les auspices des Nations unies » dans une lettre adressée au secrétaire général Kofi Annan le 29 mars. Le patriarche oecuménique de Constantinople Bartholomée I<sup>er</sup>, qui bénéficie d'une primauté sans pouvoir au sein de l'orthodoxie, a lancé le même jour un « fervent appel en faveur d'un cessez-le-feu immédiat et

définitif ». Le ton des Eglises orthodoxes locales, qui fêteront Pâques le 11 avril, est beaucoup plus incisif à l'encontre des alliés. Les évêques serbes, sous la présidence du patriarche Paul I<sup>er</sup>, ont dénoncé le 23 mars « le bombardement d'un peuple d'Europe, petit mais honorable ». Tout en reconnaissant au conflit « un caractère interethnique », ils ont réaffirmé que le Kosovo était le « berceau du peuple serbe ». Mais le patriarche serbe s'est aussi adressé directement au président Milosevic, en appelant « les autorités civiles et militaires de Serbie et de Yougoslavie à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que la

paix soit rétablie ». Quant au patriarche Alexis II, chef de l'Eglise orthodoxe russe, il s'en est pris violemment aux frappes de l'OTAN en déclarant le 25 mars : « Ce qui a été fait constitue un péché devant Dieu et un crime aux yeux du droit international ».

Dans le monde catholique, d'ordinaire plus uniforme, plusieurs Eglises locales ont été amenées à prendre des positions sensiblement différentes. En Allemagne, le président de la conférence épiscopale, Mgr Karl Lehmann, a défendu les raids de l'OTAN, destinés selon lui à « empêcher une catastrophe humanitaire et à écarter une menace pour la paix dans le monde ». En France, la commission Justice et Paix de l'épiscopat, présidée par Mgr Jacques Delaporte, vient de prendre position en faveur d'une « interposition » sur le territoire du Kosovo, en vue d'y établir un « protectorat temporaire » (Le Monde daté 4-5 avril). Plus modérée est la lettre envoyée le 31 mars par les huit cardinaux allemands aux présidents Clinton et Milosevic pour les appeler à la négociation et à un règlement pacifique du conflit : « Il n'est jamais trop tard pour se rencontrer et pour négocier. »

Xavier Ternisien

### DÉPÊCHES

DÉCÈS DE RÉFUGIÉS

■ Selon la Croix-Rouge et des officiels américains qui ont visité les zones de regroupements de réfugiés albanais à la frontière entre le Kosovo et la Macédoine, onze personnes (personnes âgées et non-veux-nés) sont décédées ces derniers jours du fait de manque d'eau, de nourriture, de soins. - (AP)

HUMANITAIRE

■ Le personnel humanitaire présent à la frontière macédoienne est empêché par les autorités locales de venir en aide aux milliers de réfugiés confinés dans la zone de transit entre le Kosovo et le poste frontière de Blace (vers lequel convergent les Albanais de Pristina) selon de nombreux témoignages retransmis par la chaîne de télévision BBC. « Les ONG ne sont pas autorisées à distribuer de l'aide » a déploré sur place une employée de l'organisation caritative Christian Aid. Le correspondant de la chaîne LCI sur place a précisé que le personnel humanitaire devait « se faufiler clandestinement parmi les réfugiés pour leur porter secours ». - (BBC, LCI, AP)

DANUBE

■ La destruction de deux ponts à Novi Sad (à 70 km au nord de Belgrade, province de Voïvodine) a paralysé le trafic sur le Danube et affecté les liaisons fluviales et routières entre cette ville et Belgrade. Le pont Sloboda (Liberté) est en ruines et la navigation est impossible sur cette voie. A 2 km en aval, un autre pont avait été détruit jeudi. Et à Backa Palanka (50 km à l'ouest de Novi Sad), un troisième pont a été endommagé lors d'un raid, samedi. - (APR)

MILOSEVIC/CIA

■ L'Agence centrale de renseignement (CIA) américaine s'est refusée à soutenir un complot visant à renverser Slobodan Milosevic au début des années 90, rapporte la dernière édition du magazine américain Newsweek. Un conseiller politique de Milosevic avait informé des agents de la CIA d'un complot, ourdi par des proches du chef serbe qui comptaient aussi sur le soutien de l'armée yougoslave. Toujours selon le magazine, ce conseiller avait même fait le voyage aux Etats-Unis mais l'agence a refusé. - (APR)

BOSNIE/SFOR

■ La Yougoslavie demande une réunion extraordinaire urgente du Conseil de sécurité des Nations unies « face aux actions illégales » des militaires de la force multinationale de stabilisation (SFOR) en Bosnie-Herzégovine. La SFOR a détruit, samedi 3 avril, le tronçon de la voie ferrée passant par le territoire de la République Srpska et reliant Belgrade à la ville de Bar, sur la côte Adriatique. - (ITAR-TASS)

■ A Moscou, un responsable du ministère russe de la défense, le général Léonid Ivachov, a indiqué, samedi 3 avril, qu'un retrait du contingent russe de Bosnie était à l'étude en liaison avec l'escalade de l'« agression » contre la Yougoslavie. 1 400 Russes sont déployés dans le nord-est de la Bosnie, en territoire serbe, dans la division à commandement américain de la SFOR. - (APR)

VOLONTAIRES RUSSSES

■ Un premier groupe de « volontaires russes » est arrivé dimanche 4 avril à Novi Sad (nord de la Serbie) pour participer à la « défense de la Yougoslavie », a annoncé l'agence officielle Tanjug, sans préciser leur nombre. « Les volontaires attendent leur affectation pour aller défendre la Yougoslavie contre les attaques hostiles des agresseurs », sanglantes de l'OTAN », a déclaré Vlado Mucimovic, président du centre yougoslave du Fonds russo-yougoslave « Fraternité ». - (APR)

CHINE

■ « L'OTAN apprendra sous peu qu'il n'est pas facile de descendre du tigre après l'avoir monté et elle risque d'accumuler erreur sur erreur avant de se résoudre à dépecer des hommes et d'entamer une campagne terrestre », commentait, lundi 5 avril, le quotidien de l'armée chinoise. Pékin est hostile aux frappes aériennes de l'OTAN contre la Yougoslavie et la presse chinoise, contrôlée par les autorités communistes, mène une campagne anti-atlantique depuis le début des frappes de l'OTAN, le 24 mars. - (Reuters)

Au Cambodge. I  
rencontre

سكزا من الأصل



## Au Cambodge, les ouvriers d'une tranchée rencontrent des âmes errantes

Sous la pioche, des ossements. Le pays a eu tant de morts depuis trente ans

Les ouvriers creusent mètre par mètre une tranchée destinée à un câble en fibre optique qui doit relier Phnom Penh à Hô Chi Minh-Ville, le

long de la route nationale 1. Pour un salaire de 1400 riels le mètre, soit un peu plus de 2 francs, les ouvriers - hommes, femmes et enfants -

avancent dans des conditions très difficiles. Ils rencontrent des oses de la guerre non explosés et des ossements.

**PREY VENG**  
de notre envoyé spécial  
« En creusant son bout de tranchée, une ouvrière d'une trentaine d'années a déterré un os. Un mau-

**REPORTAGE**  
Même s'il permet  
juste de survivre,  
le chantier  
est une aubaine

vois signe ? La nuit suivante, elle a fait un cauchemar. Un grand militaire tout noir la tirait par le pied. « Viens m'épouser », lui disait-il avec insistance. Comme elle venait d'avoir un enfant, elle en a été d'autant plus troublée. Elle en a parlé aux paysans du coin, qui lui ont dit que, pendant les guerres, il y avait eu beaucoup de bombardements américains, beaucoup de batailles, beaucoup de morts enterrés à la sauvette. L'os pourrait appartenir au grand militaire », raconte Rithy Panh, cinéaste cambodgien en tournage sur un chantier dans la province orientale de Prey Veng.

La femme est donc allée trouver dans une pagode du voisinage l'achar, maître des cérémonies, celui qui « connaît les formules ». Il lui a fait réciter des prières, l'a couverte d'eau « bénite ». Depuis, l'ouvrière va mieux, ses troubles régressent. Il ne faut, toutefois, pas bon fouiller la terre au Cambodge où tant de gens sont morts brutalement depuis trente ans, où tant de sépultures ont été bâclées, où des pyramides humaines demeurent encore les témoins de massacres. Encore plus que le Vietnam voisin, le Cambodge « est la terre des âmes errantes qui n'ont pas trouvé la paix et menacent les vivants ».

A Prey Veng, en pleine saison

sèche, le soleil est écrasant. L'ombre rare et les champs desséchés à en être crevassés. Juchée sur une digue, la RN1, qui relie Phnom Penh à Hô Chi Minh-Ville, n'est plus qu'une suite de nids de poule. Le goudron s'étioule et certaines portions de la route repassent déjà à l'état de piste. Les paysans espèrent que de bonnes pluies, l'été prochain, effaceront trois années de sécheresse et de disette.

La femme n'est pas seule à avoir peur sur cette tranchée qui longe la route. Deux ouvriers viennent de heurter trois roquettes de B-40. Elles n'ont pas explosé. « A la quatrième, l'arrête », dit le plus jeune, un adolescent, en ajoutant que, désormais, il « tremble à chaque coup de pioche ». Des démineurs militaires, dont les services sont loués par l'entrepreneur du chantier, descendent de leurs hamacs disposés à l'ombre de cocotiers. Ils prennent les roquettes et les posent provisoirement de l'autre côté de la route. Les ouvriers, recrutés dans les villages de la province, n'ont pas le choix. Ils continuent de creuser.

Ce chantier est leur « aubaine ». Ils sont à la tâche, à 1400 riels le mètre de tranchée, soit un peu plus de 2 francs, quelles que soient les difficultés rencontrées, cailloux, rochers, racines, oses, ossements. La tranchée est profonde d'un mètre et large de vingt centimètres. La terre est parfois si dure qu'il faut l'arroser. Les paysans disposent de pioches, de bêches et de barres de fer. En milieu de journée, il est pratiquement impossible de travailler, l'atmosphère est trop torride. L'entrepreneur qui les emploie leur envoie chaque jour un camion citerne d'eau.

Mais, en gagnant entre 5 et 10 francs entre l'aube et le crépuscule, on peut s'acheter deux fois par jour, en milieu de matinée et en

fin d'après-midi. Du riz blanc accompagné de plume et de rares légumes. De nuit, les ouvriers et leurs familles, qui les suivent, améliorent l'ordinaire en chassant des grenouilles et en pêchant de petits poissons dans les mares à l'orée du voisinage. « Sur le chantier de la province de Battambang, ils se nourrissent de rats. Il y en a des milliers », rapporte Rithy Panh. A Prey Veng, la nuit, ils vont camper aux abords du village le plus proche du chantier, histoire de ne pas se trouver sur le chemin de voleurs de bétail, qui bénéficient, dit-on, de complicités des autorités locales. D'économies, il n'est pas question.

**MAIGRES REPAS**

« Et le câble passera sur la terre des âmes errantes », sera le titre du documentaire que tourne Rithy Panh depuis plus de deux mois à travers le Cambodge. Le petit câble noir déroulé au fond de la tranchée contient des fibres optiques qui permettront plusieurs dizaines de milliers de communications simultanées. Au Cambodge, il doit aller de la frontière thaïlandaise à la vietnamienne. Les ouvriers pensent qu'il s'agit d'une ligne téléphonique comme une autre, dont l'installation leur permet deux maigres repas quotidiens pendant plusieurs semaines. Ni fruits, ni viande, ni cigarettes, ni alcool de riz et peu de vêtements. Leurs bambins traînent nus autour du chantier.

Choeuy, paysanne âgée de dix-sept ans, mais qui n'en paraît que quinze tant elle est menue, et Than, son frère cadet, creusent leurs mètres de tranchée. Ils sont trop jeunes, et les gens de leur village, à trois heures de route, les cachent, moyennant quelques petits services, quand un inspecteur se profile sur le chantier, où d'autres enfants travaillent égale-

ment. Choeuy et Than n'ont pas le choix. Voilà deux ans, comme beaucoup de paysans de Prey Veng, leurs père et mère sont partis en Thaïlande, abandonnant leurs propres parents et trois enfants. Ils ont alors placé leur terre en gage.

Comme ils ne sont pas revenus, la terre est perdue. Choeuy et Than doivent se débrouiller seuls pour se nourrir, le dernier enfant restant au village avec ses grands-parents. Un oncle leur propose avec insistance de les faire passer en Thaïlande. Choeuy y apprendra l'anglais et Than sera apprenti-mécanicien, leur a-t-il fait miroiter. Mais les villageois leur disent de se méfier. Trop souvent, des enfants terminent ainsi dans des réseaux de prostitution ou de travaux forcés auxquels ils ont été vendus par un parent. Quand leurs employeurs thaïlandais n'ont plus besoin d'eux, ils dénoncent leur présence à la police avant de leur remettre la paie promise. Les services rendus sont donc gratuits car l'expulsion vers le Cambodge est immédiate.

Survivre n'est déjà pas une mince affaire au Cambodge. Mais il faut aussi, dans un environnement bouddhiste très prenant, s'y préserver contre la vengeance des âmes errantes. Il en traîne tellement à l'issue d'un quart de siècle de guerres et de massacres. « Les victimes de mort brutale deviennent aussi des âmes errantes », dit Rithy Panh. Les Cambodgiens ne sont ja-mais sûrs. Le problème de la réincarnation domine. Que la probabilité existence soit meilleure n'est jamais qu'un espoir. Quoi qu'il en soit, demain, le mince câble noir et invisible, déroulé un mètre sous terre, fera franchir les frontières du royaume à des dizaines de milliers de voix insoufflées.

Jean-Claude Pomonti

## La radio des Khmers rouges émet encore

**PHNOM PENH**

On croirait rêver. La radio des Khmers rouges se porte bien. Elle est gérée par un vétéran, Kong Doung, quarante-deux ans, recruté par Pol Pot en 1975 à Phnom Penh, lequel lui avait alors confié « le contrôle des dépêches officielles lues au micro », a-t-il récemment confié à *Cambodge-Sol*, le quotidien francophone de la capitale cambodgienne. Ces informations « étaient la plupart du temps écrites de la main même de Pol Pot », a-t-il ajouté. L'antenne et les bureaux se trouvent aujourd'hui sur une colline surplombant Phnom Penh, chef-lieu d'une zone semi-autonome frontalière de la Thaïlande et gérée par d'anciens Khmers rouges.

En 1979, quand les troupes vietnamiennes prennent Phnom Penh, Kong Doung suit ses chefs dans leur retraite. « Nous n'avions pas le droit de nous arrêter d'émettre, même lorsque les obus tombaient à 200 mètres du camion. » Jus-qu'en 1993, la radio aurait émis de Koh Kong, sur la frontière thaïlandaise, avant de se déplacer un an à Pailin et, en raison des offensives de l'armée royale, de se replier à Anlong Veng, dans l'extrême nord, où se trouvaient alors Pol Pot et Ta Mok.

Elle est revenue à Pailin, où les Khmers rouges ont fait la paix avec Phnom Penh en 1996. Elle y émet depuis février 1997. Dix heures quotidiennes d'informations locales et nationales entrecoupées de chansons khmères. Ni slogans vengeurs ni appels à la révolte. La radio est financée par Y Chhien, maire de Pailin et homme le plus influent de la zone semi-autonome. Cet ancien général khmer rouge, âgé de moins de quarante ans, s'est enrichi : il est propriétaire de quatre maisons et d'un petit hôtel à Pailin. Kong Doung, marié et père de quatre enfants, dispose, quant à lui, d'une belle villa et s'appuie sur une douzaine de collaborateurs. Radio-Pailin, qui émet en FM, est captée également à Battambang, la grande ville de l'ouest cambodgien.

**UNE RHÉTORIQUE ULTRANATIONALISTE**

L'ancienne radio des Khmers rouges était épicée et décryptée par tous ceux qui s'intéressaient au Cambodge réformé sur lui-même de 1975 à 1979. Un simple changement de ton pouvait alors être le reflet d'une crise de la direction khmère royale. Par la suite, quand elle est devenue clandestine, les écoutes se sont multipliées. Elle donnait la position du « Kampuchea démocratique » de Pol Pot. Son dernier intitulé avait été la « Voix de l'armée du salut national », qui avait annoncé l'assassinat de l'« espion » Son Sen, et la « trahison » de Pol Pot avant de confirmer la mort du vieux leader en avril 1998. Elle s'était tue deux semaines plus tard à Anlong Veng, quand les Khmers rouges du cru avaient fait défection, ses installations sur camions ayant été détruites par les forces royales.

Cette radio recourt à une rhétorique ultranationaliste, raciste, hystériquement anti-vietnamienne. Kong Doung n'en parle guère. « Dans ma famille, a-t-il résumé, je suis le seul à être devenu khmer rouge. Je me suis trouvé au mauvais endroit au mauvais moment. Mon père et mes frères et sœurs ont été tués sous Pol Pot, tandis que j'ai contribué à propager son idéologie. J'ai revu ma mère en 1996, qui vit depuis longtemps aux États-Unis. » Il garde un « goût amer » de cette époque et « tente de se refaire une vie en oubliant le passé ». C'est même devenu, ces derniers mois, le leitmotiv des Khmers rouges ralliés ou rendus : que les Cambodgiens s'entendent pour ne plus parler du passé.

J.-C. P.

## Transfert à l'ONU des suspects de l'attentat de Lockerbie

**TUNIS.** Le transfert aux Nations unies des deux Libyens soupçonnés dans l'attentat de Lockerbie était en cours lundi 5 avril à Tripoli, ont annoncé des diplomates joints au téléphone de Tunis. Deux procureurs écossais, Jim Brisbane et Norman McFadyen, étaient arrivés la veille aux Pays-Bas, où doit se dérouler le procès des deux Libyens dans l'attentat qui a visé un avion de la Pan Am - faisant 270 morts - en décembre 1988, au-dessus de Lockerbie, en Écosse. Les deux suspects, Al-Amine Khalifa Fhimah et Abdel Bas-set Ali El Megrahi, devraient, dès leur arrivée aux Pays-Bas, être soumis à une procédure d'extradition formelle vers la Grande-Bretagne, qui durera entre quelques jours et cinq mois, selon le ministre néerlandais de la Justice. Ils devraient passer au moins leur première nuit dans un centre de détention néerlandais, pour ensuite se rendre au camp Zeist, où des cellules provisoires ont déjà été aménagées pour eux. Une centaine de policiers écossais se trouvent déjà aux Pays-Bas pour assurer la garde du camp. (AFP, Reuters.)

## Nouveaux raids aériens en Irak

**WASHINGTON.** Les États-Unis ont indiqué, dimanche 4 avril, que des avions américains et britanniques avaient bombardé quelques heures plus tôt une batterie de missiles, située dans la zone d'exclusion aérienne du sud de l'Irak, dans laquelle trois appareils irakiens avaient pénétré. Bagdad avait auparavant annoncé que ces raids avaient fait un blessé. Vendredi, Bagdad avait rapporté que des avions américains ou britanniques avaient bombardé et détruit un centre de contrôle de la principale station de pompage utilisée par l'Irak pour exporter son pétrole via son terminal méridional, Mina al Baïr. Le flot de pétrole via ce terminal a repris pleinement après l'installation d'un mécanisme de contrôle alternatif. (Reuters.)

## De nouvelles violences ont fait cinquante-cinq morts aux Moluques

**AMBOINE.** De nouveaux affrontements entre chrétiens et musulmans ont fait cinquante-cinq morts et de nombreux blessés, ces derniers jours, dans l'archipel des Moluques, en Indonésie, a rapporté, lundi 5 avril, l'agence officielle Antara. Les violences ont commencé le 31 mars à Tual, principale ville du district, avant de gagner les îles de Larat et de Kel Besar. Au moins 100 habitations, une école, une clinique et une mosquée ont été incendiées. 400 personnes et un nombre important de blessés ont été évacués de Tual par un navire de la marine indonésienne. L'île de Tual, dont la population est d'environ 65 000 personnes, se trouve à plus de 500 kilomètres à l'est d'Amboine, la principale île des Moluques, où des affrontements entre chrétiens et musulmans ont déjà fait, depuis la fin janvier, plus de 200 morts. (AFP)

**DÉPÊCHES**

■ **IRAN/FRANCE :** une délégation de six députés français, conduite par le socialiste Jean-Michel Boucheron, est arrivée, dimanche 4 avril à Téhéran, pour une visite « d'amitié » de six jours à l'invitation du Parlement iranien. La délégation française sera reçue par le président du Parlement iranien, Ali Akbar Nategh-Nouri, et par le vice-ministre iranien des affaires étrangères, Mostafa Sarma-di. Elle rencontrera également des députés, des universitaires et des personnalités du monde économique et politique. (AFP)

■ **ISRAËL :** des heurts entre Arabes chrétiens et musulmans ont fait 27 blessés légers, dimanche 4 avril, jour des Pâques catholiques, à Nazareth, dans le nord d'Israël, a annoncé la police qui est intervenue pour séparer les manifestants. Les échauffourées ont commencé après la messe de minuit, les musulmans accusant un groupe de chrétiens de les avoir attaqués. (AFP)

■ **FRANCE/ALLEMAGNE :** Paris et Bonn sont convenus d'autoriser à nouveau les transports ferroviaires de combustibles nucléaires entre les centrales allemandes et l'usine de retraitement Cogema de La Hague (Manche), a-t-on confirmé vendredi 3 avril, des deux côtés du Rhin. Ces transports avaient été suspendus en mai 1998 après la découverte de niveaux de radioactivité supérieurs aux normes en surface de certains conteneurs. (Reuters.)

■ **CHILI :** Henry Kissinger, ancien secrétaire d'État américain, a demandé l'abandon de la procédure d'extradition lancée contre Augusto Pinochet, dans un entretien paru, dimanche 4 avril, dans un journal britannique. « Je serais très heureux si on permettait à Pinochet de rentrer au Chili », a expliqué M. Kissinger au *Sunday Telegraph*. « Cet épisode a duré assez longtemps et le général a toute ma sympathie », a-t-il ajouté. Henry Kissinger, secrétaire d'État de 1973 à 1976 sous la présidence de Richard Nixon puis de Gerald Ford, était en fonctions lors du coup d'État du général Pinochet au Chili. (AFP)

■ **PARAGUAY :** un juge a lancé un mandat d'arrêt international contre l'ex-général Lino Oviedo, qui a trouvé asile en Argentine, pour sa responsabilité dans la mort de six manifestants, la semaine dernière à Asuncion, a annoncé, samedi 3 avril, le ministère des affaires étrangères. Lino Oviedo a fui le Paraguay après la démission du président Raul Cubas, qui l'avait libéré en août 1998 après sa condamnation à dix ans de prison pour une tentative de coup d'État en 1996. (Reuters.)



## Voyager comme vous l'entendez?

Parfaitement.

SAS, c'est tout le confort et toutes les facilités dont vous avez besoin pour voyager comme vous l'entendez. Avec un large éventail d'options pour effectuer l'enregistrement - y compris l'enregistrement par téléphone dans plus de 25 villes ou aux automates installés dans 19 aéroports.

Pour plus d'informations, contactez votre agence de voyages ou SAS au 0 801 25 25 25, consultez 3615 FLY SAS (2.23 Frs/mn) ou visitez notre site Internet [www.sas.se](http://www.sas.se) - Bienvenue à bord!

L'esprit scandinave



سكندا من الأصل



**SYNDICALISME** Depuis plusieurs mois, les recours de militants ou responsables syndicaux s'estimant victimes de discrimination dans leur entreprise se multiplient.

Dans plusieurs sociétés, des négociations s'engagent sur ce sujet. LE GROUPE PEUGEOT, en acceptant, en septembre 1998, d'indemniser et de rétablir dans leurs quali-

cations cent soixante-neuf salariés, a créé un précédent que les organisations syndicales cherchent à exploiter. La mise à l'écart de salariés « protégés » peut prendre des

formes diverses, entraînant souvent des recours en justice. LA JURISPRUDENCE sur le sujet tend à évoluer. Jusqu'à une époque récente, c'était au salarié concerné d'ap-

porter la preuve que son salaire ou son avancement était freiné du fait de son engagement. Un arrêt de la Cour de cassation, le 15 décembre 1998, a toutefois modifié la donne.

## Les syndicats s'attaquent aux discriminations visant leurs militants

En septembre 1998, le groupe Peugeot acceptait d'indemniser cent soixante-neuf salariés s'estimant victimes de ségrégation. Depuis l'ouverture de cette brèche, les procédures se multiplient pour tenter de contrecarrer des pratiques qui restent monnaie courante

EN ACCEPTANT, le 11 septembre 1998, d'indemniser et de rétablir dans leurs qualifications cent soixante-neuf salariés victimes de discrimination syndicale, la direction du groupe Peugeot n'a pas seulement signé un « accord historique » salué par la CGT ; elle a aussi regonflé le moral de centaines de militants, en leur fournissant une référence inespérée pour la défense des libertés syndicales. « L'affaire Peugeot a été un détonateur », observe Pascal Moussy, du secteur « droit et libertés » de la CGT. « Une vague de procédures se prépare aujourd'hui dans d'autres entreprises pour obtenir réparation des préjudices subis par des salariés en raison de leur activité syndicale », annonce-t-il.

Inspirés par la réussite de leurs collègues de Sochaux, quatre syndicalistes CGT de la RATP poursuivent, à leur tour, leur direction pour discrimination syndicale. Le 17 février, le conseil des prud'hommes de Créteil leur donne raison, en condamnant la régie parisienne à payer 250 000 francs à l'un d'entre eux. Le 12 janvier, la direction du groupe Dassault Aviation signe un accord d'entreprise sur « le rôle, les moyens et la carrière des représentants du personnel », après avoir indemnisé cent soixante syndicalistes « discriminés ». Des négociations sur le sujet

sont aujourd'hui en cours dans les entreprises Aérospatiale, Michelin, Citroën, Renault, Rhône-Poulenc, Shell, Alstom, Cogema, Eurocopter ou Framatome. Depuis six mois, la CGT coordonne les actions entreprises par ses militants, en les invitant à la négociation... mais aussi à la prudence. « Ce n'est pas parce qu'un accord est signé que les choses changent immédiatement », explique M. Moussy. Plusieurs entreprises, qui négocient par opportunité ou à la veille d'être citées au tribunal, s'empressent de ne pas appliquer les accords sur le droit syndical.

A l'heure des relations sociales « modernes », « apaisées », la guérilla antisynicale semble appartenir à un passé révolu. Et pourtant la presse des confédérations pointe chaque semaine le cas de militants harcelés ou limogés. Dans *Syndicalisme-Hebdo* daté du 11 mars, la CFDT consacrait ainsi une page entière à l'une de ses adhérentes, salariée d'une entreprise de confection, qui, siôt désignée déléguée syndicale, a enduré brimades, menaces et tentatives de corruption.

Alors que le Mouvement des entreprises de France (Medef) ne rate aucune occasion de déplorer « la division et la minceur des effectifs syndicaux », en s'attardant sur les « déserts dans le privé », les inspecteurs du travail sont formels : la situation des délégués du personnel



ou des représentants syndicaux ne s'améliore guère dans les entreprises. « La discrimination syndicale reste fréquente et les faits restent nombreux », observe Bernard Grassi, président de l'association Villermé, qui se bat pour la défense et la promotion du droit du travail. « Avec une charrette moyenne de douze mille à quinze mille licenci-

ments par an, les salariés protégés continuent à faire l'objet d'une répression massive, directe ou déguisée », déplore, de son côté, Pascal Rennes, juriste à la CGT, qui ajoute : « Si 80 % des licenciements de salariés protégés sont prononcés dans le cadre de plans sociaux, les syndicalistes arrivent toujours en premier sur les listes. »

Les autres font souvent l'objet d'attaques personnelles ou de contrôles tatillons qui se poursuivent jusqu'à l'obtention d'une autorisation de licenciement. « Ils sont accusés de faute grave à la moindre occasion, témoigne une inspectrice du travail. Et, quand cela ne suffit pas, on fabrique même des preuves contre eux pour pouvoir les licencier », ajoute-t-elle, citant le cas d'une entreprise de métaux parisiennes où le délégué syndical a fait l'objet de dix-sept demandes consécutives d'autorisation de licenciement.

**ARME DE DISSUASION** Dans la plupart des cas, l'action antisynicale se manifeste encore par le blocage des salaires et de l'évolution de carrière des représentants du personnel. « La discrimination, ce n'est pas pour punir, c'est pour dissuader », explique M. Rennes. En « saquant » un délégué, on dissuade les autres salariés de prendre part à l'activité syndicale, de signer des pétitions, de faire la grève ou de participer à des élections.

Dans les petites entreprises sans représentants syndicaux, l'organisation d'élections professionnelles relève souvent de la « guérilla » ou de la « clandestinité », explique la déléguée du personnel d'une PME parisienne de cosmétiques, employant quatre-vingts salariés. « La

première fois, le patron s'est débrouillé pour qu'il n'y ait pas de candidats. Pour la seconde, il a composé lui-même la liste de ceux qui se présenteraient contre nous », témoigne celle que son employeur appelle désormais « le monstre ». Après les élections, toutes les techniques sont bonnes pour décourager le mandat ou entraver son action, en rognant, par exemple, sur ses heures de délégation, en l'éloignant de ses collègues ou en lui confiant les tâches les plus ingrates. « Certains se sont retrouvés dans des placards d'un mètre carré à remplir des adhésions toute la journée », se souvient l'avocat Michel Henni, spécialisé en droit du travail. Dernier artifice pour neutraliser un syndicaliste : lui octroyer des droits ou des promotions, en faire un salarié privilégié. « On les soigne, on les considère, ils participent à des cellules de veille ou de stratégie économique », observe M. Rennes.

Ces difficultés sont décuplées pour certaines organisations, telles que SUD, l'UNSA ou la CNT, dont les délégués sont d'autant plus fragilisés qu'ils ne bénéficient pas de la représentativité nationale accordée à cinq confédérations (CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC) et qu'ils doivent en faire la preuve devant les tribunaux. Souvent, d'ailleurs, les procès en représentativité sont intentés non seulement par l'employeur, mais aussi par... les autres organisations syndicales. Résultat : dans le cas où le jugement lui est défavorable, le salarié désigné perd sa qualité de délégué syndical et la protection qui lui est théoriquement attachée. « On se rend compte à cette occasion que beaucoup d'entreprises n'acceptent pas le fait syndical », souligne Jean Grosset, dirigeant de l'UNSA, qui rejoint le constat de Thierry Renard, responsable juridique de SUD : « En France, les patrons continuent à s'opposer à ce qu'ils considèrent comme une insupportable remise en cause de leur pouvoir. »

C'est ainsi que l'UNSA bataille depuis dix-huit mois contre le Gymnase Club. Cette filiale du groupe Vivendi (ex-Général des eaux) a été obligée de réintégrer, après intervention de justice favorable sur la représentativité, un de ses cadres licencié siôt après avoir été désigné représentant au comité d'entreprise. Parallèlement, elle a dû rétablir les droits d'une autre déléguée dont les primes avaient mystérieusement sauté.

Alexandre Garcia et Caroline Monnot

### Des syndicats trop faibles, selon le Medef

Le Medef (ex-CNPF) n'a pas souhaité prendre position sur la question des discriminations syndicales. Un porte-parole de l'organisation patronale a cependant estimé que « la discrimination syndicale n'est heureusement pas un phénomène de grande ampleur, en raison du taux de syndicalisation extrêmement faible dans notre pays ». « Il y a toujours eu des frictions entre employeurs et salariés syndiqués », a-t-il ajouté, avant de rappeler que le Medef souhaitait « des interlocuteurs représentatifs forts, alors qu'aujourd'hui ils sont faibles et divisés ». Ernest-Antoine Seillière, avant déclaré, le 16 mars, que « le syndicalisme est une nécessité pour le fonctionnement d'une société de production efficace ». Le président du Medef avait estimé que si les syndicats « veulent pénétrer à nouveau dans l'entreprise de terrain, il y a un intérêt à créer les conditions d'un dialogue » entre délégués des salariés et entrepreneurs.

## La jurisprudence tend à évoluer en faveur de l'égalité de traitement

Les condamnations pénales des cas de répression dans les petites entreprises restent toutefois rares

FRÉQUEMMENT constaté par les inspecteurs du travail, le délit de discrimination syndicale reste extrêmement difficile à établir devant les tribunaux. « La discrimination syndicale est un processus insidieux que les employeurs dissimulent généralement derrière le basting de l'autorité patronale », observe l'avocat Michel Henni, spécialiste de droit du travail. Ils justifient les différences de traitement qui pénalisent les syndicalistes par la liberté de fixer les salaires ou l'organisation du travail au cas par cas. Certains utilisent aussi l'argument insaisissable des compétences professionnelles, même pour des salariés qui ont vingt ans de carrière et dont personne ne s'est jamais plaint avant qu'ils ne deviennent délégués du personnel.

Pour obtenir réparation, le salarié discriminé doit mettre en évidence la différence de traitement et prouver ensuite que celle-ci est liée à son activité syndicale. Il lui faut alors rassembler un faisceau d'indices et de présomptions, en comparant sa situation avec les qualifications, les feuilles de paie, les déroulements de carrière ou les situations familiales de ses collègues : une enquête méticuleuse qui se révèle pratiquement impossible à mener dans les petites entreprises, où la faiblesse des

effectifs et la disparité des situations empêchent d'établir des comparaisons significatives. Dans de telles circonstances, très peu de procédures aboutissent à des procès-verbaux, pratiquement aucune à des condamnations pénales. « L'impunité est totale », résume M. Henni.

**RENVERSEMENT DE LA CHARGE DE LA PREUVE** En 1957, l'inscription dans le traité de Rome du principe de l'égalité des salaires, pour un même travail, entre les travailleurs masculins et féminins a permis une évolution sensible de la législation européenne en matière de discrimination. La mise en œuvre de ce principe a entraîné des jurisprudences de la Cour européenne de justice et des directives communautaires sur la preuve de la discrimination.

L'égalité de traitement est peu à peu devenue la norme, au détriment de la liberté patronale de fixer individuellement les salaires. Quand un salarié fait état d'un ensemble d'éléments permettant de constater une différence de traitement, il y a immédiatement un renversement de la charge de la preuve, l'employeur devant justifier que cette situation n'est pas liée au sexe, à la religion ou à l'ap-

partenance syndicale du salarié. « Il n'y a pas eu en France de progrès équivalents pour les discriminations syndicales. La charge de la preuve continue de peser sur les délégués syndicaux comme un poison. Car il faut du temps pour établir la flagrance », observe M. Henni.

Un arrêt de la Cour de cassation du 15 décembre 1998 a cependant ouvert la voie à une nouvelle approche du régime de la preuve. La Cour a rapproché sa position avec la jurisprudence européenne, en posant pour norme l'égalité de traitement et non la liberté de faire une différence. Le procédé probatoire s'en trouve complètement retourné. « Si, aujourd'hui, l'égalité des salaires devient la norme, le potentiel des contentieux va devenir très important », prévient M. Henni.

La CGT n'a pas attendu cet arrêt pour entreprendre une mobilisation nationale sur le sujet après la « victoire » obtenue à Sochaux par les syndicalistes de Peugeot. Mais, pour M. Henni, l'évolution des mentalités dans les grandes entreprises privées « ne résoudra pas le problème des petites entreprises, où la chasse au gibier syndical reste le sport favori des patrons ».

A. Ga.

## Mille et une manières de mettre un salarié « protégé » au ban de la collectivité de travail

● **L'affaire Peugeot.** En 1996, six militants CGT de l'usine Peugeot de Sochaux obtiennent des prud'hommes la condamnation du groupe, dirigé à l'époque par Jacques Calvet, pour ségrégation syndicale. « La direction a pris en compte leur appartenance syndicale pour bloquer leur carrière et leur rémunération », admet le tribunal, en s'appuyant sur les dossiers solidement argumentés des syndicalistes. Appliquant la « méthode » statistique inventée par ces précurseurs, dix-huit militants du groupe Industriel récidivent quelques semaines plus tard, obtenant à leur tour des indemnités provisionnelles de 30 000 à 80 000 francs. La direction de Peugeot, condamnée à deux reprises en appel, voit son pourvoi rejeté en cassation.

Soutenus par la CGT, les syndicalistes de Sochaux décident alors de frapper un grand coup en poursuivant Peugeot devant un tribunal correctionnel. La direction cède avant l'ouverture du procès, et négocie, en septembre 1998, un accord prévoyant la remise à niveau de cent soixante-neuf salariés ayant fait l'objet d'une discrimi-

nation syndicale et le versement de dommages et intérêts.

● **Transports routiers.** Jérôme est délégué syndical CFDT dans une grosse entreprise toulousaine de déménagement, spécialisée également dans le stockage de produits pharmaceutiques. En février 1996, des élections professionnelles sont organisées pour la première fois. La CFDT, obtient 86 % des voix. Immédiatement, je suis mis au placard. On m'interdit de rouler et on me rétrograde à un poste de manutentionnaire à qui on attribue les travaux plus pénibles. Résultat : sur ma fiche de paie, je perds plus de 1 500 francs par mois, qui correspondent aux frais de déplacement. Les salariés sont menacés de licenciement quand ils s'affichent avec moi, ou un des représentants du personnel », raconte-t-il.

Après les grèves de 1997, l'employeur, qui tente de le licencier, se heurte au refus virulent de l'inspecteur du travail. Depuis, indique-t-il, « je suis mis à pied tous les deux mois sous les motifs les plus divers ». Parmi les raisons invoquées : « A travers le dépôt avec une cigarette », « N'a pas justifié

toutes ses heures de délégation syndicale auprès de la direction ».

● **Transports routiers (bis).** Le groupe Norbert Dentressange a été condamné, début mars, par le tribunal d'instance de Grenoble pour délit d'entrave syndicale à l'encontre d'Augustin Serrano, délégué de SUD à Domène (Isère), près de Chambéry. Le délégué était systématiquement empêché de se rendre aux réunions de représentants du personnel. L'entreprise a fait appel.

Dans le même groupe, Norline Raouak, délégué central CGT, est agressé, lors d'une grève, en décembre 1995, par un cadre qui lui met un couteau sous la gorge. Le cadre est condamné par la justice à deux mois de prison avec sursis. En mai 1996, lors d'un conflit, la voiture de M. Raouak essuie des coups de feu. Quelques mois plus tard, il est privé de camion, puis licencié en 1997. Depuis, M. Raouak est au chômage.

● **Euro Disney.** L'UNSA s'implante en 1998. La direction attaque le syndicat en représentativité. « En attente du jugement, elle déduit des salaires les heures de délégation, ce qui est parfaitement il-

légal, quand elle ne prononce pas des mises à pied conservatoire sans rémunération », souligne Jean Grosset. Le tribunal déboute l'entreprise. « Lors du conflit de juillet 1998, les voitures de nos militants étaient systématiquement fouillées. Après la grève, tous les délégués ont reçu un avertissement. »

● **CGEA, filiale transports urbains de voyageurs du groupe Vivendi.** Ancien syndiqué à FO, conducteur de bus, Mustapha Zamoum décide de monter une section SUD, à l'été 1998. Pour « pouvoir apporter la preuve de l'efficacité de sa section », un des cadres à l'année desquels un tribunal jugé de la représentativité, il diffuse un premier tract avant d'avoir été désigné délégué syndical. Le 27 novembre, à la suite d'un échange verbal avec un passager, il est mis à pied « pour motif réel et sérieux ». Trois jours plus tard, la procédure de licenciement à son encontre est engagée. La direction, qui a saisi le tribunal d'instance pour contester la représentativité du syndicat, obtient gain de cause. M. Zamoum perd sa qualité de salarié protégé. Les plaintes de la CGT, de la CFDT et de FO, qui,

elles aussi, avaient contesté en justice la représentativité, n'ont pas été jugées recevables.

● **Eurest, entreprise de restauration collective.** Bernard Livemont, délégué central d'entreprise CGT, est licencié en 1995 pour faute lourde : la direction d'Eurest le considère responsable d'une perte de 40 000 francs de marchandises pour avoir organisé une grève dans un restaurant de Sacy (Essonne). L'inspection du travail refuse le licenciement. Brouillé avec la CGT, il décide de créer un syndicat SUD en 1996, suivi par quatre-vingts salariés. La direction d'Eurest et la CGT contestent la représentativité du nouveau syndicat. La justice leur donne raison, le 24 novembre 1997. Le 4 décembre, M. Livemont reçoit sa lettre de licenciement pour absence de son poste de travail. Il se retrouve au chômage après vingt-cinq ans d'ancienneté.

● **Pizza Pino.** Le 5 novembre 1998, la cour d'appel de Paris a ordonné la réintégration de trente-sept salariés de l'entreprise Pizza Pino, licenciés après avoir demandé des élections de délégués du personnel.

● **Musée du Louvre.** En décembre 1998, le marché du gardiennage-sécurité du Musée du Louvre est remporté en sous-traitance par la société Goron, qui remplace l'entreprise Safety. Appliquant un accord de branche signé, le 18 octobre 1995, par trois syndicats patronaux et Force ouvrière, et qui permet désormais à l'entreprise « entrante » de ne reprendre que 75 % du personnel occupé sur le chantier précédemment affecté à l'entreprise « sortante », le nouvel employeur écarte dix-neuf salariés sur quatre-vingts. Tous sont des syndicalistes « CGT ou CFDT », titulaires ou anciens titulaires de mandats de représentation du personnel. Les animateurs des conflits de 1998 font partie de la liste des salariés non repris.

« La mise à l'écart de ces salariés a été faite par l'entreprise Goron à la demande de la direction du Louvre », affirme Christophe Fanchart, de la CGT-commerce et services. Les syndicats ont déposé plainte au pénal pour entrave au droit syndical.

A. Ga. et C. M.



## La justice enquête sur les multiples zones d'ombre de la catastrophe du tunnel du Mont-Blanc

La prévention des incendies et l'organisation des secours sont au centre du dossier

Une cérémonie euclymienne a rassemblé, dimanche 4 avril à Chamonix (Haute-Savoie), environ trois cents personnes pour un dernier hom-

mage aux victimes de l'incendie du tunnel du Mont-Blanc, dont le bilan provisoire s'élève à quarante morts. L'enquête, dans le cadre de l'information judiciaire ouverte le 25 mars, s'efforce de déterminer les responsabilités qui pourraient être mises en cause dans la catastrophe.

### CHAMONIX

de notre envoyé spécial  
L'identification des victimes de l'incendie du tunnel du Mont-Blanc qui a fait au moins quarante morts, mercredi 24 mars, devait reprendre, mardi 6 avril, après la sécurisation du site. Le travail des spécialistes s'annonce difficile : dans les tôles des véhicules pris dans le brasier, il ne reste que des cendres. Parallèlement, Franck Guesdon, le juge de Bonneville chargé d'instruire l'information judiciaire ouverte, jeudi 25 mars, pour « homicides involontaires », poursuit ses investigations. D'éventuelles mises en examen ne devraient pas intervenir avant plusieurs jours, voire plusieurs semaines. « Il faut d'abord recueillir le maximum d'éléments avant d'envisager la mise en cause de tel ou tel responsable », nous a indiqué, vendredi 4 avril, le procureur de la République de Bonneville, Bruno Charvet.

Les jours qui ont suivi la catastrophe ont été marqués par de vives polémiques sur les systèmes de sécurité du tunnel, l'organisation des secours et la vétusté des installations. Polémiques dont la société des Autoroutes et tunnels du Mont-Blanc (ATMB), concessionnaire français de l'ouvrage, et le préfet de Haute-Savoie, Pierre Breuille, ont été les premières cibles. La justice devra éclaircir de nombreuses questions encore sans réponse à propos de ce qui constitue la catastrophe la plus meurtrière jamais survenue dans un tunnel.

● **Pourquoi a-t-on tardé à mesurer l'ampleur de la catastrophe ?** Pendant les cinquante-cinq heures qu'a duré l'incendie, l'ATMB a été incapable de livrer un compte rendu approximatif, des véhicules qui pouvaient se trouver dans le brasier. Les premiers pompiers de Chamonix envoyés sur les lieux pensaient se rendre sur un banal accident impliquant quelquefois un poids lourd et une voiture. Une fois sur place, ils ont compris qu'ils étaient prisonniers d'un « trou à rats ». Pourtant, grâce au péage situé à l'entrée du tunnel, l'ATMB avait le moyen d'évaluer le nombre de véhicules potentiellement impliqués. A-t-elle voulu cacher le plus longtemps possible l'ampleur de la tragédie ou a-t-elle été totalement dépassée par les événements ? L'enquête devra le déterminer.

### La colère des familles de victimes

Dimanche 4 avril, près de trois cents personnes, habitants de la vallée de Chamonix et familles de victimes, ont rendu un dernier hommage aux morts de l'incendie devant l'entrée française du tunnel. Après avoir déposé une rose devant la stèle qui commémore l'inauguration du tunnel, elles ont assisté à une courte cérémonie religieuse euclymienne. A cette occasion, certaines familles n'ont pas caché leur colère, dénonçant la faiblesse de la société française du tunnel.

« J'ai appris que l'ATMB avait décidé de prendre en charge les frais d'obseques, mais à aucun moment je n'ai reçu un coup de fil de ses responsables », a indiqué Monique Lebras, dont le mari est mort dans le tunnel. La plupart des représentants des familles des victimes ont déploré avoir appris l'existence de cette cérémonie par la presse, sans que l'ATMB, dont le président Rémy Chardon était présent, se soit directement adressée à elles.

italienne assurent que l'alerte a été donnée par un usager italien du tunnel.

Si cette version est la bonne, elle a de quoi inquiéter sur l'état de vigilance de l'employé italien chargé, comme son homologue français, de surveiller les six écrans vidéo qui retransmettent en boucle les images des quarante caméras installées sur les 11,6 kilomètres du tunnel. Les opacimètres qui relient le taux d'enfumage réagissent dès que celui-ci atteint un niveau anormal et alertent simultanément les deux PC. Pourquoi, dès lors, avoir attendu l'alerte donnée par un usager ? La version française n'est pas plus satisfaisante et l'on peut se demander s'il n'y a pas eu du retard dans la décision de fermer l'accès au tunnel. En effet, vingt-six des trente-quatre véhicules pris dans le brasier circulaient vers l'Italie, contre huit seulement dans l'autre sens.

● **A-t-il eu des dysfonctionnements dans l'organisation des secours ?** Le sauvetage de plusieurs usagers semble devoir plus au courage des employés du tunnel qu'à

la mise en œuvre réfléchie et structurée des secours. Quand il a sauvé une dizaine de personnes, Patrick Devouassoux, patrouilleur de l'ATMB, se rendait en Italie pour convoier des fonds. C'est de là qu'il est reparti dans le tunnel, après un appel de sa société, pour « un camion en feu ». Pierluigi Tinazzi, son homologue italien, a lui aussi sauvé plusieurs personnes avec sa moto avant de succomber dans l'un des dix-huit refuges du tunnel.

Ces refuges construits en 1991 jalonnent l'ouvrage, tous les six cents mètres. Certains sont pressurisés et permettent de s'abriter pendant deux heures maximum. Dans le cas présent, cela n'a pas changé grand-chose : la chaleur dégagée par l'incendie ne laissait aucun espoir de survie. Un seul pompier professionnel, employé par l'ATMB, est en permanence sur le site. En cas d'incident, il doit être aidé par les autres employés du tunnel qui, d'après la direction de la société, ont « tous reçu une formation de secouriste ». Insuffisante, semble-t-il, pour affronter un incendie de cette ampleur.

Comme le prévoit l'organisation des secours, ce sont ensuite les pompiers de Chamonix qui sont intervenus. En l'absence d'une galerie de service, ils ont eu du mal à approcher de l'incendie, au kilomètre 6, soit en plein milieu du tunnel. Étaient-ils équipés pour affronter un tel sinistre ? L'un d'entre eux, l'adjudant-chef Georges Tosello, est en tout cas mort d'un arrêt cardiaque après avoir donné son appareil respiratoire à un collègue qui en était dépourvu. Les équipes d'intervention

ne possèdent pas non plus de véhicules utilisables dans des conditions extrêmes d'enfumage : dans le tunnel, l'absence d'oxygène, consommé par l'incendie, a provoqué l'arrêt instantané des voitures de secours équipées de classiques moteurs atmosphériques.

● **Qui a pris connaissance des rapports alarmants des services de secours ?** Une note rédigée par Christian Comte, chef de corps des pompiers de Chamonix, et datée du 12 janvier 1998, évoquait l'absence de concertation entre l'Italie et la France, l'incompatibilité des plans de secours, l'absence d'exercice. La direction de l'ATMB dément avoir eu connaissance de ce texte, contrairement à ce qu'affirment les sapeurs-pompiers. Elle refuse toute responsabilité dans la non-organisation d'exercices, soutenant qu'une telle décision revient au préfet qui a seul les pouvoirs de police permettant d'interrompre le trafic. L'ATMB ne semble pas avoir eu seule fois suggéré l'organisation d'un tel exercice.

Au printemps 1998, un second rapport, établi par le Service départemental incendie et secours (SDIS) de Haute-Savoie, pointait notamment les difficultés d'intervention en cas de sinistre et l'insuffisance des systèmes d'extraction de fumées. Le tunnel du Mont-Blanc ne compte en effet que deux systèmes de ventilation, à chacune de ses extrémités, qui distribuent de l'air frais et aspirent l'air vicié. Une installation à l'évidence inefficace lors d'un incendie de cette importance. Ce rapport a été remis au préfet. Il a servi de base à la signature, le 19 février, d'une convention entre la préfecture de Haute-Savoie, le gouvernement valdôtain et le SDIS. Pourtant, concernée au premier chef, aucune des deux sociétés concessionnaires du tunnel n'a participé à l'élaboration de cette convention.

● **Le soudi de rentabilité a-t-il joué un rôle ?** A l'ouverture de l'ouvrage, une réglementation imposait une distance de 100 mètres entre chaque véhicule. Rentabilité oblige, cette disposition est vite tombée en désuétude. Le bilan aurait pu être moins lourd si cette distance de sécurité de bon sens avait été maintenue.

Acacio Pereira

## La police découvre un important stock d'armes à Bayonne

Les enquêteurs l'attribuent à l'ETA

### BAYONNE

de notre correspondant  
La police a mis la main, dimanche 4 avril dans la soirée, sur un stock d'armes et d'explosifs à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) dans un garage donnant sur une rue tranquille du quartier Saint-Esprit. Décrit par un gendarme comme « une découverte impressionnante », l'ensemble comprendrait des centaines d'armes, des munitions et des explosifs, le tout soigneusement emballé dans des caisses. Spécialement venus de Paris, les experts de la Division nationale antiterroriste (DNAT) devaient en faire l'inventaire, lundi 5 avril. Ce stock est attribué par les enquêteurs à l'organisation séparatiste basque ETA, qui aurait acheté il y a quelques mois, selon le quotidien conservateur madrilène ABC du dimanche 4 avril, pour 500 000 dollars d'armes au marché noir.

La saisie est la plus importante opérée au Pays basque français depuis plusieurs années. Le 14 septembre 1994, la police découvrait à Mouguerre, près de Bayonne, une cache sous une maison servant également de planque. Et, le 14 février 1993, elle avait trouvé une autre cache-atelier, cette fois-ci à Bidart. Dans les deux cas, il s'agissait d'un local soigneusement dissimulé avec un système complexe d'ouverture où pouvaient séjourner des militants clandestins. Ces opérations policières étaient survenues peu de temps après l'arrestation, le 29 mars

1992, des principaux dirigeants de l'ETA, également à Bidart. Depuis, on disait l'organisation et son infrastructure repliées en Bretagne et à Paris.

### TRÈVE DÉCLARÉE

C'est d'ailleurs dans la capitale qu'était interpellé, le 9 mars, en compagnie de cinq militants, Javier Arizkuren, dit « Kantauri », présenté comme le chef des commandos de l'organisation par le gouvernement espagnol (Le Monde du 11 mars). L'opération de Bayonne intervient quelques jours après une prise de position publique d'ETA, qui observe un cessez-le-feu depuis le 18 septembre 1998. Dans un entretien diffusé par la télévision basque ETB, le 29 mars, deux responsables masqués déclaraient la trêve en cours à Madrid selon laquelle le mouvement séparatiste armé allait rapidement annoncer une trêve définitive.

Dans leur déclaration, les deux hommes liaient tout dépôt des armes à la reconnaissance aux Basques du droit à l'autodétermination. Ils soulignaient n'avoir eu aucun contact avec les autorités madrilènes depuis septembre. L'opération de Bayonne a eu lieu le jour même de la célébration par les nationalistes basques de l'Aberrri Eguna, le jour de la patrie, à Saint-Jean-Pied-de-Port et dans les autres capitales basques au sud des Pyrénées.

Michel Garicoix

## Le FLNKS suspend sa participation aux élections du 9 mai

LES INDÉPENDANTISTES du FLNKS (Front de libération nationale kanak socialiste) ont décidé, samedi 3 avril à Nouméa, de suspendre leur participation aux élections des trois assemblées de province, prévues le 9 mai, « tant que l'Etat n'aura pas garanti le rétablissement de l'accord de Nouméa dans son esprit et dans sa lettre ». Le FLNKS s'oppose à la décision du Conseil constitutionnel du 15 mars, selon laquelle tout Français justifiant de dix ans de résidence sur le Caillou, quelle que soit sa date d'arrivée, pourrait voter lors des futures élections provinciales, et accéder par là même à la « citoyenneté » de Nouvelle-Calédonie prévue par l'accord de Nouméa. Pour les indépendantistes, qui ont toujours craint que de nouveaux arrivants ne les rendent encore plus minoritaires, ne doivent pouvoir voter lors des prochains scrutins provinciaux de 2003, 2009 et 2014 que les personnes justifiant de dix ans de résidence en Calédonie en 1998. (Corresp.)

## La fromagerie Lesire et Roger conteste la présence de listeria dans ses produits

FRAPPÉE deux fois en neuf jours par des mesures de retrait de la vente de certains de ses fromages pour cause de listeria, la fromagerie Lesire et Roger de Mondreup (Aisne) a contesté la validité des dernières analyses, publiées samedi 3 avril par les services préfectoraux de l'Aisne, qui font état de traces de bactéries listeria monocytogènes dans un échantillon de fromage de type maroilles provenant d'un lot numéroté 018. « Nous sommes en possession d'analyses contradictoires, faites par un laboratoire accrédité nous donnant des résultats favorables », a affirmé Philippe Roger, PDG de la société Lesire et Roger. M. Roger a déploré que la décision de retirer ses fromages de la vente soit « basée sur le résultat d'une analyse faite dans un laboratoire d'Etat, sans contre-analyse officielle possible, suivant un protocole analytique très particulier dont nous ne connaissons pas la valeur scientifique ». De

puis le début de l'année, quatre lots de fromages au lait cru ont été retirés de la vente après que la bactérie responsable de la listériose y eut été détectée : des fromages de type poisses, un camembert Lepetit et un précédent maroilles de la fromagerie Lesire et Roger. En janvier, deux cas de listériose provoqués par des poisses se sont révélés mortels.

### DÉPÊCHE

● **SÉCURITÉ ROUTIÈRE :** plusieurs milliers de motards ont manifesté, samedi 3 avril, à Paris et dans une quinzaine de villes à travers la France, contre le projet de loi Gaysot sur la sécurité routière, adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 17 mars, qu'ils jugent répressif et inadéquat. La Fédération française des motards en colère dénonce notamment le principe du « propriétaire-payeur », qui prévoit de sanctionner le propriétaire d'un véhicule à l'origine d'un accident même s'il n'était pas lui-même aux commandes au moment des faits.

Raphaëlle Bacqué

### L'ATMB en chiffres

● **Actionnaires :** la société ATMB (Autoroutes et tunnel du Mont-Blanc), qui exploite la partie française de la concession du tunnel du Mont-Blanc, est détenue à 54,2 % par l'Etat français. Les autres actionnaires sont notamment le département de la Haute-Savoie (15,18 %), la Caisse des dépôts et consignations (5,59 %) et la ville de Genève (3,87 %).

● **Bénéfices :** l'ATMB a réalisé en 1997 un bénéfice net de 45,5 millions de francs, en baisse de 20 % par rapport à 1996, sur un chiffre d'affaires en progression de 5,6 % à 723,2 millions de francs. Pour 1998, l'ATMB prévoit un chiffre d'affaires de l'ordre de 800 millions. Ce chiffre comprend la moitié des péages du tunnel et les revenus de l'autoroute blanche A40, dont l'ATMB gère une portion de 106 km.

● **Recettes :** en 1997, les recettes de péage au tunnel, pour les deux entrées italienne et française, se sont élevées à 626,5 millions de francs, soit une progression de 2,39 % par rapport à 1996. L'ATMB reçoit la moitié, soit 313 millions, l'autre moitié revenant à la société-sœur italienne, STMB, qui gère l'autre partie du tunnel.

● **Fréquentation :** près de 1,9 million de véhicules, dont 734 306 poids lourds, ont emprunté le tunnel en 1998. Depuis son inauguration le 16 juillet 1965, le tunnel a vu passer quelque 47 millions de véhicules. Le coût du passage pour un aller simple est de 100 francs pour un véhicule léger (126 F aller-retour) et 976 F pour un poids lourd équipé d'une remorque (1 580 F A-R).

## Une sinécure qui récompense les bons et loyaux services

D'HABITUDE, son poste est considéré comme l'un des plus beaux « fromages » de la République. Le genre de fonction qui récompense les amis politiques fi-

### PORTRAIT

Rémy Chardon aurait dû vivre quelques années tranquilles à la tête de l'ATMB

dèles. Un « job » très convenablement rémunéré : plus de 50 000 francs par mois, 300 000 francs annuels de frais de représentation, un très bel appartement de fonctions et une voiture avec chauffeur. Rémy Chardon, cinquante-deux ans, aurait dû vivre quelques années tranquilles à la tête de la société Autoroutes et tunnel du Mont-Blanc (ATMB). Tous ses prédécesseurs, en tout cas, y avaient connu une sinécure.

Ancien préfet et, surtout, ancien directeur du cabinet de Jacques Chirac à la Mairie de Paris - il connaît le président de la République depuis qu'il s'était retrouvé secrétaire général de la Corbière, en 1976 -, M. Chardon a hérité du poste en remerciement de ses bons et loyaux services passés. La chose peut paraître choquante : elle n'est, en tout cas, pas nouvelle : aucun président de l'ATMB n'est arrivé là en raison de compétences particulières, mais seulement en récompense de sa fidélité politique au pouvoir alors en place. Il n'y a aucune exception. L'ATMB est une société

d'économie mixte, dont le capital est constitué à environ 85 % par des capitaux publics. L'Etat a donc la haute main sur la nomination de son président. Le premier d'entre eux fut ainsi Edmond Giscard d'Estaing, père de l'ancien président de la République. Puis arrivèrent les gaullistes : Marc Jacques, Alexandre Sanguinetti et Edouard Balladur. Ce dernier, installé là en 1993, y resta treize ans. Maurice Herzog, grand alpiniste et maire (RPR) de Chamonix, lui succéda de 1991 à 1994, avant d'être remplacé par Michel Girard (1994-1997), un notable de la Nièvre, proche de François Mitterrand.

● **« ULTRA-FIDÈLE » DE M. CHIRAC**  
La droite étant revenue au pouvoir en 1986, M. Balladur, ministre de l'Economie, resta très soucieux de l'ATMB, fit nommer un ami politique, Marc Potier. M. Potier fut écarté très vite après que la gauche eut repris la majorité, au profit d'un très fervent admirateur du président Mitterrand, longtemps conseiller technique à l'Elysée, Charles Salzman (1989-1992). La première ministre Edith Cresson, à son tour, elle aussi, casera son ex-conseiller à la sécurité, Ivan Barbot (1992-1994), avant que François Mitterrand ne reclassé un autre de ses conseillers techniques, Michel Jau (1994-1996).

M. Chardon, nommé en février 1996, a donc l'exact profil de ses prédécesseurs. Enarque, classé parmi les « ultra-fidèles » du président de la République, selon un membre de la chancellerie, il a passé plus de vingt ans à servir l'ancien président du RPR. Conseiller tech-

هكذا من الأصل



# HORIZONS

TÉMOIGNAGE

**U**NE jeune femme est en pleurs. Elle serre fébrilement entre ses bras un enfant de quelques semaines qui lutte entre la vie et la mort. Elle est livide.

Elle titube pour s'extraire de la foule compacte de plusieurs milliers de réfugiés albanais du Kosovo qui sont bloqués, certains depuis quatre jours, par un cordon de policiers macédoniens à l'entrée du pays.

« Depuis hier, seuls les vieux et les malades passent », dit un médecin volontaire albanais. Hagarde, la jeune femme franchit enfin la frontière soutenue par une infirmière de la Croix-Rouge macédonienne, seule autorisée à entrer en zone neutre. La jeune femme s'effondre sur une chaise, saisie de spasmes incontrôlables, à l'entrée de la tente où des médecins auscultent son enfant.

Non loin de là, accroupi derrière une voiture, prostré, Besnik replonge dans un cauchemar. Il réalise que ses vieux parents sont perdus quelque part au milieu de cette foule qu'il ne peut approcher. Des rumeurs entretiennent l'angoisse. « Quatorze personnes sont mortes depuis hier », affirme un professeur de français. « Les policiers serbes rançonnent les gens », renchérit une nouvelle arrivante. La masse de gens enfle d'heure en heure. Ils seraient dix mille à pieds ou dans la file de voitures qui s'étendrait sur vingt kilomètres. Une semaine auparavant, on n'en comptait que quelques dizaines. « C'est une histoire de fous, les Serbes nous chassent et les Macédoniens ne veulent pas nous laisser entrer. Mon père est asthmatique, il ne résistera pas. » Besnik se renferme dans son mutisme.

Diplômé en droit de trente-cinq ans, Besnik a partiellement échappé à cet enfer. Il est arrivé deux jours plus tôt, à une dizaine de kilomètres d'ici à vol d'oiseau, au poste-frontière de Blace, celui vers lequel convergent la plupart des Albanais de Pristina (chef-lieu du Kosovo) déportés massivement par les Serbes depuis le 30 mars. Ce jour-là, un premier train entrainait en Macédoine. Les quatre wagons - trois de passagers, un de marchandises bourrés de réfugiés éreintés - avaient dû rebrousser chemin face à des dizaines de policiers antieuropaïstes macédoniens.

Depuis ce jour, les Serbes déportent les Kosovars à échelle industrielle. Les trains s'arrêtent dorénavant à quelques centaines de mètres à l'intérieur du Kosovo, à côté d'une sinistre cimetière désaffectée. Chaque convoi compte une dizaine de wagons. Ils se succèdent tout au long de la journée et une bonne partie de la nuit. Kosovska-Mitrovica, Pristina, Urosevac... Autant de villes, d'où des dizaines, des centaines de milliers de Kosovars sont poussés hors de chez eux par le bulldozer serbe pour un aller au retour incertain.

**T**OUS les moyens sont bons. C'est dans un camion bûché que Besnik a été briqué hors de sa Yougoslavie natale. « Les ruelles sur le côté étaient mal fixées, je devais me tenir aux arceaux en métal pour ne pas tomber sur la route. A l'arrière, on était gelé par un vent glacial. Vers la cabine du chauffeur, les gens taillaient des fentes dans la bâche pour pouvoir respirer. Qu'avons nous donc fait pour être traités moins bien que des animaux ? » Besnik est incrédule.

Les sept années passées en Grande-Bretagne, à partir de 1990, l'avaient convaincu qu'il n'était pas si différent des autres Européens de sa génération. Certes, la société parallèle que les Albanais s'étaient construite à l'intérieur de la Serbie depuis la suppression de leur autonomie, en 1989, n'était qu'un pis-aller. Mais il n'avait pas encore perdu tout espoir de pouvoir exercer son métier d'avocat.

Progressivement pourtant, sans même s'en rendre compte, Besnik a vu sa grande carcasse filiforme comme pour éviter les coups de matraques que les policiers serbes faisaient pleuvoir de plus en plus souvent sur le dos des Albanais. Son regard clair s'est noyé derrière ses grandes lunettes d'intellectuel pour ne plus voir les droits les plus élémentaires foulés aux pieds. « Milosevic n'est pas



## « Je me demandais si j'allais à l'abattoir »

**Besnik a vécu l'enfer de Pristina. En trente-six heures, il a tout perdu. Chassé par les Serbes, il est devenu un réfugié à la recherche des siens. Ce juriste kosovar raconte, incrédule, l'exode forcé de son peuple**

mon président mais la Yougoslavie est mon pays. Je lui ai toujours été fidèle et la plupart de mes amis étaient serbes. Même aujourd'hui, je n'arrive pas à le détester. Mais je hais leur État policier qui essaie de nous voler notre dignité, de faire de nous des paysans soumis en décapitant le Kosovo de son intelligence... »

La silhouette de Besnik s'est plée encore un peu plus, ces derniers jours. Son chemin de croix a commencé jeudi matin. Auparavant, lui, son frère et leurs deux frères avaient trouvé refuge chez leur tante, dans une grande maison neuve comme la leur, mais située un peu plus haut sur la colline de Tasliče qui domine Pristina. « De là nous pouvions voir venir les policiers. » Dès le premier soir du bombardement de l'OTAN, le 24 mars, la police avait bouclé le quartier. Chacun redoutait le pire de la part des centaines de policiers, de militaires et de civils armés serbes qui avaient pris possession des rues.

Et puis, progressivement, les forces serbes ont commencé la sale besogne, alternance de violence et d'intimidation. « Une voiture piégée a explosé un soir à une dizaine de mètres de chez moi. Le lendemain, sur les images d'une maison en flammes, la télévision de Belgrade expliquait comment les obus de l'OTAN tuaient des civils. En fait, mes voisins avaient quitté le Kosovo depuis plusieurs jours. Et puis, on entendait des coups de feu. On ne savait pas d'où ça venait. On disait que des dizaines d'intellectuels avaient été assassinés. Plus personne ne sortait de peur de tomber sur la police. »

De bouche à oreille - « Nous passions nos journées pendus au téléphone » - les habitants de Pristina ont vite su que les Serbes n'attendaient qu'une chose : qu'ils fissent le camp. « Ils nous auraient annoncé à la radio que nous devions partir, nous l'aurions fait tant nous étions terrorisés. » La famille de Besnik a pris la route le mercredi. Lui a décidé d'attendre encore, accroché à l'espoir qu'un miracle pouvait intervenir qui arrêterait les Serbes de vider Pristina de ses habitants, quartier par quartier, rue par rue, maison par maison. Le rêve ne durera que le temps d'une nouvelle nuit d'angoisse à guetter le moindre bruit. Une nuit de trop.

« Au matin, avec un ami, on a décidé de partir par le haut de la colline. On voyait les policiers

approcher par les rues du bas, à 150 mètres d'où on était. Ils se sont dirigés vers nous lorsqu'ils nous ont vu en train de charger la voiture. « Sortez ! laissez les clés sur le contact et rejoignez les autres », nous ont-ils hurlé. Ils m'ont arraché mon portefeuille pour prendre l'argent. Ils ont trouvé 350 deutschemarks, ça leur a suffi. »

Déjà, les voisins sortaient de leurs maisons. Par haut-parleurs, les Serbes ordonnaient de quitter les maisons, de prendre la direction de la gare. Besnik est entré dans le flot de cette rivière humaine qui dévalait de la colline dans un silence de mort. « Les policiers nous disaient de jeter nos papiers, que nous n'en avions plus besoin puisque nous partions tous en Albanie et que nous ne revien-

« Les policiers nous disaient de jeter nos papiers, que nous n'en avions plus besoin puisque nous partions tous en Albanie et que nous ne reviendrions jamais ici. La rue était jonchée de cartes d'identité, de permis de conduire que nous foulions. Des policiers guidaient sans violence notre troupeau.

drons jamais ici. La rue était jonchée de cartes d'identité, de permis de conduire que nous foulions. C'était surréaliste. Et surtout, des policiers qui, sans violence particulière, guidaient notre troupeau. Je me demandais si j'allais à l'abattoir. »

Le quai et les rails de l'ancienne gare de Pristina étaient noirs de monde d'où s'échappaient des pleurs d'enfants, des cris de femmes, les gémissements de tous. « Des gens suffoquaient. Nous avons attendu des heures, puis les premiers camions bûchés sont arrivés. Les gens se battaient pour monter dedans. J'ai dû laisser passer plusieurs départs puis j'ai joué des coudes et le camion a démarré pour rouler sans arrêt jusqu'à la frontière où on nous a dit de descendre. »

Le jour se levait, gris, brumeux. Lentement, Besnik a remonté les 5 ou 6 kilomètres de file scrutant, en vain, l'intérieur de chaque voiture à la recherche de ses parents. « Une fois au poste-frontière, les Serbes nous ont laissé passer, trop contents de nous voir partir. Ce sont

les Macédoniens qui nous ont alors bloqués. Lorsque j'ai vu la Croix-Rouge macédonienne nous distribuer du lait et du pain, j'ai compris que nous étions là pour rester longtemps. J'ai alors décidé de tenter ma chance. » Sous prétexte d'aller chercher de l'eau, il a faussé compagnie aux policiers pour se fondre dans la masse des milliers de réfugiés arrivés par train et regroupés dans le champ en contrebas du poste de douane, le long de la voie ferrée. Slalomant entre les tentes de fortune, les corps recroquevillés sous des couvertures, il a ensuite profité de l'inattention de deux appelés de l'armée macédonienne pour quitter ce camp improvisé et regagner la route, de l'autre côté de la frontière.

Dans la foule des Albanais de

Blace, Macédoine, le 3 avril 1999 : une dame âgée serre contre elle une couverture fournie par la Croix-Rouge.

dizaines de milliers de gens qui crouillent aux portes de la Macédoine, ou sous des abris de fortune à Blace. Besnik s'en est plutôt bien tiré. « L'essentiel c'est ça ! » : il extrait alors un passeport yougoslave du fond d'une poche intérieure de son anorak. « Ils ne me l'ont pas défilé. C'est la preuve que je suis yougoslave. Je pourrai rentrer chez moi ou aller à l'étranger. »

**M**AIS avant, il doit retrouver sa famille dont il est sans nouvelle. Sa seule piste, en ce samedi matin, est un simple nom griffonné par sa mère sur un bout de papier au moment du départ. Celui d'une vieille femme, autre cousine éloignée, vivant à Gostivar, à 80 kilomètres de Skopje, dans cet ouest macédonien contigu au Kosovo où vivent la plupart des quelque cinq cent mille Albanais de Macédoine. Peut-être ses parents l'ont-ils contactée. La ville compte quarante mille habitants.

« Il paraît que tout le monde connaît cette femme », essaie-t-il de se rassurer. Pas le propriétaire d'un bar enfumé en tout cas, ni les vieux croisés dans la rue. « Adressez-vous à l'association humanitaire El Hillal », suggère l'un. « Allez voir le Parti démocratique albanais », propose un autre devant la mine déconfite du Kosovien.

Le vieil épicer de La Mecque et Médine sait au moins où vit l'un des fils : au troisième étage d'une maison de briques, sans crépi, dans le centre de Gostivar. Du fils à l'appartement de la mère dans un immeuble de béton, il n'y a que quelques kilomètres. Il apprend alors que son frère et la famille de sa tante ont été accueillis par une famille albanaise à leur descente d'un bus « réquisitionné » par El Hillal. Il les a ramassés la veille à la frontière avant de les déposer, sans leur demander leur avis, au pied de la mosquée du village de Forina, à une quarantaine de kilomètres de Jashnicë. Une voiture de police les a escortés pour être sûr de ne perdre personne en route.

Ils sont douze Kosovars à être logés dans deux pièces de la ferme d'Ismail, un solide transporteur routier de cinquante ans. « Quand les réfugiés ont commencé à affluer, tous les gens du village ont ouvert leur porte », explique Emshil Ejupi, le maître de la commune. En quelques jours, mille six cents réfugiés ont été débarqués dans ce village de six mille habitants.

La Croix-Rouge macédonienne a récompensé ce sens de l'hospitalité en livrant vingt-cinq couvertures et quinze matelas. « On est arrivé à saturation. Il n'y a plus de place », se désole M. Ejupi. Même constat à Skopje, Tetovo, Gostivar... Un camp supplémentaire, le quatrième du pays, devrait ouvrir prochainement vers Forina pour accueillir les nouveaux arrivants.

Les parents de Besnik en feront partie lorsqu'ils auront passé la frontière de Jashnicë. Leur âge ne leur a pas permis de remonter la queue à pied et d'entrer discrètement en Macédoine en contournant le poste-frontière. Pour le moment, ils attendent probablement dans leur voiture que les autorités de Skopje aient résolu leur dilemme : répondre à l'urgence humanitaire, maintenir un minimum de cohésion dans la coalition gouvernementale associant nationalistes albanais et macédoniens, et ne pas froisser une opinion publique macédonienne chatouillée sur la question albanaise.

Dans les rues désertes du bazar de Skopje, de retour de Jashnicë, Besnik n'a que faire de ce jeu de funambule. Les mains enfouies dans les poches, il lutte contre l'abaissement qui le gagne. Il dit qu'il va contacter une ONG américaine qui l'a brièvement employé à Pristina, quelques jours avant les frappes de l'OTAN. « Grâce à eux, j'obtiendrais plus facilement mes papiers de réfugié. » Et après ? Partir quelque temps en Turquie, peut-être, ou ailleurs. Une chose est claire dans sa tête : tôt ou tard, il retournera vivre au Kosovo. « Nous aurons notre État, mais nous aurons reculé d'un siècle. »

Christophe Châtelot

هكذا من الأهل











## Les timidités du rapport Charpin

par Alain Lipietz

**L**e rapport Charpin sur les retraites a deux immenses mérites : il souligne la gravité objective des menaces pesant sur les retraites par répartition ; il élimine la fausse fenêtre de la capitalisation. Les retraites, toujours plus lourdes, seront toujours payées sur une part du produit national d'une année donnée, en l'absence de droits acquis vingt, trente ou quarante ans auparavant.

Quelle est alors la plus sérieuse menace que les retraites soient affectées ? Un accord intergénérationnel qui ajuste périodiquement et explicitement cotisations et retraites ? C'est la méthode de la répartition : elle demande du courage politique, et si l'on ose dire, rien de plus. Ou bien la confiance dans la valorisation de l'épargne investie, sur une quarantaine d'années ? C'est le principe de la capitalisation.

Supposons le dernier parti tenu : la part des profits financiers (plus-values et dividendes), au bout de dix années d'années, obtient ce qu'il aurait exigé la répartition, puis est réversée aux retraités. En cette façon, c'est une part des bénéfices futurs qui sera donc baisser. Mais le contraire survient : les cotisations financières (spéciales), les cotisations sociales. Bref, la roulette russe.

Le rapport Charpin illustre donc la validité du courage politique : la répartition. En a-t-il la force ? Hélas non. D'abord, il commet sans cesse l'erreur de confondre deux phénomènes. Un phénomène à long terme, l'horizon 2040 : l'allongement de la vie humaine. Et un autre, plus différent : le choc, entre 2005 et 2015, du « papy boom » des retraités nés entre 1945 et 1955, alors que la natalité a ralenti depuis quarante ans.

Le problème transitoire se résume à la question : « Il n'y aura plus assez d'actifs ». Mais comment le rapport Charpin

connaît-il le nombre futur d'actifs ? Eh bien, il admet que le chômage sera toujours de 6 à 9 %, que les femmes seront toujours à 60 % actives, que le flux de migrants restera de 40 000 par an ! Or rien n'est moins sûr. Il est paradoxal d'imaginer qu'avec un déficit d'actifs le chômage sera à un haut niveau. Ce n'est pas absurde, mais bien des papy boom aujourd'hui un taux de chômage inférieur, et rien n'assure que la politique économique persévérera dans ces erreurs. Nous ne sommes pas plus limités du côté des actifs potentiels. L'activité des femmes pourrait monter à 80 %, pourvu qu'on leur garantisse les moyens matériels de combiner la famille et la vie professionnelle et que l'on élimine les formes de travail-repoussoir comme le temps partiel contraint.

Enfin, la France a toujours régulé ses irrégularités démographiques par l'immigration : des millions de femmes et d'hommes, de diverses qualifications, ne demandent qu'à venir chez nous pour travailler. Commençons par rétablir la confiance, régularisons les 60 000 sans-papiers, et nous n'avons plus de problème transitoire. Sur ces deux points, le rapport Charpin est au mieux par rapport au courage potentiel de l'opinion, qui reconnaît largement la légitimité de la première recommandation à augmenter la seconde.

Reste le problème de fond : l'allongement de la vie humaine. Il représente une forme automatique d'accroissement du temps libre dans la vie humaine, dans une mesure du prix de l'heure travaillée. Selon l'OFCE, cet allongement plus la charge du « papy boom » ne demandent qu'une hausse de 0,5 point par an des cotisations de retraite (ce que confirme le rapport Charpin, qui précise que, si le régime général passe le même taux de cotisation, un déficit ne se creusera que de

11 % en quarante ans). Un demi-point, alors que la croissance de la productivité sera au moins de 1 % par an, quatre fois plus !

Il suffirait de consacrer à la retraite un quart des gains de productivité annuels pour régler le problème. Mais là que le rapport manque une nouvelle fois de force politique : il recule devant cette exigence et propose, au contraire, de retarder l'âge du départ en retraite, ce qui, selon la logique du sapeur Camembert, ne ferait que creuser le trou du chômage ! Là encore, il est en retrait de l'opinion, qui montre largement prête à cotiser davantage, à la répartition de préférence, et même à la capitalisation faute de mieux.

Pour assurer la régularité du 0,5 %, le plus simple est de les prélever à la source primaire, c'est-à-dire comme cotisation des employeurs. Mais halte-là ! Ce serait pénaliser les entreprises qui embauchent. Ce qui pose le problème de l'absence de solidarité. Il est absurde, désincitatif à l'embauche, de les taxer sur le salaire moyen salarial. Elles devraient être taxées sur l'ensemble de la valeur ajoutée (y compris profits et amortissements). Mais une telle mesure est la dernière chose qui se présente à la préparation, et qui devrait être seule assurée, en plein régime, un système de cotisations de retraite.

On objectera enfin que l'idéal, en matière de temps libre, n'est pas la retraite-couperet. Certes. Il conviendrait donc d'offrir la possibilité, à partir de cinquante ans par exemple, de prendre sa retraite à temps partiel, tout en continuant à égrener ses trimestres « pleins » sur sa vie active allongée. Cela, bien sûr, à moduler selon la pénibilité du travail.

Alain Lipietz est membre du conseil d'analyse économique et de la haute commission de la France.

## Apocalypse des retraites ? Non !

par Jean-Luc Cazettes

**E**st-il possible de ne pas sombrer dans le catastrophisme ambiant en matière de retraites sans tomber dans les foudres de Cassandra de tous bords ? A bien examiner ce dossier explosif, on s'aperçoit vite qu'il existe plusieurs façons de présenter les choses. En valeur absolue, les dizaines de milliards de cotisations qui fleurissent au gré des rapports et documents d'opinion ont le quoi effrayer les plus optimistes. Et pourtant...

Est-ce que le passage, d'ici à 2040, de 12 % à 16 % du prélèvement sur le PIB, nécessaire au financement de nos retraites, est intolérable, inacceptable ou dramatique ? Ce pourcentage de 12 % qui ne devrait pas être dépassé n'est-il d'une nature physique ? Est-il inscrit dans les tables de la loi de la République ? Il y a vingt-cinq ans, ce prélèvement

était inférieur à 7 %. Entre-temps, nous sommes progressivement passés à 12 % sans que le ciel nous tombe sur la tête. A-t-on le droit de faire remarquer que pour atteindre 16 % en 2040, il suffit d'un prélèvement supplémentaire de 0,08 % sur les richesses produites chaque année ?

La difficulté essentielle ne réside pas dans l'augmentation du coût des retraites, qui est incontournable compte tenu de l'allongement de l'espérance de vie. La meilleure preuve en est d'ailleurs l'insistance avec laquelle tous les responsables politiques et économiques soulignent l'urgence à mettre en place des produits nouveaux de capitalisation qui, sans effort, représentent bien une charge financière supplémentaire !

Ce qui est en jeu est la façon d'adapter le financement aux nouveaux besoins de la collectivité. Si les hypothèses émises par le commissariat du Plan se vérifient, le coût des retraites augmentera une fois et demie plus vite que les salaires. Dans ces conditions, il n'y a pas de solutions viables dans le cadre de l'architecture actuelle des régimes de retraite alimentés uniquement par les salaires. Cela supposerait une majoration des cotisations insupportable pour les salariés actifs comme pour les entreprises.

Il faut donc rapidement étudier et mettre en place des mécanismes de financement alternatifs. Pour les cotisations salariales, il s'agit de prendre en compte l'ensemble de la rémunération, y compris les éléments annexes aux salaires, ce qui permettrait d'augmenter toujours rester liées à l'effort contributif de chacun et donc aux rémunérations.

Si l'on suppose que les charges patronales de retraite, les prix des produits baissent à due mesure, la différence étant alors compensée par une augmentation des cotisations

consommation : il n'y a rien de changé pour le consommateur. A près qu'un arbitrage se produise naturellement entre entreprises de main-d'œuvre et entreprises de forte valeur ajoutée et profit premières, ce qui favorise la création d'emplois. Cette formule facilite une baisse globale des prélèvements qui pèsent sur les entreprises, et donc accroît leur compétitivité ; plus, elle fait participer l'ensemble des salariés à la consommation, améliorant ainsi les conditions de la concurrence.

Toutes les autres options ne peuvent conduire qu'à la diminution des rendements, ou l'allongement de la durée de la vie (en continuant à faire partir les salariés à moins de 60 ans, on les obligera à liquider leurs pensions avec des coefficients d'abattement) ou la mise en place de fonds de pension qui n'auraient pour objet que compenser la baisse des retraites, que l'on aurait organisée par ailleurs.

C'est pourquoi la CFE-CGC continuera à poser en préalable à toute réforme des régimes de retraite la modification de leur financement. Cette modification est essentielle, mais il n'est pas apocalyptique. Si la volonté de maintenir, pour ceux qui ont contribué par leur travail au bien-être de tous, un régime de remplacement acceptable l'emporte sur les positions idéologiques, nous pourrions alors redonner confiance à nos concitoyens. Il y a même là une ardente obligation pour nous qui nous gouvernons.

Jean-Luc Cazettes est président national de la CFE-CGC et président de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse (CNAV).

Oui, avec des vols plus nombreux à des prix encore plus avantageux.

Athènes	FF 1299
Prague	FF 1299
Casablanca	FF 1299
Tunis	FF 1299
New York	FF 1799
Boston	FF 1799
Bangkok	FF 2899
Delhi	FF 2899
Beijing	FF 2899
Singapour	FF 2899

dès maintenant auprès de votre agence de voyages appelez-nous au

0802 300 400 (0.79 F/mn) Minitel: 3615 Swissair (1.29 F/mn) ou www.swissair.com

Départs de Strasbourg, Paris, Lyon, Nice, Toulouse, Marseille, Bordeaux, des correspondances rapides à Zurich vers plus de 30 destinations. Par Zurich, nous offrons des tarifs séduisants qui ne manqueront pas de vous étonner. Swissair. Laissez-nous faire.

**swissair**

Reservez vos vols avant le 30 avril. Le vol aller et retour doit avoir lieu avant le 30 juin. Durée ou plus de 10 jours. Les tarifs varient d'autres restrictions.

The Qualifier Group

مكتبة من الأصل



cien président de la Commission  
ministre : Han-

ry Chapier, journaliste ; Méné Gère, journaliste ; Armand d'Hauteserre, artiste-peintre ; Dominique Wallon, directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles au ministère de la culture ; Pierre Mazeaud, ancien ministre, membre du Conseil constitutionnel.

Enfin, dans les nominations comme chevaliers figurent notamment Boris Cyrulnik, médecin neuro-psychiatre ; Françoise Nyssen, présidente du directoire d'une société d'édition ; Françoise Xenakis, choréographe littéraire ; Claude Manoffski, président du Centre national des professions de santé, président de la Confédération des syndicats médicaux français ; **Thierry Cornoloup, président** de chambre à la cour d'appel de Paris ; Nicole Maestracci, présidente de la mission interministérielle de lutte contre le trafic et la toxicomanie ; le pasteur Jean-Louis Gaudin ; Jean-Paul Gaudin, grand rabbin ; Strasbourg du Bas-Rhin ; Jean-Jacques Alliaud, président de la Commission nationale d'art et de culture Georges-Pompidou ; Hubert Astier, président de l'établissement public du Musée et domaine de Versailles ; Armand Gatti, auteur dramatique, metteur en scène ; Jean-Luc Hees, directeur de France-Inter ; Alain Rey, directeur de collection, chroniqueur, écrivain ; Henri Tenier, musicien de jazz, compositeur ; Ambroise Gueffelec, ancien secrétaire d'Etat ; Christine Ockrent, journaliste.

### Anniversaires de décès

— Il y a cent ans, le 6 avril 1904, à Paris, mourait le

**YVES BEQUIGNON,**

disparu le 1<sup>er</sup> avril 1990.

**Répondant:**

— Pour le cinquantième anniversaire du décès antérieur, survenu le 6 avril 1994, de

**Marie-Claude**  
**OUKY-GATELMAND,**  
recteur de l'Académie d'Orléans-Tours,  
chancelier des Universités.

mes affectueuses pensées se dressent à tous ceux et celles qui sont restés fidèles à son souvenir.

**Commemorations**

## ACHATS

**INTER PROJETS**  
recherche sur Paris et Est  
françaises volumes stylisés à  
vendre ou à louer.  
Tél. : 01-42-83-48-48.

**INFO**  
Part. achète appartement  
Paris 17<sup>e</sup>, 8 n  
ord, ou 18<sup>e</sup> nord  
180 à 250 m<sup>2</sup>,  
terr. possibles,  
tr. acc. acceptés. T. :  
01-39-64-60-48 (2)  
(9 h - 18 h)  
(S + WE).

**Province**  
Cherche et Loin petite  
maison ancienne, bon état,  
possibilité d'extension.  
Terrain arboré. T. calme.  
270 000 F sans prêt.  
T. : 01-43-22-48-23

**OCUCTIONS**  
**DEMANDES**  
**VIDES**  
**EMBASSY SERVICE**  
1, avenue Malesherbes - 75116  
Recht. pour CLIENTS  
ÉTRANGERS APT  
HAUT DE GAMME  
HOTEL PARTICULIER  
VILLAS OUEST PARIS  
VIDES ET MEUBLES  
GESTION POSSIBLE  
**01-47-20-50-55**

**MASTER GROUP**  
rue Vaneau, 75007 Paris  
et. appl. vides ou meublés.  
Telles surfaces pour  
cables banques et  
grandes

M. et M<sup>me</sup> Joseph Lauvray et leurs  
enfants,  
M<sup>me</sup> Jacques Clos et ses enfants.

**Mme**,  
Monsieur Jean Lasruvy et ses enfants,  
M<sup>r</sup>s Jacques Lazzari et ses enfants,  
Parents d'adieu.  
ont le bonheur de faire part du décès de.

**M. Jean PINATEL,**  
inspecteur général honoraire  
de l'administration et président honoraire  
de la Société internationale  
de criminologie,  
survécu le samedi 3 avril 1999. ■■■■■■■■■■ St-Barthez,  
à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Ses proches sont :  
6 avril, à 16 heures, en l'église d'Urcuit  
(Pyénées-Atlantiques).

— Françoise Quélin,  
Edith Quélin-Bourdin,  
ses filles.  
Ariane Bourdin,  
sa petite-fille.  
Jacques Labordia,  
Jean-Michel et Marc Lasplanchas,  
ses neveux.  
Les familles Cordero et Quélin.  
ont le douleur de faire part du décès de

**Marguerite QUELIN,**  
**née LASPLANCHAS,**  
veuve d'André QUELIN

surnécus le 2 avril 1999, dans sa quatre-vingt-quatorze années.

La cérémonie religieuse sera célébrée le  
mardi 7 avril, à 14 h 30, en l'église  
Saint-Jean-Baptiste de Gressein, suivie de  
l'inhumation au cimetière St-Robert  
(Hauts-de-Seine).

Une messe sera célébrée à son intention,  
le jeudi 8 avril, à 15 heures, en  
l'église de Saint-Robert (Corrèze).

**Messes-souvenir**

— Treize ans déjà...  
Une messe sera célébrée le mardi  
5 avril 1999, à 18 h 30, en chapelle  
Notre-Dame-de-Libau (Marcelle).

Une messe sera célébrée le mardi  
6 avril, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-  
du-Secours (Bastak, Liban), à la  
demande de

**Edmond DONATO,**  
consul général du Liban  
à Paris.

Une prière est destinée à tous ceux

**Le Consistoire de Paris.**

Colloque international, 3-10 avril.  
Thème : 1. L'Élargissement de l'U.E.  
Institutions / Démocratie / Marché, à  
Paris-X-Nautes avec G. Dubanel,  
J. Lamy, G. Carassonne, U.R. FRCO.  
Rens : ASSO DEJA 01-40-97-76-14.

**Séminaires**

**COLLÈGE INTERNATIONAL  
DE PHILOSOPHIE**

**Le Samedi autour de Natacha Michel**  
*Le roman épicurien, Giraudoux*  
avec Danielle Colen-Levinas, Florence  
De Laity, Guy Lardreau, Pierre Lariguet  
et Natacha Michel.

**7 avril, 9 h 30 - 12 h 30, amphi**  
**Stoïcité, 1000 sciences, 1000**  
**Descartes, Paris.**

L'accès à toutes les activités du  
Collège est libre et gratuit (dans la  
limite de \_\_\_\_\_ disponibles).

Renseignements \_\_\_\_\_ salles.  
Correspondance : 04-41-46-85, Astrus  
Téléphone : 04-41-46-85.

— « Thèses et participations d'urbani-  
sme à venir au réajustage ? »

14 avril 1999 - Salle « Le Pont » -  
Paris-19, métro Algésia.

\_\_\_\_\_ structuré en quatre  
parties dont une table ronde  
(M.M. Lordonnola, Gelu, Pautigny),  
un débat de renseignements  
(Rodrigo \_\_\_\_\_ au 01-45-41-44-04 (ou  
sur : 01-45-41-44-08 ou [www.urbanisme.com](http://www.urbanisme.com)).

**Soutenances de thèse**

— M<sup>me</sup> Nathalie Rapti a soutenu avec  
succès, le samedi 27 mars 1999, une thèse  
sur « L'Approche \_\_\_\_\_ des au-delà  
de l'ÉPIRE \_\_\_\_\_ et le devenir  
du monde (Méditerranée) ».

Devant un jury \_\_\_\_\_ posé  
par M<sup>ichel</sup> Granlich, directeur  
de l'ÉPIRE \_\_\_\_\_ thèse; Claude  
Bautraz, directeur  
CNRS, directeur; Patrick Menget,  
directeur de l'ÉPIRE \_\_\_\_\_  
religieuses; Eric Thiaudier,  
professeur à l'UFR d'histoire  
archéologique de l'université Paris-1  
\_\_\_\_\_ a été \_\_\_\_\_ digne au titre  
de l'École-pratique théologique.

\_\_\_\_\_ avec  
\_\_\_\_\_ mention Très Honorable avec

## هكذا من الأصل



## ENTREPRISES

LE MONDE / 6 AVRIL 1999

15

**FINANCE** Contrairement aux années précédentes, les Bourses européennes n'ont pas commencé 1999 sur les chapeaux de roue. L'indice CAC 40, lors des trois derniers mois,

affiche une hausse de 7,3 % (contre 12,5 % cours du premier trimestre 1998), l'indice DAX, le baromètre de la Bourse de Francfort, a reculé de plus de 1 %. L'EUPHORIE

des jours qui avaient suivi l'arrivée de l'euro en janvier a disparu. Si WALL STREET a encore battu des records, les boursiers européens font preuve de prudence. Ils ne craignent

une nouvelle crise dans un pays émergent, mais s'interrogent sur la conjoncture en Europe dans les prochains mois. LA GUERRE dans les Balkans ne semble pas, pour le mo-

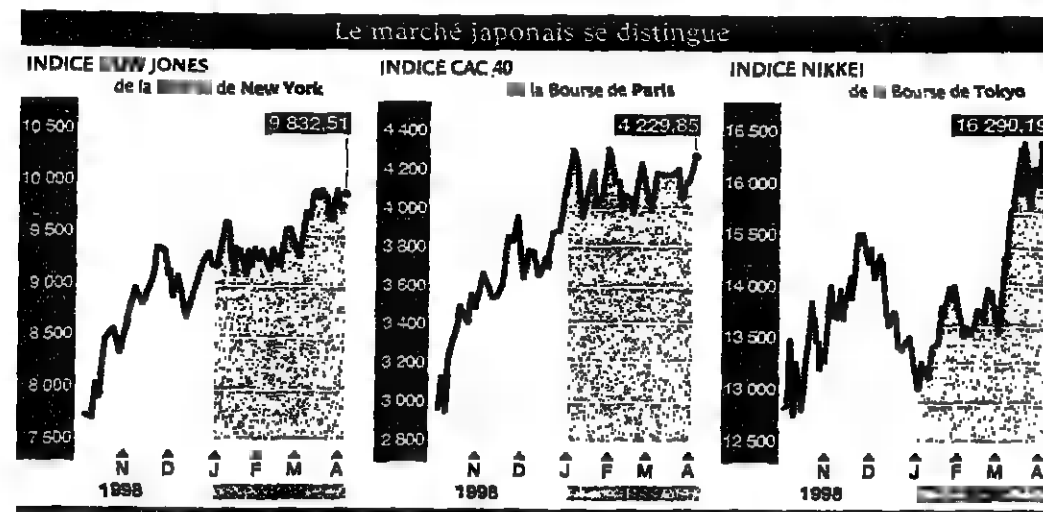
ment, avoir des effets importants sur le moral des investisseurs. Une situation qui pourrait changer si le conflit s'installe dans la durée et prend une dimension terrestre.

## Le ralentissement de la croissance pèse sur les places européennes

Ces Bourses affichent des performances inférieures à celle de New York, qui a battu de nouveaux records. Pour le moment, le conflit dans les Balkans n'inquiète pas trop les marchés financiers

**CHANGEMENT** de tempo. Contrairement aux années précédentes, les Bourses européennes n'ont pas commencé l'année sur les chapeaux de roue. Depuis janvier, l'indice CAC 40 n'a affiché qu'une hausse de 7,3 % contre 12,5 % au cours du premier trimestre 1998, tandis que l'indice DAX, le baromètre de la Bourse de Francfort, a reculé de plus de 2 %. On est loin de l'euphorie des jours qui avaient suivi l'arrivée de l'euro. Plus, l'hésitation dont font preuve les boursiers ne trouve pas sa source dans une quelconque crise apparue dans un pays émergent. Certes, la dévaluation mi-janvier du real a fait naître quelques craintes, mais elle n'a pas eu d'impact sur le marché européen. C'est du côté de l'Europe que viennent les inquiétudes. « Il n'y a pas à proprement parler de risque européen mais une absence de perspectives de croissance pour les trimestres à venir », dit Jean Borlet, directeur de la recherche à la BNP Paribas.

A l'instar de plusieurs bureaux d'analyse économique, les services du ministère de l'économie en France ont pu résoudre leur prévision de croissance



de 2,2 % et 2,5 %. Outre-Rhin, les estimations de croissance s'établissent entre 1,5 % et 2 %. Ce ralentissement économique, anticipé depuis plusieurs mois, s'est finalement répercuté sur les marchés d'actions. Les investisseurs ont d'ailleurs sur la quelle comptaient les investisseurs pour doper la croissance n'étant pas intervenue.

Les analystes envisagent désor-

mais une reprise de la croissance à la fin de l'année qui devrait avoir rapidement des effets positifs sur les places européennes. Déjà, outre-Manche, les boursiers montrent des signes d'optimisme alors que l'économie britannique se trouve dans une plus mauvaise posture que ses homologues du Vieux Continent. L'indice Footsie de la Bourse de Londres a touché à plusieurs reprises de

records historiques au cours de la séance. Il a bénéficié de rumeurs sur l'annonce de fusions dont la dernière en date est le mariage du pétrolier BP Amoco avec l'américain Arco. Il a également été par un climat économique plus favorable, notamment des bonnes nouvelles sur le front de l'industrie manufacturière et des signes de relance par la perspective de nouvelles baisses de

d'Angleterre. Sur le Vieux Continent, les incertitudes sur la croissance économique européenne disparaîtront pas spontanément. Mais, du côté des nouvelles positives, les entreprises continuent d'alimenter le marché des bénéfices sociaux et de larges restructurations », note Christophe Donay, stratège BNP Paribas. « Les investisseurs sèvent la confiance qui semble se rétablir », conclut-il.

**VALEURS VEDETTES** Pour le moment, la première place mondiale continue de surprendre par sa vigueur. Les valeurs de l'Internet ont été sans cesse les vedettes du premier trimestre. L'indice Nasdaq, où se trouvent bon nombre de ces actions, a bondi à près de 14 %. Les valorisations hors normes de certains titres ont suscité de violentes polémiques, mais le sentiment le plus partagé par les professionnels de la finance est que le comportement de ces valeurs ne peut pas être examiné avec des critères traditionnels. « L'Internet transforme profondément l'environnement. Si l'on cherche dans l'histoire des précédents d'une telle révolution technologique, on peut penser au développe-

ment du rail au siècle dernier ; or le prix des compagnies ferroviaires a lui aussi beaucoup varié, en étant multiplié par 20, 30 ou 40 et en distinguant fortement des autres sociétés cotées à cette époque », remarque Douglas R. Cleggett, de la Banque JP Morgan. Le dynamisme de la bourse américaine ne limite pas toutefois aux valeurs de l'Internet. Le traditionnel indice Dow Jones a franchi la barre mythique des 10 000 points et certains observateurs prédisent une nouvelle progression.

En dépit de la crise asiatique, la croissance a été aussi forte aux Etats-Unis en 1998 qu'en 1997. Le taux de chômage s'est stabilisé à des niveaux historiquement faibles, la consommation a été soutenue, la hausse de la Bourse augmentant le pouvoir d'achat des soixante-dix millions d'Américains aisés. Cependant, des risques menacent l'économie américaine. Même Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale, s'est dit préoccupé des évolutions « contradictoires » possibles dans les prochains mois.

Une extension de la crise brésilienne, l'ensemble du continent sud américain aurait des répercussions, les exportations vers cette région pesant pour plus d'un cinquième dans le commerce extérieur des Etats-Unis. Mais c'est surtout la perspective d'une hausse des taux d'intérêt qui donne des soucis aux boursiers. La Réserve fédérale américaine a laissé inchangés ses taux directeurs au cours du trimestre mais certains observateurs estiment qu'elle pourrait relever à des signes d'inflation venant à se manifester. La récente remontée des prix du pétrole pour l'été a aussi pu avoir des conséquences sur l'indice des prix.

Autre inconnue : l'évolution du conflit en Bosnie. Si l'affaire par les marchés pour le moment, cela pourrait finir par changer si la guerre s'installe dans la durée et devenait terrestre. « Il faudrait craindre que la confiance des ménages, européens notamment, finisse par être affectée », estiment les analystes de Fininvest. « Contrairement à la crise du Golfe où, à partir du mois d'août 1990, la chute des marchés fut immédiate et durable pour être suivie par une remontée spectaculaire dès le début des frappes aériennes en 1991, ce conflit pourrait ne faire sentir ses effets que graduellement », remarquent-ils.

Joël Morio

## Le marché obligataire de l'euro se pose en rival du dollar

**DEPUIS** l'introduction de la monnaie unique sur les marchés financiers le 4 janvier, la situation a bien changé. L'existence d'une monnaie unique européenne a poussé les entreprises à se restructurer, à se rapprocher. Elle a entraîné une concentration des investissements sur les places financières européennes, mais elle a aussi entraîné une nouvelle attention aux marchés des obligations non gouvernementales. Regroupant les emprunts obligataires des secteurs public, semi-public et privé, le marché primaire des obligations en euros résulte de la réunion pure et simple des différents marchés qui existaient auparavant dans la zone euro. L'arrivée de la monnaie unique avait nourri l'un des plus vifs espoirs sur la position du marché européen en tant que futur rival possible du marché obligataire américain. Mais qu'en est-il aujourd'hui ?

Au terme du premier trimestre d'existence du marché obligataire des émissions en euros, le bilan est plutôt positif. « Entre le 1<sup>er</sup> janvier, date de démarrage du marché, et le 31 mars, les émissions obligataires totales s'élevaient à 189 milliards d'euros, tandis que sur le marché des émissions internationales en dollars on comptabilise un total de 180,7 milliards de dollars (169 mil-

liards d'euros), indique Jean Khamandarian, responsable de l'analyse de crédit chez Aurel. Sur la base de ces données, toutes choses confondues, les nouveaux emprunts en euros représentent 44 % du total ».

Et le volume d'activité du marché primaire obligataire de l'euro est supérieur à celui des marchés internationaux en dollars. Il est cependant encore loin de faire jeu égal. Dans sa structure, avec l'ensemble du marché obligataire mondial. D'une part, les investisseurs en Europe sont moins enclins à prendre des risques, ils restent encore à la recherche de rendements élevés. D'autre part, la devise européenne n'a pas encore atteint la position du dollar, qui est toujours considéré comme devise internationale de référence et utilisé partout dans le monde. En conséquence, les investisseurs américains alimentent les deux tiers du marché obligataire du dollar, tandis que seulement un quart des opérations en euros sont réalisées par des sociétés étrangères et la « euro », comme le souligne Benoît Hubaud, responsable de l'analyse de crédit à la BNP Paribas.

Toutefois, le marché des emprunts en euros présente des caractéristiques encourage-

antes qui pourraient lui permettre à terme de faire jeu avantageusement au compartiment du dollar. Les volumes de chaque opération se sont considérablement accrues. Alors qu'en 1998 et sur chacun des différents marchés domestiques de la zone euro le montant standard d'un emprunt s'élevait à 1 milliard de francs, aujourd'hui la majeure partie des émissions en euros font chacune 1 milliard d'euros (6,5 milliards de francs). Le gonflement des volumes d'activités en euros est en fait provoqué par le niveau des taux d'intérêt en Europe, actuellement très faibles, qui encourage les investisseurs à privilégier un financement sur le marché obligataire plutôt que de recourir à un prêt de leurs banquiers.

### PLUS DIVERSIFIÉ QU'EN 1998

En outre, le marché obligataire de l'euro est plus diversifié qu'en 1998 et il accueille de plus en plus d'entreprises privées souhaitant lever des fonds à bon compte. En 1998, 15 % des opérations étaient 5 % en 1998. Ce mouvement devrait se poursuivre, par un besoin de capitaux accru des entreprises privées pour financer leur développement ou leurs opérations de croissance externe. Le marché obligataire de l'euro devrait donc continuer son expansion,

également porté par un intérêt croissant de la part des investisseurs qui développent des stratégies spécialisées, et recherchent une rentabilité supérieure à celle offerte par les emprunts d'Etat.

Les analystes de l'équipe de recherche de Lehman Brothers remarquent ainsi que, « dans la zone euro, la demande pour les obligations offrant un plus haut rendement que celles de l'Etat est aujourd'hui supérieure à l'offre. Une situation qui devrait se maintenir à moyen terme, cela malgré une augmentation des émissions d'entreprises que nous chiffrons à 10 % en 1999 ». Cet accroissement progressif de la demande sur le marché de l'euro s'explique déjà en 1998 par une augmentation du nombre de notations délivrées par les agences de notations. En 1998, Standard & Poor's a attribué soixante-quatre nouvelles notes, contre vingt-sept en 1997. « Environ deux sociétés européennes bénéficient aujourd'hui d'une notation dite d'investissement (supérieure à Baa) par opposition à une note spéculative, contre huit cents aux Etats-Unis, et leur nombre pourrait atteindre quatre cents d'ici à 2001 », estime David Munves, stratège sur les marchés de crédit chez Lehman Brothers.

Cécile Prudhomme

## La mutation du capitalisme japonais dope la Bourse de Tokyo

**CE N'EST PAS** encore l'euphorie, mais ce n'est déjà plus la morosité. Au cours du premier trimestre de l'année, l'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo s'est apprécié de 17,96 %, la performance a été plus que deux fois supérieure à celle observée à Wall Street en Europe. Un tel palmarès peut sembler déconcertant au critère des performances économiques de ces pays.

Alors que les Etats-Unis continuent d'afficher un taux de croissance exceptionnellement élevé et que l'Europe, en dépit du ralentissement actuel, semble avoir retrouvé le chemin d'une expansion durable, le Japon est plongé dans la plus grave récession de l'après-guerre. Le produit intérieur brut (PIB) nippon a reculé de 0,8 % au quatrième trimestre de l'année 1998, victime tout à la fois du repli de la demande interne et de la baisse de la contribution extérieure. Il s'agit du cinquième trimestre consécutif de contraction pour le Japon, portant la baisse à 2,9 % en moyenne sur 1998.

Comment expliquer, dans ce contexte, le rebond de la Bourse japonaise ? Les analystes tiennent d'abord à remarquer que celle-ci était tombée bas, ce qui lui offrait un potentiel de progression plus important. Au cours des der-

nières années, la place boursière nipponne a accumulé un retard de performance considérable sur ses homologues européennes : en cinq ans, l'indice Nikkei a reculé de 20 %, tandis qu'au cours de la même période l'indice Dow Jones a gagné 101 % et le CAC 40 123 %.

### DEUX PLANS DE RELANCE

Les experts soulignent que l'effort financier qui représente la politique monétaire extraordinaire, tout en étant souple, a permis au Japon d'atteindre un niveau proche de 0 %. Au-delà de ce dopant monétaire, certains analystes interprètent l'actuel rebond de la Bourse de Tokyo comme un signe avant-coureur de la reprise économique de l'archipel. Anticipant d'ores et déjà un redressement, les boursiers recommencent à miser sur les obligations et à délaissier les actions, sur lesquelles ils s'étaient réfugiés en raison du manque de confiance en 1998. Cette explication se trouve confirmée par la montée des rendements obligataires observée depuis l'automne 1998 - le taux de l'emprunt à référence étant passé de 0,8 % à 1,7 %.

Les économistes ont nombreux

à considérer que le pire de la crise est passé. « Le Japon ne devrait plus connaître de trimestre de contraction et son PIB en 1999, la conjoncture s'améliorant progressivement, sera la sortie de la crise de l'Asie et le redémarrage de la demande intérieure », estiment les analystes de la Caisse centrale des banques populaires. Les mesures prises par les autorités japonaises favorisent une amélioration de la situation économique.

Les deux plans de relance gouvernementaux pour soutenir la croissance et la reprise de l'investissement privé devraient commencer à porter leurs fruits. Le même que la mise en place du plan des banques rassure les opérateurs. Lundi 15 mars, Tokyo a annoncé le versement de 7 460 milliards de yens (57 milliards d'euros) à quinze grandes banques japonaises. Le spectre d'une défaillance bancaire généralisée s'éloigne, d'autant que, selon un enchaînement vertueux, le rebond de la Bourse a pour première conséquence de renforcer la solidité des établissements financiers. Le rapport des comptes semestriels de fin septembre, le portefeuille de titres des dix-sept principales banques japonaises a ainsi totalisé 7 000 milliards de

yens (54,4 milliards d'euros). Sur-tout, les opérateurs ont l'impression qu'un virage décisif est en train d'être pris dans le capitalisme japonais.

Les dirigeants des groupes nippons semblent de plus en plus attachés à la défense des intérêts actionnaires, et le modèle appliqué en Occident. L'heure est à la réduction des coûts.

### RÉDUCTION DES EFFECTIFS

En contrepartie, les fonds publics reçus, les quinze institutions financières ont promis d'importantes réductions d'effectifs (13 % sur quatre ans) et une diminution des salaires. Plus emblématique encore, la Sony a annoncé, le 1<sup>er</sup> mars, un plan de réduction de 10 % de ses effectifs mondiaux et la fermeture de quinze de ses sites de production sur soixante-dix. La réaction de la Bourse a été très favorable, le titre gagnant plus de 8 % au cours de la séance. Mercredi 31 mars, c'est au tour de Mitsubishi Electric d'avoir annoncé la suppression de 14 500 emplois sur trois sites. Le titre de Sony a gagné 10,3 % de son titre en bourse. Le lendemain, Hitachi a rendu public un plan de redressement prévoyant 6 500 suppressions de postes en

Les experts s'attendent à la multiplication de ce type de mesure. La part des grandes entreprises nipponnes au sein des prochaines semaines.

Ce changement de cap dans la gestion financière des grands groupes nippons pourrait inciter les investisseurs étrangers à s'intéresser à la Bourse de Tokyo. « Les sociétés japonaises ont entrepris de sérieux efforts de restructuration », estime ainsi Shigeo Mori, responsable du département actions d'Universal Securities, interrogé par l'AFP. D'où son optimisme : il prévoit que l'indice Nikkei s'établira à 15 500 points en septembre et même à 23 000 en mars 2000, soit respectivement 20 % et 40 % de hausse par rapport au niveau actuel.

Mais d'autres analystes se montrent nettement moins enthousiastes. Ils estiment qu'un rebond durable de la Bourse n'est pas envisageable tant que la situation économique ne s'améliore pas nettement dans l'archipel. Stanley Fischer, directeur général adjoint du FMI, a indiqué mercredi 31 mars que l'économie japonaise resterait en croissance négative en 1999. Et surcroît, la Bourse de Tokyo est toujours exposée à l'incertitude du yen : une dévaluation de la monnaie ja-

ponaise pénaliserait les sociétés exportatrices nipponnes ; à l'inverse, un plongeon du yen dissuaderait les gestionnaires étrangers d'investir dans l'archipel.

Enfin, une dévaluation du yuan, que les économistes de plus en plus nombreux à anticiper compte tenu de la dégradation de la situation économique en Chine, risquerait de déstabiliser à nouveau toute la région et provoquer une sévère rechute de la place boursière nipponne.

Pierre-Antoine Delhomme

## INTERNATIONAL : BULL A COPENHAGUE

Ce n'est pas par hasard que la Bourse de Copenhague a été choisie par des grands groupes français pour les conseiller dans leurs décisions immobilières à l'étranger. En 1998 : Bull à Copenhague, Vivendi à Venise, Hermès à Manchester, L'Oréal à Varsovie ont profité de la présence de Bourdais, membre d'ONCOR International, dans les principales villes d'Europe, mais aussi des Etats-Unis et d'Asie pour lui confier leur recherche de locaux.

50 من الأصل







# AUJOURD'HUI

LE MONDE / MARDI 11 AVRIL 1995

**SPORTS** Depuis le début des frappes aériennes de l'OTAN, les sportifs yougoslaves qui exercent leur métier dans des championnats d'Europe occidentale multiplient les

déclarations et les actions de protestation. **PLUSIEURS FOOTBALLEURS**, samedi 11 et dimanche 4 avril, ont refusé d'évoluer dans leurs clubs, mettant en avant des difficultés à se

concentrer. Ceux qui ont joué ont porté des brassards ou des tee-shirts sur lesquels figuraient des messages de paix. **CETTE SITUATION** embarrasse les autorités sportives, un cer-

tains nombre de manifestations internationales auxquelles devaient participer des équipes yougoslaves ou ex-yougoslaves ayant eu le report de leur participation. **LE HANDBALLEUR** de Mont-

pellier Andrej Golic, Serbe de Bosnie ayant pris la nationalité française l'été 1998, témoigne de la difficulté de s'engager dans un conflit yougoslave qui n'en finit plus de durer.

## Les sportifs yougoslaves s'engagent contre l'OTAN en ordre dispersé

Annoncé dans un premier temps, le boycottage des championnats européens par les footballeurs serbes évoluant à l'étranger n'a pas eu lieu. Si certains n'ont pas joué, évoquant des raisons psychologiques, d'autres ont exhibé des brassards noirs et des slogans pacifistes

**SONT** les citoyens yougoslaves les plus hors des frontières de leur pays. Footballeurs professionnels, ils jouent dans les meilleurs championnats européens. On en dénombre huit en première division française, douze en Allemagne, dix-sept en Espagne, quatre en Angleterre. Depuis le début des frappes aériennes de l'OTAN, ou presque ont protesté publiquement qu'ils considéraient comme une agression, ajoutant parfois la parole. **Samedi 11 et dimanche 4 avril**, différents championnats ayant repris leur cours après une période de 11 jours consacrée au calendrier international, la plupart des footballeurs yougoslaves évoluant à l'étranger ont une attitude manifestée.

Des tee-shirts noirs ont aussi été portés en dessous des maillots des clubs. En déplacement à Lyon, l'attaquant du FC Metz Nenad Jestrovic a distribué à ses coéquipiers un tricot sur lequel était écrit « Silence... La paix ! ». Défenseur du Girondins de Bordeaux, Nisa Saveljic, portait à la poitrine la même devise lors du derby de la Garonne à Toulouse. Avant d'affronter le Milan AC, les joueurs du Lazio Rome ont défilé le message « Peace, no war », à l'initiative de leur défenseur Slobodan Mihaljevic. Il signe sa solidarité, ses supporters romains ont déroulé une banderole sur laquelle avait été parodié le titre du dernier film de Steven Spielberg : « Il faut tuer le soldat Ryan ».

Ces différentes réactions font suite à une semaine d'actions entreprises spontanément dans les différents pays de l'OTAN. Le 11 mars, drapé d'un maillot yougoslave, le buteur du Real Madrid, Pedrag Mijatovic, avait en tête d'un cortège dirigeant vers l'ambassade des Etats-Unis. A Rome, quatre joueurs de Serie A ont rejoint le sous-secrétaire à la présidence du conseil, Marco Minniti, pour lui demander que l'Italie fasse « tout ce qui est possible pour l'arrêt rapide des hostilités, le retour du dialogue politique et des négociations ».

### UNE LETTRE DE PROTESTATION

A Lisbonne, le président de la République, Jorge Sampaio, a reçu une lettre de protestation signée par plusieurs joueurs appartenant à différents clubs du pays. A Londres, enfin, devant le 10, Downing Street, où se trouvent quotidiennement plusieurs centaines de manifestants, il n'est pas de trouver le milieu de terrain de Crystal Palace (D2 anglaise), Curcio.

Il y a une semaine, certains avaient envisagé de boycotter les championnats européens, la Fédération yougoslave de football ayant émis des consignes en ce sens. Belgrade, Fer lance de contestation, Pedrag Mijatovic avait alors propagé l'idée, indiquant qu'il pourrait « plus porter le maillot du Real Madrid tant que [ses] parents dormiront dans un garage ». S'il n'était pas présent sur la pelouse du stade Santiago-Berna-



« Silence... La Paix ! », peut-on lire sur le tee-shirt du défenseur serbe de Bordeaux, Nisa Saveljic, lors du match contre Toulouse.

beau, dimanche 4 avril, ce n'est toutefois pas au nom d'un quelconque boycottage que Pedrag Mijatovic a justifié sa défection. Comme la grande majorité de ses compatriotes ayant déclaré forfait week-end un partout en Europe, l'attaquant a préféré mettre

en « la difficulté de se concentrer » dans la situation. Cet argument a l'avantage de satisfaire les autorités sportives, au moins momentanément. Dans un communiqué, l'Union européenne de football (UEFA) n'a pas manqué de rappeler que les manifestations

politiques sont interdites dans les stades de football. Lors d'un match de Coupe d'Europe, en 1997, l'attaquant de Liverpool, Robbie Fowler, avait soulevé un maillot après avoir marqué un but, laissant apparaître sur son tee-shirt un message de soutien aux dockers en

grève de la région : l'UEFA lui avait alors infligé une amende symbolique de 2 000 francs suisses (1 257 euros). « Les joueurs ont certaines obligations vis-à-vis de leurs clubs », vis-à-vis du football », indiquait-on, ces jours derniers, au siège de l'organisation européenne, afin de prévenir un éventuel boycottage.

Tout comme les autres instances sportives internationales, l'UEFA aujourd'hui dans une position d'attente. Si elle estime de devoir de sanctionner individuellement les joueurs qui refusent d'exercer leur activité, c'est qu'elle ne souhaite surtout pas s'immiscer dans le dialogue politique. A chacun ses prérogatives. En 1992, en pleine crise bosniaque, une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU avait inscrit le sport au rang des domaines devant faire l'objet d'un embargo. L'UEFA avait alors dû retirer la Yougoslavie du programme du Championnat d'Europe des nations organisé en Suède.

La situation aujourd'hui différente. L'initiative militaire venue de l'OTAN et aucune mise au ban n'a été votée contre Belgrade. Le silence du Comité international olympique (CIO) sur la question s'explique aussi de cette façon. Reste à savoir si les footballeurs yougoslaves n'ayant pas joué samedi dimanche reprendront rapidement le chemin des terrains. L'UEFA le souhaite. Les clubs qui les emploient aussi. Certains ont peu apprécié cette désaffection. « Ce n'est pas parce qu'un footballeur fait grève dans le Sud-Est londonien que quoi que soit sera résolu en Yougoslavie », a déclaré Peter Varney, directeur de Charlton Athletic (D1 anglaise), où évolue le gardien but Sasa Ilic. Alors que la plupart des entraîneurs des clubs concernés ont dit comprendre la réaction des footballeurs yougoslaves à l'étranger, combien se satisfèrent de voir plus longtemps en rupture de motivation ?

Pour l'heure, un seul est allé jusqu'au bout de sa logique. Attraitant du FC Metz depuis 1997, Vladan Lukic a décidé de suspendre jusqu'à la fin de la saison le contrat le liant à son club. L'homme est retourné chez lui. « Quand le serai en Serbie, je ferai comme tous mes compatriotes, confie-t-il. Je partirai. L'officiel mes services à mes pays. Une fois la maison, j'essayerai de défendre les enfants qui vivent enfermés dans des bunkers. Lieu de jouer librement dehors ».

Philippe Le Cœur et Frédéric Potet

## Andrej Golic, handballeur venu d'un pays qui n'existe plus

### MONTPELLIER

de l'envoyé spécial des guerres, Andrej Golic, les témoignages et les récits. Il était déjà en France lorsque le conflit yougoslave a commencé, en 1990. Il y a six mois, quand il est revenu dans son pays d'origine, ses compatriotes ses proches avaient vieilli de quinze ou vingt ans, qu'il n'était parti que depuis huit ans. Son discours est sobre, pudique, mais les mots font mal : « Nous n'avons plus le même vécu, dit-il. Moi, je n'ai pas passé dix heures dans un puits pour échapper à un sniper. Les gens de ma génération ont plus souffert. Ils ont perdu leur jeunesse. Sur la nouvelle guerre qui enflema les Balkans, il lance : « Tout ce qui arrive est un beau bordel ! » Quand il parle de l'ex-Yougoslavie, il dit : « Là-bas », qu'il ne veut pas quel pays utiliser : « Je viens d'un pays qui n'existe plus ».

Andrej Golic a vingt-cinq ans. Il joue au club de handball de Montpellier, actuellement en tête du championnat de France. Il

est en mars et évolue dans les rangs de l'équipe de France, où il occupe le rôle d'ailier gauche. Son nom comme son club viennent de son pays d'origine, l'ex-Yougoslavie à la tradition de handball prestigieuse. Il est né à Banja Luka, dans la partie serbe de Bosnie, une région merveilleuse, dit-il, épargnée par les bombardements. « Il y a eu des bombardements, mais pas de mort. Je ne suis pas sûr que je sois resté là-bas. Je ne connais pas mon origine. En ex-Yougoslavie, il a des amis partout, la famille partout : « On ne m'a jamais appris à juger les gens en fonction de leur nationalité ; là-bas, j'ai grandi des gens des trois nationalités ».

### CELA NE CIRCULERA PAS

Andrej avait dix-sept ans quand il est parti, suivant son père venu entraîner le club de Bordeaux : « J'étais venu pendant six mois deux ans auparavant, mais je m'étais embêté, mes copains manquaient, je suis revenu

chez moi vivre seul, avec ma grand-mère. Là, j'ai pu me sentir en France parce qu'il n'y avait pas d'avenir là-bas. Ici, j'ai trouvé un pays ».

Est-il pour ou contre l'intervention de l'OTAN ? Il ne veut pas donner d'avis, « parce que les informations sont tellement contradictoires, d'un côté comme de l'autre, j'ai des nouvelles de France et de ceux qui sont restés là-bas, je ne sais pas ce que je sais. Et puis, mon opinion est subjective, forcément pas bonne ». Il ne va pas beaucoup chercher d'informations sur Internet, « à cause de la propagande qui y a fait irruption », mais il lit les journaux, écoute les nouvelles ou entend, c'est selon : « Je suis attentif, mais la fin de l'histoire, on ne la connaît pas tout de suite. Ce qu'il faut, seulement, c'est qu'il y ait de la famille à Belgrade, qu'elle vive des moments difficiles. Du conflit au Kosovo, il en a discuté au début avec les copains du club de Montpellier : « Nous en parlons moins maintenant, on se répète et cela risque de durer. » Non, il ne

quittera son équipe pour là-bas, à l'exemple du footballeur du FC Metz, Vladan Lukic. Son pays, désormais, c'est France. Il répète : « Là-bas, toutes les valeurs que j'ai apprises ont disparu ».

Parfois, ces derniers temps, en équipe de France avec son club, il a rencontré des équipes de l'ex-Yougoslavie. Lui, il prenait ses adversaires, les adversaires, tout simplement. Il y avait des équipes « mixtes » en Yougoslavie, le plus souvent pour des raisons n'ayant rien à voir avec la politique, simplement parce que les clubs payaient mieux les meilleurs joueurs. « Ils payaient bien. On a failli avoir une rencontre Yougoslavie-Croatie et cela aurait pu contribuer... ». Oui, il pense que le sport, l'économie, est l'une des voies vers un apaisement, sinon une paix. « Le chemin sera long, tout est à refaire et tout est si loin maintenant. Pour Andrej Golic, c'est chose sûre : « Cela ne circulera pas ».

Bénédicte Mathieu

## En 1992, la guerre avait profité aux footballeurs danois

S'il n'est pas fréquent de voir des sportifs professionnels prendre la parole alors que se déroule un conflit militaire armé, le mouvement de protestation des footballeurs yougoslaves n'est pas une première. Au début des années 90, alors que débute le processus d'implosion de la Yougoslavie, la question sportive avait été au centre de l'actualité politique du moment. La date du 29 juin 1991 mérite, ce jour-là, à Rome, l'équipe nationale de Yougoslavie remportait son cinquième titre de championne d'Europe de basket-ball en battant l'Italie en finale.

L'événement fut toutefois ailleurs : neuf joueurs, au lieu de dix, figuraient sur la feuille de match. L'absent s'appelait Jurij Zdovc. Meneur de jeu de vingt-quatre ans, il avait déclaré forfait pour une raison fort simple : trois jours plus tôt, la Slovaquie avait proclamé son indépendance. Originaire de Ljubljana, Jurij Zdovc ne sentait plus suffisamment yougoslave pour porter le maillot fédéral.

Dans les mois qui suivirent, l'aggravation de la situation politique

peu à peu vola en éclats l'image d'unité qu'ils avaient voulu donner au sport yougoslave. Le 30 mai 1992, la guerre en Bosnie-Herzégovine conduisit le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) à adopter une résolution appelant à l'embargo contre la Serbie et le Monténégro. Pour la première fois, le sport fut inscrit dans la liste des sanctions.

### TRÈVE OLYMPIQUE

Vingt-quatre heures après la décision, l'Union européenne de football (UEFA) privait la Yougoslavie de Championnat d'Europe des nations. La compétition devait être suspendue deux semaines plus tard, en Suède. Le Danemark, qui avait terminé deuxième de la compétition éliminatoire derrière la Yougoslavie, retrouva un remplaçant, Brian Laudrup et ses coéquipiers, qui avaient interrompu leurs entraînements pour chausser les crampons, devinrent champions d'Europe l'année-là.

Imitant l'UEFA, d'autres fédérations internationales suspendirent leur tournoi sportif yougoslave. La situation alerta rapidement le Comité international olympique

(CIO). Les Jeux d'été devaient tenir à Barcelone, la ville de Juan Antonio Samaranch, lequel rêvait alors d'une grande compétition universelle et pacifique. Le président du CIO entreprit des discussions avec le comité des sanctions de l'ONU afin que les athlètes de Yougoslavie (Serbie, Monténégro, Bosnie-Herzégovine) puissent participer « à titre individuel » aux JO. La proposition fut approuvée. Le CIO affréta un avion à Sarajevo. Vêtu d'un maillot blanc et d'un drapeau sous le drapeau olympique, plusieurs dizaines de sportifs bosniaques, serbes et monténégrins furent de la grande manifestation barcelonaise.

Le CIO yougoslave inspira une autre idée à Juan Antonio Samaranch : réactiver le concept « trêve olympique », que la Grèce antique connaissait sous le nom de « Ekecheiria ». Adopté à l'unanimité par l'Assemblée générale de l'ONU, ce principe a, depuis, jours respectés par les pays en guerre : à chaque fois qu'ont lieu les Jeux olympiques, les armes sont mises de côté.

F. P.

## Les conséquences sur le calendrier international

AU-DELA des protestations des sportifs serbes, la guerre en Yougoslavie a aussi des conséquences sur le déroulement des compétitions en cours. Beaucoup d'épreuves ont déjà été reportées alors que certaines ont déjà été annulées.

**Basket-ball.** De nombreuses interrogations planent sur le championnat d'Europe des nations, organisé en France (21 juin-3 juillet). La Yougoslavie, mais aussi la Croatie, la Slovaquie, la Macédoine, la Bosnie-Herzégovine, sont qualifiées. « La Yougoslavie a gagné son passeport, elle devrait être présente », indique-t-on à Munich, au siège de la Fédération internationale (FIBA). Même espoir à la Fédération française de basket-ball (FFBB) : « La Yougoslavie est championne du monde d'Europe, elle peut pas traîner dans l'impossibilité de jouer sa demi-finale ». De Coupe Saporta, l'équipe masculine de Pogorica a dû laisser sa qualification aux Italiens de Trévise. Par ailleurs, une tournée de France de juniors yougoslaves a été annulée.

**Football.** L'Union européenne

de football (UEFA) a reporté les matches qualificatifs à l'Euro qui auraient dû avoir lieu les 27 et 31 mars. Les équipes représentant les cinq Républiques de l'ancienne Yougoslavie : Bosnie-Herzégovine, Croatie, Slovaquie, Macédoine et actuelle Yougoslavie (Serbie, Monténégro). La Fédération internationale (FIFA) a également remis à une date ultérieure le match de bienfaisance qu'elle voulait organiser le 27 avril à Sarajevo entre une sélection de meilleurs joueurs du monde et une équipe de Bosnie unifiée au sein de laquelle auraient figuré des footballeurs issus des trois composantes de la population bosniaque (musulmans, serbes, croates).

**Handball.** Le Mondial de handball, premier grand rendez-vous international de la période estivale, il se déroulera du 1<sup>er</sup> au 15 juin, en Egypte. La Yougoslavie fait partie des qualifiés. Question, la non plus, de priver de cette bonne équipe européenne. « Nous nous alignerons sur la position du Comité international olympique (CIO) », souligne Raymond Hahn, le secrétaire général de la Fédération internationale

(IHF). Le CIO, pour l'instant, s'est pas prononcé sur la question yougoslave.

**Tennis.** La Fédération internationale (FIT) a décidé de faire jouer sur le territoire américain, et non à Zagreb, le match de Fed Cup devant opposer la Croatie aux Etats-Unis (17 et 18 avril). La rencontre de Coupe Davis Yougoslavie-Macédoine a également été inversée.

**Tennis de table.** La Fédération internationale (ITTF) a retiré à Belgrade l'organisation des championnats du monde (26 avril-7 mai). Elle cherche, le 15 avril, un pays d'accueil.

**Volley-ball.** Les conditions n'étant pas remplies pour permettre une participation régulière, le conseil mondial de la Fédération internationale (FIVB) a retiré, mardi 30 mars, son invitation à l'équipe masculine yougoslave pour la Ligue mondiale 1999, débutant le 28 mai. Vice-champions du monde 1998, les Yougoslaves seront remplacés par les Portugais au sein du groupe C (avec Cuba, l'Argentine et la France).

P. L. C.

هكذا من الأصل











**FESTIVALS** Tout au long de l'année, la Louisiane fête le tricentenaire de l'installation de colons de Louis XIV à l'embouchure du Mississippi en organisant la FrancoFête.

Cette manifestation vise à faire redécouvrir la présence française à la population locale et aux visiteurs. Elle sera marquée par l'exposition Edgar Degas à La Nouvelle-Orléans.

Le Festival international de Louisiane, à Lafayette, convie des artistes français, et le New Orleans Jazz and Heritage Festival, à la Nouvelle-Orléans, ajoutent à son programme des musiciens fran-

cophones. En août est prévu le plus grand rassemblement du peuple acadien jamais organisé avec la réunion du Congrès mondial, à Houma. Dans un entretien au Monde,

Kathleen Babineaux Blanco, vice-gouverneur de l'Etat de Louisiane, estime que les Cajuns forment « une nation dans la nation, plus européenne que le reste de l'Amérique ».

## La Louisiane bien décidée à « laisser les bons temps rouler »

Pour fêter le tricentenaire de l'installation des Français de Louis XIV à l'embouchure du Mississippi, nos cousins cajuns ont imaginé une « FrancoFête » qui durera toute l'année et réunira plusieurs centaines de milliers d'Acadiens autour de notre langue et de nos cultures

### NOUVELLE-ORLÉANS

Tout au long de l'année 1999, la Louisiane a choisi de fêter le tricentenaire de ses origines françaises en organisant la FrancoFête. Le 2 mars 1699, Pierre Le Moyne d'Iberville établit un campement à Point-Mardi-Gras, sur l'embouchure du Mississippi, à l'emplacement de la future ville de La Nouvelle-Orléans. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les Français occupent l'immense territoire de la vallée du Mississippi, qu'ils baptisent Louisiane en l'honneur du roi Louis XIV. Mais, en 1803, Napoléon Bonaparte décide de céder le pays neuf aux Etats-Unis.

Aujourd'hui, sur une population de 4,5 millions d'habitants, environ 300 000 personnes utilisent le français couramment. C'est le CODOFIL (Conseil pour le développement du français en Louisiane) qui a eu l'idée de cette célébration, adoptée par les autorités louisianaises.

### MYSTÉRIEUSE ET EXOTIQUE

La FrancoFête met un accent français sur la multitude d'événements culturels louisianais traditionnels, invitant habitants et visiteurs à remonter le temps et redécouvrir la présence française en Louisiane, dont l'origine est double. Il y a l'héritage de la ville et des plantations, légué par les riches commerçants et planteurs venus de métropole ou d'Irlande, d'où les avaient chassés les révoltes d'esclaves menées par Toussaint Louverture. Ces créoles nantis ont construit leurs hôtels particuliers dans le Vieux Carré. La Nouvelle-Orléans, où ils passaient l'hiver une fois récoltée la canne à sucre, leur présence, les noms des rues - Bourbon, Royal, Toulouse, Dauphine -, des antiques en abondance, mais le French Quarter aujourd'hui américain et touristique. Pourtant, il existe une



A gauche, le violoniste Hadley Castille, originaire d'Opelousas, dans le pays cajun.

population francophone en Louisiane, descendant des Acadiens du Canada déportés au XVIII<sup>e</sup> siècle après avoir refusé de prêter serment d'allégeance à la Couronne britannique. Ces Cajuns (la prononciation anglaise du mot acadien) parsèment le sud-ouest de la Louisiane par des conques rurales, comme le bayou Lafourche, le bayou Lacombe, la Pointe-aux-Chênes, Terrebonne, le lac Palou, Grand-Coteau... Leur musique, leur dialecte ont une réputation mondiale.

Le gala d'ouverture de la FrancoFête s'est tenu en janvier à Baton Rouge, la capitale. Les cérémonies de clôture auront lieu à Natchitoches, au nord de l'Etat, défilés sur l'eau aux quais de la ville d'Entree, au sud de la Louisiane, où l'on fait partie de la mystique de cette Louisiane mystérieuse et exotique, explique Curtis Joubert, un Cajun, directeur de la ville d'Entree et directeur de la FrancoFête. Quelques événements spéciaux marqueront

commémoration, comme l'exposition Edgar Degas à La Nouvelle-Orléans, l'exposition « Thèmes de Provence » provenant des collections du Musée Granet (qui comprendra la collection de Cézanne) à Baton Rouge, du mai à septembre. Le Festival international de Louisiane, qui a lieu en avril à Lafayette, convie des artistes français, et le New Orleans Jazz and Heritage Festival, de réputation mondiale, a ajouté à son programme des musiciens francophones - Regis Gizavo, Angélique

Kidjo, Gwerc, Verbeke, sans oublier bien sûr la musique cajun et zydeco avec Zachary Richard ou Beau Jooques.

Le plus grand rassemblement du peuple acadien jamais organisé est prévu pendant la première quinzaine du mois d'août, avec la réunion du Congrès mondial à Houma, en plein cœur du pays cajun. 250 000 personnes sont attendues pour ces retrouvailles. « Une des conséquences excitantes de la FrancoFête, explique Curtis Joubert, est que nous avons enfin

voir qui nous ressemble. On ressent les conversations un regain d'intérêt pour la découverte des origines généalogiques. Cette année, la Louisiane invite à un pèlerinage vers les racines. Louise et John Soileau, tout deux retraités, parlent la langue que leur père leur a écrite. « Entendre le français, c'est comme rentrer à la maison », dit Louise.

### CHAMPIONNAT DE CRAWFISH

Le label FrancoFête est également apparu sur certaines de fêtes, foires, festivals, carnivals, parades, concerts... déjà en Louisiane, où l'on n'est jamais si prêt de la mer. On a même mangé les écrevisses (crawfish), les huîtres, les crabes, le gombo, le jambalaya, la viande boucanée, on a même un festival du cochon de lait, une fête des grenouilles et même un championnat international de crawfish à l'étouffée. Cette année, de nombreux villages ont mis en scène le Mardi gras pour la première fois. Avec la cuisine, la musique et la danse sont indissociables de la vie louisianaise. Curtis Joubert attribue la popularité de la musique cajun à l'interdiction faite aux enfants francophones de parler leur langue à l'école dans les années 20. La musique a permis de résister à la politique d'assimilation.

En pays cajun, on danse même à l'heure du petit déjeuner. Dès le matin, les habitants peuvent choisir la musique à écouter au Café des Amis du village de Bridge ou à l'exemple, où l'orchestre de Jean-Pierre The Angels joue du zydeco, mélange typiquement louisianais de musiques cajun et cajun avec accordéon, batterie, guitares et frottoir. Les rythmes syncopés et irréguliers et, dans deux bouchées d'omelette, les couples se lancent dans un two-step. Les touristes québécois qui en reviennent racontent que les danses matinales sont bien plus amusantes dans le village de Mamou. Et tous les samedis soir on danse au Liberty Theater d'Entree, où se produisent des groupes de musique cajun de grande qualité, dans une atmosphère de bal populaire qu'on n'imaginerait ailleurs aux Etats-Unis.

La Louisiane, c'est une façon de voir la vie. Cette année, bien sûr, tous les Louisianais vous expliquent que ce laissez-faire, cette joie de vivre - que résume leur expression favorite, « Laissez les bons temps rouler » -, est d'origine française. Il est certain que cet Etat commencera l'an 2000 en étant un peu plus « French-friendly », comme l'expliquent les responsables de cette opération, qui communiquent essentiellement en anglais. Le temps dira s'il s'agit d'une renaissance linguistique culturelle ou si le label français n'a servi qu'à promouvoir le tourisme.

C. M.

### Degas de retour à la Nouvelle-Orléans

La mère d'Edgar Degas, née à la Nouvelle-Orléans, et à l'âge de 38 ans, le peintre français établi à Paris, rendit visite à sa famille. Celui qui était surnommé « fils de Louisiane » y séjourna d'octobre 1872 à mars 1873.

L'exposition du Musée d'art de la Nouvelle-Orléans, *Degas and New Orleans: A French Impressionist in America*, aura lieu du 1<sup>er</sup> mai au 29 juin. Une des vitrines de la FrancoFête. On y verra une vingtaine des œuvres peintes par le peintre pendant son séjour américain, comme le célèbre *Homme de coton*, emprunté au musée des Beaux-Arts de Pau, tableau qui dépeint les bureaux de son oncle, le marchand Michel Musson, aussi *La Répétition*, *Le Peintre*, des portraits familiaux, *Désirée Musson*, *Portrait d'Estelle*, ainsi que des œuvres antérieures et postérieures au séjour du peintre en Louisiane. Juste à côté du musée, la maison Musson, où résida Degas, est ouverte au public.

### Kathleen Babineaux Blanco, vice-gouverneur de l'Etat de Louisiane

« Nous devons redonner leur fierté à des gens dont la culture est enfin reconnue »

Responsable du tourisme et de la FrancoFête, vous portez un nom d'origine française.

Où et quand l'ai mené ma première campagne électorale, j'ai gardé mon nom de jeune fille pour qu'on voie bien mes origines françaises. Et j'ai gagné.

Parlez-vous français ? - Maï, mes parents étaient bilingues, mais ne nous ont pas encouragés à parler notre langue. Car mon père appartenait à cette génération d'immigrés qui ne parlait que le français quand ils étaient arrivés à l'école et qui l'ont vite oublié.

Quelle est la situation aujourd'hui ? - Depuis trente ans, on enregistre un mouvement inverse. Les gens comprennent que le bilinguisme est un atout. Si nous n'apprenons pas le français à nos enfants, il va disparaître.

D'où l'importance des classes d'immersion, où les matières principales sont enseignées dans les deux langues.

Nous sommes une nation dans la nation

En quoi consiste la FrancoFête ?

Nous en avons eu l'idée à cause du Congrès mondial acadien, réuni au Canada en 1997. C'est une excellente occasion de retrouver les Babineaux, les Guilbeaux, les Dugas... Le sud de la Louisiane a été particulièrement influencé, mais c'est tout l'Etat qui

nous avons invité à l'héritage français, à explorer comment la culture française nous a touchés, et à faire partager à nos visiteurs.

La FrancoFête, c'est bon pour le tourisme ?

Nous espérons que le nombre de visiteurs grimpera jusqu'à 28 millions cette année, ce qui n'est pas rien pour une population de 4,5 millions d'habitants. Notre tourisme, qui est la deuxième industrie après le pétrole, enregistre la plus forte croissance de tous les Etats américains. La FrancoFête y contribue.

Quelles priorités en attendez-vous ? - La déportation des Acadiens, l'interdiction du français à l'école ont eu des effets psychologiques dévastateurs sur notre population. Nous devons redonner leur fierté à des gens dont la culture est enfin reconnue, et doit être entretenue pour ne pas se diluer dans le paysage américain. Nous devons leur faire retrouver leur identité, leur langue, leur mode de vie, leur mode de pensée.

Pour les Français, vendre la Louisiane, était-ce une bonne idée ?

Il faut considérer la Louisiane dans son contexte. Je pense que nous ne sommes pas trop éloignés du final d'une nation dans la nation, plus européenne que l'Amérique. Nous sommes un peuple très créatif, qui aime la musique, la danse, et l'énergie contagieuse.

Propos recueillis par Claudine Mulard

### Les grands rendez-vous

Evénements. Festival international de Louisiane, du 20 au 25 avril à Lafayette. New Orleans Jazz and Heritage Festival, du 23 au 25 avril, puis du 29 avril au 2 mai. Congrès mondial acadien, du 31 juillet au 15 août, tout le pays cajun. Cérémonies de clôture, le 11 décembre à Natchitoches. Expositions. - Degas à La Nouvelle-Orléans : un peintre impressionniste français en Amérique. Du 1<sup>er</sup> mai au 31 août, au New-Orleans Museum of Art. Trésor : arts et métiers.

Provence. Du 15 mai au 16 septembre, au Louisiana Arts and Science Center de Baton Rouge.

Le Monde Créole. Visite historique passionnante du Carré Français de La Nouvelle-Orléans, du mardi au samedi : se rendre au 624, Royal Street.

Renseignements. Pour l'information sur la FrancoFête, l'Office du tourisme de la Louisiane, P.O. Box 94291, Baton Rouge, LA 70804-9291. Sur Internet : www.louisianaturisme.com/ Tel : 504-384-2424-21-19.

**CONCERTS**

**OPERA**  
Orchestre de l'Opéra  
**Georges Prêtre**  
direction  
Gabriel Tacchino, Philippe Bianconi, pianos  
Jacques Taddel, orgue  
Poulenc, 20h  
Garnier  
Informations-Réservations  
0 836 69 78 68

**GAYEAU**  
Tél. rés. : 01-49-53-06-07  
13 avril 1999 - 14h  
**DECHORGNAT**  
piano  
Schubert - Liszt

**ORCHESTRE DE PARIS**  
Salle Pleyel - 20h  
Mercredi 14 et jeudi 15 avril  
**Kurt Sanderling**  
direction  
**Hélène Grimaud**  
piano  
Brahms  
CHOSTAKOVITCH  
90 à 320 F - Tel. 01 45 61 65 39  
Tarif jeunes : 50 F  
www.orchestredeparis.com

**NOUVEAU**  
chez votre marchand de journaux  
**théâtre**  
On ne vous a jamais parlé de théâtre comme cela

150 من الأناجيل



## André Ceccarelli, une vie de jazz tambour battant

En tournée avec son quartette, le batteur présente son nouveau répertoire, entre be-bop et funk

AU FRONTON de la maison Ceccarelli pourrait être inscrite la mention « batteur de père en petit-fils ». Il y a Jean, le grand-père. Il passe les disques de jazz aux grands enfants du swing, Buddy Rich, Roy Haynes, Art Blakey... joue dans les bals, part souvent en tournée, rentre tard dans la nuit. Il y a aussi André et Jean-Paul, ses deux fils, batteurs, en partie élevés par leur grand-père. « Lui, il avait une queue de fusil, un vrai métier, quelque chose de différent, mais moi, en tant qu'André Ceccarelli, j'avais l'un des mentors de la musique, le Duc des Lombards, à Paris. Avec son père m'a fait le Conservatoire, m'a montré des figures, des exercices. À quinze ans et demi, j'étais à Paris et je jouais avec Les Chats sauvages de Dick Rivers. » A son tour André Ceccarelli a transmis son savoir : Régis, son fils, est assis derrière lui.

Mé à Paris le 5 janvier 1946, André Ceccarelli a près de quarante ans de musique dans les bras et les jambes. « Je connais tous les trajets aéroport-gare-hôtel-salle de concert. Les longues tournées, je n'en peux plus. » Un soupçon de lassitude s'affiche pourtant très vite sur le visage du Duc. Avec son immense sourire et son énergie communicative, il est toujours « gamins » trentenaires et sa quartette à coups de « yeah ! » satisfait, sans forcer, avec un immense amour pour le jazz.

Musicien de jazz, jazzman, homme de jazz... Ceccarelli l'est pleinement. En France, pourtant, le milieu - musiciens et critiques - lui a longtemps accordé une casseroles de « musicien de stu-

di pour la variété ». Après Les Chats sauvages, André Ceccarelli embraye avec Les Champions, Eddy Mitchell, Claude François. Pour la danse il s'installe à Monaco, une année au jazz pour nombre de solistes français, accompagne, en Italie, des gloires éphémères comme Rocky Roberts et the Airedales ! En cette époque, il a gardé quelques amis, Jacques Dutronc, Ticky Holgado. Entre Paris, Gifford et le jazz de France des plages, Ceccarelli file dans les clubs parisiens pour écouter les artistes américains jusqu'au matin.

« La technique, je l'avais, mais c'est la science des ânes »

« J'étais émerveillé, les musiciens restaient plusieurs semaines avec moi, je n'ai jamais joué seul. Mais j'avais un peu de mal avec le milieu, j'étais le gamin qui faisait du twist, pas très sérieux. Sauf Daniel Humair, qui a la réputation de ne pas être facile. Il jouait avec Eddy Louiss et Jean-Luc Ponty à la fin des années 60, et il me laissait sa place pour quelques semaines. C'est un grand. » Dans les années 70 et au début des années 80, André Ceccarelli est plongé dans les études d'enregistrement. Il est ponctuel, peut jouer : Claude Nougaro, Sylvie Vartan, Michel Jonasz, Tina



La marque d'André Ceccarelli : un drive irrésistible, un roulement qui enfle et gronde.

Turner, Henri Salvador, les orchestres de Francis Lai, Jean Julien ou Michel Legrand... Ici un batteur, un disque d'or.

En parallèle, il joue avec Troc, avec l'ancien batteur de Magma, Janick Top, et le chanteur de Carlos Santana, Alex Ligertwood ; il joue avec BBL, avec Jean Béraud, Tony Martin et Bernard Lubat, une folie à deux basses et deux batteries. Lubat, voilà aussi l'un des hommes qui comptent pour Ceccarelli : « C'est un type terrible, une grande gueule, un grand rire, un immense musicien. » En 1979, Ceccarelli répète avec le pianiste Michel Corea. Il y a une attaque cardiaque. Trop de séances, trop de musiques dans toutes les directions. « La technique, je l'avais mais c'est la science des ânes : en travaillant, n'importe qui peut le faire, explique Ceccarelli. Mais trouver, avec d'autres musiciens, s'asseoir devant un piano et dire, c'est inexplicable. Il faut se surprendre et c'est le jazz qui me le permet. »

La marque de Ceccarelli décline avec Charles Lockwood, Michel Portal, Martial Solal. En 1987, Antoine Hervé, Jeanne Trippleau du poste de directeur de l'Orchestre

national de jazz l'appelle. Puis c'est une Dee Bridgewater. Batteur de jazz avec une chanteuse, cela peut devenir un cauchemar : on joue toujours trop fort. Les chœurs s'accrochent au piano, un sourire pour la bassiste ; elles disparaissent avant que le batteur ne disparaisse... Une Dee Dee Dee. Et à la fin du spectacle, elle laisse les musiciens, elle a besoin d'eux pour transmettre à la salle toute son énergie. Si il y a un batteur dans son groupe, c'est pour qu'il joue. Le jazz, par la chanteuse devient une musique de Jean-Marc Jafet ou la basse, Thierry Eliez au piano. Ils jouent une histoire sur la musique, une histoire. Ils vraiment réussit, ils vraiment raté.

Toutes ses expériences ont fini par faire d'André Ceccarelli l'un des batteurs les plus passionnés de la scène mondiale. Pour son drive d'abord - le drive, c'est l'impulsion rythmique, le dynamisme qui pousse l'orchestre - pour sa cymbale qui est un syncope de grosse caisse, une frappe de baguette sur le cercle de la caisse claire. Pour, venu du plus profond des peaux, ce roulement qui enfle et gonfle, les tensions de

l'instrument toujours contrôlés... Par-dessus tout pour écouter attentive qui le fait jouer d'abord pour les autres. Le quartette de Ceccarelli comprend le pianiste Antoine Farao, le saxophoniste Sylvain Beuf et le contrebassiste René Vignolo.

Sur la scène du Duc des Lombards, radieux, il interprète un nouveau répertoire où le jazz a des airs de be-bop et de latin jazz, avec des touches de funk ; il a donné de l'espace aux tempos lents des ballades, « jouer du jazz, c'est aussi réfléchir sur soi-même et sur ce que l'on a en train de faire. Ça ne peut pas vouloir être un top pendant un an ou un an, suivre les modes. Non, le jazz, il faut être prêt à lui donner toute sa vie. C'est toute sa vie. »

Sylvain Stéier

\* Tournée jusqu'au 30 avril et notamment au Chorus à Lausanne (le 11 avril), à La Fraternelle à Saint-Denis (le 12), au Théâtre de la Ville à Paris (le 13) et au Salon Musicien, à Paris (le 14). \* Nouvel enregistrement : 67 : 32, 1 CD RCA Victor MCH10722, distribué par BMG.

### DÉPÊCHES

■ **ENQUÊTE** : Le CD-ROM *Les Pratiques culturelles des Français*, basé sur l'enquête 1997-1998, permet un accès aisé aux données collectées par le département des études et de la prospective (DEP) du ministère de la culture. La plupart des données de la vie culturelle - lecture, écoute de musique, fréquentation des bibliothèques, théâtres, musées, pratiques amateurs - étudiées, ainsi que d'autres données d'informations et de loisirs, de l'usage des médias à la pratique des jeux de société ou de la chasse. En plus de ces résultats, déjà analysés dans le livre du même titre publié par la Documentation française, le CD-ROM permet des recherches croisées, sur la base de plusieurs critères, qui peuvent intéresser des chercheurs ou des directeurs de marketing (*Les Pratiques culturelles des Français*, La Documentation française, 2 000 F).

■ **MUSIQUE** : Les trois membres du groupe français Alliage, peu effrayés par le conflit dans les Balkans, achèvent à Zagreb, capitale de la Croatie épargnée par la guerre, le tournage du clip de leur dernier tube *My Heart Goes boom*, dans les studios cinématographiques Jadran.

■ **L'inauguration officielle** du nouveau Zénith de Toulouse aura lieu le vendredi 9 avril en présence du député maire (UDF) Dominique Baudis, des présidents du conseil régional du Midi-Pyrénées, Martin Malvy (PS), du conseil général de la Haute-Garonne, Pierre Izard (PS). Le budget total de construction du nouveau lieu culturel s'élève à 100 millions de francs (28,5 millions d'euros). Son inauguration intervient après celle du Théâtre de la cité en octobre 1998.

■ **CINÉMA** : le cinéaste américain Woody Allen, distingué en mars 1989 à l'insu par Jack Lang, alors ministre de la culture, qui l'avait élevé au rang de commandeur des Arts et Lettres, a reçu le 11 mars, soit six ans plus tard, la médaille des mains de l'ambassadeur de France à Washington, François Bujon de l'Estang.

## temps rouler

Les capots ont imaginé une langue et de nos cultures



Les capots ont imaginé une langue et de nos cultures

« Les capots ont imaginé une langue et de nos cultures »

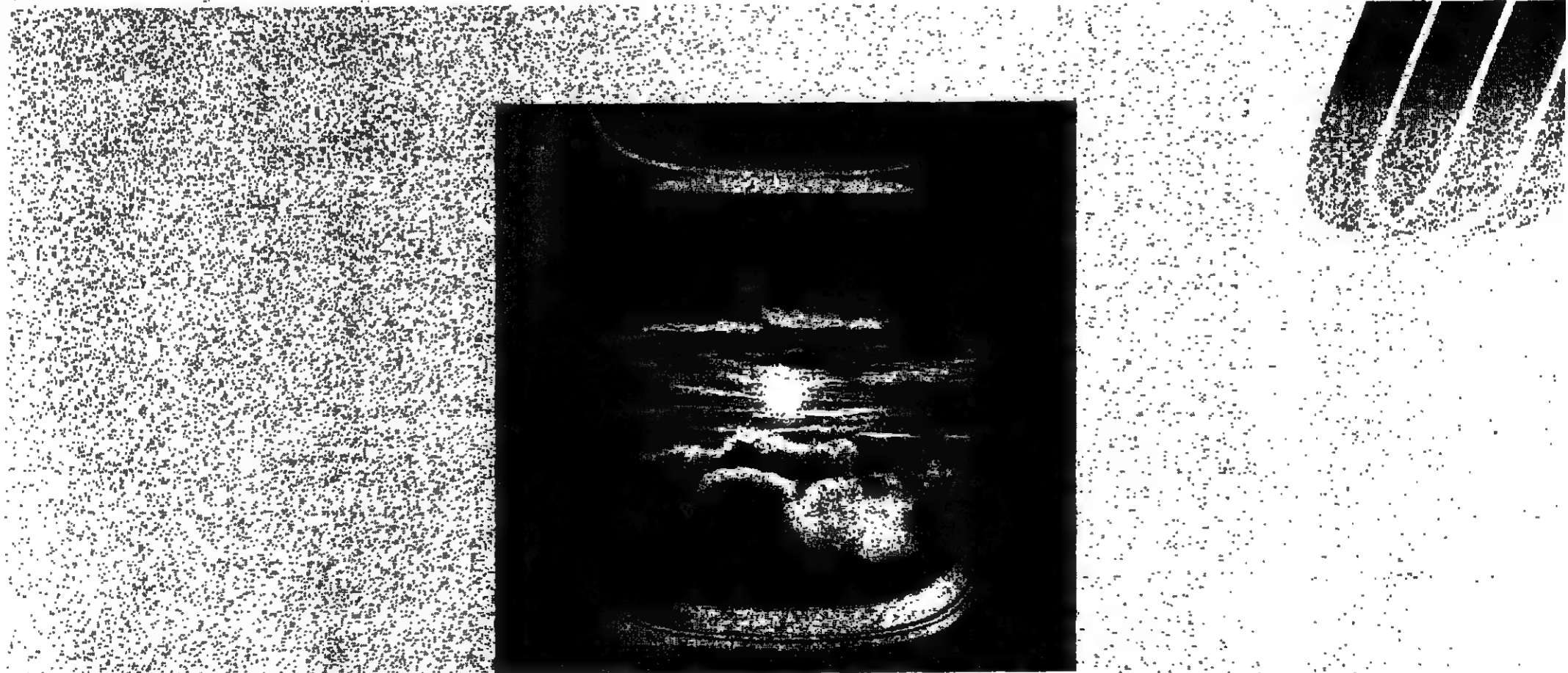
## de Louisiane à des gens

une

« Les capots ont imaginé une langue et de nos cultures »

« Les capots ont imaginé une langue et de nos cultures »

« Les capots ont imaginé une langue et de nos cultures »



C'est beau seulement si on a bien dormi.



Le nouveau siège United Business<sup>SM</sup> est plus confortable. Ajoutez-y plus d'espace en cabine, un service attentionné, plus de 250 destinations dans le monde entier, un des meilleurs programmes de fidélisation et vous comprenez pourquoi, si voyager fait partie de votre vie, United aussi.

UNITED AIRLINES

WORLDWIDE

Le monde, un air en action.

هكذا من الأمل





Au recto et au verso d'une même icône du XIV<sup>e</sup> siècle : saint Clément d'Ohrid (à gauche) et saint Naum, évangélisateurs des Slaves.

## Les Balkans racontés par les trésors des héritiers de Byzance

Les musées macédoniens d'Ohrid et de Skopje ont prêté quarante œuvres aux Thermes de Cluny

**TRÉSORS MÉDIÉVAUX DE LA RÉPUBLIQUE DE MACÉDOINE.** Musée national du Moyen Âge-Thermes de Cluny, 1 place Paul Painlevé, 71000 Cluny. Tél. : 01-53-73-71-11. Du mercredi au lundi, 9 h 15 à 17 h 45. 38 F (5,79 €). Jusqu'au 3 mai. Catalogue : RMN, 112 p., 199 F (19,82 €).

Ohrid est une ville macédonienne, située au bord du lac du même nom. L'autre rive appartient à l'Albanie. A quelque 80 kilomètres au nord commence la Yougoslavie, plus exactement le Kosovo, aujourd'hui embrasé par la guerre. La Grèce est plus proche. Ce haut lieu du christianisme orthodoxe, célèbre pour ses monastères, a longtemps été revendiqué par la Bulgarie. C'est d'ailleurs Boris, des Bulgares, qui envoya Naum et Clément évangéliser la région d'Ohrid à la fin du IX<sup>e</sup> siècle. Ces deux religieux sont les héros de l'exposition organisée dans le frigidarium des Thermes de Cluny.

La figure ascétique de Clément, le front bombé, drapé d'un riche vêtement liturgique, un livre saint à la main, se détache sur fond d'or. Son compagnon, Naum, qui figure au dos de l'icône, la face plus touloute, le crâne embroussaillé, empoigne un simple rouleau de parchemin. L'œuvre exécutée au XIV<sup>e</sup> siècle par Jean Théodoric d'Ohrid témoigne de la maîtrise de l'art

religieux pendant toute la période médiévale. Si, parmi les quarante pièces qui ont été prêtées par les musées d'Ohrid et de Skopje, certaines sont nées en dehors des frontières de l'actuelle Macédoine, elles témoignent de la même aire culturelle.

Ainsi l'apôtre Matthieu, représenté en pied, par l'atelier de Michel Astrebas à Eutychieos, deux artistes de Thessalonique, vers la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. Cette œuvre raffinée, l'élégance mouvementée, traduit l'essor du renouveau artistique de la Byzance des Paléologues, alors que l'empire assiégé par les Turcs s'apprête à succomber. Essor dont témoigne cette Crucifixion avec ses personnages d'ombres, de la région qui illustre des visages crispés par la douleur. Le Christ Sauveur des âmes (début de XIV<sup>e</sup> siècle), au fond lourdement plaqué d'argent, dont la pose hiératique contraste avec le délicat modelé du trait, est l'œuvre d'un atelier de Constantinople.

**MILLE ANS, MILLE AFFRONTEMENTS.** Plus tardivement encore, Constantinople est alors aux mains des Latins - l'Annonciation (XVI<sup>e</sup> siècle) du maître de Saint-Pantéléon de Nerezi, en deux volets, est sans doute une des plus belles pièces de l'exposition. La robe rouge de l'ange Gabriel se détache sur le fond vert bouteille de son manteau tandis que, sur l'autre panneau, la robe

noire de la Vierge avec ses rayures d'or apparaît sur un manteau rouge. La Vierge est nimbée d'or, une couleur inconnue dans la nature, omniprésente dans les icônes et qui a pour effet de dépourvoir l'espace de tout ce qui pourrait suggérer la pesanteur ou même une existence matérielle.

Beaucoup plus archaïques, des icônes aux traits égrégés témoignent de la culture de la région. Elles datent du VI<sup>e</sup> siècle et ont été découvertes près de Vinica, non loin de l'actuelle frontière bulgare. En un petit millénaire, du VI<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle, cette région balkanique a connu mille affrontements, mille cultures s'entrecroisant, mille siècles s'accumulant les uns sur les autres. Les icônes de Vinica sont quasi contemporaines de l'empereur Justinien, qui étend la domination byzantine sur le pourtour de la Méditerranée. Trois siècles plus tard, les Byzantins dominent la péninsule balkanique aux Bulgares, slaves descendants du nord-est de l'Europe.

Ces icônes ont adopté la religion orthodoxe et un alphabet cyrillique - le cyrillique - dérivé du grec grâce aux frères Cyrille et Méthode, qui portèrent la bonne parole jusqu'en Russie.

A la fin du XI<sup>e</sup> siècle, les Bulgares secouent le joug byzantin. Pour longtemps : les Normands de Sicile débarqués en

Serbes, autres Slaves, d'Italie. Dans cette portion des Balkans, la prise de Constantinople par les Croisés (1204) permet aux Bulgares de revenir en piste et de disputer la Macédoine à l'empire de Byzance et au despotisme d'Épire, sous-produits de l'empire byzantin éclaté. En 1281, ce sont les Serbes qui dominent la région. Après leur défaite de Kosovo Polje (1389) face aux Ottomans, les vainqueurs vont dominer la région jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, en y ajoutant une influence nouvelle, l'islam.

Ces sanglantes compétitions n'empêchent pas une même culture, née de l'orthodoxie byzantine, de baigner ces populations qui parlent des langues voisines. Les mêmes ateliers décoraient les couvents, les églises et les palais, au gré des commandes des puissants du moment, empereurs de Constantinople, souverains grecs, bulgares ou serbes. Les « Illyriens » albanais, non slaves, partagent largement la même culture, comme on a pu le constater lors de l'exposition d'icônes albanaises organisée au Musée Marc-Chagall de Nice, en 1993.

C'est cet héritage que redécouvrent aujourd'hui les différents nationalistes qui se disputent les Balkans.

Emmanuel de

## SORTIR

### PARIS

**Mathilde Monnier** Premier et deuxième volet de *Les Lieux de la violence*, voyage entrepris autour de la notion de liberté, de violence. Notre aptitude à accepter les autres, à fonctionner avec eux, ou à les rejeter, voire à les exterminer. Phénomènes de violence, ou d'autodestruction, rendus par des mouvements d'une infinie simplicité. On pense à la force que dégagent les danses chorales des Allemands des années 30, aux dévotions mortelles auxquelles le groupe est toujours susceptible de se livrer. L'austérité de la chorégraphie de Montpellier (dont le budget a été amputé de 1,8 million de francs par le conseil régional, sous l'influence du Front national), son aspect à gâcher ce qui fait mal n'est d'égale que son authenticité, sa violence toujours partit d'elle. De l'intime au social, elle va au-delà vers la folie des pulsions contrôlées, incontrôlées. Ce spectacle sera présenté au prochain Festival d'Avignon.

**Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris-4.** M<sup>me</sup> Châtelet. Les 6, 7, 8 et 9 avril, de 20 h 30. Tél. : 01-42-74-22-77. De 95 F à 140 F.

**Compagnie Paul les oiseaux** On aime beaucoup l'univers de la chorégraphie Valérie Rivière, trop souvent absente de nos scènes. Son imaginaire unique, sa fausse gestuelle de conte de fées, sa vraie cruauté de petite fille trop sage. Elle a toujours aimé les animaux, qu'ils soient empaillés : le nouveau, elle danse avec eux dans cette toute dernière création. 40 animaux, 40 fois mis en mouvement.

**Espace André-Maitreaux, 2, place Victor-Hugo, 13<sup>e</sup> arr.** Le Kremlin-Bicêtre. Le 6, à 21 heures.

**TM : 01-49-60-69-40. 80 F.** du cadre de la *Val-de-Marne*. **Ossip Mandelstam**, poète soviétique. Notre collaborateur Michel Cournot a traduit des poèmes de *Pierre et Tristia*, d'Ossip Mandelstam. La comédienne Martine Pascal les a mis en scène et les interprète, en compagnie de Michel Oulmet, deux voix, pour répondre à celle de Mandelstam et de Nadejda, sa femme, qui apprit les œuvres de son mari par cœur pour éviter qu'elles ne disparaissent à tout jamais, après que la police eut arrêté le poète et détruit ses écrits. Des musiques de Prokofiev et Chostakovitch, ainsi que le chœur d'enfants d'Odessa accompagneront *Pierre et Tristia*. **Molière-Maison**, 157, rue Saint-Martin, Paris-3<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Rambuteau. Du 6 au 10 avril, à 21 heures ; le 11, à 17 heures. Tél. : 01-44-54-53-00. 60 F et 80 F. **Kenny Garrett Quartet** Originaire de Detroit, le saxophoniste Kenny Garrett, trente-neuf ans, a fait ses classes en grand orchestre (Mel Lewis/Thad Jones) avant de rejoindre les diverses formations de Miles Davis, qui en fait un héros. Seul, après la mort du trompettiste, Garrett a trouvé peu à peu un son et une attitude qui lui sont propres. Son groupe actuel est constitué de Shedrick Mitchell (piano), Nat Reeves (contrebasse) et Chris Dave (batterie), une jeune phalange gonflée et volontaire. **Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10<sup>e</sup>.** M<sup>me</sup> Châtelet-d'Eau. Le 5, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

**EXPOSITION ET CONCERT**  
**"LA PALMERAIE ET LE MYSTÈRE D'ELCHE"**  
Proposée par l'UNESCO comme patrimoine de l'humanité  
LA PALMERAIE, unique pour les quelque 200.000 palmiers qu'elle possède  
LE MYSTÈRE, témoignage religieux unique du Moyen Âge conservé jusqu'à nos jours  
INAUGURATION le 12 avril 1999, à 18h30  
CONCERT (AVEC MISE EN SCÈNE) SUR LE MYSTÈRE D'ELCHE, à 19h30  
Maison de l'UNESCO (125, avenue de Suffren, Paris 7<sup>e</sup>).  
Entrées sur invitation (pour obtenir une invitation, s'adresser à la Délégation permanente de l'Espagne auprès de l'UNESCO - Tél. 01.45.68.93.85/86/87)  
Durée de l'exposition : du 12 au 28 avril 1999  
Ouvert T.L.J. de 10h à 19h, sauf samedi et dimanche - entrée libre  
1<sup>er</sup> étage : Musée de l'UNESCO (Salle des Pas Perdus - Hall Ségur)

## GUIDE

### REPRISES CINÉMA

**La Tortue et le tourteron**  
de Roger Corman. Américain, 1961 (1 h 20).

**Le Diable à cinq**, 5<sup>e</sup> (01-43-54-42-34).  
Cinéma de l'usine Renault à Villejuif.

**de Jan Bucquoy**, 1998 (1 h 11).  
Galande, 5<sup>e</sup> (01-43-25-94-08-4).

**Spartacus**  
de Stanley Kubrick. Américain, 1960 (3 h 15).

**Grand Action**, 5<sup>e</sup> (01-43-23-44-40).

### FESTIVALS CINÉMA

**CINÉMAS DE**  
Il s'agit d'une nuit au marie chanteur (Otar Iosselliani, 1970) : le 5, à 20 h ;

**de Tanguy Abouladze**, 1976) : le 5, à 17 h 50, 21 h 50 ; Le

**(Mehab Kokotchvili, 1987) : le 6, à 14 h, 18 h, 22 h ;**

**Limites (Lana Gogoberidze, 1988) : le 6, à 16 h, 20 h ;**

**Le Chien des cinéastes**, 7, rue de Clichy, Paris-17<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Place-Clichy. Tél. : 01-47-71-11-11.

**FRANZ LUTSCH**  
La 1<sup>re</sup> partie de *Le Diable à cinq* (1938) : le 5, à 14 h, 16 h, 19 h, 20 h, 22 h ;

**Séraphin et trois** (1933) : le 6, à 14 h, 16 h, 20 h, 22 h.

**Christine**, 4, rue Christine, Paris-6. M<sup>me</sup> Odéon. Tél. : 01-43-23-11-30.

**LES NOMADES DE L'ART (L'IMMIGRATION EN EUROPE AU XX<sup>e</sup> SIÈCLE)**

**Les Paradoxe** de Jorge Amat : le 5, à 17 h 30 ; Les Rêves de Topor de W. Thiel : le 6, à 14 h 50.

**Accatone**, 20, rue Cujas, Paris-5<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Luxembourg. Tél. : 01-42-74-22-77.

**LA NOUVELLE VAGUE, QUARANTE ANS, QUARANTE FILMS**

**Claudio de S. 7 (Agnès Varda, 1961) : le 5, à 17 h 50 ;**

**Religieuse (Jacques Rivière, 1966) : le 5, à 19 h 30 ;**

**Le Beau Serge (Claude Chabrol, 1959) : le 6, à 14 h, 18 h, 20 h ;**

**de Jean-Luc Godard, Eric Rohmer, Jean Douchet, Jean-Pierre L  aud, Jean Rouch, Chabrol, 1965) : le 6, à 16 h, 21 h.**

**Le Champo-Espace Jacques-T  ti, 51, rue de la Chapelle, Paris-18<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Saint-Michel. Tél. : 01-42-74-22-77.**

**ORSON WELLES**  
*Macbeth* (1947) : le 5, à 18 h, 20 h, 22 h ;

*Mr. Arkadin* (1955) : le 5, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

**Artaud**, 5<sup>e</sup>, 10, rue de la Chapelle, Paris-18<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-74-22-77.

**FRANK CAPRA**  
*Horizons perdus* (1937) : le 5, à 17 h 40, 19 h 50, 22 h ;

*L'Homme de la rue* (1944) : le 5, à 14 h 10, 17 h 30, 19 h 45, 22 h.

**Le Champo-Espace Jacques-T  ti, 51, rue de la Chapelle, Paris-18<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Saint-Michel. Tél. : 01-42-74-22-77.**

**TROUVER SON FILM**  
Tous les films de la région sur Métropolitain ou sur Métropolitain.

**LIBRARY ARTS**  
Brigitte Fontaine

**Le Tr  son**, 101, boulevard Rochechouart, Paris-16<sup>e</sup>. Le 19 au 17 h 30 ; le 20 au 14 h 30, 143 F.

**Troubleyn**  
de Jean-Luc Godard. 2, place du Champo-Espace Jacques-T  ti, 51, rue de la Chapelle, Paris-18<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Saint-Michel. Tél. : 01-42-74-22-77. Du 5 au 17 avril, de 14 h 30 à 18 h.

**Bruno T  ti**  
Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10<sup>e</sup>. Le 24 avril. Tél. : 01-45-23-51-41.

**DERNIERS**  
le 5 avril : Eric Fischl

Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaujour, Paris-3<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-72-14-10. De 10 heures à 19 heures. Entrée libre.

10 avril : Philippe Cogn  e

Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple, Paris-4<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-78-11-71. De 10 heures à 19 heures. Entrée libre.

11 avril : François Muzaspelle

Galerie Baudouin Lebon, 38, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris-4<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-72-09-10. De 11 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Entrée libre.

12 avril : Les R  nascences

Le Tr  son, 101, boulevard Rochechouart, Paris-16<sup>e</sup>. Le 20 au samedi, 20 h 30 ; le dimanche, 16 heures. Tél. : 01-42-09-18-50. De 60 F à 180 F.

Milrois notes

d'Arno Schmidt, mise en scène de Patrick Sommer, Yann Lété et Marie Carles.

Maison de la culture, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. Du mardi au samedi, le lundi, à 20 h 45. Tél. : 01-41-60-72-72. De 60 F à 180 F.

## Mercier, piéton de Paris    la veille de la Révolution

**LES RUES DE PARIS AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE : LE REGARD DE LOUIS-SÉBASTIEN MERCIER.** Musée Carnavalet, 23, rue S  v  gn  , Paris-3<sup>e</sup>. Du mardi au dimanche, 10 heures à 17 h 40. Tél. : 01-42-72-21-13. 3 F. Jusqu'au 20 juin. Catalogue :   d. Paris-Musée, 80 p., 100 F.

Il y a cinq ans, Jean-Claude Bonnet publiait   ditions du Mercure de France les deux volumes *Tableaux de Paris* de Louis-Sébastien Mercier : cela deux siècles que ce célèbre ouvrage n'avait pas été intégralement. L'auteur, toujours de manière incomplète, donne en un millier de courts chapitres une vision détaillée de Paris    la veille de la Révolution. Il s'agit de notations au hasard d'innombrables promenades. Mercier n'oublie rien : l'éclairage, les encombrements, l'architecture, les boutiques, les artisans, les cris des métiers, les voleurs, les prostituées, les spectacles, les attroupements, les émeutes. Il décrit, analyse, digresse, philosophe. *Tableaux de Paris* est le seul ouvrage de ce genre dans la littérature de la Révolution. Le *Tableau de Paris* de Mercier est un ouvrage de la Révolution. Le *Tableau de Paris* de Mercier est un ouvrage de la Révolution. Le *Tableau de Paris* de Mercier est un ouvrage de la Révolution.

Qui   tait Louis-Sébastien Mercier ? Un polygraphe n   en 1740,

parisien, fils d'un marchand d'épées, qui après de solides études au collège des Quatre-Nations lance dans la littérature, les lettres, multipliant les romans (*L'An 2440*), les pièces de théâtre (*La vintag  rie*), les pamphlets (contre la peinture, *cet enfantillage de l'esprit*), les romans (*Mon roman de nuit* et *Mon roman de jour*) et les notations sur le vif. Celles-ci commencent à paraître en 1781 pour s'échelonner jusqu'en 1789, un énorme succès. Mercier, homme de progrès, est un familier de Grinod de La Reynière, l'ami de Crébillon fils et de Cazotte. Il écrit de Fanny de Beauharnais et à la réputation de la vin et les belles femmes. On écrit pour autant mal sa biographie : *La vie des gens de lettres dans leurs ouvrages*, disait-il.

Il n'est pas surprenant que ce bel esprit écrit pour la Révolution. En 1792, il est élu à la Convention. Il vote contre la mort du roi,

## NOUVEAU FILM

###    NOUS QUATRE

Deux petites filles, jumelles sans le savoir puisque l'une vit chez son père à Californie, l'autre à sa mère à Londres, se rencontrent par hasard et décident d'échanger leur place. L'objectif à atteindre sera en fait de réconcilier leurs parents, séparés depuis la Révolution. Sur cette situation, la réalisateur Nancy Meyers a commis une famille conforme à

l'esprit des productions des studios Disney. Le thème éminemment cinématographique de l'imposture à peu traité, n   au profit d'une intrigue été vers la réconciliation des parents.

Jean-François R  nger

Film américain de Nancy Meyers. *Lindsay Lohan, Frances Quaid, Natasha Richardson.* (2 h 08.)

مكتبة من الكتب







## L'évolution du patrimoine des dirigeants d'entreprises publiques est encore mal contrôlée

Un rapport de la commission pour la transparence financière de la vie politique

LA TÂCHE confiée à la commission pour la transparence financière de la vie politique est immense : le dernier rapport paru au *Journal officiel* du 25 mars, en témoigne. Créée en 1988 pour contrôler l'évolution du patrimoine d'un certain nombre d'élus locaux et des membres du gouvernement, son champ de compétence a été élargi par une loi de 1995, qui lui a notamment ajouté les parlementaires et les dirigeants d'entreprises publiques.

L'activité de cette commission, composée du vice-président du Conseil d'Etat, Renaud Denoix de Saint Marc, qui la préside, du premier président de la Cour de cassation, Pierre Truche, et du premier président de la Cour des comptes, Pierre Joxe, a été d'autant plus importante que de nombreuses élections ont lieu depuis 1996, date d'entrée en vigueur des décrets la concernant.

La dissolution de l'Assemblée nationale lui a imposé de contrôler les déclarations des 57 députés sortants et entrants, 10 % des sortants et 2 % des entrants ont déposé ce document au-delà du délai de deux mois qui leur est imparti, ce qui aurait dû entraîner, pour les nouveaux parlementaires, la dissolution de leur mandat.

La commission n'avait fait preuve d'indulgence, imputant leurs négligences à la mauvaise connaissance de ses nouvelles missions.

La commission s'est ensuite penchée sur le patrimoine des membres des gouvernements d'Alain Juppé et de Lionel Jospin. Un membre du gouvernement de M. Juppé et deux membres du gouvernement de M. Jospin ont transmis leurs déclarations hors délai, mais aucune sanction, à la différence des élus ou des dirigeants d'entreprises. En 1998, 10 % des conseillers généraux sortants et 12 % des entrants, ainsi que 13 % des conseillers régionaux sortants et 15 % des entrants ont fait l'objet d'un rappel, être encore sanctionnés. Depuis 1996, toutefois, la commission a transmis au parquet quatre dossiers qui laissent suspecter une enrichissement anormal.

La commission a beaucoup plus de mal à appliquer les nouvelles dispositions qui concernent les dirigeants d'organismes publics. Les préfets devraient lui transmettre la liste des SEM locales dont le chiffre d'affaires est supérieur à 5 millions de francs, ainsi que des OPAC et des OPHLM gérant plus de 2 logements. Or,

seuls 35 % d'entre eux s'acquittent de cette tâche.

La direction du Trésor informe la commission des changements qui ont lieu à la tête des organismes dont l'Etat détient directement plus de la moitié du capital social ou dont il est le premier actionnaire, ainsi que des établissements publics nationaux. Mais, pour qu'elle ne soit pas accablée de travail, il a été prévu que les sociétés mères signalent à la commission les mouvements qui affectent leurs filiales. Or, « l'information transmise (...) est très aléatoire et imparfaite. Si une partie des sociétés mères des établissements s'acquittent de cette obligation, rigueur, certains des plus grands groupes publics font preuve de la plus grande négligence à cet égard », indique le rapport. Alors que le nombre des dirigeants assujettis est évalué à

près de 10 000 - parmi lesquels des élus -, la commission a, depuis 1996, reçu moins de 1 000 déclarations de mandat.

Les privatisations engagées depuis le printemps 1998 ont entraîné au dépôt de plusieurs centaines de déclarations de fin de mandat. La commission constate qu'il lui est difficile d'apprécier la variation de la situation patrimoniale des dirigeants d'entreprises nationales ou de leurs filiales, en l'absence d'informations sur leurs revenus, qui lui permettraient d'évaluer leur capacité d'épargne. Elle recommande donc la mention des déclarations fiscales et des avis d'imposition lui soient systématiquement envoyés.

Rafaële B.

## Une enquête de « Capital » souligne l'opacité des revenus des élus

LES LOIS qui, depuis 1988, se sont efforcées d'encadrer les relations jusqu'alors entièrement opaques entre la politique et l'argent, ont laissé dans la pénombre de nombreux élus. Certes, le cumul par un même élu de différentes indemnités à l'exercice de ses mandats a plafonné, depuis 1992, à une fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire, base, soit environ 45 000 francs. Cette mesure avait notamment pour objectif de limiter l'incitation financière à cumuler des mandats et fonctions. En outre, l'indemnité à l'exercice d'un mandat ou d'une fonction électorale proprement dite, du parlementaire national, du conseiller municipal, doit désormais l'objet d'un encadrement par la loi.

En revanche, côté des indemnités liées aux mandats de parlementaire, le conseiller régional, de conseiller général ou de conseiller municipal, de nombreux élus tirent une source de revenus, bien moins connue, leur participation à des organismes tels que les sociétés d'économie mixte (SEM), les syndicats intercommunaux ou les communautés urbaines. Dans un numéro du mois de mars, qui traite d'un dossier sur les revenus des hommes politiques, le mensuel *Capital* donne quelques exemples de ces pratiques. « Comment tout contrôler ? », interroge *Capital* expliquant que « la France compte, par exemple, 1 305 sociétés d'économie

mixte, organismes qui, parce qu'ils accueillent en leur sein des actionnaires privés, échappent à l'interdiction du comptable public ». Le magazine souligne également que, « de 1993 à 1998, le nombre des communautés urbaines, des districts et des syndicats d'agglomération nouvelle a explosé, passant de 466 à 1 577 ».

« La multiplication de ces structures locales favorise les pratiques douteuses », commente *Capital*. Le mensuel relève notamment qu'à Paris, les indemnités des présidents de SEM peuvent atteindre 100 000 francs annuels, et qu'à Marmoutiers, dans le Bas-Rhin, l'ancien maire, Jacques Felli, s'était attribué un salaire trois fois supérieur à celui voté par sa commune pour présider la société d'économie mixte locale. Quant à l'ancien président du conseil général du Vaucluse, Jean Garcin, il avait tout simplement « oublié » de déclarer au fisc les 30 000 francs mensuels qu'il percevait pour présider une SEM informatique ! ».

« Au début des années 90, rapporte encore *Capital*, la ville d'Hyères, dans le Var, largement surendettée, a ainsi épinglée par la chambre régionale des comptes. Motif : un des nombreux syndicats intercommunaux, créé pour « gérer » un projet de stade vélodrome, indemnisait les membres de son conseil d'administration alors que le travail était sous-traité à une association municipale ».

Cécile L.

## La mort d'Ambroise Roux prive le patronat français de son éminence grise

AMBROISE ROUX, homme d'influence s'il en est, « papy parrain » des patrons français, ancienne éminence grise de Georges Pompidou, interlocuteur écouté de François Mitterrand, ami d'Edouard Balladur, est décédé dimanche 4 avril à l'âge de 77 ans dans sa résidence de Montfort-L'Amaury (Yvelines), à la suite d'une crise cardiaque.

Ambroise Roux fut pendant vingt ans le tout-puissant directeur général puis PDG de la CGE (Compagnie générale d'électricité, devenue Alcatel), l'un des tout premiers groupes industriels français dont il devait multiplier les effectifs par dix (180 000 personnes). Très proche de Georges Pompidou, au point d'être considéré comme son « bras droit », se lançant à son tour dans l'industrialisation, il fut également fort du patronat dans les années 70, celui sans lequel rien ne se faisait.

Chassé de sa chère CGE en 1982 par l'arrivée de la gauche au pouvoir et les nationalisations, c'est lui qui mit en place ses successeurs, mais en montant le lobby capitaliste le plus efficace en France depuis la libération, l'AFEP (Association française des entreprises privées). Il en a quitté la présidence, il y a maintenant 10 ans, remplacé par Didier Pineau-Valencienne après des revers suscités par ses déclarations ambiguës prônant une alliance entre la droite et le Front National.

L'AFEP qui regroupe les patrons des 60 plus grands groupes privés français a livré depuis près de vingt ans aux gouvernements, projets de loi, idées en main. C'est ainsi qu'il a « vendu » à Mitterrand le gouvernement socialiste la balle de l'impôt sur les bénéfices, la loi sur le carry-back (qui permet aux entreprises de bénéficier d'un crédit d'impôt), celle sur l'autocontrôle des sociétés et a facilité la réforme des marchés financiers.

Pierre Bérézgovoy, un livre d'entretiens du journaliste Anne de Caumont, intitulé « Un prince des affaires » (pu- blié en 1994 chez Grasset), M. Roux résume sa façon lapidaire : « On nous apporte des dossiers. Vous êtes d'accord ? C'est oui, qui êtes à l'origine de tout ? Nous n'existons pas. Vous n'êtes pas d'accord ? Alors nous inclinons sans défiler nos têtes ».

Mais l'action d'Ambroise Roux ne s'est pas limitée à cela. S'il a échoué dans sa tentative de construire un géant industriel et des services - à travers un rapprochement avec la CGE, future Alcatel, et la Compagnie générale d'électricité, il n'est pas une grande manœuvre industrielle ou financière des dernières décennies où il n'a

joué un rôle déterminant. Il s'est porté au secours de la Générale des Eaux, menacée d'OPA par Saint-Gobain, et de la Société Générale, lors de la tentative de dénoyautage orchestrée en 1985 par Bérézgovoy. Il a défendu le groupe Rivaud, convoité par la banque Stern, et a œuvré pour que la FNAC passe sous le contrôle de Pinault-Printemps-Redoute.

On n'en finirait pas de citer les noms des PDG qu'il a épaulés dont il a suivi l'ascension : Guy Delouany, Jean-Marie Messier, Pierre Blayau, Bernard Arnault, Jimmy Goldsmith, Marc Vénol, Pierre Suard, Serge Tchuruk, Didier Pineau-Valencienne, André Lévy-Lang et François Pinault. Il était d'ailleurs président du Comité de surveillance des Pinault-Printemps-Redoute depuis 1991.

JARDIN SECRET

C'est sans doute l'homme qui a le plus influencé les adresses politico-économiques de la France. Secret, charmeur, fin psychologue, il a exercé une influence au service d'un capitalisme d'établissement. Il a été la pièce maîtresse.

Ce polytechnicien, ingénieur des Ponts et Chaussées, de l'école supérieure d'électricité, d'une famille bourgeoise de la Poulenc (de Rhône-Poulenc) avait, bien avant de militer pour le libéralisme, commencé sa carrière dans l'administration et effectué un passage dans les cabinets ministériels. Conseiller technique, puis directeur de cabinet du ministre Jean-Marie Louvet au ministère de l'Industrie et du Commerce, il est en 1954 à l'origine de la CGE. Il avait exploré en profondeur les liens qui alors, unissaient fortement les grands groupes français au pouvoir politique. Liens dont il saura user tout au long de sa carrière à la Compagnie générale d'électricité.

Il avait un jardin d'été étonnant. Il prenait systématiquement trois mois de vacances par an à Trégastel (Côte-d'Armor) où il avait publié un ouvrage sur l'art de faire tourner les tables, passionné de parapsychologie, il a étudié « scientifiquement » par les équipes de recherche des laboratoires de la CGE. Ambroise Roux était un monarque ! Chaque année, il assistait, recueilli, à la messe anniversaire de la mort de Louis XVI.

Homme de l'ombre, refusant les interviews ne l'empêchant toutefois de rencontrer régulièrement les journalistes, mais toujours off the record. « J'ai toujours adoré que l'on ne parle de moi par allusion », confiait-il. « Il a moins d'influence qu'il n'y paraît, mais plus qu'on ne le croit », estimait un grand patron.

## Le maire de Strasbourg propose un « tandem » à M<sup>me</sup> Trautmann

LE MAIRE socialiste de Strasbourg, Roland Ries, qui a succédé à Catherine Trautmann à la fonction en juin 1997, lorsque celle-ci fut nommée ministre de la culture, a la communication, reconnaît qu'il existe un « problème Trautmann-Ries ». « La seule issue raisonnable, sans envisager mon retrait pur et simple, est le partage des responsabilités entre la mairie et la communauté urbaine », propose le maire dans un entretien publié par le quotidien régional L'Alsace du 4 avril. M<sup>me</sup> Trautmann avait récemment émis cette solution, en jugeant « impensable qu'il puisse y avoir séparation entre les deux élus, avec un maire de Strasbourg qui aurait le titre sans avoir les moyens d'actions correspondants ».

## L'auteur présumé du virus Melissa est arrêté par le FBI

UN PROGRAMMEUR d'Aberdeen (New Jersey, Etats-Unis), âgé de 25 ans, a été arrêté, jeudi 10 avril, par le FBI, qui le soupçonne d'être l'auteur du virus informatique Melissa à l'origine d'une énorme pagaille dans les messageries électroniques du monde. David Smith a été identifié comme l'auteur d'une enquête à laquelle ont collaboré des techniciens du fournisseur de services Internet America Online (AOL). Il a été libéré moyennant une caution de 100 000 dollars (108 000 €), fondant sur des numéros d'identification attachés aux documents Microsoft, les enquêteurs avaient d'abord soupçonné un auteur connu de virus qui faisait appel à VicodineES, rapidement mis hors cause. La confusion venait du fait que, pour fabriquer Melissa, David Smith avait combiné et modifié deux virus, dont un créé par VicodineES. (AP, Reuters, AFP)

DÉPÊCHES

■ VIOLENCE : le district de Seine-Saint-Denis de France a décidé d'annuler à partir de mardi 11 avril et jusqu'à nouvel ordre les rencontres de championnat, dans toutes les catégories d'âge, ayant lieu dans le département. Cette décision a été prise suite à une montée de la violence dans le district de France de Paris. Le 28 mars, 11 graves altercations ayant entraîné des blessures eurent lieu simultanément à Clichy-sous-Bois et à Montfermeil. Plus de 100 licenciés et 273 clubs concernés par la suspension.

■ ORTHODOXE : le patriarche des évêques orthodoxes de France, présidé par le métropolite Jérémie, a lancé un appel pour que la guerre cesse la place au dialogue et à la paix dans les Balkans, dans un communiqué diffusé vendredi 2 avril. « A l'heure où l'Europe se reconstruit, l'Eglise orthodoxe exclut toujours la référence à une guerre de religion », précise le patriarche. (AFP)

■ FANT DIVERS : un homme de 35 ans s'est tué, vendredi 2 avril, en sautant du 2<sup>e</sup> étage du commissariat d'Albert (Somme), où il était interrogé dans le cadre d'une affaire. Selon la préfecture de la Somme, l'homme s'est précipité par la fenêtre lors d'un interrogatoire mené par un offi-

## La mémoire retrouvée des enfants juifs de Belleville

SUR LES 11 000 JUIFS arrêtés par la police française entre le 16 juillet 1942 et le 31 juillet 1944, 3 477 habitaient le 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Parmi eux, 1 513 hommes, 1 074 femmes et 500 enfants qui furent conduits aux camps de Drancy et Pithiviers, d'où, pour la plupart, déportés dans les camps d'extermination nazis. Pour le quartier Belleville-Ménilmontant, petit périmètre de cet arrondissement regroupant à l'époque la majeure partie de l'immigration qui avait fui les pogroms de l'Europe, l'Est, les Juifs déportés établis par Serge Klarsfeld recensent près de 600 enfants âgés de 2 à 12 ans. De ces

enfants, créés en avril 1945 par d'anciens déportés, des parents victimes des enseignants du quartier. « Nous avons beaucoup à l'autonomie », association, précise Pierre Cordelier, enseignant à l'école Julien Lacroix, seul membre fondateur du comité militant de SUD-éducation.

SÉPARATION SYMBOLIQUE

C'est lui qui, accompagné de la directrice de l'école, Catherine Vieu-Charier, a commencé à recenser, il y a deux ans, les enfants juifs déportés en croisant les registres de l'établissement avec

## 22 militaires tués au sud d'Alger

ALGER. Vingt-deux militaires ont été tués dans la nuit de samedi à dimanche, près de Bida (50 km au sud d'Alger) par des islamistes armés, a annoncé lundi 5 avril le quotidien *El Wakef*. Par ailleurs, un policier a été grièvement blessé par un kamikaze samedi matin à Hydra, quartier



La mort d'Ambroise...  
prive le patronat français  
de son éminence grise

# Le Monde

## ECONOMIE

LES ENJEUX ▲ LES INITIATIVES

**EUROPE**  
La monnaie unique commence  
■ séduire les Français, qui, d'après un sondage, lui trouvent désormais autant d'avantages que d'inconvénients, rejoignant ainsi les autres ressortissants de l'Union monétaire (page IV)

**65 %**  
**DES ACCIDENTS DU TRAVAIL MORTELS SE PRODUISENT SUR LA ROUTE**  
Les chutes de hauteur et les accidents électriques sont les causes essentielles des ■ de décès restants (page V)

**BOUSSOLE**  
La République tchèque continue ■ s'appauvrir. Après une croissance limitée à 1 % en 1997, le PIB a baissé de 2,7 % en 1998 (page V)

**FOCUS**  
Le taux de pression fiscale en France est parmi les plus élevés d'Europe. Mais est-il possible de comparer des indicateurs qui reflètent des choix de politique publique différents ? (page VI)

**TRIBUNES**  
Un rapport, présenté par Yves Cannac, maître des requêtes honoraire au Conseil d'Etat, dénonce ■ dépenses improductives ■ l'Etat français, notamment celles de l'administration centrale (page VII)

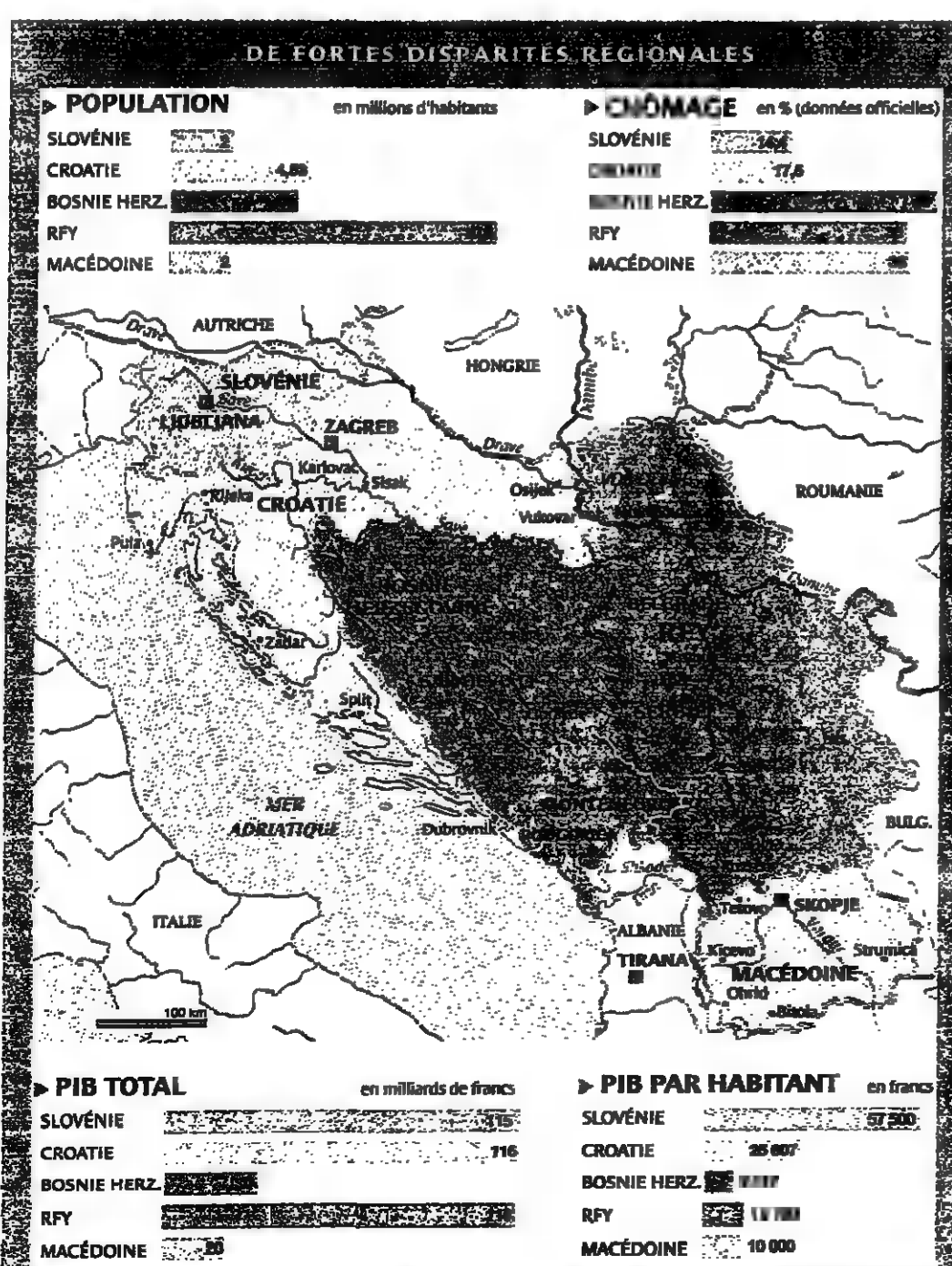
En République fédérale de Yougoslavie, le revenu par habitant a été divisé par deux en huit ans : à l'origine du conflit au Kosovo, il y a aussi ce bilan désastreux de Slobodan Milosevic. La crise pourrait fragiliser les pays voisins où affluent massivement les réfugiés

## Derrière la guerre, une économie balkanisée

**CHAOS**  
■ Slobodan Milosevic, ■ pouvoir depuis dix ■, n'a entrepris aucune réforme. La République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) est ■ maître de Belgrade dispose ■ réserves ■ de réseaux occultes qui lui permettent de financer son effort ■ guerre.  
■ Catherine Samary, professeur à l'université Paris-Dauphine, estime que pour stabiliser les Balkans, il faudrait reconstruire un espace économique commun, sans pour autant opposer aux liens avec l'Union européenne. ■ Les industriels occidentaux, en particulier ceux du secteur de l'armement, font leurs comptes. Le conflit devrait leur profiter.

Lorsqu'il avait participé, en avril 1987, au ■■■■■■■■■■■■ de Kosovo-Poljé, sur le fameux Champ ■■■■■■■■■■ qui, depuis la bataille perdue ■ 15 juin ■■■■■■■■■■ contre les Ottomans, est considéré comme le ■■■■■■■■■■ du mythe fondateur ■■■■■■■■■■ la ■■■■■■■■■■ serbe, Slobodan Milosevic, qui n'■■■■■■■■■ que le ■■■■■■■■■■ de la Ligue ■■■■■■■■■■ communistes de Serbie, ■■■■■■■■■■ ■■■■■■■■■■ à ses milliers de compatriotes venus exacerber le mythe serbe : jamais ils ne quitteraient cette région ; tout ■■■■■■■■■■ entrepris pour assurer la résurrection - politique et économique - de la Grande Serbie. Deux engagements ■■■■■■■■■■ qu'il devait régulièrement marteler ■■■■■■■■■■ accession ■■■■■■■■■■ pouvoir, quelques mois plus tard.

Depuis, ■■■■■■■■■■ mur de Berlin ■■■■■■■■■■ tombé, l'Europe ■■■■■■■■■■ l'Est s'est péniblement recomposée, la Yougoslavie a imploré - au prix d'une première guerre qui a fait au moins 250 000 morts - et le maître de Belgrade, au nom d'un nationalisme habilement entretenu, ■■■■■■■■■■ nouveau décidé de croiser le fer avec les Occidentaux pour tenir sa première promesse, celle de ne jamais céder la province du Kosovo à la majorité albanaise qui le peuple. Un ■■■■■■■■■■ efficace de masquer son échec économique.



**FUITE EN AVANT**  
Au fil des ans, la Serbie s'est enfoncée ■■■■■■■■■■ dépression dont la profondeur reste ■■■■■■■■■■ inconnue.  
« La fuite ■■■■■■■■■■ avant de Milosevic dans la guerre ■■■■■■■■■■ une façon de différer le règlement des problèmes qu'il ne veut ou ne peut pas traiter, sauf à mettre en danger sa survie à la tête du pouvoir », assure Chris Bennett, qui dirigeait jusqu'en février l'antenne bosniaque d'International Crisis Group, une organisation privée spécialisée dans l'analyse ■■■■■■■■■■ situations de crise. « En Serbie, ■■■■■■■■■■ population ■■■■■■■■■■ coutume de dire que Milosevic résout un conflit ■■■■■■■■■■ créant un ■■■■■■■■■■ conflit. Cela ■■■■■■■■■■ en politique comme en économie », souligne-t-il.

Après plus de ■■■■■■■■■■ ans ■■■■■■■■■■ pouvoir sans partage, le chantre du nationalisme serbe s'efforce d'escamoter, sous les slogans identitaires, un bilan désastreux. ■■■■■■■■■■ rapport à 1989, l'industrie a perdu plus de 70 % de ■■■■■■■■■■ production ■■■■■■■■■■ la richesse nationale ■■■■■■■■■■ réduite ■■■■■■■■■■ moitié. Avec un ■■■■■■■■■■ moyen ■■■■■■■■■■ quel qui varierait ■■■■■■■■■■ 750 ■■■■■■■■■■ 950 dinars (de 171,5 ■■■■■■■■■■ à 217 euros), les Yougoslaves ■■■■■■■■■■ parmi ■■■■■■■■■■ ouvriers ■■■■■■■■■■ moins bien payés d'Europe.

La Serbie, réduite ■■■■■■■■■■ un ■■■■■■■■■■ état d'appauvrissement, criblée de dettes, privée ■■■■■■■■■■ l'apport ■■■■■■■■■■ capitaux extérieurs, soumise depuis juin 1998 à ■■■■■■■■■■ nouvelles sanctions économiques ■■■■■■■■■■ raison ■■■■■■■■■■ offensives ■■■■■■■■■■ la police serbe et de l'armée ■■■■■■■■■■ la population d'origine albanaise du Kosovo, et, ■■■■■■■■■■ plus, confrontée ■■■■■■■■■■ la fronde du Monténégro soucieux ■■■■■■■■■■ desserrer l'étreinte politique ■■■■■■■■■■ Belgrade, peut-elle continuer ■■■■■■■■■■ vivre - à importer des biens d'équipement, ■■■■■■■■■■ acheter ■■■■■■■■■■ Airbus, ■■■■■■■■■■ exporter ■■■■■■■■■■ armes -, mais aussi à financer un effort de guerre ?

Grâce à l'économie parallèle qui contribuerait pour plus ■■■■■■■■■■ % à la formation du PIB, répondent les analystes économiques. Grâce, surtout, à des ressources occultes tirées de manipulations financières et de trafics en ■■■■■■■■■■ genre, aloutent les spécialistes du renseignement.  
« La Serbie risque de devenir le Pyongyang [Corée du Nord] de l'Europe », affirmait récemment un expert américain dans ■■■■■■■■■■ Financial Times. Le danger d'explosion - et ■■■■■■■■■■ contamination à l'ensemble de la région - ■■■■■■■■■■ réel. D'ores et déjà, ■■■■■■■■■■ 000 ■■■■■■■■■■ au moins ■■■■■■■■■■ ful le Kosovo sous la pression des forces serbes, la plupart d'entre ■■■■■■■■■■ gagnant l'Albanie, le pays le plus pauvre d'Europe et dont plus ■■■■■■■■■■ % de la population ■■■■■■■■■■ chômeurs.

**Visiblement,**  
vous ■■■■■■■■■■ des responsabilités.  
Ça tombe bien, maintenant vous pouvez les élargir.

**MBA**  
ESCP Accrédité AMBA's

Le MBA ESCP, programme inter-européen de management, s'adresse à de jeunes cadres fortement impliqués dans l'entreprise ■■■■■■■■■■ promis à ■■■■■■■■■■ évolution de carrière rapide.

Sa pédagogie originale ■■■■■■■■■■ temps partagé permet le maintien d'une responsabilité à plein-temps ■■■■■■■■■■ entreprise pour obtenir, en 18 mois, un diplôme de standard international (MBA). Programme bilingue anglais/français.

**Réunions d'informations**  
jeudi 29 avril ■■■ 20 mai 1999 à 18 h 30

**01 49 23 22 70**  
Email : penain@escp.fr

Le Groupe ESCP est agréé ESAC

Groupe Ecole Supérieure de Commerce de Paris

79, avenue de la République ■■■ 75011 Paris  
WEB : http://www.escp.fr

هكذا من الأصل



## CHAOS

## Questions-réponses

**1 Les disparités économiques régionales sont-elles accentuées au cours de l'ex-Yugoslavie ?**  
Il y a une ligne de partage entre le Nord et le Sud. La Croatie et la Slovénie sont engagées dans une stratégie d'ancrage à l'Union européenne. La Serbie fait partie des cinq pays de l'ex-bloc de l'Est qui profiteront du prochain élargissement de l'Union. Elle reçoit l'essentiel des investissements étrangers dans la région. Elle a adopté des réformes pour restructurer son économie et dispose d'une industrie performante. Le revenu par habitant est proche de celui de la Grèce.

La Croatie mise sur le tourisme, première source de devises du pays avant la guerre. Elle peut aussi compter sur la puissance financière de la diaspora qui rapatrie près de 6 milliards de francs (0,9 milliard d'euros) par an. Cet appui ne présente pas que des avantages. Le président Franjo Tudjman est aujourd'hui prisonnier des affaristes croates auxquels il a accordé d'importantes prébendes, notamment en leur attribuant une priorité des entreprises privatisées.

En Bosnie-Herzégovine et en Yougoslavie, où la situation est beaucoup moins brillante, les options du pouvoir demeurent très floues. En Bosnie, les accords de Dayton, fin 1995, n'ont pas rétabli la confiance entre les différentes communautés ethniques. Compte tenu de l'importance de l'aide internationale, il existe un risque de voir se développer une économie d'assistance. L'effort de reconstruction ne s'est pas encore accompagné de réformes de structure qui pourraient assurer un redémarrage durable. Chaque communauté essaye de retrouver sa sphère d'influence, sans coopérer. La seule coopération notable est celle qui s'est installée dans le commerce, à travers des trafics en tout genre ; le seul but de ce rapprochement étant d'échapper à l'impôt.

Dans la petite Macédoine, coincée entre la Grèce et l'Albanie, la situation reste aussi très difficile. Les réformes sont loin d'être achevées et la croissance est quasiment nulle depuis deux ans.

**2 Quelle est la réalité économique du Kosovo ?**

Le Kosovo, qui jusqu'en 1990 bénéficia d'un statut d'autonomie au sein de la République yougoslave, est une région essentiellement agricole. A partir des années 60, un embryon d'industrie a commencé à se développer à partir des ressources naturelles de la région : minéraux et métaux non ferreux, bois, charbon. Dans les années 80, la géographie – la population d'origine albanaise a doublé en

une génération –, conjuguée à faible développement économique de la région, a entraîné un important chômage.

Les difficultés de la transition économique et la volonté politique des Serbes de priver la majorité albanaise de tout pouvoir économique ont entraîné une forte dégradation de la production et des conditions de vie des Albanais.

La politique de discrimination menée à leur encontre (refus d'accès aux emplois publics, interdiction de vendre, d'acheter des biens immobiliers, rattachement de toutes les entreprises albanaises à des entreprises serbes...) a été un facteur important de désorganisation économique et sociale.

**3 Quel impact le conflit a-t-il eu sur l'Albanie ?**

L'Albanie, qui est le pays le plus pauvre de la région (un PIB de 14,4 milliards de francs, soit 2,2 milliards d'euros, pour une population de 3,4 millions d'habitants), a déjà accueilli plus de 100 000 réfugiés depuis le début de la guerre au Kosovo. C'est un élément de déstabilisation pour cette économie qui sort à peine d'une très grave crise en 1997. Le système bancaire en faillite avait alors ruiné la majorité des épargnants. La production industrielle ne décolle pas et le pays survit grâce aux transferts de capitaux de la diaspora (environ 2,4 milliards de francs, soit 0,36 milliard d'euros, par an) et de l'économie parallèle.

En 1997, la communauté internationale avait promis à l'Albanie une aide à la reconstruction de 3,6 milliards de francs (0,53 milliard d'euros) sur trois ans. Seule une petite partie de cette aide a été versée, en raison de la désorganisation de l'appareil d'Etat et de la corruption.

**4 Quelles sont l'ampleur des déplacements de population dans la région ?**

Lors de la guerre de Bosnie qui s'est achevée en 1995, 100 000 personnes ont fui : 40 % se sont réfugiées en Serbie, 35 % en Allemagne et 15 % en Croatie. Deux ans après la fin du conflit, 80 % d'entre elles n'étaient toujours pas rentrées chez elles.

Depuis le début du conflit entre Serbes et Albanais du Kosovo, plus de 150 000 Kosovars ont quitté la province, après la destruction de tous leurs titres de propriété et de leurs papiers d'identité. 67 % auraient gagné l'Albanie, 18 % la Macédoine et 15 % environ auraient rejoint le Monténégro. Cet afflux de réfugiés pose un problème à ces régions d'accueil, très pauvres. Elles ont demandé le soutien de la communauté internationale, qui a financé leur accueil et leur aide encore limitée.

## La Yougoslavie de Slobodan Milosevic survit entre immobilisme et clientélisme

Dans la Yougoslavie de Slobodan Milosevic, l'économie ressemble à un château de cartes posé sur des sables mouvants. Chaque jour, elle s'enfonce un peu plus pour autant s'écrouler totalement. Isolée, exsangue, appauvrie par huit années d'aventures guerrières qui ont absorbé l'essentiel des ressources, déstabilisée par l'arrivée de 320 000 réfugiés, résultat de la guerre de Bosnie, le pays survit malgré tout. La population, résignée, semble avoir pris son parti de la situation que Belgrade justifie par l'autarcie que lui impose la communauté internationale.

Le revenu par habitant n'atteint plus que 1 760 dollars (1 638 euros) par an, soit la moitié de la moyenne mondiale. Le chômage, qui atteint 30 % selon les statistiques officielles, est en réalité beaucoup plus élevé. Un chiffre qui serait très en dessous de la réalité, selon les experts indépendants car, sur les 2,2 millions de salariés recensés dans les entreprises, 100 000 seraient employés à ne rien faire.

Les salaires et pensions sont payés avec plusieurs mois de retard. Le dernier salaire d'une paie versée à l'heure remonte à septembre 1997, à la veille des élections législatives et présidentielles. Slobodan Milosevic avait alors utilisé une partie de l'argent de la seule privatisation réalisée dans le pays, celle de l'entreprise d'Etat des télécoms, vendue quelques mois plus tôt à deux reprises italienne et grecque pour 1,5 milliard de dollars (1,4 milliard d'euros). Le système D, les petits boulots non déclarés, l'argent des parents reçus de l'étranger (plus de

Le revenu par habitant a été divisé par deux depuis 1991. L'absence de réformes permet, paradoxalement, au pouvoir de se maintenir en place

800 000 dollars par an transparaissent par le commerce des valises) permettent de tenir le coup. Les villes restent bien approvisionnées en produits agricoles, et si les prix alimentaires augmentent, c'est à un rythme moins rapide que l'inflation générale (50 % en 1998).

Épargnés par l'embargo imposé à la Serbie jusqu'aux accords de Dayton en 1995, l'agriculture et l'industrie agroalimentaire font partie des secteurs qui n'ont pas souffert. Le monde rural, qui vit encore plus de 40 % de la population, reste un des principaux soutiens au régime. Car les agriculteurs, propriétaires à plus de 90 % de leur exploitation, profitent d'un système de prix garantis par l'Etat. Dans la Yougoslavie qui fait naufrage, la force de Slobodan Milosevic réside paradoxalement dans son inertie et dans la gestion habile des clientèles garantes de son maintien au pouvoir. Alors que l'ex-bloc de l'Est est engagé dans une transition vers le capitalisme, ici le statu quo de mise. Même si tous les ans, en décembre, le président yougoslave prononce un discours-programme qui fait la part belle aux réformes et à l'économie de marché.

En 1997, une loi sur les privatisations a été adoptée avec une

5 000 entreprises à vendre, aucune opération n'a été réalisée à l'exception de celle concernant la compagnie aérienne Belgrade qui a été privatisée, mais maladroitement par une partie de l'opposition, et par les populations. Les ouvriers qui, dans le modèle yougoslave, restent les propriétaires de leur entreprise, savent que les privatisations auront un coût en termes d'emplois.

L'industrie tourne à moyenne vitesse, mais ses capacités de production. Mais, il ne s'agit que d'une moyenne. L'entreprise automobile Zastava, productrice de voitures Jugo, fabrique 220 000 voitures en 1997. L'an dernier, seulement 9 000 voitures ont été produites. La fabrication de voitures, de fait, pour privatiser, remettre à niveau un outil industriel obsolète, il faudrait pouvoir appeler des capitaux privés locaux ou étrangers. Or face à la dégradation de la situation au Kosovo, l'Occident a imposé, de

puis juin 1998, des sanctions économiques à Belgrade, parmi lesquelles l'interdiction de tout investissement étranger en Serbie et le gel de toutes les transactions financières.

Ces nouvelles mesures renforcent un peu plus l'isolement de la Serbie et la communauté financière internationale. En cessation de paiement depuis 1992, le pays doit toujours 2,5 milliards de dollars au Fonds monétaire international (FMI), une dette héritée de l'ancienne Yougoslavie. Ce contentieux bloque l'accès à la communauté financière internationale, notamment la reconstruction et le développement (BERD), spécialisée sur l'Europe de l'Est, mais aussi aux marchés financiers internationaux. Les demandes répétées de réajustement d'une dette totale, qui s'élève à 10 milliards de dollars environ, auprès du Club de Paris et du Club de Londres ont pour raison d'échec. La situation financière du gouvernement a partie liée avec l'Etat. Le budget n'est pas publié et il ne faut pas se fier aux pronostics sur les moyens dont dispose Slobodan Milosevic. Mais, comme la Serbie avait réussi à contourner l'embargo des Occidentaux, il semble qu'elle ait pu parvenir à réactiver des circuits de financements parallèles. L'Airbus reçu récemment le premier avion pour l'achat par Belgrade de huit appareils, par l'intermédiaire d'une banque de Hongkong. Au demeurant, les frappes militaires de l'OTAN ont contribué à resserrer les rangs autour du maître de Belgrade. Et l'idée selon laquelle les Occidentaux par leur acharnement contre la Serbie ont les vrais responsables de l'appauvrissement général n'a jamais été aussi populaire.

L. C.

## Bibliographie

- L'Europe médiane, reconstruction et nouveaux défis, ouvrage collectif de la Commission de l'Europe de l'Est (La Découverte, 1997, 256 p., 120 F, 18,29 euros).
- Mutations en Europe médiane, de Gabriel Wackermann, Christine Aquilias, Violette Rey (Sedes, 1997, 416 p., 130 F, 18,29 euros).
- Europe médiane et indépendants 1997 : acquis et disparités économiques (La Documentation française, Le Courrier des pays de l'Est, n° 428-429, mars-avril-mai 1998, 150 F, 22,86 euros).
- Myriam Milieu (Mille et Une Nuits, 1999, 96 p., 13 F, 1,98 euro).

## Une région sous perfusion financière internationale

L Bosnie-Herzégovine est, toute la région affectée par la guerre, la région la plus pauvre de la région. Elle est la plus importante soutien financier à la communauté internationale. Avec un PIB de 5,1 milliards de dollars (4,75 milliards d'euros) sur trois ans, l'aide internationale, prévue par les accords de Dayton d'octobre 1995 et émise par la Banque mondiale, a servi à refonder en partie une économie ruinée par la guerre.

Entre 1992 et 1995, les 4,1 millions de Bosnie-Herzégovins ont vu leur PIB par tête réduit de moitié. Toutefois, la remise sur pied des infrastructures (routes, ponts, maisons, eau potable...) et des services publics (éducation, transports, électricité...) a entraîné une hausse du PIB (+55 %) en 1997 et (+37 %) en 1998. La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a prévu d'injecter 73 millions d'euros dans neuf projets de développement. L'ancienne République yougoslave de Macédoine (2 millions d'habitants) devrait, elle, bénéficier d'une aide internationale d'environ 0,5 milliard de dollars (0,47 milliard d'euros) pilotée par la Banque mondiale, destinée à réorienter l'économie largement planifiée vers le marché. En 1998, la BERD a également prévu

d'injecter 163 millions d'euros dans une dizaine de projets de développement. Outre d'importantes tensions avec une forte minorité albanaise (23 % de la population) et un ensemble d'ethnies – turque, serbe, rom... –, la Macédoine a souffert de la guerre en Bosnie et au Kosovo et des sanctions qui continuent à frapper la Serbie. Les flux de réfugiés albains contribuent aujourd'hui à une économie qui est à la peine d'une sévère récession.

## TRANSITION

La Croatie, relativement développée comparée à la Bosnie ou à la Macédoine, a été l'un des pôles d'attraction de l'aide internationale. Avec un total de 620 millions de dollars (577 millions d'euros) en provenance de la Banque mondiale et de 435 millions d'euros prêtés par la BERD, l'économie croate accélère sa transition vers une économie de marché. Si les grands équilibres ont été respectés – inflation à 3,7 %, déficit budgétaire à 1,3 % du PIB pour une croissance de 6,5 % en 1997 –, quelques points noirs subsistent. Notamment une balance des paiements déficitaire (12,5 % du PIB), une épargne faible des dépenses publiques très élevées (52 % du PIB). Le tourisme, qui est un poste-clé de l'économie

croate, continue de souffrir de la guerre dans les Balkans. Face au marasme qui frappe l'ensemble de la région, la Slovénie apparaît comme un îlot de prospérité. Ses deux millions d'habitants jouissent d'un PIB de 9 415 dollars (8 135 euros) par tête en 1997, et son économie, ouverte sur l'extérieur, a une structure semblable à celle de l'Europe de l'Ouest : les services représentent 60 % du PIB, l'industrie y concourt pour 32 %. L'aide internationale y est évidemment plus faible qu'ailleurs : 136 millions de dollars (127 millions d'euros) par la Banque mondiale sur trois projets et 328 millions d'euros consacrés par la BERD à vingt-neuf dossiers d'investissement et de services.

La situation de Slobodan Milosevic, qui n'est plus éligible à l'aide internationale : raison de sa politique jugée agressive à l'égard de ses voisins, mais aussi parce qu'il n'ayant pas remboursé ses dettes au FMI et à la Banque mondiale, elle ne peut plus prétendre à l'aide internationale. Seul le Monténégro, inclus dans la République serbe, bénéficie d'un crédit global de 8 millions d'euros en provenance de l'Union européenne.

Yves Mamou

## Un effort de guerre financé par des réseaux occultes

Comment Slobodan Milosevic peut-il disposer de troupes et de factions paramilitaires lourdement armées, alors que la Yougoslavie est économiquement exsangue ? Aucune réponse possible, à moins de plonger dans les réseaux financiers souterrains du maître de Belgrade. Les experts consultés, dans les banques, dans les entreprises, dans l'armée refusent de dévoiler. Mais ils révèlent quelques pistes.

Premier rappel : surtout pas négliger les stocks de l'armée fédérale récupérés par les Serbes lors de la partition de 1991. Du matériel, et en masse, puisqu'à l'époque l'armée nationale yougoslave était parmi les premières d'Europe après celle d'URSS. Dans les galeries creusées dans les montagnes, on dissimule avions, munitions (jusqu'à 250 millions de tonnes, en croire un expert), etc.

1991, année de proclamation de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, est aussi l'occasion de s'approprier les réserves (10 milliards de dollars, soit 9,3 milliards d'euros) de la banque centrale, dont le siège était à Belgrade. Un matelas

Belgrade a des moyens : l'argent et les armes hérités de l'ex-Yougoslavie, la spoliation des épargnants, les revenus de divers trafics, l'aide de Moscou et de Pékin

qui a conforté (aussi en 1991) d'abord par la confiscation des avoirs personnels des petits épargnants (pour un montant de 6,5 milliards de dollars, soit 6 milliards d'euros) dans les banques, puis par détournement de certains avoirs déposés dans les banques à l'étranger, la Banque franco-yougoslave. Une affaire suivie en temps par les tribunaux français.

Plus sophistiqué, le système « pyramidal », également utilisé en Al-

banie, a permis à Slobodan Milosevic (qui fut banquier, il ne faut pas l'oublier) de spéculer à nouveau, dès 1992, des milliers d'épargnants. Attirés par des promesses d'un rendement miroir (plus de 10 % sur un mois), les Serbes ont vidé leurs bas de laine – au sens littéral du terme car, échoués par la saisie de leurs avoirs individuels, la population préfère, depuis, garder l'argent à domicile –, pour confier leurs économies à des sociétés financières. Au début, tout se passait pour le mieux, l'argent du flot continu des entrants (de plus en plus nombreux, car mis en confiance) permettait de rémunérer les intérêts. Quand les épargnants réclamèrent leur argent, les sociétés, incapables de rembourser, se sont déclarées en faillite. En réalité, les fonds avaient quitté le pays pour être placés à l'étranger.

L'économie yougoslave étant trafiquée, l'effort de guerre pénalisait les citoyens en direct – et cette fois-ci – subterfuge financier –, soumis régulièrement à de nouveaux impôts. En dépit des difficultés quotidiennes, ils peuvent s'en acquitter en raison, notamment, de

l'argent des familles à l'étranger. « Ce système, que l'on peut comparer à celui qui existait en France pendant la guerre, a permis de maintenir le niveau de vie des citoyens », confirme-t-on à l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Autre piste : le commerce. Oh l'on s'aperçoit que l'embargo reste d'une efficacité économique limitée. Les populations en pâtissent, les proches du pouvoir beaucoup moins. Les importations, les trafics sont organisés (essence dans un premier temps, cigarettes, alcool, etc.), permettent la constitution

de monopoles, entre autres du réseau Milosevic. Les armes, puisque s'achète en France depuis la chute du mur de Berlin, la contrebande, la rage, l'on s'intéresse aux exportations, la Yougoslavie de Slobodan Milosevic a traditionnellement le pays avant 1991 –, vendeuse d'armes. La direction de l'Afrique, on découvre les chars de l'armée de Laurent-Désiré Kabila, lors de sa prise de pouvoir au Congo en mai 1997. Autre dossier évoqué par les experts financiers : celui de la drogue. « Impor-

tant, certes, mais finalement pas plus qu'en Croatie où des laboratoires ont été démantelés par les Américains », explique un expert de l'IFRI.

Parmi les sources de financement, il faut bien sûr compter avec la diaspora serbe, importante au Canada, aux Etats-Unis, et en France. Belgrade reçoit certainement, via les sociétés écran, le soutien financier d'un certain nombre d'hommes d'affaires.

Enfin, il y a l'entourage immédiat de Slobodan Milosevic. Ses frères, ses amis, aujourd'hui ambassadeurs à l'étranger, ont été longtemps à l'intérieur du pays. Il y a aussi sa femme, Mirjana, à la tête du parti de la Gauche yougoslave unitaire, marxiste convaincue. Elle est le pivot, à en croire un ancien ingénieur de l'armement, des privilèges entretenus avec la Chine où est diffusée une œuvre de la gloire du communisme. « En fait, on doit aussi chercher des financements de ce côté là », ajoute un expert. Dans quel but ? Pour quel objectif d'ascenseur futur ? Les experts restent muets.

Marie-Françoise Dumortier



# n Milosevic et clientélisme

Catherine Samary, professeur d'économie à Paris-Dauphine

## « La course pour l'appropriation des territoires et des richesses n'est pas finie »

Existe-t-il des conflits économiques ? Un conflit que l'on présente avant tout comme politique et religieux ? La situation économique de la Yougoslavie (Serbie-Monténégro) peut-elle être un des éléments expliquant la lutte en avant de Slobodan Milosevic ?

La crise yougoslave n'est pas due à l'impossibilité de vivre ensemble, mais à des facteurs socio-économiques qui se sont combinés à une crise économique.

Il y a d'abord, le creusement des inégalités de développement à la fin des années 80, des progrès considérables réalisés, mais le revenu par habitant variait encore de 1 à 7 entre la République la plus riche, la Slovaquie, et la région la plus pauvre, le Kosovo. Les régions riches redistribuées aux régions plus pauvres étaient gérées avec transparence. A un bout, le Kosovo, la grève des manifestations mineures. Si motivées par des raisons économiques. L'autre bout, la Slovaquie, la Croatie, les plus contributeurs au fonds d'aide au développement, qui rejetaient leur quote-part. Ils estimaient exploitées, même si elles étaient comptées dans leur bilan du marché yougoslave et les matières premières à bas prix qui leur étaient fournies. La Serbie, dont le revenu par habitant se situait à la moyenne de la fédération, estimait,



Catherine Samary

Professeur d'économie appliquée à l'université Paris-Dauphine. Catherine Samary, cinquante-trois ans, est partie du Centre de recherche scientifique (CNRS), spécialisée sur les problèmes de la transition des économies de l'ex-bloc à l'Est. Elle a publié *La Déchirure yougoslave*, une expérience d'Europe, en 1994, aux éditions l'Harmattan.

elle aussi, être trop ponctionnée financièrement. Dans le temps, les conflits se multipliaient avec le gouvernement yougoslave qui devait gérer une dette extérieure de 20 milliards de dollars. Enfin, l'ouverture aux privatisations, à la fin de la décennie, allait accentuer

les conflits d'intérêts pour déterminer qui allait en bénéficier, de la bureaucratie à la République.

Quels sont les enjeux de ces conflits ?

Il y avait, d'un côté, les plus riches, la Croatie et la Slovaquie, à la création d'une confédération qui leur donnerait une quasi-indépendance ; de l'autre, les moins favorisés, la Bosnie et la Macédoine, qui se battaient pour le contrôle d'une République avec le renforcement des inégalités. La Serbie était favorable à une solution qui renforcerait le pouvoir des Serbes, tant sur le plan politique qu'économique, en faisant notamment valoir le poids de la population serbe dans l'ensemble yougoslave.

Les conflits qui vont s'engager à partir de 1992, il y a évidemment un enjeu de contrôle des territoires, c'est-à-dire des richesses. Le discours de Slobodan Milosevic s'appuie sur le thème des droits des Serbes dans les autres Républiques. Mais il y a aussi la tentation d'aller jusqu'à la mer en s'emparant de Dubrovnik. Et il s'agit bien là d'un enjeu économique.

Aujourd'hui, le conflit avec le Kosovo est un nouveau mode de légitimation pour Belgrade. D'autant plus efficace que la Serbie se présente comme une victime. Victime d'un complot de la communauté in-

ternationale, des frappes de l'OTAN, victime des sanctions économiques. Cette position rend plus acceptable la situation économique qui n'a cessé de se dégrader.

Le processus de transition dans les Balkans, sur le plan politique, s'est-il accompagné d'un processus économique ? Les Républiques ?

Chaque d'entre elles a fait des efforts de privatisation pour elle-même, et même de se tourner vers l'Union européenne en tant que partenaire. Dans cette démarche, la Serbie a été la plus présente. Les autres, les Républiques, les peuples balkaniques, incapables de se mettre à travailler.

Pour autant, la transition de l'économie de marché n'a pas balayé la singularité du modèle yougoslave fondé sur la propriété sociale, « à tous et à personne ». La tendance à l'élaborer la propriété pour l'autoconsommation s'est maintenue partout, mais elle s'est heurtée partout à des formes de résistance des marchés locaux.

En Slovaquie, par exemple, les privatisations ont été très avancées.

La transition a-t-elle pu manifester ici par une volonté de contrôler le processus de transition et de reconstruction de l'économie.

Quatre ans après les accords de Dayton, dans quelle situation se trouvent les Républiques de l'ex-Milosevic yougoslave ?

L'écroulement de la Fédération yougoslave n'a pas encore débouché sur une situation cohérente. La situation reste très fragile. Et elle va évoluer pour la Croatie. Dans cette République, le chômage est plus de 10 % de la population active alors qu'il était inférieur à la fin des années 80.

Ce coût de la transition est un problème pour approfondir le processus des réformes. Les pouvoirs publics, en place partout, empêchent une gestion coopérative de la région. La région pour l'appropriation des richesses n'est pas finie. Le processus d'écroulement reste en cours. Le Monténégro affirme de plus en plus son indépendance vis-à-vis de Belgrade.

C'est pourtant le processus inverse qu'il faut encourager. Pour qu'il n'y ait pas de grande Serbie, la grande Albanie, il faut proposer des solutions politiques et juridiques de coopération.

Comment analysez-vous la situation économique de la zone alors que la cohérence construite sous le régime yougoslave a été rompue ?

Les petites entités des Balkans ont une population dépasse la peine 2 millions d'habitants pour la Macédoine ou pour la Slovaquie n'ont pas pu vivre sans elle. Il y a donc

un double mouvement, la décomposition et la recomposition.

Cette recomposition se fait sous l'Union européenne pour tous les pays de l'Europe centrale et orientale. Mais je pense qu'elle est insuffisante et dangereuse car elle crée une dépendance et une ouverture de ces économies à l'égard de l'Union européenne qui n'est pas tout bénéfice.

Leurs balances commerciales enregistrent toutes des déficits. Leurs exportations et leur croissance dépendent aujourd'hui de la croissance de leurs industries industrialisées. Alors que, dans le même temps, leur ouverture et leur nouveau mode de consommation a généré des besoins d'importations qui fragilisent leurs équilibres financiers.

Pour stabiliser la région, il faudrait reconstruire, sans l'opposer à l'Union européenne, un espace économique commun.

Le processus de la Yougoslavie en 1991 a été interprété comme d'une construction artificielle. Je ne pense pas avoir avis. Je pense que l'échec est venu du manque de démocratie dans le processus de décision et d'un manque de maîtrise des mécanismes socio-économiques permettant de réduire les disparités régionales. Cet échec devrait être médité par l'Union européenne.

Propos recueillis par Laurence Caravel

## Des contrats pour les Occidentaux ?

Ren de tel qu'une bonne guerre pour dynamiser les économies, ont coutume de dire les cyniques. Dans le cas du conflit au Kosovo, les Occidentaux ont renouvelé l'armement ne seront pas déçus : « Ce ne sont pas les produits consommables, les bombes ; l'impact ne sera pas significatif », estime Tassos Philippakos, spécialiste du secteur de l'armement au bureau de Moody's à New York.

La plupart des matériels utilisés par les armées de l'OTAN sont anciens (à l'exception du bombardier furtif B-2 de Northrop Grumman), et ne seront donc pas renouvelés ; c'est en particulier le cas du chasseur furtif américain F-117A de Lockheed, abattu dès les premiers jours du conflit.

Les conséquences sont même clairement négatives pour l'industrie de l'armement française pour qui « la Yougoslavie a été un marché très intéressant », explique Christian Schmidt, professeur à l'université Paris-Dauphine et spécialiste des répercussions des guerres sur l'économie. « Malgré l'absence de chiffres officiels depuis 1996, explique-t-il, on sait que de nombreux matériels utilisés par les Serbes sont français. Les Gazelle et Falcon ont été fabriqués en coproduction Serbes. Les Français ont définitivement perdu ce marché. »

### MARCHÉ BOURSIER

Cette guerre ne va-t-elle néanmoins dynamiser les investissements militaires ? A New York, les experts de Merrill Lynch se demandent si « le fait que les bombardements n'aient pas stoppé le nettoyage ethnique au Kosovo ne va pas dissuader les gouvernements d'investir dans la modernisation de leurs forces militaires et leur système aérien ». Mais il leur semble plus probable que cette dissuasion ne joue pas. Le marché boursier réagit d'ailleurs dans ce sens.

À Wall Street, près d'une semaine après le début des frappes aériennes, la progression des actions des entreprises du secteur de la défense était en moyenne plus forte que la hausse de la Bourse, qui elle-même se comportait très bien.

Sans doute les investisseurs anticipaient-ils également des effets positifs quant à l'augmentation des budgets du Pentagone. Le 1<sup>er</sup> février, Bill Clinton leur avait déjà donné des espoirs. Lors de la présentation de son projet de budget pour l'année fiscale 2000 au Congrès américain, il a proposé, pour la première fois depuis 1985, d'augmenter les dépenses militaires. Les budgets de défense des petits pays devront

également être révisés. « L'effondrement des budgets militaires suite à la chute du mur de Berlin, va être enrayé par ces micro-conflits, estime le représentant d'une grande banque d'affaires américaine, qui préfère garder l'anonymat. Cela va encourager les pays du monde entier à se sé-

Certes, comme le fait remarquer Tassos Philippakos, il ne faut pas s'attendre à retrouver les effets de la guerre du Golfe qui s'étaient traduits en « achats significatifs de plusieurs milliards de dollars de la part des pays voisins ». Les pays voisins de la Serbie n'ont pas les moyens de l'Arabie saoudite, du Koweït ou des Emirats arabes unis. « Mais cela pourrait inciter l'OTAN, à les aider financièrement à s'armer », Christian Schmidt.

La situation pourrait aussi avoir des conséquences sur la mise aux normes des armées polonaise, tchèque et hongroise, qui ont intégré l'OTAN le 12 mars. « Les pays concernés n'en ont pas les moyens. Et les Américains ne veulent pas financer », estime Dominique David, de l'Institut français des relations internationales (IFRI). « Les Américains pourraient revenir sur leur position », rétorque Christian Schmidt.

Les industriels américains seraient les premiers à profiter de la situation. Déjà « ce sont eux qui décident des normes, et favorisent donc les industriels », analyse Dominique David. Le conflit au Kosovo leur a en effet offert une belle vitrine. Le bombardier furtif B-2, qui a fait ses débuts opérationnels dans les Balkans le 12 mars, a été amplement vu. Alors que les Européens étaient présents, mais ne voulaient pas le montrer », observe Christian Schmidt.

Les industriels français ne font pourtant pas grise mine. « Le conflit a montré la nécessité de disposer de systèmes d'armes stand-off, comme le Tomahawk américain. Or les Apache et les Shadows de l'entreprise franco-britannique BAE Dynamics seront disponibles dès le début de l'année prochaine », note un représentant des industriels français.

« La multiplication des conflits va profiter à tout le monde », conclut cyniquement un analyste. Une opinion partagée par Christian Schmidt. « De plus, si Milosevic s'en va, les premiers gagnants seront les opérateurs de BTP qui participeront à la reconstruction. Les Français seront alors les mieux placés. Ils sauront faire valoir leur tradition avec la Serbie... »

Annie Kahn

Voilà ce qui se passe quand tous les éléments brillants d'une entreprise unissent leurs talents.

Tous les entrepreneurs ont des talents individuellement brillants. Mais pour atteindre des objectifs élevés, ils doivent apprendre à unir leurs forces pour être brillants tous ensemble.

Aider à améliorer vos résultats de façon spectaculaire en coordonnant vos compétences fondamentales. Notre expérience unique, acquise dans le monde entier, nous a donné la capacité d'harmoniser technologie, stratégie, organisation et ressources humaines.

Ainsi même si vous décidez de décrocher la lune, nous pouvons vous aider à réussir.

**Andersen Consulting**

Andersen Consulting pour vous

مركز من الأمل



## DROIT ET ÉCONOMIE

par Stéphane Corone

## L'électricité ouverte à la concurrence

Depuis le 19 février 1999, le secteur de l'électricité s'est partiellement ouvert à la concurrence. Pour parvenir à ce premier pas vers une libéralisation, il a fallu neuf années, durant lesquelles se sont opposés les partisans d'une ouverture progressive attachés à la notion de service public et les tenants d'une libéralisation immédiate. La directive du 19 décembre 1996 (1), qui organise le marché européen de l'électricité, traduit ce compromis. Elle prévoit une ouverture progressive de ce secteur, en permettant d'abord aux gros consommateurs de s'approvisionner auprès d'un producteur de leur choix, puis sur le territoire d'un Etat membre de la Communauté européenne. Ces clients « éligibles », qui bénéficient en premier de l'ouverture du marché, sont déterminés en fonction de leur consommation annuelle. Il s'agit des consommateurs qui consomment plus de 100 gigawattheures par an. Ils peuvent donc désormais choisir librement leur fournisseur sans qu'il soit besoin qu'une loi nationale transpose le texte européen en droit interne, car la directive est d'application directe. Cela concerne, en France, environ 200 sites industriels représentant une consommation estimée à 17,5 milliards de francs (2,67 milliards d'euros), soit 20 % des ventes d'EDF.

Pour les consommateurs, la directive prévoit que chaque Etat membre se doit de fixer la date d'accès à la concurrence par une loi nationale. Celle-ci devait être prise dans un délai maximal de deux ans, c'est-à-dire avant le 19 février 1999. La France est en retard, puisqu'elle n'a toujours pas transposé la directive. Le projet de loi qui doit le faire est en cours de discussion devant le Parlement (2).

Ce projet prévoit une transposition à minima qui respecte les exigences de Bruxelles en matière de libéralisation, mais sans aller au-delà. En clair, il reproduit à l'identique les seuils minimaux d'ouverture imposés par le texte européen. Ainsi, dès l'entrée en vigueur de cette loi, les industriels consommant plus de 40 GWh par an auront accès à la concurrence. Ce seuil d'ouverture est ensuite abaissé à 20 GWh pour l'an 2000, puis à 10 GWh en 2001. Si cette libéralisation est progressive, elle est néanmoins significative, puisqu'elle concernera, pour la tranche des consommateurs de plus de 40 GWh, 440 entreprises représentant 26 % de la consommation nationale, puis 800 entreprises en l'an 2000, soit 30 % de la consommation française, et enfin 3 000 industriels en 2003, soit un tiers de la consommation nationale.

Pour relever ce défi et affronter le marché à armes égales avec ses concurrents, le projet de loi prévoit une modernisation de l'entreprise publique, qui passe notamment par une diversification de ses activités. EDF, comme ses concurrents, pourra ainsi proposer une offre « multiservice » et « multiénergies ». L'opérateur aura la possibilité de vendre des prestations techniques ou commerciales connexes à la fourniture d'électricité, telle, par exemple, l'installation de réseaux de chaleur. Ces nouveaux services devraient permettre de répondre aux besoins de ses gros clients, comme Ushor, Renault, ou Air Liquide, qui en ont déjà fait la demande. EDF pourra également proposer une offre « multiénergies » dans le cadre de laquelle un rapprochement avec les autres fournisseurs d'énergie sera envisagé. En revanche, le projet de loi ne prévoit pas de modification importante dans la structure d'EDF, qui reste une entité intégrée de production, de distribution et de transport de l'électricité. Toutefois, l'activité de transport sera gérée séparément afin de garantir un transit « loyal » de l'énergie produite par ses concurrents. A cet effet, le gestionnaire du réseau de transport (GRT) devra fonctionner en toute indépendance, même s'il demeure intégré à EDF. Il sera doté de moyens propres, son budget et sa comptabilité seront individualisés et ses résultats seront transparents. Notons qu'EDF n'a pas attendu la transposition de la directive pour anticiper cette évolution. L'opérateur a d'ores et déjà confié à une direction la charge de négocier avec les clients les modes techniques de raccordement et d'utilisation du réseau de transport, ainsi que les modalités de facturation. Enfin, le projet de loi précise – pour la première fois – les missions de services publics qui sont imparties à l'opérateur. L'entreprise est tenue de garantir l'approvisionnement pour tous, sur l'ensemble du territoire, à un prix égal, ce qui implique le maintien de la péréquation géographique des tarifs.

Pour compenser le surcoût résultant de ces missions de service public, le projet de loi institue un mécanisme de financement, qui prend la forme d'un fonds du service public de la production d'électricité. Ce fonds, géré par la Caisse des dépôts et consignations, sera alimenté par des contributions versées par l'ensemble des producteurs qui vendront de l'électricité en France.

Pour veiller au bon fonctionnement du marché, autrement dit l'exercice d'une concurrence loyale, le projet crée une commission de régulation indépendante, dotée d'un pouvoir de sanctions. Cette instance devra notamment donner son avis sur les tarifs pratiqués par EDF pour faire transiter l'électricité de ses concurrents, tarifs qui seront fixés par décret.

Il reste que le retard pris par la France pour transposer la directive pourrait pénaliser EDF, car le texte européen comporte une clause de réciprocité qui interdit au producteur d'un pays dont les clients éligibles n'ont pas accès à la concurrence faite par la transposition de la directive de démarcher les consommateurs des autres Etats membres. En outre, l'ouverture a déjà eu pour conséquence de faire perdre à l'entreprise publique deux de ses gros clients (consommant plus de 100 GWh par an), qui ont préféré s'approvisionner auprès d'autres fournisseurs.

Il semble pourtant, selon le rapport de la Commission des lois (3) qu'EDF soit bien placée au niveau des tarifs. L'opérateur a amorcé une baisse de ses prix depuis une dizaine d'années, à la suite d'importants gains de productivité. Ainsi, entre 1989 et 1996, ses prix hors taxes ont augmenté moins vite que l'inflation, ce qui correspondrait à une diminution de 8,1 % en francs constants. Par ailleurs, le contrat d'entreprise 1997-2000 prévoit une baisse des prix de l'électricité de 1,1 % sur quatre ans en faveur des clients captifs, principalement les particuliers, qui n'ont pas accès à la concurrence et continuent de dépendre d'EDF.

Agence Juris Presse

- (1) Directive 96/92 CE, du 19/12/1996.  
(2) Projet de loi n° 1253 « relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité ».  
(3) Rapport de la commission de la production et des échanges auprès de l'Assemblée nationale n° 1371.

## La monnaie unique commence à séduire les Français

Trois mois après que la monnaie unique européenne a vu le jour, une fois passée l'euphorie qui a marqué sa naissance, l'euro ne fait vraiment recette auprès de l'opinion publique. Pourtant, à en croire l'étude sur « Le sentiment européen de la consommation » réalisée par Ipsos pour le compte de la Commission européenne, la consommation après la création de l'euro, réalisée par Ipsos pour le compte de la Commission européenne, a été jugée positive par 64,3 % des personnes âgées de 15 ans et plus, dans sept pays européens (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Portugal) et un autre (Grande-Bretagne), les Français rejoignant ainsi les autres membres de l'Union.

Mais, ajoute-t-il, « le véritable test intervient après l'accord d'Amsterdam, destiné à améliorer le contenu du traité de Maastricht, et après mai 1999 lorsque la liste des pays admis à constituer la monnaie unique a été connue ».

Le basculement a été particulièrement marqué en Allemagne, de 44 % aujourd'hui le plus confiant dans les avantages de l'euro (53 % des personnes interrogées) alors qu'en février 1998, lors d'une précédente vague de consultations Ipsos/Sofino dans les mêmes conditions, une large majorité (71 %) trouvait plus d'inconvénients que d'avantages à se lancer dans l'aventure de la monnaie unique.

On a aussi, pour la première fois, depuis un peu plus de deux ans qu'est mené ce type d'étude, une véritable homogénéisation de l'opinion publique à l'égard de l'euro, qui équivaut à une légitimation des politiques économiques menées en Europe dans la perspective de la monnaie unique, estiment les responsables de l'étude. Cependant, tiennent-ils à souligner, il s'agit là d'un comportement global. Dans le détail, des nuances s'apparentent.

Ainsi, dans le cas de la France, en dépit de la nette amélioration constatée, sur une période récente, vis-à-vis des avantages que peut procurer l'euro, certains segments de Français continuent de manifester leur inquiétude. « Les femmes, les personnes âgées et les personnes s'interrogeant plus que d'avant sur l'arrivée de la monnaie unique », relève l'Ipsos.

UNE SOURCE INQUIÉTÉE

A ces réserves, il faudrait ajouter les effets de la conjoncture et des événements par nature imprévisibles (la guerre dans l'ex-Yougoslavie, par exemple), lesquels auraient pu influencer le moral des Européens sur le sentiment

de confiance qu'ils éprouvent à l'égard de la sécurité du continent – politique et économique – et donc à l'endroit de l'euro.

Bien avant que ne produisent les frappes de l'OTAN, la publication, de part et d'autre de l'Atlantique, des traditionnels indicateurs économiques de fin d'année a permis de confirmer le décalage marqué des conjonctures économiques européennes et américaines.

À l'intérieur même de la zone euro, un net écart est présent perceptible entre la situation économique de l'Allemagne et de l'Italie (préoccupante) et celle de la France (plus favorable). La Commission européenne, elle-même, a une certaine fois ses prévisions de croissance de la baisse pour les pays composant la monnaie unique en annonçant, le 10 mars, une croissance qui devrait être ramenée à 2,2 % en 1999, soit 0,4 % de moins qu'à l'automne et à un point de moins que les précédents pronostics, au printemps 1998.

Autant d'éléments qui peuvent peser sur l'euro, mais à un dollar toujours plus fringant, surtout si le dollar yougoslave s'enlise. Et qui risquent de ternir la confiance placée dans la monnaie unique, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Europe.

Serge Maréchal

L'euro plaît surtout aux Allemands

PENSEZ-VOUS QUE L'INSTALLATION DE LA MONNAIE UNIQUE PRESENTE PLUS D'AVANTAGES QUE D'INCONVÉNIENTS ?

Pays	Plus d'avantages que d'inconvénients (%)	Plus d'inconvénients que d'avantages (%)
ALLEMAGNE	53	39
PORTUGAL	43	19
ESPAGNE	43	23
ITALIE	42	28
PAYS-BAS	41	38
GRANDE-BRETAGNE	40	44
FRANCE	38	38
BELGIQUE	35	24
ENSEMBLE	44	34

Les consommateurs italiens moins confiants

Par la faute du « trou d'air » résultant des vents mauvais venus d'ailleurs, les prévisions de croissance de la France dans la moyenne, un rétablissement de l'Allemagne alors que la Péninsule perd pied.

Le titre de comparaison, lors du précédent sondage, effectué en novembre 1998, l'aube de la mise en place de l'euro, 44 % des Français voyaient encore plus d'inconvénients que d'avantages à abandonner le franc (alors que 53 % y voyaient des avantages). « Tout au long de la crise financière asiatique, puis, à l'été 1998, au plus fort de la crise russe, on a noté un répit aux Européens que l'euro constituait, par avance, une alternative efficace contre les chocs extérieurs », explique M. C. de l'Ipsos.

HARMONISATION

Si les écarts de croissance restent encore marqués d'un pays à l'autre de l'Union, au niveau de la consommation des ménages – l'un des principaux indicateurs contribuant à la composition du produit intérieur brut – c'est plutôt l'harmonisation qui prévaut. Ce phénomène s'est sensiblement accéléré depuis un an, à en juger par l'indice européen de la consommation établi par Ipsos pour le compte de Sofino. Au vu des résultats du dernier sondage, en février auprès de 6 643 personnes dans cinq pays (Allemagne, Espagne, France, Royaume-Uni, Italie) – les consommateurs anglais continuent à faire cavaliers seuls, bien au-dessus des autres consommateurs de l'Union, la France se maintient dans la moyenne européenne. L'Allemagne, elle, opère un net rétablissement, amorcé depuis un an, tandis que l'Italie semble perdre pied.

En comparant ces résultats aux constatations observées en décembre 1996 lorsque fut créé cet in-

ombre au tableau est le cas de l'Italie où les options défavorables l'emportent largement (54 %), les Italiens se distinguant en affichant l'unique déficit de confiance de cet échantillon. Mais derrière cette façade au revêtement beaucoup plus uni qu'auparavant, tout le monde n'est pas logé à la même enseigne. L'Ipsos/Sofino décline un certain nombre de variables d'ajustement qui corrigent le simple instantané de tendance. La France présente ainsi un certain nombre de singularités. Elle continue à prévaloir dans l'Hexagone, bien supérieur à la moyenne européenne, en termes de confiance dans le pouvoir d'achat. « Les ménages français figurent dans la catégorie des plus optimistes », beaucoup plus pessimistes que leurs homologues des autres pays qui se trouvent pourtant dans la même situation. Il y a là un phénomène de

« mémoire de crise » bien plus marquée qu'ailleurs, même si, depuis six mois, le climat général a changé », relèvent les responsables de l'étude.

A l'inverse, en Allemagne, un pays pourtant gagné par la morosité, les foyers à bas revenus ont restauré une grande partie de leur confiance en matière de pouvoir d'achat.

FRACASSÉ SOCIAL

Au-delà des revenus, les tranches d'âge séparent aussi les citoyens. Si les jeunes ont retrouvé le moral, au-delà de 35 ans, les Français continuent à générer, en majorité, des réflexes pessimistes, admet Pierre Glacometti, directeur d'Ipsos, soulignant qu'en dépit d'une amélioration d'ensemble, « l'écart continue à se creuser entre les groupes sociaux et les générations ». Signe que la fracture sociale est une réalité qui perdure.

S. M.

Le retour de la confiance

QUAND PENSEZ-VOUS À LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE VOTRE PAYS, QUEL EST VOTRE ÉTAT D'ESPRIT ?

Pays	Sous-total optimiste (%)	Sous-total pessimiste (%)
GRANDE-BRETAGNE	62	34
ESPAGNE	62	28
ALLEMAGNE	53	44
FRANCE	50	46
ITALIE	44	54
ENSEMBLE	54	41

Indice européen de consommation dans cinq pays

en base 100 = 1996

550 من الأصل

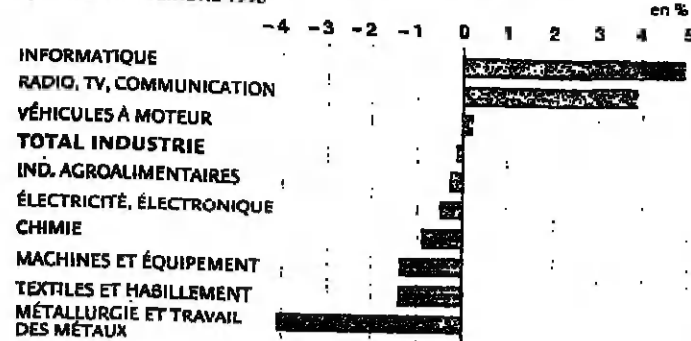


commence à séduire

moins confiants

## EUROPE

▼ L'informatique, moteur de la production industrielle  
ÉVOLUTION D'OCTOBRE-DÉCEMBRE 1998 PAR RAPPORT À JUILLET-SEPTEMBRE 1998



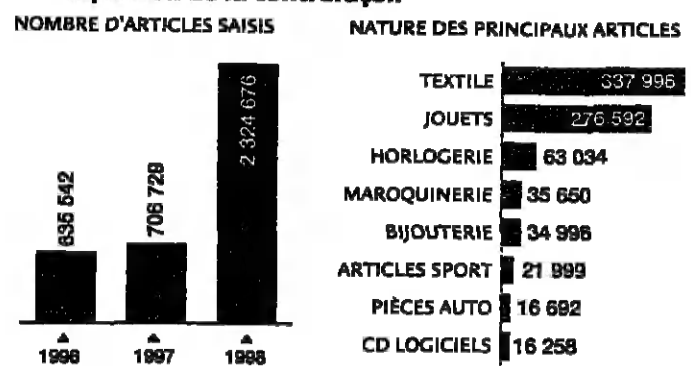
■ POUR LA PÉRIODE D'OCTOBRE-DÉCEMBRE 1998, la production industrielle de la zone euro ainsi que celle des quinze ont diminué, en tendance, de 0,3 % par rapport aux trois mois précédents.

■ LES INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, le textile-habillement et la fabrication de machines et d'équipements sont les plus touchés. En revanche, l'informatique et le matériel de télécommunication connaissent encore une forte croissance.

■ EN MOYENNE ANNUELLE, la croissance de la production manufacturière pour 1998 reste assez soutenue : 4,1 % pour la zone euro et 3,6 % pour l'Union européenne. Parmi les pays les plus dynamiques : la Finlande (+7,6 %), l'Espagne (+5,4 %), l'Allemagne (+4,6 %) et la France (+4,5 %). Le Royaume-Uni (+0,9 %) et l'Italie (+0,8 %) sont en queue de peloton.

## FRANCE

▼ L'explosion de la contrefaçon



■ LES SAISIES d'articles de contrefaçon ont progressé de plus de 228 % en 1998 par rapport à 1997. Cette forte augmentation serait liée, d'après la douane, à trois éléments majeurs : l'affinement des méthodes de ciblage, la coopération accrue avec les titulaires de marques et la mobilisation des douaniers pour lutter contre la contrefaçon des produits dérivés de la Coupe du monde.

■ PARMI LES PRINCIPAUX TYPES D'ARTICLES saisis, le textile vient en tête (15 %), suivi par les jouets (12 %) et les articles de luxe (6 %). 30 % des articles saisis étaient destinés au marché français, le reste à l'ensemble de l'Europe. 31 % provenaient de Corée, 13 % de Thaïlande, 12,7 % d'Italie, 11,6 % de Chine ; le solde venant de Hongkong, du Pakistan, de l'Inde, de la Turquie, et du Royaume-Uni.

## Les chiffres de l'économie mondiale

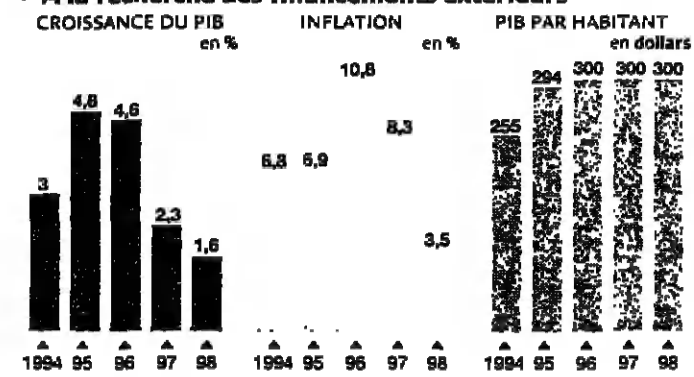
	ÉTATS-UNIS	JAPON	ALLEMAGNE	BELGIQUE	ESPAGNE	FRANCE	ITALIE	PAYS-BAS	ROY-UNI	EURO11	UE15
PRODUCTION INDUSTRIELLE (en %)											
Sur un an	1,8 (déc.)	-0,3 (déc.)	1,6 (déc.)	-5,3 (déc.)	3,4 (déc.)	0,3 (déc.)	-7,6 (déc.)	-1,7 (déc.)	0,1 (déc.)	-0,2 (déc.)	-0,2 (déc.)
Sur trois mois	0,3 (déc.)	-0,6 (déc.)	0,1 (déc.)	-0,2 (déc.)	0,4 (déc.)	0,4 (déc.)	-0,5 (déc.)	0,2 (déc.)	-0,3 (déc.)	-0,3 (déc.)	-0,3 (déc.)
TAUX DE CHÔMAGE (en %)											
1999	4,3 (jan.)	4,3 (sept. 98)	6,1 (jan.)	8,4 (jan.)	17,8 (jan.)	11,0 (jan.)	12,3 (oct. 98)	3,6 (nov. 98)	6,2 (oct. 98)	10,6 (jan.)	9,5 (jan.)
PRIX À LA CONSOMMATION (en %)											
Sur un an	1,7 (jan.)	-0,1 (juil.)	0,2 (fév.)	1,0 (fév.)	1,8 (fév.)	0,3 (fév.)	1,4 (fév.)	2,0 (fév.)	1,5 (fév.)	0,8 (fév.)	1,0 (fév.)
Sur un mois	0,2	-0,6	0,1	0,2	0,1	0,2	0,2	0,7	0,2	0,3	0,3
PIB EN VOLUME (dernier trimestre connu, en %)											
Sur un an	4,3	3,0	2,6	2,2	3,6	2,8	1,2	3,3	1,1	2,4	2,3
Sur trois mois	1,5	-0,2	0,4	0,3	0,7	0,7	0,5	1,2	0,1	0,2	0,2
DÉFICIT PUBLIC / PIB (en %)											
1997	0,1	-3,3	-2,7	-2,1	-2,6	-8	-2,7	-1,4	-1,9	-2,5	-2,3
1998*	1,4	-3,2	-2,1	-1,3	-1,3	-2,9	-2,7	-0,9	-0,6	-2,1	-1,5
DETTE PUBLIQUE / PIB (en %)											
1998	ND	ND	51	117,3	65,6	58,5	118,7	67,7	49,4	72,8	69,5
BALANCE COURANTE** (en % du PIB annuel)											
1 <sup>er</sup> trimestre 1999	-0,4	0,4	0,1	1,4	0,1	0,6	0,6	1,4	0,2	0,4	0,3
2 <sup>e</sup> trimestre 1999	-0,49	0,7	-0,19	1,13	0,21	0,72	0,91	0,74	0,23	0,39	0,36

## Les chiffres de l'économie française

	DERNIER MOIS CONNU	VARIATION SUR UN AN
CONSUMMATION DES MÉNAGES	-3,4 % (fév.)	-4,8 %
TAUX D'ÉPARGNE	14,2 % (1 <sup>er</sup> trim. 99)	-5,9 %
POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES	+0,5 % (1 <sup>er</sup> trim. 99)	2,6 %
TAUX DE SALAIRE MOYEN OUVRIER	-0,3 % (1 <sup>er</sup> trim. 99)	-1,2 %
INVESTISSEMENT	+1,4 % (1 <sup>er</sup> trim. 99)	-0,4 %
COMMERCE EXTÉRIEUR (en milliards de francs / euros)		
1998	9,477 MdF / 1,4 milliard d'euros (jan.)	-16,7 %
1999	151,850 MdF / 23,2 milliards d'euros (fév.)	-7,4 %
ENQUÊTE MENSUELLE SUR LE MORAL DES MÉNAGES	-7 (fév.)	-21**
ENQUÊTE MENSUELLE DANS L'INDUSTRIE* opinion des chefs d'entreprise sur les perspectives générales	-22 (mars)	-22**
TAUX DE CHÔMAGE DES JEUNES 15-25 ans	17,3 % (fév.)	-4,6 %
PART DU CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE (UN AN) DANS LE CHÔMAGE TOTAL	38,3 % (fév.)	+0,4 %
EMPLOIS AIDÉS DANS LE SECTEUR MARCHAND	1 094 900 (fév.)	-0,87 %
EMPLOIS AIDÉS DANS LE SECTEUR NON MARCHAND	385 428 (fév.)	-9,1 %
INTÉRIM	532 098	+28,8 %

## KENYA

▼ A la recherche des financements extérieurs



■ AVEC UNE CROISSANCE DE 1,6 % seulement en 1998, le Kenya se relève d'une année très décevante, marquée par la crise du tourisme et la baisse de la production de certaines matières premières comme le café.

■ LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI) a interrompu, le 31 juillet 1997, le versement d'une « facilité d'ajustement structurel renforcé » (FASR) d'un montant total de 205 millions de dollars (187,5 millions d'euros). Ce blocage a fortement pénalisé le pays en 1998. Pour bénéficier à nouveau d'un accord avec le FMI, le Kenya va devoir prendre des mesures énergiques de lutte contre la corruption, ce qui passe, notamment, par une plus grande démocratisation du régime (Nord-Sud Export, groupe « Le Monde »).

## UN CHIFFRE

65 %

LE POURCENTAGE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL MORTELS QUI SE PRODUISSENT SUR LA ROUTE

Quasiment deux tiers des accidents du travail mortels ont lieu sur la route. L'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) vient de publier les derniers chiffres disponibles (qui correspondent à la moyenne de trois années : 1994-1995-1996) et annonce 580 décès lors du trajet professionnel et 300 lors de missions.

Ces accidents du travail - qui concernent les chauffeurs routiers, les cadres au volant, etc. - représentent environ un quart des dépenses de la branche accidents du travail (hors maladies professionnelles) de la Sécurité sociale, soit près de 10 milliards de francs en coût direct pour les entreprises.

La route tue donc plus que les chutes de hauteur et les accidents électriques, qui constituent l'essentiel des 35 % restants. Le phénomène n'est pas exclusivement français. La dernière enquête d'Eurostat sur les accidents du travail (4,9 millions) au sein de l'Union européenne montre que la route est désormais la troisième cause (après la construction et l'industrie) d'accidents mortels.

L'INRS a décidé de s'associer avec la direction de la sécurité et de la circulation routières pour essayer de mieux prévenir ce risque professionnel et propose depuis février (en prêt gratuit pour les entreprises du régime général auprès de chaque Caisse régionale d'assurance-maladie, sinon en vente à l'INRS) deux vidéogrammes, intitulés « Dérapages » et « Prévenir les accidents de la circulation », afin d'inciter les dirigeants à mettre en place une démarche de prévention.

## L'économie tchèque continue de s'appauvrir

Après une croissance limitée à 1 % en 1997, le PIB a baissé de 2,7 % en 1998. La compétitivité des entreprises reste insuffisante

Un déficit de 1 % du PIB après un quasi-équilibre l'année précédente ; parallèlement, la politique monétaire était progressivement tendue, mais sans qu'elle apporte un soutien fort à l'activité.

Par ailleurs, le plan de stabilisation de 1997 avait mis un terme aux augmentations de salaires extravagantes des années antérieures : ceci avait permis une amélioration sensible des coûts salariaux unitaires des entreprises (+13 %), qui a été préservée en 1998. Sur les deux années ce résultat a toutefois été obtenu au prix de licenciements importants, qui expliquent le doublement du taux de chômage en deux ans, à 8,1 % actuellement.

Le problème est que ce meilleur contrôle du coût du travail ne reflète pas une amélioration tangible de la compétitivité des entreprises. En principe, une telle évolution aurait dû leur donner les moyens de reconstruire leurs marges, et de financer des programmes de restructurations et de relance de l'investissement. Du moins est-ce ainsi que la croissance hongroise, depuis deux ans, a été préparée par le plan de stabilisation de 1995, assez comparable au programme tchèque de 1997.

Toutefois, dans le cas présent, le redressement partiel des deux dernières années n'a intégré aucune reprise nette de la productivité du travail, au-delà des fluctuations courtes de l'activité (+2 % en moyenne sur 1996-98). Or, on sait que dans les économies en transition, la productivité est non seule-

ment la principale source de financement des entreprises, dans les phases de reprise de la croissance, mais qu'elle est aussi le signe le plus tangible du progrès des restructurations, sur le plan micro-économique.

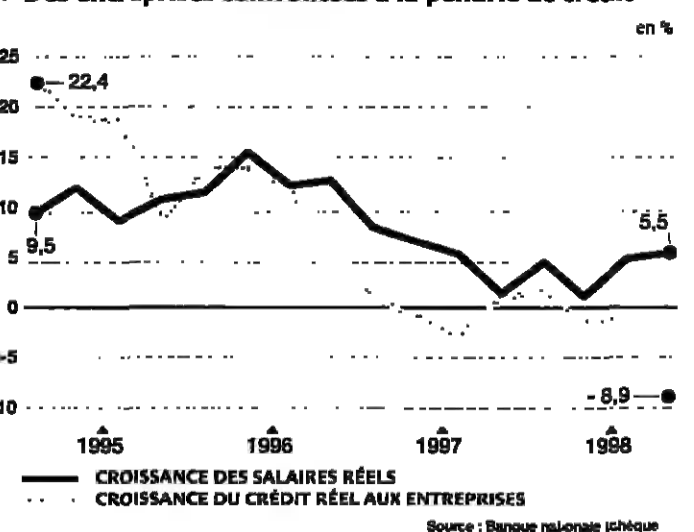
L'inefficacité de la gestion et de l'organisation du travail étaient telles, sous le régime centralisé, que des ajustements même limités ont permis, dans les années 1990, de réaliser à peu de frais des progrès très rapides. Or, contrairement à la Hongrie et à la Pologne, la République tchèque reste une économie à croissance très lente de la productivité, ce qui reflète l'inertie de sa structure d'offre.

Tout se passe comme si les entreprises avaient répondu au durcissement de leurs contraintes financières par des variables quantitatives immédiates (salaires et licenciements), sans montrer de capacités stratégiques fortes, à moyen terme.

## CRISE BANCAIRE

Dans un premier temps, ceci s'est traduit par une baisse du crédit aux entreprises, calculé en termes réels (déflaté de l'inflation). Mais la tendance s'est aggravée l'an dernier : malgré une réduction des taux d'intérêt de 15,8 % en juin dernier à 7,2 % actuellement (3 mois interbancaire), le crédit nominal se contracte depuis le milieu de 1998, au rythme de 10 % l'an. On est donc entré dans une situation de *credit crunch*, dans laquelle la politique monétaire est neutralisée par la crise des banques. Cette évolution inter-

Des entreprises confrontées à la pénurie de crédit



vient en outre dans un environnement de plus en plus déflationniste, où la baisse de la production dans de nombreux secteurs industriels se conjugue avec celle des prix à la production. A l'évidence, ceci ne va pas faciliter la définition de stratégie de restructuration à moyen terme.

## OPACITÉ

Cette impasse de la transition tchèque rappelle certains traits des économies des Balkans ou de l'ancienne Union soviétique. Quand les sources de financements faciles sont épuisées et que les banques sont paralysées, les entreprises se retournent contre leurs salariés, mais résistent toujours aux restructurations de fond. Pour franchir ce pas, on sait qu'il faut consolider rapidement le secteur bancaire et renforcer la gouvernance des entreprises, soit deux plans sur lesquels l'échec des privatisations de masse, visible depuis plusieurs années, n'a toujours pas été dépassé.

Actionnariat privé fragmenté, fonds d'investissements absents ou spéculatifs, présence diffuse et inerte de l'Etat-actionnaire,

Jérôme Sgard  
Cepii

APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE  
UNIVERSITÉ DE VIENNE  
COURS D'ALLEMAND POUR ÉTRANGERS  
3 sessions du 4 juillet au 18 septembre 1999  
(3 séries de cours)

Cours pour débutants et avancés  
Prix du cours pour 4 semaines  
ATS 1 500,- (ca. FF 2 150,-)  
Prix forfaitaire (inscription, cours, chambre)  
pour 4 semaines ATS 9 900,- (ca. FF 4 700,-)

Programme détaillé :  
Wiener Internationale Hochschule  
A-1010 WIEN, Université  
Tél. : (+43 1) 405 12 54-0  
Fax : (+43 1) 405 12 54-10  
E-mail : WI1010@univie.ac.at  
http://www.univie.ac.at/WI1010

50 من الأصل



## LA MÉCANIQUE DE L'ÉCONOMIE

par Jean-Paul Betbèze

## Produits ou prestations ?

L'économie traite des produits, c'est-à-dire des éléments transformés de la nature, et chacun d'entre nous achète, vend, reçoit, transforme, utilise des produits, qu'ils soient matériels (biens), ou immatériels (services). La transformation est donc l'acte essentiel, qui fait passer tel ou tel élément du domaine non économique (celui des biens libres) à celui de l'économie, avec ce que ceci implique de travail (attention, effort, expertise), d'imagination, de désir (pouvoir, profit), de contrainte (concurrence, règles) et de risque.

Bien évidemment, face à l'immense monde des produits, la théorie économique a tendance à simplifier. Elle part ainsi d'un bien, qu'elle qualifie d'homogène et dont la seule caractéristique sera le prix, seul aspect sur lequel portera la concurrence. C'est ensuite qu'elle lui adjoint d'autres fonctions et aspects qui le différencieront du produit de départ. Ils impliqueront et éventuellement légitimeront un prix supérieur, et donc un profit supplémentaire.

En réalité, il n'est pas bien sûr que l'on puisse analyser les biens et services qui nous entourent à partir de cette clé de lecture : produit homogène + ajouts, et cela pour trois raisons. D'abord, parce que la tendance est à produire des biens offrant de plus en plus de caractéristiques. Le bien simple et homogène a depuis longtemps disparu (a-t-il jamais existé ?). Ensuite parce que s'y ajoutent des services. Enfin parce que les ensembles ainsi créés ne sont pas seulement constitués pour le client final mais aussi pour l'ensemble des intermédiaires dans la chaîne de production-distribution.

Pratiquement, donc, il vaut mieux considérer que les produits que l'on voit, achète, envie, utilise, présentent un ensemble de caractéristiques, et offrent un ensemble de prestations. Ces prestations sont la couleur, le poids, la robustesse, la capacité mémoire, la teneur en calories... selon le produit concerné. Et bien sûr le prix.

Mais ce qui paraît clair, c'est que toutes les prestations offertes ne sont pas nécessairement pertinentes pour le client final. Par exemple, les produits surgelés que nous consommons peuvent durer des années, alors que nous les gardons en moyenne deux ou trois semaines. Certaines prestations offertes par le produit final permettent donc aussi un stockage de longue durée, l'acquisition des ingrédients à des moments opportuns, des conditions spéciales de transport... tous éléments utiles dans la chaîne amont, mais peu ou pas significatifs pour le client final.

Si l'on se dit donc qu'il ne faut plus parler produits, biens ou services, mais ensemble de caractéristiques, de prestations, on voit comment peut se développer la concurrence. Une part de cette concurrence nous concerne, avec des prestations offertes qui tentent de répondre mieux à nos souhaits. Les produits bancaires, d'assurance, de voyage, d'alimentation, se dotent ainsi de traits de plus en plus nombreux. Censés répondre à une segmentation de plus en plus poussée, ils s'affinent de plus en plus, jusqu'à faire penser qu'ils ont été conçus à nos seules mesures.

En réalité, cette prolifération des prestations doit être toujours très précisément mesurée, et cela pour trois raisons. D'abord, parce que les prestations supplémentaires offertes doivent évidemment intéresser le client et faire qu'il accepte de les payer. Ensuite, cette organisation de paquets de prestations (prestations réelles, de financement, d'assurance, de garantie, de tarification...) doit être gérée de façon rentable par l'organisation, ce qui implique de sa part des alliances avec des prestataires externes et des systèmes précis de comptabilisation et de gestion des données.

Le lien prestations-alliances, allant parfois jusqu'à des liens capitalistiques, est typique de ce qui se passe actuellement : l'offre d'une certaine expertise dans les prestations qu'il propose au départ et qu'il définit comme son métier de base. Mais, pour étendre sa gamme, il lui faut des expertises nouvelles, des alliés de qualité et sûrs qui vont gérer dans leurs usines (de produits matériels ou immatériels, comme par exemple les centraux téléphoniques) les prestations qu'ils apportent. En troisième lieu, la connaissance de plus en plus fine des prestations souhaitées est la condition de l'amélioration de la satisfaction du client, de sa fidélisation, et donc de sa rentabilisation. Il ne faut jamais oublier que la valeur d'une entreprise est la somme actualisée de ses gains nets prévisibles sur l'ensemble de ses clients.

Prévisibles, car ces paquets de prestations sont et seront toujours remis en cause. Vient un moment en effet où les options de l'automobile deviennent de la série, où la qualité nouvelle voit son aspect distinctif s'émousser. Vient surtout un moment où un paquet de prestations va en englober un autre. Le four à micro-ondes « fait » aussi four traditionnel et « mange » ce dernier. Le téléviseur devient lecteur de cassettes et bientôt de DVD, donc aussi chaîne hi-fi ; nul besoin donc de « boîtes » à côté. Et l'ordinateur peut lui-même lire des DVD et son moniteur ressemble terriblement à un téléviseur.

Alors, comment faire pour continuer ? D'abord être le plus possible fabricant de paquets de prestations plus larges pour englober les autres, ensuite continuer dans la prolifération, segmenter par grappes, ou alors simplifier massivement. Fabriquer des prestations plus larges signifie que les batailles futures se livreront avec les fabricants d'ordinateurs multifonctions, ou avec les fabricants de logiciels, ou avec les gestionnaires de réseaux. Continuer dans la prolifération consiste à ajouter des caractéristiques nouvelles à l'offre, avec l'idée que tout acheteur trouvera ce qu'il cherche. La prolifération provoque des barrières à l'entrée, mais suppose aussi que l'offre donne à ses distributeurs les moyens de la gérer (toujours l'idée que les prestations ne sont pas seulement faites pour le client final mais prennent aussi en compte les besoins ou contraintes des intermédiaires). La segmentation sera une (nouvelle) réorganisation des paquets de prestations en fonction de catégories de clients, jusqu'à ce que reparte le mouvement de prolifération sur des bases redessignées. Reste enfin le choix drastique et opposé de l'offre de prestations ultra-simplifiées à des coûts très faibles, celui du *low-cost producer* qui offrira des paquets vacances un peu spartiates, des gammes réduites de crédits ou d'assurances à d'excellentes conditions, le portable avec conditions d'utilisations minimales, l'ordinateur cistercien. Moralité : la dynamique des prestations est celle du système dans son entier.

Direction des études économiques et financières  
du Crédit lyonnais

## La face cachée des prélèvements obligatoires

Malgré la promesse faite par le gouvernement Jospin, les prélèvements obligatoires n'ont pas connu de réelle baisse en 1998. Ils seraient, d'après les premières prévisions du ministère des finances, restés à un niveau proche de celui, record, atteint en 1997, soit 46,1 % du PIB. La France est régulièrement montrée du doigt comme figurant dans le peloton de tête des États les plus gourmands au sein de l'Union européenne, le taux de la pression fiscale était, en moyenne, de 42,4 %, en 1996, selon l'OCDE.

## LIMITES

Se prêter à des comparaisons à partir de ce seul indicateur comporte, néanmoins, des limites évidentes, celui-ci recouvrant des réalités fort différentes d'un pays à l'autre. Certains prélèvements ne figurent pas dans les statistiques de tous les pays. Obligatoires en France, les cotisations de retraite complémentaire ne sont pas prises en compte en Allemagne et au Royaume-Uni, où elles relèvent de régimes privés.

« En ne s'intéressant qu'aux recettes, la comparaison des taux de pression fiscale ne prend pas en compte la contrepartie des prélèvements », relève Jacques Le Cacheux, directeur du département études de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Or le niveau de pression fiscale d'un pays est sensible au degré de socialisation de certaines consommations importantes telles que la santé ou l'éducation. Ces fonctions sont plus largement assurées par le secteur privé dans certains pays. Les modalités des politiques publiques ont également une incidence. Ainsi, au Royaume-Uni et en Allemagne, les mesures sociales d'aide à la famille sont-elles accordées sous forme de crédits d'impôt et se traduisent donc par de moindres rentrées fiscales, tandis qu'en France elles donnent lieu à des allocations financées par les recettes fiscales. La composition des prélèvements obligatoires n'est pas neutre non plus. Au

Les taux varient beaucoup d'un pays à un autre. Mais ils recouvrent des réalités différentes

Royaume-Uni, les dépenses d'assurance-maladie sont financées par l'impôt, tandis qu'en France et en Allemagne elles le sont en grande partie par les cotisations sociales. En Europe, le choix d'un niveau élevé de protection sociale s'est globalement traduit par un poids des cotisations sociales dans le PIB beaucoup plus fort qu'aux États-Unis et au Japon. Hormis le Royaume-Uni, le Portugal, le Danemark et l'Irlande, où

ce type de prélèvements est sensiblement plus faible, les pays européens présentent, en règle générale, des taux de cotisations sociales rapportés au PIB compris entre 12 % et 15 %, selon l'OCDE. Seuls les Pays-Bas et la France affichent un taux plus élevé (respectivement 17,1 % et 19,7 %).

Ce faisant, la France occupe une position assez atypique en Europe. Car les prélèvements sur les salaires sont les plus élevés, l'impôt sur le revenu est sensiblement plus faible en termes de recettes fiscales qu'au Royaume-Uni et en Allemagne (6,4 % contre 9,3 % et 9,4 % du PIB). Seule la Grèce a un impôt sur le revenu inférieur à la France.

Au total, en additionnant le poids des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu, la France se situe dans une position médiane par rapport à ses partenaires européens. L'ensemble de

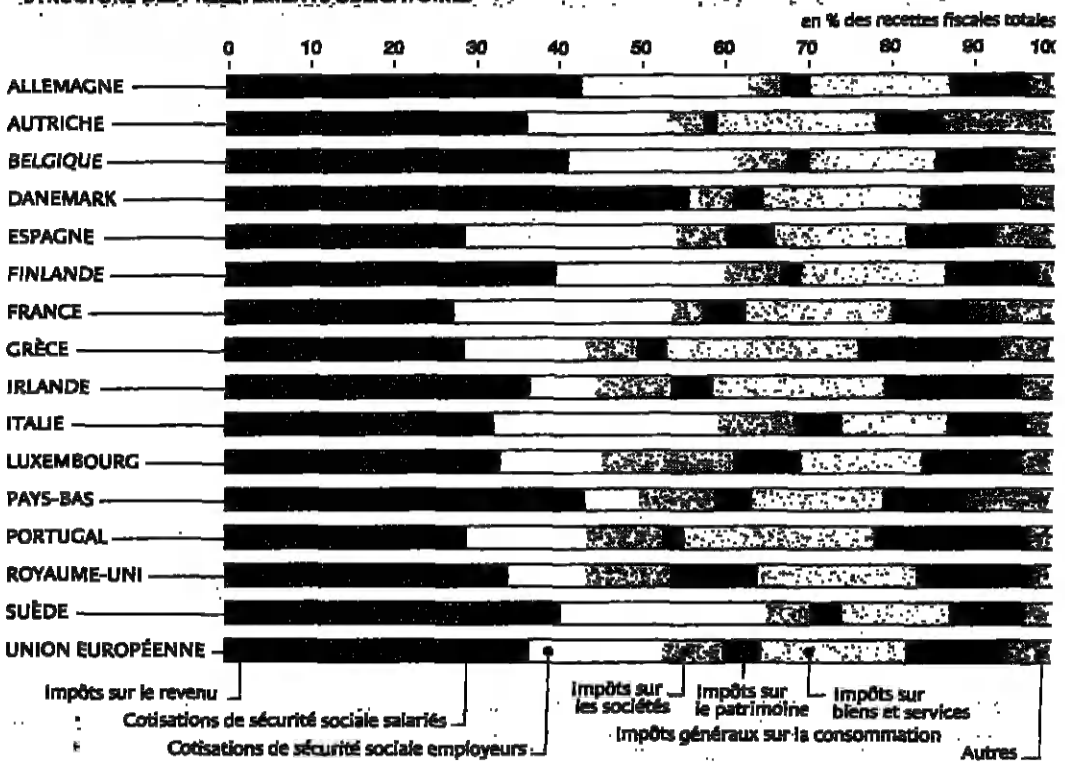
ces prélèvements représente 27 % du PIB, soit un taux proche de celui que l'on peut observer en Allemagne, en Italie ou encore aux Pays-Bas. Le Royaume-Uni se distingue, pour sa part, avec un poids de ces recettes sociales et fiscales relativement faible, de l'ordre de 16 %.

Aussi, ajoute Jacques Le Cacheux, « la singularité française doit être relativisée, dans la mesure où les cotisations sociales salariales s'apparentent à un prélèvement à la source sur les revenus - du seul travail, il est vrai. En outre, les évolutions récentes ont sensiblement modifié la répartition entre les types de financement, avec la montée en puissance de la contribution sociale généralisée (CSG), dont l'assiette est beaucoup plus large que celle des cotisations sociales qu'elles a remplacées ».

Laetitia Van Eckhout

## Des systèmes fiscaux très disparates

## STRUCTURE DES PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES



## La difficile marche vers l'harmonisation fiscale européenne

Parce qu'il met en évidence la forte disparité entre les régimes fiscaux des États européens, l'euro pourrait accroître les risques de concurrence entre les pays.

Dans les premières années de la construction européenne, l'effort a surtout porté sur les prélèvements indirects. Les progrès ont toutefois été modestes et n'ont abouti, à la fin des années 80, qu'à la définition de règles communes pour la TVA. Ce régime « transitoire » définit trois types de taux - normal, réduit et « super-réduit », détermine le classement des produits selon ces taux, et fixe des taux planchers - 15 % et 5 % pour les deux premiers. Si cette modeste harmonisation a engendré une certaine convergence des taux nationaux de TVA, la fourchette demeure cependant encore assez large : de 15 % à 22 % au sein de l'Eurozone, et jusqu'à 25 % si l'on inclut le Danemark et la Suède.

La fiscalité directe n'a encore fait l'objet d'aucune réelle harmonisation négociée. La faible mobilité des individus limite les risques de concurrence en matière d'imposition sur le revenu des personnes. Mais il n'en est pas de même dans les domaines de la fiscalité des entreprises et des placements financiers. Sous l'effet de la concurrence fiscale, les taux d'imposition des bénéfices des sociétés se sont rapprochés, s'inscrivant dans une fourchette allant de 28 % à 45 %. En apparence seulement. Car les taux effectifs d'imposition continuent d'afficher d'importants écarts, les règles de détermination de l'assiette n'ayant pas été modifiées par chacun des États. Or ces règles diffèrent fortement d'un pays à l'autre : la prise en compte des amortissements, des provisions, des plus-values, des mutations, etc., est très variable. C'est avant tout l'existence de ré-

Deux dossiers-clés : la fiscalité sur l'épargne et celle sur les sociétés. De nombreux blocages persistent

gimes fiscaux préférentiels qui pose problème, certains étant particulièrement avantageux. En Irlande, le taux d'imposition des entreprises industrielles est de 10 % dans la zone franche des docks de Dublin.

Il existerait près de 85 mesures préférentielles de ce type, selon un premier recensement effectué par un groupe mis en place par la Commission européenne afin de rendre opérationnel un code de conduite adopté fin 1997.

Pour éviter une multiplication des régimes dérogatoires, les États se sont engagés à ne plus adopter et à démanteler, dans les cinq ans, les mesures fiscales de « concurrence dommageable », qui établissent un seuil d'imposition des sociétés nettement inférieur au niveau national. Cela vise en particulier les régimes favorables réservés aux entreprises non résidentes.

D'ici à la fin de l'année, ce groupe doit procéder à un examen approfondi de l'ensemble de ces dispositifs. Reste que « l'application effective du code de conduite tient à la bonne volonté des États. Cet accord n'a pas la valeur juridique d'une directive », relève Catherine Plichon, maître de conférence à Sciences-Po Paris. Même s'il a recueilli l'assentiment de tous les États, il ne s'agit que d'un simple engagement politique. » Un pre-

mier pas, malgré les réticences de l'Irlande et du Luxembourg, a néanmoins été franchi.

Une telle avancée semble encore loin d'être acquise en matière de fiscalité de l'épargne. Or, dans ce domaine, les risques de concurrence ne sont pas moindres. D'autant que l'euro, en supprimant les risques de changes, va faciliter les opérations transfrontalières de capitaux. Si prévaut à encore une grande disparité entre les régimes d'imposition, l'harmonisation se heurte ici à un frein majeur, celui du secret bancaire. Certains États (France, Danemark, Espagne) ont des systèmes déclaratifs (les établissements payeurs déclarant auprès du fisc les sommes placées et l'identité des bénéficiaires). D'autres, les plus nombreux, pratiquent une retenue à la source, libératoire ou pas, selon que le contribuable opte ou non pour l'intégration des sommes à sa déclaration de revenus. De plus, beaucoup d'États européens appliquent des systèmes plus attractifs pour les non-résidents.

## Le dernier espace de souveraineté budgétaire

Délicat dossier que celui de la fiscalité. Et pour cause : il touche à l'un des derniers espaces de souveraineté budgétaire des États européens. Un espace qu'il est, pour tous, difficile de voir remis en cause. D'autant que le pacte de stabilité et de croissance, prévu par le traité de Maastricht et révisé à Amsterdam, soumet à une contrainte forte en matière de déficit budgétaire. Or, face aux difficultés des pays à réduire les dépenses publiques, leur autonomie dans la levée des ressources - les impôts - leur est précieuse pour respecter cette contrainte.

Reste qu'aujourd'hui, ayant aliéné leur souveraineté monétaire, certains gouvernements pourraient, faute de pouvoir dévaluer leur monnaie, être tentés de recourir à l'arme de la concurrence fiscale pour améliorer la compétitivité de leurs entreprises et la force d'attraction de leur territoire. Or, si la concurrence fiscale devait s'exercer librement, les États verraient leur assiette imposable diminuer et, dès lors, leur marge de manœuvre se réduire encore davantage.

Bon gré mal gré, les partenaires européens semblent bien conduits à rechercher, si ce n'est une harmonisation, du moins une coordination pour éviter que ne se multiplient les régimes fiscaux préférentiels.

هكذا من الأصل



# La nouvelle retraite par répartition s'inventerait-elle en Russie ?

par Antoine Delarue

**E**n Russie, le système de retraite prévoit un départ normal à cinquante-cinq ans pour les femmes et soixante ans pour les hommes. Mais un salarié sur trois bénéficie de pensions « privilégiées » qui permettent d'anticiper le départ de cinq ans, tandis que près d'un quart des retraités cumulent emploi et retraite.

Le système russe, c'est aussi la faillite financière, malgré un taux de cotisations largement supérieur au nôtre, des prestations relatives (en pourcentage du salaire) nettement inférieures et un rapport démographique restant, en dépit des départs anticipés, plus favorable qu'en France. Comment expliquer ce paradoxe ?

Une analyse plus attentive fait apparaître au-delà de l'étendue des privilèges et des carences de gestion, un facteur fondamental de dégradation : l'absence de contributivité. Tant pour le stock que pour le flux de nouveaux retraités, les montants de cotisations versés sont, à de rares exceptions près, identiques quelle que soit la carrière passée et donc quels que soient les montants de cotisations versés. Cet extrême égalitarisme des droits à la retraite, alors que le salaire déclaré varie tout de même de 1 à 3, n'incite évidemment pas au versement de cotisations. De fait, rapportée au PIB, la base cotisée, est moitié moindre que celle des pays occidentaux, ce qui explique le paradoxe relevé plus haut.

Au-delà des injonctions des experts concernant le renforcement des cotisations administratives ou la résorption des privilèges, l'élargissement de l'assiette, à l'évidence liée à la restauration d'une véritable contributivité, devient le problème central du financement des retraites en Russie.

Les responsables russes, un moment tentés par une transposition du modèle chilien (basé sur la mise en place d'un étage en capitalisation réservé aux générations les plus jeunes) avant d'en réaliser les risques d'éclatement de l'unité et de la solidarité qu'il leur fait courir à 30 millions de retraités, se sont ralliés à cette stratégie de création d'un régime de base unitaire, conciliant de façon évolutive, contributivité, solidarité, et le moment venu constitution de réserves.

Alors que la mise en place de comptes de retraite individuels pour l'ensemble de la popula-

tion est bien engagée, reste à déterminer le mécanisme (annuités à l'allemande, système suédois, ou points à la française) le plus adapté au terrain.

L'économie et la société russe sont, comme chacun sait, dans une situation dite de « transition », dont la manifestation la plus tangible est la montée en puissance de l'économie grise (23 % du PIB 1997 d'après le Goskomstat lui-même) et, du côté de l'économie officielle, la présence d'arriérés massifs et généralisés à tous les niveaux, touchant de plein fouet salaires, cotisations, et donc prestations. Pour l'expert occidental, le terme de « transition », c'est-à-dire la période qui précède le retour au cadre connu et sécurisant de nos économies de marché, constitue un redoutable piège sémantique car il évoque une parenthèse passagère. Même si les solutions éprouvées à l'ouest paraissent dans l'immédiat difficilement applicables, la tentation est néanmoins d'en engager la mise en place car elles représentent à terme, aux yeux de l'expert, la meilleure solution possible.

**L'extrême irrégularité des versements des salaires et des cotisations, l'ampleur et la persistance des arriérés, les paiements de salaires en nature et le développement de la polyactivité : autant de signes de la disparition de fait du salariat**

Afin de ne pas paraître douter de la vocation de leur pays à rejoindre rapidement le paradis capitaliste, les autorités russes sont mal à l'aise pour démentir cette stratégie sous-jacente de l'expert. Du coup, une complexité de fait a pu laisser penser que le rétablissement de la contributivité des retraites russes ne nécessiterait finalement que la transposition des techniques de nos régimes, la seule difficulté étant de choisir la meilleure variante parmi les différents « modèles » présentés.

Une investigation de terrain dans des entreprises jugées « normales » et une région jugée « prospère » montre pourtant combien la « transition » constitue une situation à la fois nouvelle et durable : l'ampleur et la persistance des arriérés de salaires et de cotisations (plusieurs années), l'extrême irrégularité des versements tant des salaires que des cotisations (il n'est pas rare de voir se succéder, pour l'ensemble des salariés de l'entreprise, des périodes

de « diète » de plusieurs mois suivies de ratapages erratiques d'une ampleur analogue), les versements de salaires en nature, enfin le développement de la polyactivité (certains travailleurs ayant jusqu'à une dizaine de « contrats »), sont autant de signes de ce qu'il faut bien appeler la disparition de fait du salariat au sens de la garantie d'un revenu stable.

Cette situation incite à poser problème non seulement pour le recouvrement mais aussi, ce qui a été moins vu, pour le report des droits retraits sur les comptes de chaque cotisant russe. En effet, quels droits faut-il reporter sur ces comptes ? Ceux correspondant aux salaires et cotisations déclarés, aux salaires payés ou aux cotisations effectivement versées ? La pratique actuelle, très occidentale d'ailleurs, de retenir ceux des salaires déclarés, qu'ils soient versés ou non, conduirait à reporter des droits sans rapport avec les cotisations versées, ce qui viderait de sa substance l'esprit de la réforme.

De même, l'organisation du report des droits aux comptes est à repenser. Sa périodicité annuelle sur la base d'un seul récapitulatif détaillé des salaires versés, telle que pratiquée chez nous, n'est à l'évidence adaptée qu'à des entreprises « régulières et bonnes cotisantes » qui sont, et resteront longtemps, exceptionnelles en Russie.

Ces questions invitent à sortir des sentiers battus occidentaux afin d'imaginer un fonctionnement qui respecte le principe « pas de droits sans cotisation, ni de cotisation sans droits », indispensable au report de droits cotisés dans des entreprises « instables ». La technique française des points, qui introduit un lien simple et direct entre cotisation et droit retraite, pourrait, là encore, s'avérer particulièrement pertinente.

En résumé, générer une nouvelle dynamique contributive dans les pays en transition ne va pas de soi. La crise condamne la Russie à avancer sur un terrain vierge et à imaginer des solutions inédites, tant pour définir un système unitaire, à la fois contributif et solidaire, que pour y réinsérer les entreprises « instables » qui sont une composante essentielle de sa future vitalité économique.

Mais nos économies et sociétés ne sont-elles pas, par bien des côtés, aussi en transition ? Il y aurait finalement quelque ironie à ce que l'actuelle occidental, participant à cette refondation en Russie, y trouve matière à renouveler aussi ses pratiques domestiques !

Antoine Delarue est directeur-fondateur de Servac, cabinet d'actuarial-conseil.

## ARTICLES ET REVUES

par Daniel Cohen

## Economie et psychologie

STRATEGIC IGNORANCE AS A SELF DISCIPLINING DEVICE, de J. D. Carillo et T. Mariotti. Document de travail, Ecare (Bruxelles), 1997. GOLDEN EGGS AND HYPERBOLIC DISCOUNTING, de D. I. Laibson. Quarterly Journal of Economics, 1997.

**L'**une des critiques habituellement adressées à la théorie économique est de manquer de « finesse » lorsqu'elle aborde le comportement de l'*Homo economicus*. Comment peut-on réduire les décisions humaines aux froids calculs d'un agent rationnel qui évaluerait les coûts-bénéfices de chacune de ses décisions avant « d'optimiser » rationnellement la décision finale ? Ces critiques, parfois pertinentes, pèchent souvent par excès de généralité. Qu'y a-t-il en effet de plus circonstanciel, de plus « irrationnel » diraient certains, que les suicides ? Ca n'empêche qu'ils se répètent chaque année avec une étonnante régularité. Derrière l'acte individuel, une « logique » est à l'œuvre que la sociologie moderne a permis de décrypter.

La « logique économique » rend-elle droit aux activités humaines ? Avant de répondre, il faut s'entendre sur ce qu'elle recouvre. En pratique, la rationalité économique se résume à une hypothèse : celle de la « transitivity » des choix. Si un agent préfère une option A à une option B et une option B à une option C, alors il préfère l'option A à l'option C. C'est tout, et c'est beaucoup. C'est beaucoup, car rien n'oblige qu'il en soit ainsi. Les histoires d'amour sont pleines de contradictions où l'on aime A plus que B et B plus que C, et où l'on préfère pourtant C à A. L'amour n'est pas « rationnel ». La logique économique est plus adaptée lorsqu'il s'agit d'acheter ou de vendre. Pourtant, même lorsqu'il s'y soumet, l'*Homo economicus* – au sens qui vient d'être circonscrit – n'est pas un homme en paix. Il n'est pas à l'abri de doutes, de remises en question.

L'*Homo economicus* doit souvent recourir à des subterfuges pour encadrer sa conduite, notamment sa conduite future. L'exemple de référence est celui d'Ulysse, qui s'attache aujourd'hui pour s'empêcher d'agir librement demain. Ulysse enfile-t-il les règles de la rationalité économique ? Non : il peut préférer A à B, B à C et A à C, mais redouter que l'ordre qu'il préfère aujourd'hui soit inversé demain. Le classement de ses préférences est cohérent au moment où il embarque, et il le serait aussi au moment où les sirènes lui feraient préférer leur chant au chemin du devoir. Mais l'Ulysse qui décide (aujourd'hui) contraint rationnellement celui qu'il sait qu'il deviendra en écoutant les sirènes.

Une nouvelle génération d'auteurs ont renoué cette idée et lui ont donné d'autres applications. David Laibson réinvente ainsi la théorie de l'épargne, en expliquant par exemple pourquoi les plans d'assurance-vie sont plébiscités : ils permettent de geler l'épargne (et donc s'interdire de la consommer), mais pas trop.

Juan Carillo et Thomas Mariotti expliquent, eux, pourquoi l'agent rationnel se comporte de façon en apparence irrationnelle lorsqu'il décide d'agir sans explorer toutes les options qui s'ouvrent à lui. Si le veau arrête de fumer aujourd'hui, mais redoute de changer d'avis demain, je ne chercherai pas à connaître les informations qui se rapportent aux nouvelles marques de cigarettes, même si elles peuvent m'offrir des options de nicotine plus intéressantes. Chaque *Homo economicus* construit ainsi un monde qui lui est propre, parfois fermé aux autres. Ce qui l'expose, comme en amour, à des déconvenues et des changements d'humeurs.

## PARUTIONS

● LA SOCIOLOGIE DU TRAVAIL, de Sabine Erbs-Seguin

Sabine Erbs-Seguin décrit et analyse l'apparition et l'essor de la sociologie du travail en France ; celle-ci s'est développée en réaction à l'école des relations humaines américaine. Elle visait d'abord à comprendre la classe ouvrière, plutôt qu'à accroître la productivité de l'individu au travail. L'auteur passe en revue les thèmes traités par la sociologie du travail et les mutations actuelles qu'elle contribue à éclairer : importance grandissante de l'entreprise dans les relations professionnelles, montée de la notion de compétence par rapport à celle de « qualification négociée », précarisation croissante, passage à « un système économique où c'est l'organisation du travail (et son partage), et non plus le salaire, qui devient centrale »... (La Découverte, « Repères », 128 p., 49 F, 47 €).

● LE GUIDE DES CABINETS D'AUDIT ET D'EXPERTISE-COMPTABLE, de Caura Barszcz

Il n'existe pas une profession comptable, mais des professions qui ont des organisations et des modes de fonctionnement divers, « allant de la boutique à la multinationale ». Ce guide présente le champ d'activité, les caractéristiques et l'organisation des soixante-cinq premiers cabinets et groupements de cabinets d'audit et d'expertise-comptable (il en existe plus de 10 000 en France). Il décrit le rôle de l'expert-comptable et du commissaire aux comptes, ainsi que les règles et les contrôles auxquels ils sont soumis, et donne une idée des tarifs pratiqués (Les Éditions du management-L'Expansion, 446 p., 440 F, 67 €).

## Haro sur les dépenses improductives de l'Etat

**A**nnée après année, l'Etat français prélève une part toujours croissante du revenu national pour financer des dépenses toujours moins productives, estime l'Institut de l'entreprise, un satellite du Medef. En 1998, trois ans après avoir constaté qu'avec un montant de dépenses publiques supérieur à 54 % du PIB, la France était le pays le plus dépensier du G7, l'Institut récidive. Un nouveau rapport piloté par Yves Cannac, maître des requêtes honoraire au Conseil d'Etat, souligne que les dépenses se sont maintenues à un niveau très élevé (54,1 % du PIB en 1997), mais qu'en sus l'écart de comportement avec les autres pays européens s'est accru.

L'Etat italien a réduit ses dépenses de 6 points de PIB en quatre ans. L'Allemagne a fait un effort notable malgré le coût de la réunification, les Pays-Bas ont engagé leur politique de réduction de dépenses dès 1983... La France (avec le Portugal) est le « seul membre de l'OCDE où l'impulsion à réduire la dé-

**Un rapport patronal dénonce les dérives de la Sécurité sociale et des collectivités locales, mais aussi la gestion des administrations centrales**

pense publique ne s'explique pas par des circonstances économiques particulières, mais par un choix politique ».

La singularité française éclate encore plus clairement si l'on considère la dépense publique « hors charges de la dette » – autrement dit, sans tenir compte du poids des gestions antérieures. Elle atteint alors 50,7 % du PIB, contre 44,5 % en Allemagne, 42,9 % en Italie, 37,8 % au Royaume-Uni et 30,1 % aux Etats-Unis.

L'un des intérêts du rapport Cannac est qu'il met à mal une idée traditionnellement répandue : à savoir que les dérives sont dues essentiellement aux dépenses de santé et à la gabegie des collectivités locales. En fait, l'Etat lui-même ne donne nullement le bon exemple. Compte tenu du fait que les transferts aux autres administrations sont restés stables en francs constants entre 1990 et 1997 (+0,8 %), les hausses de dépenses de l'Etat apparaissent comme de « vraies » dépenses.

Mais ces hausses sont restées masquées car elles ont pris la forme de dotations de plus en plus importantes à des organismes d'administration centrale. Selon le rapport Cannac, « les dépenses de ces organismes sont passées de 2,8 à 3,3 % du PIB entre 1990 et 1997 ». Si bien qu'une fois ces transferts consolidés, la hausse des dépenses de l'Etat apparaît en ligne avec celles de la Sécurité sociale ou des collectivités locales : +14,3 % en francs constants entre 1990 et 1997.

Point important : les administrations centrales ont donné le sentiment de maîtriser leurs « consommations intermédiaires » en les faisant passer de 3,2 à 2,7 % du PIB. Mais, en réalité, cette économie a entièrement été consacrée à augmenter les charges en personnel. Conclusion logique : l'Etat a « réduit ses achats de biens et de services au secteur privé » pour mieux augmenter « le nombre et la rémunération de ses agents ». Il y a eu « internalisation » des dépenses au détriment de la collectivité nationale.

Les excès en personnel des collectivités locales sont, eux, connus de longue date : dépenses en hausse de 66 % sur huit ans, ce qui représente près de 5,7 % du PIB. « Pour chaque franc de transfert ou d'investissement, les collectivités locales dépensent 1,55 franc en frais de personnel et consommation intermédiaire, alors qu'elles rendaient le même service en 1990 pour 1,31 franc ». Quant aux organismes de Sécurité sociale (santé et retraite), ils défilent trop régulièrement la chronique pour qu'il soit nécessaire de s'y appesantir ici.

### MANQUE DE CONTRÔLE

La critique du contrôle des dépenses est également l'un des points clés du rapport Cannac. Faute d'informations claires, le Parlement est systématiquement mis dans l'incapacité d'exercer un quelconque droit de regard. Immeubles ou voitures de fonction ne sont jamais précisément dénombrés. L'absence de comptabilité patrimoniale ne permet pas non plus d'évaluer le bien-fondé des dépenses de fonctionnement d'un ministère.

La technique dite des « services votés » est également inflationniste : sur un budget déterminé, les dépenses sont découpées en deux, d'un côté, le renouvellement de services approuvés les années précédentes et, de l'autre, les « mesures nouvelles ». Le Parlement est invité à approuver en bloc le premier ensemble, sans avoir le pouvoir de remettre en cause des dépenses antérieures.



Yves Cannac

● Normalien et énarque, Yves Cannac est aujourd'hui maître des requêtes honoraire au Conseil d'Etat.  
● Il a été directeur adjoint au cabinet du ministre des finances Valéry Giscard d'Estaing et secrétaire général adjoint de l'Elysee entre 1974 et 1978.  
● Yves Cannac a également été directeur général de Havas (1978-1981) et président de la Cegos jusqu'en 1998.

**MS ESCP**

**METTEZ-VOUS EN VALEUR AJOUTÉE**

Partez en l'air sans perdre le sol !

Audit et conseil  
Marketing et communication  
Innovation et entrepreneuriat  
Management de l'édition  
Finance et trésorerie  
Gestion de patrimoine  
Droit et management international

Spécialisation de haut niveau en un an accessible aux BAC + 5, le Master Spécialisé ESCP offre une valeur ajoutée qui fait vraiment la différence. Depuis 1988, 2 500 diplômés MS ESCP exercent le métier de leur choix.

Contrôle de gestion, management de la performance  
Management médical  
Management des projets internationaux  
Qualité et organisation  
Management des hommes et des organisations  
Technologies de l'information, stratégie et organisation

**14 M.S. pour choisir votre métier.**  
Contact : Catherine Pélissier au 01 49 23 21 40  
e-mail : master@escp.fr - www.escp.fr

Le Groupe ESCP est accrédité EQUIS

هكذا من الأصل



## Les cinq types de décideurs européens

A en croire une étude menée par le cabinet de ressources humaines Garon Bonvalot (enquête quantitative réalisée auprès de 1 071 cadres dirigeants dans neuf États membres), les dirigeants européens se répartissent en cinq familles.

Les « innovateurs sociaux » (27 %) sont ouverts au changement. Les hommes y sont considérés comme une ressource-clé, justifiant une formation et une gestion des compétences personnalisées. Ils cherchent à concilier les souhaits de leurs salariés et la recherche du profit. On les rencontre surtout en Irlande, en Espagne et en Grande-Bretagne.

Les « mutans volontaires » (14 %) sont engagés dans un processus de transformation en profondeur de leurs structures et préfigurent un type d'entreprise nouveau : l'entreprise en réseaux. Le salariat y évolue vers une plus grande individualisation des rémunérations. Dans ce domaine, c'est l'Italie qui montre la voie.

Les « normatifs » (27 %), au contraire des « mutans », sont rétifs au changement qui pourrait entraîner une autonomie croissante de leurs salariés. Ils sont essentiellement néerlandais et anglais.

Les « sans état d'âme » (11 %), plus présents en Suisse et en Allemagne, seront plus nombreux que la moyenne à procéder à des restructurations et à réduire le nombre de leurs salariés permanents. Ils vont accroître la flexibilité et la réactivité.

Enfin les « inquiets » (21 %) réagissent aux pressions de l'environnement sans stratégie clairement établie. Ils dirigent plutôt des entreprises de taille moyenne. Ce groupe, surtout composé d'Allemands et de Suisses, est le plus pessimiste de la typologie. Seuls 26 % prévoient une nette amélioration de la situation de leur entreprise dans les prochaines années - un taux très inférieur à celui de l'échantillon (47 %).

## DÉPÊCHE

● **INTERNATIONAL.** L'accueil d'étudiants, de chercheurs, de professionnels étrangers qui viennent se former dans les établissements d'enseignement et les entreprises françaises est, pour les institutions d'accueil, un casse-tête notoire, souvent faute de moyens. Le Centre international des étudiants et stagiaires (CIES) est le mandataire de 800 de ces institutions pour organiser plus de 30 000 séjours par an. De statut associatif, le CIES vient d'absorber l'Agence pour l'accueil des personnalités étrangères (Apape), un organisme similaire. Renseignements : 01-40-40-59-04, www.cies.fr.

## AGENDA

● **TECHNOLOGIES.** La huitième édition des Entretiens européens de la technologie se dérouleront les 9 et 10 avril à Bruxelles. Ils seront précédés, le 8 avril, du Marché européen de la technologie, axé, cette année, sur le multimédia, où acheteurs et vendeurs de technologie, universités et entreprises, PME ou porteurs de projets et investisseurs, pourront se rencontrer. Les entretiens proposent des dizaines d'ateliers en parallèle dans différents domaines : matériaux, information, logistique, énergie et environnement, biotechnologies et santé. Renseignements : 01-53-53-07-79.

● **CRÉATION D'ENTREPRISES.** Après l'Essonne et d'autres départements, le Val-d'Oise organise son premier Salon de la création d'entreprises les 9 et 10 avril à Pontoise. Les porteurs de projet ou dirigeants d'entreprise pourront rencontrer une soixantaine d'acteurs institutionnels et financiers de la création d'activités nouvelles. Renseignements : 01-34-25-32-43.

● **FINANCE.** Les marchés financiers, montrés du doigt lorsque se dégringolent les mécanismes de l'économie, se veulent aussi « moteurs du développement local et de l'emploi » et « source d'une épargne productive ». Ce sont, en tout cas, les thèmes des deux tables rondes organisées le 13 avril à Paris par Paris Europlace, l'organisation chargée de promouvoir le développement de la place financière de la capitale. Renseignements : 01-53-32-55-98.

● **EMPLOI.** L'employabilité, concept-valise aujourd'hui très utilisé, sera l'objet d'une conférence de Bernard Gazier, professeur à Paris-1, organisée le 13 avril par le Centre d'éducation permanente de cette université et intitulée : « L'employabilité : des concepts aux implications politiques ». Renseignements : 01-40-77-46-60.

● **COLLECTIVITÉS LOCALES.** La baisse des taux, la naissance de la euro, créent un nouvel environnement pour le financement des collectivités locales. Les Rencontres financières de Tours, organisées le 13 avril dans cette ville, proposeront trois ateliers thématiques sur ces questions : bilan et fonctionnement du marché des emprunts obligataires, méthodes de notation des collectivités locales, communication financière. Renseignements : 02-47-21-66-33.

● **IMMIGRATION.** L'Etat et les municipalités vont entamer le processus qui conduira à la signature de « contrats de ville » pour le début du prochain siècle. L'intégration des populations immigrées ou issues de l'immigration tendra une place importante dans cette négociation. L'Agence pour le développement des relations interculturelles (Adri) propose, le 13 avril à Paris, un séminaire, « L'intégration dans les prochains contrats de ville », destiné à faire le point sur les politiques en vigueur et leurs possibles développements. Renseignements : 01-40-09-69-19.

● **ENTREPRISES.** La vague des fusions-acquisitions, l'externalisation, mais aussi la mise en réseau des entreprises, créent de nouvelles formes d'entreprises. Entreprise & Personnel organise, le 14 avril à Paris, une journée d'études « Formes d'entreprise : quels changements et quelle signification au-delà des modes ? » sur les conséquences de ces nouvelles formes en matière de gestion des ressources humaines et de relations sociales, en présence de dirigeants d'entreprise et de syndicalistes. Renseignements : 01-43-92-13-00.

● **FORMATION.** Nombre de dispositifs de téléformation, utilisant les nouvelles technologies de la communication, sont aujourd'hui disponibles sur le marché. Le Préau, organe de prospective de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP), et le cabinet de conseil Aska ont réalisé une étude comparative sur ces dispositifs, dont ils présenteront les résultats les 14 et 15 avril à Paris, avant de les publier en mai 1999. Renseignements : 01-45-87-55-03.

● **COMPÉTENCES.** L'organisation en réseau de certaines entreprises pose en termes nouveaux l'évaluation et l'évolution des compétences des travailleurs. L'Anvie (Association pour la valorisation de la recherche en sciences sociales) organise, les 14 et 15 avril à Paris, un séminaire interentreprises intitulé « Des compétences... aux télé-compétences », en présence d'Alain d'Iribarne (CNRS) et Vincent Degot (Centre de recherche en gestion de l'Ecole polytechnique). Renseignements : 01-49-54-21-16.

# Depuis Limoges, Legrand contrôle sa mondialisation

de notre correspondant

assise en une génération de la modeste manufacture familiale de porcelaine de Limoges (médaille d'or à l'Exposition universelle de 1937) à la position de multinationale leader de l'équipement électrique basse tension, Legrand SA a fait le choix de franchir toutes les étapes de sa croissance en conservant le cœur de son activité dans le Limousin, son terroir natal. Le grand espace immobilier qui, au sud de Limoges, accueille déjà le siège social, l'usine-mère et tous les laboratoires de recherche de l'entreprise, vient de s'agrandir d'un vaste vaisseau de verre de 7 200 mètres carrés construit par l'architecte François Gauthier, spécialiste de constructions pédagogiques (neuf lycées en France) : l'Innoval, centre international de formation et de communication.

Cette initiative est une réponse aux problèmes que posait de plus en plus fortement la rapidité de développement du groupe. Il s'agit d'abord, explique Nicolas de Chasse, le directeur, d'assurer la cohésion et la pérennité de la culture Legrand et ensuite de diffuser le plus efficacement possible les innovations issues des laboratoires vers ses clients et ses distributeurs.

Opérationnel depuis le début 1999, l'Innoval doit accueillir 7 000 stagiaires par an dont une bonne moitié d'étrangers. Il a déjà reçu des groupes turcs, grecs, slovaques, tchèques. Il attend des Danes, des Suédois, des Israéliens, des Roumains. Technico-commercial maison, collaborateur des filiales étrangères, mais aussi artisans-installateurs, tous suivent une série de stages courts, de deux à quatre jours, très techniques. Exemples : les systèmes de sécurité incendie et d'alarme, les opérations de câblage, les systèmes de protection, les commandes à distance, les automatismes... Une trentaine de modules au total, enseignés par une

**L'entreprise, leader de l'équipement électrique, a ouvert un centre de formation destiné à diffuser ses innovations auprès de ses clients et distributeurs**

quinzaine de formateurs, tous issus du sérail Legrand, dans un environnement pédagogique multimédia très sophistiqué, réalisé par l'agence de communication parisienne Image-Force, mais aussi au travers de travaux réels en atelier, avec table de montage et boîte à outils, par petits groupes de six ou douze. Car, dit Nicolas de Chasse, « il est évident que pour des stagiaires qui sont aussi des professionnels qualifiés, rien ne remplace la pratique ».

Legrand se donne ainsi les moyens de contrôler, à partir de son terroir d'origine, le maillage international de ses unités industrielles et de ses comptoirs commerciaux, en constant accroissement sur tous les continents. Cette mondialisation par acquisitions successives d'entreprises locales est motivée, explique la direction, par l'extrême diversité des standards, des modules et des produits (un voyageur français en fait l'expérience lorsqu'il tente de brancher son rasoir électrique dans une prise d'une chambre d'hôtel texane, brésilienne ou japonaise). Mais aussi par la multiplicité des éléments nécessaires à l'installation d'un réseau électrique basse tension dans les trois secteurs pour lesquels travaille Legrand : les bâti-

ments industriels, le tertiaire, le logement.

« Il était donc bien plus rationnel, dit Nicolas de Chasse, d'adapter un savoir-faire et une ingénierie uniques à la multiplicité des standards nationaux que de tenter depuis la maison-mère d'organiser l'exportation d'un ingrédient formidablement d'éléments et de références. » L'homme, très imprégné de l'esprit maison, est surtout un acteur de terrain : il a animé durant cinq ans les réseaux de vente en Asie avant de diriger l'usine Legrand au Maroc. Il a connu les problèmes que l'ouverture d'Innoval a pour but de résoudre. Il s'agit, résume-t-il, de « former des formateurs », capables de démultiplier l'information et les choix Legrand dans le monde.

La diffusion rapide de l'innovation technologique est également un atout majeur de Legrand sur les marchés internationaux. Depuis 1994, la firme a consacré le tiers de ses investissements industriels à des produits nouveaux, et notam-

ment à l'insertion de la micro-électronique dans les installations électriques. Il s'agit non seulement d'assurer la pénétration la plus rapide possible de ces innovations dans le processus de production des filiales industrielles à travers le monde, mais aussi de les faire connaître très vite aux distributeurs et aux installateurs de terrain dans un contexte de rude concurrence internationale.

VITRINE

La réalisation d'Innoval a reçu une aide du conseil régional, qui y voit un instrument de promotion internationale pour tout le Limousin. Elle n'est pas contestée à l'intérieur de l'entreprise. Lydie Dheilly (CGT, syndicat majoritaire à 60 %, tous collèges confondus) estime n'avoir rien à en dire : « C'est une formation pour les clients, pas pour le personnel, cela ne nous concerne pas. » Tout au plus regrette-t-elle au passage que « la politique générale de formation ne prenne pas assez en compte celle des ouvriers non qualifiés ».

Denis Delorme (CGC), responsable des relations de l'entreprise avec l'enseignement technique, estime que « cet outil très novateur » est « porteur d'images fortes, à la fois pour Legrand et pour la région ». Avec un bémol : « L'investissement en personnel est-il à la hauteur de l'investissement matériel ? » Serge Sémamaud (FO) juge que « cette réalisation est la vitrine d'une entreprise qui a besoin ». Il y voit en outre « un renforcement confirmé de son ancrage dans la région ». Car c'est une inquiétude qui a périodiquement besoin d'être apaisée en Limousin : celle de voir un jour Legrand, ce seul poids lourd industriel, quitter sa ville natale pour aller s'installer quelque part du côté de la « banane bleue », cet axe du plus fort développement européen qui va de Londres à Milan en passant par Bruxelles, Paris, Francfort et Lyon.

Georges Chatain

## La fonction ressources humaines à la traîne des nouvelles technologies

Heureusement, il y a l'avènement de l'euro et le passage à l'an 2000. Sinon, à en croire les résultats que vient de publier Renaissance, un cabinet international de conseil en organisation et en management, l'informatisation de la gestion des ressources humaines continuerait à progresser à un pas tranquille de sénateur.

L'enquête menée auprès de 600 directeurs de ressources humaines et directeurs informatiques dans trois pays (France, Allemagne, Royaume-Uni) indique que deux tiers des entreprises interrogées introduisent actuellement des nouvelles technologies (Internet, Intranet, Windows, etc.) dans leur département RH. Quand on examine les raisons qui les poussent à agir ainsi, on distingue une Europe à deux vitesses (rupture qui perdure d'ailleurs quasiment dans l'ensemble du sondage) : d'un côté, la France et l'Allemagne, qui présentent une image vieillotte, de l'autre, un Royaume-Uni qui apparaît beaucoup plus dynamique.

Les Français agissent à la majorité (55 %) en raison des contraintes informatiques (euro, bogue de l'an 2000), les Allemands aussi, en partie (22 %), mais également afin de réduire leurs coûts (37 %). Seuls les Anglais (82 %) privilégient en ces nouvelles technologies un outil pour changer profondément la fonction RH.

Dans l'Hexagone, et outre-Rhin, il s'agit, en priorité, d'« assurer les fonctions administratives de base » : informatisation de la paie, de l'administration du personnel, etc. Au Royaume-Uni, on va plus loin : les projets intègrent de nouvelles solutions organisationnelles, des serveurs vocaux interactifs, par exemple. Autre illustration du clivage France-Allemagne-Royaume-Uni : à qui incombe la responsabilité du projet ? La DRH est maître d'œuvre dans 70 % des cas dans

Allemands, Français et Anglais réagissent différemment au développement de l'informatisation

les entreprises anglaises, alors que ce pourcentage tombe à 57 % chez les Allemands et les Français, où les informaticiens jouent donc presque à armes égales avec les RH. L'enquête montre aussi qu'aucun des trois pays ne maîtrise financièrement la démarche : 40 % en moyenne des répondants ne peuvent pas évaluer le coût global ! De même, plus de 50 % ne parviennent pas à mesurer le poids respectif des dépenses engagées : licence, mise en œuvre, etc. Dès qu'un problème apparaît, Français et Allemands incriminent majoritairement « les comportements de

résistance face au changement », alors que les Anglais estiment que les freins rencontrés tiennent plutôt à « l'inadaptation des infrastructures existantes ».

Quels outils sont utilisés ? L'infrastructure de base (Windows, messagerie, etc.), note l'enquête, semble se mettre en place dans chacun des trois pays. Mais, là encore, la France, qui fait, cette fois-ci, cavalier seul, est à la traîne. Alors que les départements RH des entreprises anglaises et allemandes disposent, à une très large majorité, d'Internet (88 % et 85 % respectivement), les firmes françaises ne sont que 64 % dans ce cas-là. Constat identique concernant l'informatisation de la gestion de documents (48 % en France contre 65 % au Royaume-Uni et 67 % en Allemagne) ou le recours à un centre d'appels ressources humaines (12 % en France, contre 25 % en Allemagne et 36 % au Royaume-Uni). Pourtant les trois pays sont unanimes à reconnaître l'importance de la dé-

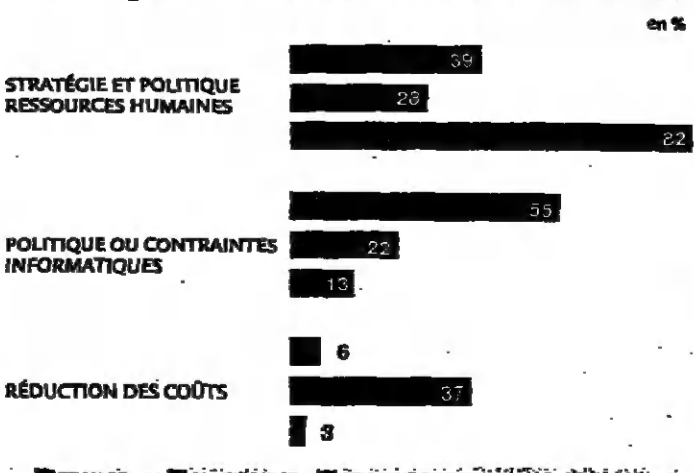
marche technologique « dans l'amélioration de la performance des départements RH » car elle permet l'accès à des banques de données utiles mais surtout une mise à jour et une validation en temps réel des informations.

Une fois n'est pas coutume, la dernière question, celle de l'accès aux données informatisées, donne lieu à des réponses quasiment équivalentes dans les trois pays. Il y a une réticence générale à « démocratiser » les informations. Tout logiquement, 95 % des projets prévoient un accès direct à l'ensemble des collaborateurs de la DRH. Mais seulement 50 % sont ouverts aux cadres dirigeants et aux managers. Et une minorité des projets (moins de 20 %) sont accessibles à l'ensemble des salariés en France et en Allemagne, le Royaume-Uni réalisant un meilleur score : 35 %. Pour des indiscretions ? Pas évident, car on pourrait très bien imaginer que certains services ne soient accessibles que grâce à un code.

Et s'il s'agissait plutôt d'une réaction corporatiste ? En permettant, d'un côté, aux cadres dirigeants de s'informer en direct sur le tableau de bord ressources humaines de l'entreprise et, de l'autre, aux salariés de trouver les réponses aux questions qu'ils se posent (points légaux, dispositifs de formation, etc.), les responsables RH scient la branche sur laquelle ils sont assis. Or ils n'y ont pas vraiment intérêt car l'enquête, dont c'est la deuxième édition, signale que les effectifs des DRH sont en diminution par rapport à l'année dernière : aujourd'hui, deux tiers des sondés déclarent que leur département représente moins de 1 % de l'effectif total du groupe. L'introduction de nouvelles technologies ne renversera sûrement pas cette tendance. Au contraire.

Marie-Béatrice Baudet

▼ **Qu'est-ce qui motive la mise en place de nouvelles technologies au sein de la fonction Ressources humaines ?**



سكزا من الأصل